

Inquiétudes  
africaines

**S'ADRESSANT** à ses homologues africains, M. Roland Dumas leur a promis, jeudi 23 novembre, qu'il « n'y aura pas de désengagement de la France » sur leur continent. Le ministre des affaires étrangères participait, à Casablanca, à une conférence dite « de suivi » pour préparer le sixième sommet franco-africain. Chaque année, en décembre, cette « grand-messe » permettrait de faire le point sur les relations entre Paris et les anciennes colonies. A mesure que se détériore leur situation économique, celles-ci saisissent l'occasion pour exprimer leurs craintes et leurs plaintes devant les insuffisances de la coopération. L'exercice devenant quelque peu répétitif, la périodicité de ces sommets semble devoir être modifiée, et le prochain n'aura lieu qu'en juin 1990.

M. Dumas a transposé sur le plan bilatéral franco-africain ce que M. Mitterrand avait dit le 18 novembre après le dîner des Douze à l'Élysée : les nouvelles orientations « vers l'Europe de l'Est ne porteront pas préjudice au tiers-monde ».

**MAJORITÉ** toutes les promesses, l'Afrique demeure très inquiète à la veille de la dernière phase des discussions pour le renouvellement de la convention de Lomé, qui commence samedi à Bruxelles. La France a joint un rôle essentiel dans le processus. En 1978, le premier contrat d'association entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), aujourd'hui au nombre de soixante-six, « Lomé IV », par référence à la capitale du Togo, où furent signés les précédents engagements, est considéré comme un test dans les capacités africaines, persuadées que la Communauté pense davantage à une « grande Europe » qu'aux pays du Sud. Selon le délégué général à Bruxelles, les Douze ont promis une aide équivalente à 60 dollars « par Polonais et par Hongrois » sur trois ans, alors qu'ils ont fourni seulement 9 dollars par habitant des ACP pendant les cinq dernières années.

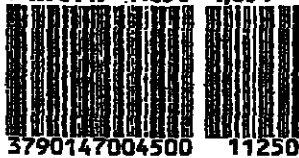
La France est consciente de ce malaise et, selon un responsable, elle préférerait que la convention de Lomé ne soit pas renouvelée sous sa présidence de la CEE, si ce qui doit, en principe, être signé à Lomé en décembre paraissait inacceptable aux Africains.

**ALORS** que le secteur privé se retire d'Afrique, sans que l'administration y puisse grand-chose, les hommes politiques, de droite comme de gauche, estiment généralement que la France ne conservera pas son rang de puissance moyenne sans une Afrique francophone sortie du marasme. Les présidents Doudou et Houphouët-Boigny sont particulièrement habiles à utiliser ce constat de bon sens.

L'inquiétude des Africains, engagés dans de douloureux « ajustements culturels » à la demande du FMI, se comprend, mais ils ont sans doute tort de dissocier les problèmes économiques de la politique. Il devrait y avoir pour eux un autre motif de réflexion dans les événements d'Europe : les parties unies tropicales pourraient-elles se maintenir après l'effondrement des régimes totalitaires de l'Est ?

Lire nos informations sur le débat en Italie page 7

M 0147 - 1125 0 - 4,50 F

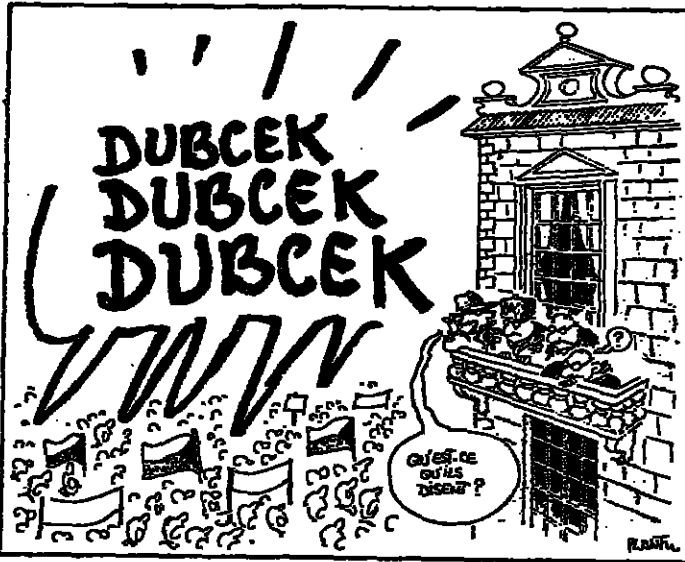


3790147004500 11250

## La réunion plénière du comité central

Les dirigeants tchécoslovaques s'affrontent  
sur les moyens de sortir de la crise

Le comité central du Parti communiste tchécoslovaque a ouvert, vendredi matin 24 novembre, une réunion plénière extraordinaire, alors que le débat parmi les dirigeants du PCT sur les moyens de sortir de la crise paraît de plus en plus tendu. Le premier secrétaire du comité du parti à Prague, M. Miroslav Štěpán, considéré comme l'un des « durs » du régime, a estimé que des « changements importants » étaient nécessaires, notamment parmi les responsables. Réunis jeudi sous la direction



du ministre de la défense, les hauts responsables militaires ont dénoncé l'« anarchie propagée par des forces anti-socialistes intérieures et extérieures ». Pour Vaclav Havel, l'un des chefs de la contestation, rien n'était encore joué à la veille du plénum du comité central.

L'ancien dirigeant du « printemps de Prague », M. Alexandre Dubček, a pris la parole jeudi devant une foule nombreuse à Bratislava. Il est arrivé vendredi matin dans la capitale de la Tchécoslovaquie.

## L'impatience du Kremlin

MOSCOU

de notre correspondant

Même l'image de l'Armée rouge rendant, sur l'aéroport de Moscou, les honneurs militaires à Tadeusz Mazowiecki, pilier de l'opposition polonaise depuis trente ans, en devenant banale. Il fallait se précipiter pour y croire, mais il y a déjà trois mois, après tout, que l'ancien conseiller de Lech Wałęsa est premier ministre.

Autant dire que, vue du Kremlin, la Pologne, c'était l'une

des crises de l'été dernier, calmement et bien résolue, tandis que de la Tchécoslovaquie à la Roumanie, de Leningrad à la Moldavie, de Vorkouta à la Hongrie, les dossiers chauds s'accumulent. Jeudi 23 novembre, soudainement, le journal télévisé du soir, Vremia, courait ainsi de l'un à l'autre — pas à tous mais presque — et le correspondant à Prague expliquait aux Soviétiques que les étudiants tchécoslovaques manifestent en masse pour la démocratisation de leur pays.

Derrière lui des affiches, autour de lui une foule jeune et grave ; et « voici justement, disait-il en le montrant, l'un de leurs tracts dans lequel les étudiants en appellent à la solidarité des ouvriers et des paysans ». « Qu'en pensent les ouvriers et les paysans ? », ajoutait le journaliste avant qu'on ne le voit interviewer, devant une sortie d'usine, un jeune ouvrier barbu et membre du parti.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 6

● Tchécoslovaquie : « La revanche de l'homme du printemps de Prague », par Michel Tatin page 4

● Berlin-Est prend des mesures contre le marché noir

● Avant le voyage de M. Kohl en RDA

● M<sup>re</sup> Thatcher et le problème de la réunification page 3

● Les réformes en URSS page 6

● L'aide du Japon aux pays de l'Est page 37 - section D

Baisse  
du chômage

Le nombre des sans-emploi, en octobre, est en diminution de 1,7 % sur un an page 37 - section D

Les Japonais  
à Paris

Des investisseurs achètent une partie du Forum des Halles pages 37 et 39 - section D

M. Pierre  
Méhaignerie  
définit  
sa stratégie

Un entretien avec le président de l'UDC page 10

Le conflit  
au Salvador

Le gouvernement a rejeté l'offre de cessez-le-feu de la guérilla page 8

## Le Liban

sans président

Les députés veulent éviter une trop longue vacance page 8

Course autour  
du monde  
en solitaire

Treize navigateurs s'embarquent dimanche page 21 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

## L'école... après le voile

Dans l'attente de l'avis du Conseil d'Etat sur le foulard islamique  
le débat a changé de dimension

Le foulard islamique est-il compatible avec la laïcité ? Peut-on interdire l'entrée en classe aux élèves qui le porteraient ? Ce sont les questions auxquelles le Conseil d'Etat, saisi par le gouvernement, doit répondre en début de semaine prochaine. Mais ces questions apparaissent déjà dépassées en grande partie car, au fil des semaines, le débat a changé d'allure et de dimension : à l'école, il porte de plus en plus sur le contenu des programmes, comme le montre l'affaire de Noyon (Oise) ; et, en dehors de l'école, c'est tout le problème de l'intégration des immigrés qui est posé.

Y a-t-il même encore, sur le fond, une affaire de voile ? Plus personne ne considère le foulard comme une fantaisie vestimentaire. « Nous devons tous le rejeter en ce qu'il est moins le signe d'un foi que d'une aliénation », a déclaré M. Michel

Rocard à deux reprises, le 8 et le 18 novembre. Le débat ne porte plus que sur la manière — ferme ou tolérante — d'amener des élèves musulmanes à s'en affranchir.

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, approuvé par le président de la République, a choisi la tolérance. Cela lui a valu une avalanche de critiques qui l'ont personnellement blessé, lui, le laïque convaincu. Huit jours plus tard, il se tournait vers le Conseil d'Etat, lui demandant de dire la loi et de l'interpréter. Sur le terrain, c'était la confusion. Et dans les rangs socialistes, la cacophonie. L'opposition, ravie, s'engouffrait dans la brèche, et le Front national exultait.

ROBERT SOLÉ

Lire la suite page 24 - section C

## Le nouveau sel de la droite

Institutions, politique sociale, vie quotidienne...  
les contributions des « renovateurs » du RPR lui redonnent du souffle

Il y a quelque chose de changé, depuis une semaine, dans le paysage politique français : le Parti socialiste n'a plus le monopole du débat d'idées. L'émergence de « courants » à l'intérieur du Rassemblement pour la République et l'expression des différences qui en résulte, sous forme de « contributions » personnalisées, constituent une nouvelle donne qui pourrait, à terme, favoriser certains reclassements électoraux.

On ne pourra plus dire que la droite française reste « la plus bête du monde » puisque ses « cadets » apportent désormais la preuve qu'ils réfléchissent beaucoup aux moyens d'améliorer le fonctionnement de notre démocratie et de renforcer sa cohésion sociale. On ne pourra plus prétendre que le leitmotiv de la « rénovation », à la mode depuis les dernières élections municipales, se réduit à un effet médiatique puisque ce sont ces

mêmes « renovateurs » qui démontrent en ce moment leur capacité de proposition. On a trop souvent regretté, ces dernières années, le discrédit affectant la représentation politique nationale pour ne pas rendre justice, aujourd'hui, à ceux qui tentent d'y remédier sans grand espoir — compte tenu de l'ingratitude de la tâche — d'en tirer quelque profit médiatique que ce soit...

Qui pourrait contester qu'il y ait du grain à moudre au bénéfice de l'opposition dans les contributions aux prochaines assemblées nationales du RPR déposées à l'initiative d'hommes comme MM. Philippe Séguin, Alain Carignon et Jacques Toubon ? Au bénéfice de l'opposition et même aussi, peut-être, sur certains terrains, au profit... de la majorité.

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 12

**Jean Vautrin.**  
**Prix Goncourt.**  
Un grand pas vers le Bon Dieu  
roman  
GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,96 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 150 l. ; Japon, 150 ¥ ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.

هكذا من الامم

صحة من الاحول

## DÉBATS

### Témoignages sur Henri Freney

## « La machination d'un deuxième classe de la Résistance »

nous déclare le général Chevance-Bertin  
à propos du livre de Daniel Cordier

La polémique provoquée par la publication du livre de Daniel Cordier, *l'inconnu du Panthéon*, continue. La « révélation » par Daniel Cordier d'un texte qu'il présente comme le manifeste fondateur de la résistance Combat, écrit par Henri Freney, de ce qui devait devenir le mouvement de résistance Combat, a provoqué les plus vigoureuses critiques. Le général Maurice Chevance-Bertin, compagnon de la Libération, qui fut le bras droit d'Henri Freney, affirme avoir vu l'original du manifeste en août 1940 et tient le texte présenté par Daniel Cordier pour un faux.

Le fils d'Henri Freney, ainsi que Mireille Albrecht, fille de Bertie Albrecht, compagne d'Henri Freney avant la guerre, morte en déportation, jugent aussi invraisemblable le portrait d'Henri Freney dressé par Daniel Cordier.

Tous s'accrochent à évoquer une vision de la Résistance gravement méconnaissance, selon eux, par l'auteur de la biographie. Nous donnerons ultérieurement la parole à Daniel Cordier.

## Mon père

par Henri Freney

Celui qui tentera d'expliquer la ligne de conduite d'Henri Freney, mon père, par une approche purement politique, faite d'ambition et de pouvoir, n'aura rien compris à l'homme et à son œuvre. Seuls l'ont guidé la voix de sa conscience, le respect des autres et de lui-même.

C'est ainsi que, officier d'active, fait prisonnier, il s'évada, refusa de prêter serment au maréchal Pétain et démissionna de l'armée, dont sa famille et lui-même étaient issus. C'est ainsi que, à sa mère qui lui était aperçue de ses activités hors-la-loi et qui menaçait de le dénoncer, il déclara : « Si vous faites ce que vous avez dit, il sera inutile de m'appeler à votre lit de mort, je ne viendrai pas ».

C'est ainsi que, à Londres, alors que de Gaulle exigeait de lui une stricte obéissance, il répondit qu'en tant que soldat il obéirait, mais que le citoyen qu'il était suivrait la voix de sa conscience, ce qui provoqua, de la part du général, la fameuse phrase : « Alors, Freney, la France choisira entre vous et moi ». Le pays n'eut jamais à trancher.

## Deux éducations

La suite logique à cette attitude insoumise aux hommes et aux mythes se traduisit par la publication, en 1973, de ses *Mémoires*. La nuit finira, puis, par le développement de la dernière partie de son ouvrage sur l'engagement politique de Jean Moulin, *l'Enigme Jean Moulin*, en 1977.

En raison des réactions de ses amis, mon père s'était interdit, depuis, toute publication de ses recherches (sauf en cas d'attaque), poursuivies jusqu'en 1983. Il a été avancé, le caractère ambitieux de mon père ! En est-ce un signe que d'avoir :

- refusé le grade de général qui lui était proposé ?
  - tourné le dos à la politique, dont la voie royale lui était naturellement ouverte ?
  - s'être engagé, à corps perdu et sans le sou, dans la construction européenne pendant dix ans, dont le capotage de la CED déstabilisa pour longtemps les espoirs ?
  - Ambition des idées, oui ! Personnelle, en aucun cas !
- Mon père a souvent été considéré comme naïf... et cela n'était

« QUELLE est votre position dans l'affaire dite du manifeste d'Henri Freney, qui prête à ce grand résistant de la première heure des sentiments très pétainistes, voire un certain antisémitisme ?

- Il faut être très clair. J'ai vu moi-même, aux Archives nationales, à deux reprises, le manifeste que Daniel Cordier attribue au début de la biographie de Jean Moulin, à Henri Freney. Ce texte n'est pas d'Henri Freney. On souhaite entacher la mémoire de Freney. C'est du délire. C'est une monstruosité.

- Avez-vous vu le manifeste original de Freney, et dans quelles circonstances ?

- Je peux vous répondre nettement pour la raison suivante. Freney était pour Londres, selon les appellations du code, « Nef » et j'étais « Nef bis ». J'ai été depuis le départ, c'est-à-dire, pour ce qui me concerne, août 1940, le bras droit de Freney.

- Avant moi, à Marseille, Freney avait commencé d'agir avec des amis. Le principal était le docteur Recordier, dont la fille vit encore. Ces personnes ont, comme moi, vu le manifeste. Le lendemain de mon arrivée à Marseille, dans les derniers jours d'août 1940, je rencontrai Freney. Il me dit ce qu'il voulait faire : créer une armée secrète qui, le moment venu, chasserait l'ennemi. Il m'a demandé si je voulais en être. Je lui ai dit « oui ». A ce moment, il a sorti de sa poche le manifeste. C'était un

pas pour lui déplaire. Sa formation au commandement, il l'a reçue dans la chaleur de l'esprit des corps. La seule formation politique qu'il ait reçue avant guerre, il la devait à Bertie Albrecht - militante féministe et de gauche, - rencontrée en 1934, à la fréquentation de son salon, qui accueillait l'intelligentsia du monde des arts, des lettres et de la politique. C'est en ce lieu, et bien sûr au Centre des hautes études germaniques de Strasbourg, qu'il eut l'occasion d'apprendre ce qu'était le nazisme et de rencontrer des victimes, juives ou politiques, de ce régime.

La synthèse de ces deux éducations, lui permit d'appréhender la nature du problème, d'en concevoir puis d'en mettre en œuvre la riposte.

Par contre, propulsé après guerre dans un milieu qui n'était pas le sien, il ne se sentira pas fait pour affronter la vie politique revenue à la normale.

Sa vie, faite de mesure dans le fond et dans la forme, de modestie et de discrétion, l'amena à préférer la réflexion, l'échange entre amis de cœur, la pêche, la chasse et l'entretien de sa propriété.

Dans le choix qui a été le sien, n'a-t-il pas été un homme au moins autant que dans l'action ?

## Une grande clairvoyance

par Alain Griotteray

J'ÉTAIS fanatiquement (j'emploie ce terme à dessein) hostile à Vichy parce que je n'avais qu'une idée en tête, combattre les Allemands. Mais je reconnais aujourd'hui que, lorsque j'ai franchi la ligne de démarcation pour la première fois fin 1940, après les incidents du mois de novembre à Paris, j'ai éprouvé à mon arrivée en zone « No-No » un sentiment de liberté que je n'ai pas oublié. Tout comme je l'aurai lorsque, réfugié au Portugal salazariste, j'aurais pu prendre librement un bateau pour l'Afrique du Nord.

La zone non occupée, c'était aussi la liberté permettant de trouver des points d'appui et des liaisons pour organiser l'action en zone occupée et interdite. On peut se couvrir la tête de cendres, mais ne

texte court, très court. C'est la première diffidence avec celui qu'on prête aujourd'hui à Freney. Ce texte était manuscrit et signé MOLIN, ce qui veut dire Mouvement de libération nationale.

- Ce texte part d'une constatation : la France est occupée et battue. Il fixe un but : libérer le sol de France. Comment ? Par une armée secrète. C'est ce dont parle ce texte. Et il en fixe justement l'organisation : en s'insérant et en tranchant. On ne trouve pas ces mots dans le prétendu manifeste trouvé aux Archives nationales.

- A l'époque, Pétain était l'objet d'une ferveur mystique. On n'aurait pas pu toucher les gens en disant : ce que nous allons faire, nous allons le faire contre le maréchal. Personne ne nous aurait suivis. C'est pourquoi le manifeste se terminait par la fameuse phrase : « Puisse le maréchal Pétain vivre suffisamment longtemps pour voir notre œuvre couronnée de succès ». Phrase, j'y insiste, antérieure à Montoire (1).

- Il est possible que le manifeste original existe encore. Il est du moins vivace dans la mémoire de quelques-uns. Le général Guinot, lui aussi l'un des tout premiers compagnons de Freney, évoquait encore tout récemment devant moi le style exceptionnel, ramassé, de Freney. Je peux encore vous citer le colonel Teulière, qui, dès le départ, a installé ces fameuses sises dans tout le long de la côte, de Fréjus à Nice. Ces gens vivent encore. Ils savent ce qu'était le manifeste et le rôle qu'il a joué dans le lancement du mouvement.

## Un officier de gauche

- Vous n'avez répondu que partiellement à ma première question. Qui ou qui peut-on dire en toute rigueur que Freney était tout son être maréchaliste et, comme le suggère le texte publié, dont vous contestez l'authenticité... ?

- Je la conteste totalement.

- ... Vaguement antisémite ?

- On nous parle maintenant d'un Freney officier de droite et antisémite... C'est de la dénonciation, c'est de la calomnie. Avant la guerre, Freney, alors qu'il préparait l'École de guerre, avait une amie extraordinaire dont tout le monde connaît le nom : Bertie Albrecht. C'était une femme de gauche. Elle avait un salon dans lequel gravitaient des antinazis, des communistes. C'est elle qui a eu cette influence si grande sur Freney. Un homme de droite ? Qu'on ne se foute pas de nous. Ce qu'on raconte est démentiel. Freney était un officier de gauche.

- Antisémite... il y a de quoi bondir. Quand on pense à tous les premiers recrutés, aux premiers grands responsables, beaucoup étaient juifs : Claude Raynal, Bernheim, qui vient de mourir, Dick-Battisti, juif de Tunisie, que j'ai eu comme premier adjoint. Un des premiers chefs de ville s'appelait Eugénie, le second s'appelait le docteur Francet. J'ai eu auprès de moi Benjamin Crémieux, qui a laissé le souvenir d'une figure extraordinaire. Vous pensez que

pas vouloir comprendre cela, c'est se condamner à ne rien comprendre. Ce qu'a admirablement su discerner Henri Freney, c'est qu'il n'y avait pas de « révolution nationale » sous la botte allemande, mais qu'on ne pouvait restaurer la Troisième République.

C'est ce qui montre, au contraire de ce dont on le soupçonne, sa très grande clairvoyance. Car cette révolution, elle a bel et bien été reportée à la Libération, avec ses heures et malheurs, mais avec plus de continuité intellectuelle qu'on ne le souligne souvent.

Alain Griotteray, député du Val-de-Marne, est l'auteur de 1940, qui furent les premiers résistants ? (Robert Laffont).

J'aurais eu surpris de moi un homme comme Crémieux si nous avions été dans une mouvance antisémite ? C'est de la rigolade... ou plutôt : c'est ignoble, il faut le souligner.

- Pourquoi encore et toujours ces querelles d'interprétation, ce brouillage à propos des origines diverses et de l'histoire de la Résistance ?

- Quarante ans après la fin de la Résistance, on nous sort encore dans des préfaces, des livres, des histoires qui finalement troublent tout le monde. Il n'y a plus de clarté. Alors, essayons d'être clairs.

- Premièrement, vous avez l'appel du général de Gaulle, l'appel du 18 juin, que tout le monde connaît mais que peu entendent sur le moment. Il faut bien insister : cet appel est fait à l'extérieur de la France. Et ce n'est pas un appel à la résistance mais à la continuation de la guerre.

- Deuxièmement, en France, d'autres appels sont lancés, par des gestes, ou par des papiers comme celui de Freney, dont nous venons de parler. Le message est autre : il faut agir sur le sol de France. Et c'est pour cette raison que moi et tant d'autres avons donné notre accord. Pendant dix-huit mois, période que je qualifie de résistance historique patriotique, le mouvement de Freney et d'autres s'organiseront en France, le plus souvent sans moyens.

- Troisièmement, de retour en France, en janvier 1942, avec les directives de de Gaulle, Jean Moulin va coordonner cette Résistance dont il n'a pas été le créateur. Il en sera le fédérateur. La période qui va suivre, encore de dix-huit mois d'ailleurs, sera placée sous le signe de la Résistance gaulliste, le grand mouvement de la Résistance du sol de France appuyé par les moyens logistiques, financiers, etc., envoyés de Londres.

- Peu de temps avant sa mort, Jean Moulin a lancé l'idée du Conseil national de la Résistance - là, je ne partageais pas ses vues, - amorcée du retour des partis politiques, qui avaient été largement discrédités.

- En tout cas, on en vient avec cette phase à une troisième Résistance : la Résistance politique.

- Pour en revenir à la dernière phase, Londres, au fond, a fait une sorte d'OPA sur les mouvements de la Résistance. Il faut que cela soit dit.

- Dans ces conditions, il y a eu bien sûr des divergences, des affrontements. Il ne faut pas les nier. Mais ces divergences et ces affrontements se produisaient au niveau des États-majors. Souvent, la base ne les connaissait pas, fort heureusement d'ailleurs.

- La polémique actuelle étonne par son mélange d'apriori et d'irrationalité. Pensez-vous qu'elle a des enjeux cachés ?

- Je suis bien obligé de dire, après avoir vu de près le document dont nous avons parlé, et comme il n'y a aucune raison de l'attribuer à Freney, qu'il y a là une machination, une sorte de pétard à retardement lancé par un deuxième classe de la Résistance qui pense avoir un compte à régler avec Freney. C'est très, très, très mauvais. Je ne peux que condamner cette façon de faire, qui n'a rien d'historique. Laissez-moi le redire après d'autres : les trois cents pages de l'indigeste préface-manifeste sont encaissées de nombreuses erreurs et nuisent à l'image de l'ensemble de la Résistance.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN

(1) NDLR. - Rencontre de Pétain et de Hitler le 24 octobre 1940.

## Une image déformée jusqu'à l'absurde

par Mireille Albrecht

« Tu m'as mis au monde. Tu m'as épargné au temps des pères et de la mort pour que je sème ; et quel dévouement sera sans la mémoire ? »

« Je ne veux rien oublier, ni les morts, ni les vivants, ni les vœux, ni le silence. Je ne veux pas oublier les moments de plénitude qui ont enrichi mon existence, ni les heures de détresse qui m'ont désespéré. »

CES phrases, tirées du beau livre d'Elie Wiesel, *l'Obscurité*, peuvent très exactement s'appliquer à la Résistance, qui nous a donné des moments de plénitude et des moments de désespérance. Nous ne pouvons et ne voulons rien oublier - notre mémoire deviendra celle de nos enfants et petits-enfants parce qu'elle leur appartient, comme elle appartient à l'histoire de France.

Dans le premier tome de l'ouvrage de Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, il y a une préface de trois cents pages qui suscite de nombreuses polémiques, qui déclenche le scandale. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, puis-je, après une lecture attentive, force est de reconnaître que personne n'en sort grand : ni le général de Gaulle décrit comme un homme qui, à travers de sombres manipulations, s'est approprié la Résistance intérieure pour sa gloire personnelle, ni Jean Moulin qui l'a aidé dans ce but, ni Henri Freney accusé d'avoir voulu prendre la place de Moulin, puis celle de de Gaulle, ni Pierre de Bénouville accusé d'« imprudences » ayant coûté la vie à nombre de ses camarades dans l'affaire de Caluire.

Il n'est pas dans mon propos de faire l'analyse de ces trois cents pages, qui comportent de nombreuses erreurs. Ce sera aux historiens et à ceux qui ont vécu tel ou tel épisode de la faire. Mais par contre, je voudrais bien savoir quelles sont les motivations de Daniel Cordier. Quel but veut-il atteindre ? Sait-il la Résistance ? Pourquoi ? Qu'aurons-nous fait, après avoir tant enduré pendant ces sombres années, pour que nous soyons obligés aujourd'hui, quarante-cinq ans après, de nous justifier ?

## Discorde et honte

Nous ne sommes entrés en Résistance ni pour la puissance, ni pour la gloire, ni pour l'argent. Nous sommes devenus résistants contre la collaboration avec les nazis prénée par le gouvernement du maréchal Pétain. C'était cela, notre « politique ». Rien de plus. C'est là notre crime. Nous aurions dû ne rien faire, attendre tout simplement que les Alliés viennent nous délivrer, comme l'ont fait 38 500 000 Français sur les 39 000 000 que comptait la France à l'époque. On peut donc être rassuré, nous représentons à peine plus de 1 % de la population. Pourtant, aujourd'hui, quel remue-ménage !

Seulement voilà : nous, nous n'avons rien demandé. Nous estimons avoir le droit de vieillir en paix. Cela ne doit pas être permis à un résistant. Et le comble, c'est que maintenant nous sommes obligés

de combattre un des nôtres ! C'est une situation à la Kafka. Nous aurons pu comprendre des attaques venant d'un nostalgique du régime de Vichy, ou d'un nazi convaincu, c'eût été plus normal...

Daniel Cordier dit qu'il a été résistant, mais pas longtemps, et que, la guerre finie, il s'est complètement désintéressé de la question, et n'a jamais revu aucun de ses camarades. Libre à lui d'avoir pris cette attitude, mais pourquoi vient-il aujourd'hui semer la discorde et nous couvrir de boue ? Il nous couvre de boue, soit, mais il en prendra les conséquences : « Malheur à celui par qui le scandale arrive ». Non, nous n'étions pas ce panier de crabes qui est décrit tout au long de ces trois cents pages, non, nous n'étions pas ces arrivistes prêts à sacrifier leurs camarades à leur profit ; non, nous n'étions rien de tout cela.

## Ma place est en France

Nous étions des gens comme tout le monde, ni des héros ni des saints, mais des hommes et des femmes avec leurs forces et leurs faiblesses qui, dans la mesure de leurs moyens, ont lutté contre l'Allemagne nazie. Tout était difficile parce que nous n'avions rien, que les boutiques étaient vides, que de trouver du papier pour imprimer nos journaux clandestins était un tour de force, que nous n'avions ni voitures ni téléphones, et que nous avions sur le dos l'armée d'occupation, la Gestapo, l'Abwehr, ainsi que les différentes polices françaises. Nous ne devions garder aucun document compromettant, étant toujours sous la menace d'une arrestation. Nos archives étaient dans notre mémoire. Nous devions être très prudents, nous avions commis des imprudences. Nous étions des hommes et des femmes ordinaires, aucune école ne nous avait préparés à la lutte clandestine.

J'avais seize ans en 1940. J'ai vécu avec ma mère, Bertie Albrecht, cofondatrice avec Henri Freney du mouvement Combat, ces années de clandestinité. Je vivais donc parmi les « chefs ». Je n'ai jamais assisté à des querelles - à des discussions certes, car les chefs ne prenaient pas de décisions sans en discuter au préalable avec leurs responsables de région.

Ce que j'ai retenu de cette période m'a servi pour le restant de mes jours : j'ai vu la vraie fraternité, la solidarité, l'extraordinaire force que donne un groupe animé du même idéal. Ça, c'est la plénitude.

Puis il y a eu les arrestations, la prison, pour beaucoup la torture, la déportation, la mort. Bertie a été de ceux-là... Ça c'est la désespérance.

Nous étions les cellules d'un même corps, chefs et résistants de base. Si à Londres la politique est venue tout corrompre (d'après Daniel Cordier), nous n'en avons rien su. Lorsque j'ai été demandé à Bertie Albrecht, après son éviction, de partir pour Londres, elle a répondu : « Ma place est en France. On ne fait pas la guerre dans un fauteuil de cuir... »

Personne n'a le droit de déformer ce que fut la Résistance. Nous ne réclamons rien, même pas un merci. Ce que nous avons fait, nous l'avons fait les yeux bien ouverts, sachant les risques encourus, et combien de camarades y ont laissé leur vie... Daniel Cordier montre une image tellement déformée de la Résistance que cela tourne à l'absurde. Mais cela est grave : que peuvent penser de nous les jeunes générations ? Daniel Cordier s'abaisse à l'image héroïque de Jean Moulin, alors que je suis certain que ce dernier n'aurait jamais autorisé son secrétaire à salir la mémoire des résistants.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1968-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Sèze  
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Telex : MONDPAR 650672 F ; Télécopieur : (1) 46-23-06-81



Les relations entre les deux Etats allemands après l'ouverture de la frontière

## Berlin-Est prend des mesures pour enrayer le marché noir

Des guérites de douane ont fait leur apparition aux nouveaux points de passage ouverts dans le mur entre les deux Berlins et à la frontière interallemande afin de tenter d'enrayer un accroissement du marché noir et des mouvements de spéculation sur le mark est-allemand, qui inquiètent Berlin-Est. Cette décision fait partie d'une série de mesures prises par le gouvernement de M. Hans Modrow, lors de son premier conseil des ministres, pour réglementer les sorties de marchandises et leur vente aux étrangers non résidents.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Pour le porte-parole du gouvernement, M. Wolfgang Meyer, il ne s'agit pas d'une restriction à la nouvelle liberté de voyager, accordée aux citoyens est-allemands, dont les règles définitives seront fixées dans un prochain projet de loi. Il a répété que tout citoyen de RDA doit avoir le droit d'aller où bon lui semble, quand il veut, et précisé qu'il n'y aurait bientôt plus besoin de visa de sortie. Les restrictions à la circulation des mar-



chandises visent à contrebalancer les effets jugés « pervers » de l'ouverture des frontières.

L'objectif est notamment d'éviter que des marchandises achetées à l'Est ne soient ensuite revendues à bon marché à l'Ouest, contre des devises fortes avec lesquelles on spéculait sur le mark est-allemand... avant d'aller se réapprovisionner. Ce mécanisme a un double inconvénient : il fait d'abord baisser le cours du mark est-allemand sur le marché parallèle de l'Ouest, qui, bien qu'illégal, a une valeur indicative symbolique.

Ensuite, il vide les magasins est-allemands de biens de consommation qui sont déjà en quantité limitée. Ce marché noir concerne surtout les produits courants, fortement subventionnés en RDA et qui deviennent ainsi les plus intéressants à vendre à l'Ouest.

Les restrictions à l'exportation s'appliquent principalement aux produits alimentaires, vestimentaires, mais également aux objets d'art, instruments d'optique et, d'une manière générale, à tout ce qui peut prendre une importante valeur ajoutée, en devises lourdes.

Les contrôles se feront à la frontière, mais aussi, dans la mesure du possible, directement à la source. Ainsi, dans le secteur alimentaire et de la confection, les articles ne pourront plus être vendus dans les magasins qu'aux Allemands de l'Est et aux étrangers travaillant en RDA, sur présentation d'une pièce d'identité.

Les principales victimes de cette nouvelle réglementation sont les Polonais, accusés d'être les plus nombreux à trafiquer entre les deux Allemagnes. Il est prévu explicitement que les automobilistes ne pourront plus quitter les autoroutes de transit entre la Pologne et Berlin-Ouest ou la République fédérale, ni interrompre un voyage en train sur le même parcours pour s'arrêter dans une ville.

M. Honecker menacé d'exclusion

Le porte-parole du gouvernement qui a réaffirmé qu'il n'était pas question d'envisager de dévaluation du mark, a indiqué que le conseil des ministres avait consacré l'essentiel de sa réunion à une réflexion sur l'ensemble des projets de réformes économiques à venir.

Parallèlement, le Parti communiste (SED), qui prépare son congrès extraordinaire de la mi-décembre, continue à faire le ménage dans ses rangs. M. Günter Mittag, ancien responsable du bureau politique pour les questions économiques, à qui l'on attribue une bonne partie des responsabilités dans les errements des régimes précédents, s'est vu exclure du SED, jeudi.

Un appel d'Eugène Ionesco. — Le dramaturge d'origine roumaine Eugène Ionesco, appelé, jeudi 23 novembre à Paris, les dirigeants des pays de l'Ouest comme de l'Est à user de leur influence pour obtenir le départ du numéro un roumain Nicolae Ceausescu. « Il est grand temps, a-t-il dit, que les hommes politiques utilisent leur influence et leur pouvoir afin d'écarter ce pays, à deux heures d'avion de Paris, de se libérer de son dictateur. »

## 5 dollars le morceau de mur à New-York

NEW-YORK

correspondance

On s'y attendait. Les New-Yorkais n'allaient tout de même pas laisser passer cette chance... Le mur de Berlin est déjà en vente sur la 5<sup>e</sup> Avenue. « Le mur, c'est le plus beau cadeau de Noël pour vous et vos amis », entendait-on le 21 novembre sur la célèbre artère. « Voilà le capitalisme new-yorkais dans toute sa splendeur », explique une dame âgée en sortant ses dollars. « C'est frais ? », demande-t-elle tout de même. La réponse fuse : « C'est tout chaud. En direct de Berlin par le vol Pan-Am d'hier soir ! »

Délicatement enveloppé dans un sac en plastique, le morceau de mur se vend à 5 dollars l'unité. La brique entière, elle, coûte 50 ou 70 dollars. La différence de prix ? « Cela dépend du cru, explique le vendeur. La brique côté Berlin-Ouest est plus chère. Elle est en couleur et porte des graffitis... » Les premiers arrivages du mur, côté est, sont encore blancs, sans inscriptions, donc moins chers.

Le vendeur, David Schwartz, dit avoir eu l'idée de ce commerce dès le 9 novembre, lorsque sont apparues les premières images du mur de Berlin à la télévision. Il a aussitôt eu envie d'en avoir un morceau. Tout en se disant qu'il ne devait pas être le seul dans ce cas. Le lendemain, il était à Berlin et repartait avec 50 kilos de mur dans ses bagages. « Comme échantillon », Avec 1 tonne « prête à partir pour New-York ».

Tout à son affaire, il admet avoir eu du flair. « C'est du grand business ! » Puis, se tournant vers la foule : « Achevons ! Achevons ! Ça coûtera trois fois plus cher demain chez Bloomingdale... » (1). Mais David Schwartz n'est pas seul à avoir eu cette idée. En visite à Washington, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Friedrich Genscher, a remis en personne un morceau de mur de Berlin au président Bush. Gratuitement.

AFSANE BASSIR POUR

(1) L'équivalent des Galeries Lafayette à New-York.

## Le chancelier Kohl ne se rendrait pas en RDA avant le début de l'année prochaine

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl ne se rendra sans doute pas en RDA avant janvier en raison d'un calendrier trop chargé. M. Kohl sera en effet en visite officielle en Hongrie du 16 au 19 décembre, alors que le congrès extraordinaire du Parti communiste est-allemand (SED) se tiendra du 15 au 17 décembre à Berlin-Est et, surtout, que le président François Mitterrand a annoncé sa venue à Berlin-Est du 20 au 22 décembre.

Selon les milieux officiels ouest-allemands, MM. Kohl et Mitterrand ont discuté de leurs calendriers samedi dernier à Paris lors du sommet des Douze, et l'annonce de la visite du chef d'Etat français, président jusqu'à la fin de l'année du Conseil européen, n'a jeté aucune ombre sur les relations franco-allemandes.

Le porte-parole du gouvernement, M. Hans Klein, a déclaré jeudi à Bonn que dans ces condi-

tions, il était « plutôt probable » que le chancelier repousse son voyage à Berlin-Est en janvier, contrairement aux promesses qu'il a faites récemment d'aller voir « à tout prix » les dirigeants est-allemands « avant la fin de l'année ».

M. Kohl veut maintenant faire dépendre son voyage à Berlin-Est à la fois des résultats du congrès extraordinaire du SED et des prochains entretiens de son ministre à la chancellerie M. Rudolf Seiters, avec le secrétaire général du SED, M. Egon Krenz, et le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow.

La droite de la CDU, qui entend bien que la RFA tire le plus gros bénéfice industriel et financier de la coopération future avec la RDA, n'a pas apprécié le report de la visite du chancelier. L'ancien maire de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen (CDU), a déclaré : « Ce n'est pas la visite du président Mitterrand qui doit empêcher [le chancelier] de se rendre

en RDA. L'aide est avant tout notre affaire et non pas avant tout l'affaire de toute l'Europe. »

Enfin, le partenaire libéral de la coalition gouvernementale a critiqué l'attentisme du chancelier Kohl, qui, depuis un mois, répète à l'envi que la RFA est disposée à accorder son aide à la RDA « si des réformes politiques et économiques irréversibles » sont mises en œuvre. Le vice-président du FDP, M. Gerhart Baum, et le député libéral Burkhard Hirsch ont, au retour d'une visite en RDA, rejeté ces arguments, déclarant que les événements survenus en RDA depuis le 18 octobre — date de la venue au pouvoir de Egon Krenz — montraient que le changement était patent et que le gouvernement devait sans tarder commencer à apporter son aide économique et financière à la RDA, sans attendre que la Constitution soit modifiée et les principaux textes de loi (sur les partis politiques, les voyages, la protection des investissements) votés. — (Inüerm.)

## Travail au noir à Berlin-Ouest

Le gouvernement local de Berlin-Ouest a décidé d'engager la lutte contre le travail au noir auquel conviennent à se livrer les Allemands de l'Est, de plus en plus nombreux à être tentés, depuis l'ouverture du mur, de louer leurs services dans toutes sortes de « petits métiers » pour se procurer des devises fortes : rénover des appartements à l'Ouest pendant le week-end, faire des travaux de plomberie, se proposer comme baby-sitter ou faire du ménage.

Exigences syndicales

Les syndicats berlinois exigent maintenant qu'une réglementation soit mise en place, de crainte de voir le travail au noir peser sur les niveaux de salaires. Crainte justifiée : les vitrines des commerçants se sont couvertes d'offres d'emploi visiblement adressées aux visiteurs de l'Est. Dans la restauration et l'hôtellerie de Berlin-Ouest, près de la moitié du personnel intérimaire vient déjà des pays de l'Est, notamment de Pologne, et travaille souvent pour des salaires inférieurs de moitié à ceux des Berlinois « de souche ». — (AFP.)

La question de la réunification ne doit pas être posée avant dix ou vingt ans estime M<sup>me</sup> Thatcher

Dans un entretien au Times de Londres paru vendredi 24 novembre, M<sup>me</sup> Thatcher écarte l'idée d'une réunification de l'Allemagne avant de nombreuses années : « La question des frontières n'est pas à l'ordre du jour pour le moment. (...) Quand des choses importantes se produisent, il faut garder les yeux sur l'essentiel : il faut décider de ce qui est le plus important, et le plus important, c'est de favoriser l'avènement de la démocratie en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie — pour la Roumanie, je ne sais pas — et il ne faut rien faire qui puisse rendre cela plus difficile. »

M<sup>me</sup> Thatcher estime que si l'on se met à parler de frontières, on risque de déclencher les revendications des très nombreuses minorités d'Europe ; elle rappelle que les participants au processus d'Helsinki ont souscrit au principe de l'invio-

labilité des frontières issues de la guerre.

Démocratie économique

C'est seulement quand la démocratie sera établie dans les pays de l'Est et qu'elle s'appuiera sur « une démocratie économique, peut-être, dit-elle, dans dix ou vingt ans » que la question des frontières pourra être posée sans risques.

A propos de l'idée selon laquelle il faut accélérer l'intégration européenne, notamment pour ancrer la République fédérale dans la Communauté, elle déclare que c'est superflu, l'Allemagne étant déjà un élément fondamental de la Communauté.

Elle estime que le rapport Delors sur l'union monétaire est une tentative « pour faire entrer par la petite porte » un fédéralisme que beaucoup de gens en Europe refusent si le projet en était révélé au grand jour.

Au Parlement européen

Querelle linguistique STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Le Parlement européen a adopté, jeudi 23 novembre, par 255 voix pour, 2 contre et 32 abstentions, une résolution selon laquelle la population de la RDA « peut faire valoir son droit à l'autodétermination, à savoir le droit de déterminer le système politique et économique, ainsi que la forme de gouvernement qu'elle entend instaurer, sans exclure la possibilité de faire partie d'une Allemagne unifiée dans une Europe unie ».

Le vote de cette résolution, qui avait fait l'objet d'un accord préalable entre les groupes socialiste, démocrate-chrétien (PPE), de la Gauche unitaire européenne (GUE), comprenant les communistes italiens et des démocrates européens (composé pour l'essentiel des conservateurs britanniques), a donné lieu, un long débat de terminologie.

Objet de la polémique : le verbe « bestimmen », traduit, dans la version française, par « décider ». Une interprétation rapidement contestée sur les bancs de l'hémicycle : « bestimmen » a deux sens : « décider » et « déterminer ». Et entre « le droit de décider le système politique et la forme du gouvernement... » et le droit de les « déterminer », certains députés français voyaient une nuance digne d'intérêt. « Je veux savoir ce que je vote ! » s'écriait M<sup>me</sup> Simone Veil. Le président de l'Assemblée a tranché : « déterminer » l'a emporté sur « décider ».

M.-P.S.

POLOGNE

Dissolution des milices ouvrières

La Diète polonaise a décidé, jeudi 23 novembre, par 283 voix contre 8 et 35 abstentions, la dissolution des milices ouvrières (ORMO), considérées comme le bras armé du Parti communiste.

Fondée en 1946, l'ORMO comptait jusqu'à 600 000 bénévoles qui, selon le député de Solidarité Bogdan Kopczynski, « jouissaient d'énormes privilèges ». Les milices ouvrières, a-t-il ajouté, étaient « une organisation à caractère militaire et policier », mise en place pour défendre le système « totalitaire ».

La Diète a également décidé la suppression de l'office gouvernemental des affaires religieuses, organisme chargé de contrôler l'activité religieuse.

Après la Hongrie, la Pologne est le second pays socialiste à supprimer ces deux institutions. — (AFP, UPI.)

ROUMANIE : Des Petrescu aurais été libérés. — L'écrivain dissident roumain Dan Petrescu, arrêté le 30 octobre dernier, aurait été libéré récemment, selon les milieux de l'opposition roumaine à Paris. Il avait signé une lettre contre la réélection de M. Nicolae Ceausescu avec d'autres intellectuels roumains et perdu son emploi peu après. Il avait été arrêté après avoir entamé une grève de la faim. — (AFP.)

RFA

Matthias Rust aurait poignardé une jeune infirmière

L'audace serait-elle moins payante pour conquérir le cœur des jeunes filles que pour attirer sur la place Rouge ? C'est une découverte que Matthias Rust semble ne pas avoir supportée.

Jeudi 23 novembre, voulant ravir, sans doute contre son gré, un baiser à une jeune infirmière de l'hôpital où il effectue actuellement un service civil, il se serait heurté à des résistances plus vives que celles qu'il avait rencontrées le 28 mai 1987 lorsqu'il avait effrontément survolé l'Union soviétique et posé son petit avion Cessna sur la place Rouge, en plein centre de Moscou. A-t-il perdu l'habitude de ne pas obtenir ce qu'il désire ? Toujours est-il qu'il aurait poignardé la jeune fille. Celle-ci serait gravement blessée. Le jeune Matthias Rust est actuellement gardé à vue. Son aventure aérienne lui avait valu de passer quatre cent trente-deux jours dans les prisons soviétiques et une notoriété internationale. Ses déboires sentimentaux lui vaudront assurément une renommée moins brillante. — (AFP, Reuters, UPI.)

Mario VARGAS LLOSA



Contre vents et marées

Collection Arcades

L'homme qui parle

roman

Collection du Monde entier

Traduits de l'espagnol par Alberto Bensussan

GALLIMARD urf

سكزا من الاميل

## EUROPE

La situation en Tchécoslovaquie

## Partisans et adversaires des réformes durcissent leurs positions

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le plénum du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, qui devait s'ouvrir vendredi 24 novembre à Prague, va-t-il prendre des décisions de nature à mettre fin à la contestation de la rue ? Les instances dirigeantes du parti et de l'Etat tchécoslovaque sont, en tout cas, on ne peut plus avares de déclarations sur leurs intentions, ce qui favorise la circulation des rumeurs les plus fantaisistes.

La seule haute personnalité du régime qui s'est exprimée publiquement, jeudi, a été le ministre de la Défense, M. Milan Václavík, qui a fait une déclaration en uniforme, à vingt et une heures à la télévision. Il a justifié cette intervention en faisant état de rumeurs circulant dans la capitale selon lesquelles l'armée aurait pris position autour de Prague et s'apprêterait à réprimer durement le mouvement populaire. Le général Václavík a démenti catégoriquement ces bruits, ajoutant que « la force de l'armée émanait du peuple et qu'elle était prête à œuvrer pour le socialisme, la liberté et la paix, en accord avec les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia ».

## Epreuve de force

Il a, par ailleurs, réaffirmé à plusieurs reprises la loyauté des forces armées tchécoslovaques envers le Parti communiste et « ses efforts pour surmonter la situation socio-politique complexe en instaurant le calme et l'ordre et en créant des conditions propres au dialogue et à la reconstruction démocratique ».

Un message à double sens donc, qui renvoie aux instances politiques une éventuelle décision, et donc la responsabilité d'une répression, mais qui indique aussi que les chefs militaires ne sont pas décidés à suivre aveuglément une politique qui serait en contradiction avec la volonté clairement exprimée par la population.

La journée de jeudi a, par ailleurs, été marquée par une nouvelle

manifestation imposante sur la place Venceslas et par un durcissement du pouvoir vis-à-vis de la télévision. Des policiers en civil et des membres des milices populaires ont occupé les installations techniques dans les locaux de la télévision tchécoslovaque pour empêcher que ne se renouvelle ce qui s'était passé la veille : la retransmission en direct de la manifestation de la place Venceslas qui avait été imposée à la direction par une majorité de journalistes et de techniciens. Le gouvernement a toutefois démenti cette information.

A ce sujet, le porte-parole du Forum civique, le prêtre catholique Václav Malý, a déclaré « qu'en agissant ainsi, le pouvoir tire ses dernières cartouches, espérant empêcher la population de province d'être informée de l'ampleur du mouvement ».

Une épreuve de force est, en effet, engagée entre les durs de la direction du PC, M. Miloš Jakes en tête, et l'opposition, dans la perspective de la grève générale de deux heures annoncée pour lundi prochain. Il s'agit pour le pouvoir de limiter au maximum la contagion de la révolte étudiante et intellectuelle de la capitale vers le milieu ouvrier, notamment en province.

Des informations parvenues à la coordination du Forum civique font également état de l'achat massif, au petit matin, des exemplaires des journaux *Svobodné Slovo*, *Lidová Demokracie*, *Mlada Fronta*, par des agents des services de sécurité. Ces journaux ont, depuis quatre jours, pris fait et cause pour le mouvement de contestation.

## Apparition de M. Dubček

Autre événement de jeudi, la prise de parole, brève mais très remarquée, de l'ancien secrétaire général du PC, M. Dubček, aujourd'hui âgé de soixante-neuf ans, devant près de cinquante mille personnes rassemblées à Bratislava. Le héros malheureux du « printemps de Prague » de 1968 a apporté son soutien au Comité contre la violence, une organisation

qui vient de se créer en Slovaquie pour protester contre la répression des manifestations étudiantes du 17 novembre. Pour la première fois depuis vingt ans, M. Dubček est apparu à la télévision tchécoslovaque, qui a diffusé quelques images de la manifestation.

M. Václav Havel a annoncé que l'ancien leader devait venir à Prague lundi prochain et qu'il n'était pas exclu qu'il prenne la parole en public si des manifestations devaient se dérouler ce jour-là. Václav Havel est resté, en revanche, plus discret sur ses contacts avec le premier ministre, M. Ladislav Adamec. Il a confirmé qu'une rencontre avait bien eu lieu avec des représentants du Forum civique, mais s'est refusé à tout commentaire à ce sujet. Cette fin de semaine devrait donc être décisive pour l'évolution de la situation politique en Tchécoslovaquie. Václav Malý a prévenu le Forum civique ne se satisfera pas de changements uniquement « cosmétiques » dans les hautes sphères du pouvoir.

Alors que l'ambassadeur soviétique à Prague, M. Viktor Lomacine, continuait ses entretiens avec les responsables tchécoslovaques — il a rencontré jeudi le ministre des affaires étrangères, M. Jaromír Johanes, — le comité de Prague du parti, réuni dans la nuit de jeudi à vendredi, a appelé à des « changements fondamentaux de cadres au sein du présidium du parti ». « En ce moment vraiment crucial pour le sort du PCT, ce ne sont pas les positions personnelles des dirigeants qui priment mais celles de l'ensemble du Parti », a estimé dans une résolution le comité pragois, sous la direction de son chef, M. Miroslav Štěpán.

LUC ROSENZWEIG

Un tribunal annule l'accusation de subversion contre M. Černogorsky. — Un tribunal de Bratislava a annulé jeudi 23 novembre l'accusation de subversion pesant contre l'opposant catholique tchécoslovaque, Jan Černogorsky, qui reste malgré tout en détention, un procureur ayant fait appel de cette décision, a annoncé la radio tchécoslovaque. — (Reuters.)

## La revanche de l'homme du « printemps de Prague »

par Michel Tatu

Difficile encore de dire si Alexandre Dubček va se retrouver à la tête du parti, comme le réclament nombre de manifestants à Prague, s'il succédera — quelle revanche ! — à son « fossoyeur » Gustav Husák à la présidence de la République s'il regagnera son exil de Bratislava. Mais de toutes manières, le retour sur la scène de l'homme du « printemps de Prague » est déjà un fait accompli.

Ce n'est que justice : à l'heure où, de Moscou à Budapest et à Berlin, le socialisme « rénové » cherche à se reconstruire avec les valeurs universelles de l'humanité, Alexandre Dubček fait tellement figure de précurseur qu'il en devient presque encombrant aux yeux de ses émules. Son slogan du « socialisme à visage humain » s'est à ce point identifié avec le « printemps de Prague » que Mikhail Gorbatchev a dû en trouver d'autres pour illustrer la politique pourtant identique qu'il a inaugurée vingt ans plus tard à Moscou.

Les liens entre les deux hommes, qui ne se sont pourtant jamais rencontrés, témoignent d'ailleurs de cette ambiguïté : alors qu'Alexandre Dubček ne tarit pas d'éloges sur l'architecture de la perestroïka, M. Gorbatchev, lui, évite d'autant plus le « sujet Dubček » qu'il a été très lié dans le passé avec un autre artisan du printemps de Prague, son camarade d'études à l'université de Moscou Zdeněk Mlýnar. Une fréquentation douteuse pendant toute la période Brejnev, au point qu'aujourd'hui encore Nina Andreeva, la fameuse avocate des staliniens soviétiques, continue d'en accuser le président de l'URSS.

On reproche aujourd'hui à Alexandre Dubček d'avoir accompagné le printemps de Prague plutôt que de l'avoir provoqué. Ce n'est pas tout à fait exact. Dès octobre 1967, au cours d'un plénum du comité central tchécoslovaque qui ouvrit le procès contre Novotný, l'insoumis dirigeant d'alors à Prague, celui qui n'était encore que le chef du parti en Slovaquie lançait contre « le conservatisme et le sectarisme » une charge dont l'actualité s'est encore renforcée avec le temps. Bien sûr, Alexandre

Dubček se présentait en défenseur du socialisme. Mais, ajoutait-il, « nous ne pouvons nous satisfaire d'une attitude défensive, car c'est là que peuvent se cacher les semences de la stagnation et du conservatisme (...). Ni les émigrés ni les agents impérialistes ne peuvent créer pour nous de problèmes majeurs : nous ne devrions pas leur faire l'honneur d'une propagande si puissante, immédiate et pour nous néfaste ».

Saluons au passage le dénonciateur prophète d'une « stagnation » qui venait à peine de commencer à Moscou. Brejnev en était d'ailleurs si peu conscient — il n'avait pas encore inventé la doctrine qui porte son nom — qu'il donnait son feu vert aux réformateurs de Prague : « C'est votre affaire », lançait-il en décembre 1967, abandonnant Novotný à son sort.

Alexandre Dubček va diriger le parti tchécoslovaque de janvier 1968 à avril 1969 : quinze mois qui font date dans l'histoire du communisme mondial en tant que premier exemple — et le seul encore jusqu'à nouvel ordre — de perestroïka réussie : contrairement à ce qui s'est passé en Hongrie en 1956, les communistes restent aux commandes, aucun autre parti politique ne fera son apparition à Prague en dehors du PC et de ses satellites traditionnels, personne ne remettra en cause, malgré tout ce qu'en dira la propagande brejnevienne, le socialisme ou l'appartenance au pacte de Varsovie. M. Gorbatchev aimait, aujourd'hui, avoir affaire à des alliés d'aussi bonne composition...

## Le « bon garçon »

Alexandre Dubček va d'ailleurs rester de bonne composition jusqu'au bout. La plupart des historiens du « printemps de Prague » lui reprochent aujourd'hui son côté « bon garçon », son indécision face aux pressions du pacte de Varsovie, son refus d'envisager une défense même non violente, la passivité avec laquelle il se fait emporter, lui et son équipe, par les militaires soviétiques au petit matin du 21 août 1968, les pleurs démobilisateurs avec lesquels il invite ses concitoyens, à son retour à Prague, à se soumettre au diktat de Moscou.

Il faut dire que cet humaniste est resté un communiste, membre du parti depuis 1939 (à dix-huit ans), profondément attaché à cette URSS dans laquelle il a passé seize ans au total (avec sa famille jusqu'en 1938, et à l'école supérieure du parti à Moscou) et dont il parle parfaitement la langue. Brejnev va utiliser à fond toutes les faiblesses de cet « homme de bonne volonté » égaré au royaume des cyniques.

Encore aujourd'hui, pas mal de dissidents tchèques de la nouvelle vague reprochent à Alexandre Dubček sa docilité pendant la longue période de « normalisation » qui prend fin aujourd'hui. Nommé ambassadeur à Ankara pour quelques mois à la fin de 1969, il est exclu du comité central, puis du parti, en 1970, et prend un « petit boulot » de bureaucrate à la direction des parcs à Bratislava. Certes, il reste fidèle à son programme de 1968, mais sans prendre part aux actions militantes qui conduiront beaucoup de ses partisans en prison.

Il est vrai qu'il est trop étroitement surveillé pour cela : ce n'est qu'en avril 1987, peu après une visite de M. Gorbatchev à Prague, que les policiers cessent de monter la garde devant son domicile de Bratislava. De toutes manières, Alexandre Dubček préfère écrire aux dirigeants de Prague, mais aussi de Moscou, pour demander sa réhabilitation et sa réintégration dans le parti. Ce n'est qu'il y a un an, en novembre 1988, qu'on l'a autorisé à sortir à l'étranger (une fois seulement) pour recevoir un titre de docteur honoris causa à l'université de Bologne.

La réhabilitation — inévitable aujourd'hui ou plus tard — d'Alexandre Dubček aura en tout cas pour résultat de libérer l'historiographie soviétique du dernier tabou qu'elle s'imposait peu ou prou jusqu'à présent : l'écrasement du « printemps de Prague » par l'armée rouge en Tchécoslovaquie était l'un des tout derniers épisodes du passé qu'il n'était pas possible de juger pour ce qu'il a été : un des épisodes les plus honteux de la période de « stagnation ».

Une déclaration de M. Lech Wałęsa à Amsterdam. — M. Lech Wałęsa a invité le régime tchécoslovaque « à accepter aussi vite que possible les exigences du peuple ». « Plus longtemps les autorités attendront, plus élevé sera le prix qu'elles auront à payer », a-t-il déclaré, jeudi 23 novembre, à Amsterdam, où il a fait une escale sur le chemin du retour de son voyage en Amérique du Nord. — (Corresp.)

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1989

● **DÉMOCRATIES SANS COURAGE** : Confrontées aux bouleversements dans les pays de l'Est, les démocraties occidentales multiplient les questions mais sont avares de réponses. Le même manque d'imagination, la même incohérence se retrouvent au sujet du tiers-monde, écrit Claude Julien. Engluées dans leur vision sclérosée, elles n'ont pas le courage de regarder la réalité en face.

● **DÉSORDRE MONDIAL ET PAUVRETÉ DES NATIONS** : Ces deux porteurs remède aux crises du sous-développement, les politiques d'ajustement structurel font faillite, écrit Jacques Decroix. La « mondialisation » de l'économie concerne une poignée de nations riches. Mais l'Occident continue de prôner un libéralisme qui ne peut qu'aggraver le désordre planétaire.

En vente chez votre marchand de journaux

## M. Jiri Pelikan : « Il faut se garder de tomber dans l'euphorie »

GENÈVE

de notre correspondant

Bien sûr, il a été beaucoup question d'Europe de l'Est à la réunion de l'Internationale socialiste qui s'est tenue à Genève les 23 et 24 novembre, où Willy Brandt, Bettino Craxi, Pierre Mauroy et d'autres personnalités de haut rang n'ont pas manqué de l'évoquer.

Membre de la délégation italienne, Jiri Pelikan, une des grandes figures du « printemps de Prague » et directeur à l'époque de la télévision tchécoslovaque, a répondu à nos questions sur les événements en cours dans son pays :

« Ce mouvement est magnifique, mais on ne saurait jurer qu'il soit complètement irréversible. Il faut nous garder de tomber dans l'euphorie. Certaines forces, telles que l'armée, la police, l'économie, sont encore entre les mains de la

nomenklatura. Et pas seulement chez nous, mais aussi dans d'autres pays où l'opposition au pouvoir communiste semble triompher. Je ne suis pas pessimiste, mais conscient que l'avenir dépend des progrès de la perestroïka, qui risque d'être freinée par les difficultés auxquelles doit faire face Mikhail Gorbatchev. Pourvu qu'il ne suive jamais l'exemple néfaste de Gomulka en Pologne... »

— Pour ce qui est de votre pays, qu'attendez-vous de M. Gorbatchev ?

— Il faudrait qu'il reconnaisse l'erreur commise par Brejnev lorsque celui-ci envoya les troupes du pacte de Varsovie écraser le « printemps de Prague » en 1968. N'oublions pas que ceux qui, en Tchécoslovaquie, refusent aujourd'hui le dialogue sont ceux-là mêmes qui ont été mis en place

par Brejnev. Il faut donc s'efforcer de convaincre Gorbatchev de cette vérité.

— Quel sens attachez-vous à la réapparition d'Alexandre Dubček ?

— Dubček, figure symbolique du « printemps de Prague », à qui certains dans mon pays ont reproché d'être demeuré muet après avoir capitulé, s'est toujours comporté avec dignité. Il a tout pour mériter la confiance, et pas seulement celle de ses concitoyens. En tout cas, il est de taille à assumer pour le moins un rôle de transition. Il est actuellement, avec Václav Havel et Mgr Tomashek, l'un des hommes les plus populaires du pays et vient de se voir décerner par le Parlement européen le prix Sakharov ».

Propos recueillis par ISABELLE VICHNIAC

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

REABONNEZ-VOUS

LE MONDE

ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements

sur minitel 24 heures sur 24

7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

HANS-DIETRICH GENSCHER

Ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne Fédérale

AU CLUB DE LA PRESSE

DIMANCHE 26 NOVEMBRE A 19 H

Dirigé par  
Jean-Pierre Elkabbach

EUROPE 1

ALPHAPAGE



## LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT A VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant a le sourire.  
Depuis qu'il a tapé 3614  
code Alphapage sur son Minitel,  
il connaît tous les services Alphapage.

Les oreilles du nouveau communicant  
entendent toujours le signal sonore  
l'avertissant de l'arrivée  
d'un message en toutes lettres  
sur son Alphapage.

Au fond de lui,  
le nouveau communicant  
sait qu'il n'est jamais seul.  
Il sait même qu'ils sont plus  
de 55 000 abonnés  
Alphapage répartis dans  
toute la France.

Le nouveau communicant  
est bourré d'idées.  
La meilleure qu'il ait eue  
c'est de s'être abonné à Alphapage.

Attention! Le nouveau communicant  
est très rapide à la détente.  
Informé grâce à son Alphapage,  
il peut réagir à la seconde près.

Le nouveau communicant  
ne se fait pas de souci.  
Il sait qu'avec Alphapage,  
il peut être joint par Minitel  
... et du monde entier!

Sur son territoire,  
le nouveau communicant  
n'arrête pas de bouger.  
Grâce à son Alphapage,  
il peut être joint 24 h sur 24,  
365 jours par an.

La poche du nouveau communicant  
contient systématiquement  
un récepteur Alphapage,  
parfois les clés de chez lui,  
éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage,  
vous livre tous les secrets du nouveau  
communicant. Tapez 3614 code  
Alphapage sur votre Minitel ou  
téléphonez au  
**NUMERO VERT 05 10 36 09**



TELECOM SYSTEMES MOBILES  
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



هكذا من الاجل

## EUROPE

Les réformes en Union soviétique et l'attitude de Moscou face aux bouleversements à l'Est

## L'impatience du Kremlin

Suite de la première page

Ses camarades et lui venaient de se réunir pour étudier la situation et ils avaient été unanimes à considérer que la crise devait être réglée « par des moyens politiques ». Sourire approbateur du correspondant, et l'URSS a ainsi appris que l'emploi de la force avait assez de partisans à Prague pour qu'il soit nécessaire de se prononcer contre, que les comités ouvriers du parti étaient favorables à un compromis, et que le Kremlin l'était aussi.

Vendredi, la Pravda enfonce d'ailleurs le clou en titrant « Pour un dialogue ouvert » son reportage sur la Tchécoslovaquie. Depuis le début des manifestations étudiantes, la presse soviétique est chaque jour plus ouvertement favorable au changement. Bon signe ? Le contraire, en fait, car cela prouve aussi que les interventions de couloirs ne sont pas encore parvenues à faire la décision.

Portés au pouvoir par les chars de 1968, coupables de vingt ans de répression et organisateurs d'une purge du parti si massive qu'il n'y a plus de courants communistes réformateurs, les dirigeants de Prague s'accrochent au pouvoir. Ils ont peur, et le Kremlin craint, lui, que cette peur ne puisse déboucher sur l'adoption de la violence.

En principe, la page se tourne. L'agence Tass écrivait même, jeudi soir, que des changements de personnes étaient à l'ordre du jour de la réunion du comité central tchécoslovaque, mais tant que le départ de M. Jakes n'aura pas été officiellement annoncé, la nervosité restera grande à Moscou. Car tout bouge et tire partout et un pôle de résistance ouverte est la dernière chose dont aurait besoin en ce moment M. Gorbatchev.

Il lui faut, au contraire, pouvoir aller de l'avant, et vite, puisque, à Budapest, l'ex-Parti communiste a bien du mal à imposer la procédure offrant à son candidat le plus de chances d'être élu à la tête de l'Etat; puisque, en Moldavie, le Parlement vient de décider que les lois soviétiques ne seraient plus automatiquement applicables au territoire de la République et que, à Vorkouta, puis après puits, les mineurs reprennent le travail mais veulent maintenant, comme dans le Kouzbass, se doter d'une organisation politique.

De tout cela, la télévision parle, prudemment mais presque objectivement, et il y a aussi tout ce dont elle ne parle pas, ou pas encore en tout cas. Comme avec M. Jakes, le torchon brûle avec M. Ceausescu, auquel l'agence Tass vient de reprocher, dans un « commentaire », ses dernières déclarations sur la nullité des modifications de frontières provoquées par le pacte Molotov-Ribbentrop (le Monde du 24 novembre).

## Aller de l'avant

Totalement isolé sur l'arène internationale, haï de son peuple, le chef de l'Etat roumain avait ainsi tenté de faire jouer la corde nationale et de montrer à M. Gorbatchev qu'il avait les moyens de lui créer des difficultés et n'hésitait pas à le faire. Immédiatement, la réponse a été cinglante : « Comme cela est souligné dans l'Acte final d'Helsinki, la paix en Europe est précisément assurée, écrit le commentateur de Tass, par l'inviolabilité des frontières de l'après-guerre. Aucun homme politique sérieux et responsable ne peut mettre en question ces frontières, y compris la frontière soviéto-

roumaine - et autant que je le sache ne le fait. »

Quelques heures avant que ne tombe ce « commentaire », le porte-parole du ministère des affaires étrangères mentionnait sèchement la décision tchécoslovaque de suspendre « temporairement » les voyages de touristes venus des pays socialistes. Les malheureux Roumains n'ayant guère l'occasion de voyager, fût-ce à Prague, cette mesure vise, de fait, exclusivement l'URSS et les autres pays communistes en voie de démocratisation. C'est une manière de dire que les magasins tchécoslovaques sont pleins et qu'on vient s'y approvisionner de tout l'ex-bloc. « Nous espérons qu'une solution mutuellement acceptable pourra être trouvée », a déclaré M. Gerasimov, ce qui était manière de dire qu'il n'y avait là, pour l'instant, rien d'acceptable.

## Les contradictions d'un pays en mutation

Et puis il y a enfin Leningrad, dont le parti vient de se prononcer (le Monde du 24 novembre) en faveur du multipartisme et où s'est tenu, mercredi soir, sous la présidence du nouveau premier secrétaire, un imposant meeting. On y a demandé, entre autres : la convocation d'une réunion extraordinaire du comité central - accusé de ne pas faire son travail ; l'organisation d'un courant opposé au sein du parti pour accélérer les réformes ; la mise en accusation de tous ceux qui freinent le mouvement ; et l'ouverture - « comme pour Honecker » - de procédures contre les anciens dirigeants du pays.

On réclamait en même temps plus de réformes et moins de bavardages, plus d'action et moins de démocratie donc. Il y avait dans ce meeting toute l'ambiguïté d'un pays qui veut à la fois un pouvoir fort et la fin du monopole communiste sur le pouvoir.

A côté de tout cela, M. Mazowiecki, représentant d'une opposition devenue majorité à force d'audace et de patience, d'un courant politique structuré donc, est le type même de l'interlocuteur que

M. Gorbatchev aimerait pouvoir trouver dans toutes les capitales de l'empire.

Les conversations ne seront pas toujours aisées mais on sera au moins totalement d'accord sur trois points capitaux : le besoin de ne pas aller trop vite ; la nécessité de respecter les systèmes d'alliance actuels, et la préservation des frontières de l'après-guerre. Leur remise en cause n'ouvrirait en effet pas seulement la porte de la réunification allemande mais risquerait aussi d'encadrer un nouveau partage de la Pologne.

BERNARD GUETTA

HONGRIE  
Les chiffres de la dette extérieure étaient falsifiés depuis 1970

Le premier ministre hongrois, M. Miklós Németh, a reconnu, mardi 21 novembre, devant le Parlement que les chiffres de la dette extérieure étaient falsifiés depuis 1970. Celle-ci s'élevait donc à 20 milliards de dollars et non pas aux 17 milliards annoncés officiellement cet été, ce qui constituait déjà de loin la dette extérieure la plus élevée par habitant pour un pays de l'Est.

Le gouvernement a présenté un programme économique de crise qui promet aux Hongrois des restrictions supplémentaires. Pour le ministre des finances, M. László Bokros, l'objectif de nouveaux crédits du FMI est pour la Hongrie « une question de vie ou de mort ». « La croissance économique a été de 1 % cette année, tandis que la consommation augmentait de 4 %, a-t-il dit. La différence doit être couverte par des crédits, et le Parlement n'a donc pas d'autre choix que d'adopter le programme de crise ».

Par ailleurs, le ministre de l'environnement, M. László Maróthy, a démissionné mardi sous la pression de certains députés. M. Maróthy avait défendu le projet de barrage de Nagymaros sur le Danube, dont le Parlement a récemment décidé de suspendre les travaux. (Reuters, AP, AFP.)

## La loi sur la location-bail adoptée par le Soviet suprême

Le Soviet suprême a adopté jeudi 23 novembre une loi sur la location-bail permettant aux industriels et aux agriculteurs d'acquiescer, au terme du contrat de location passé avec l'Etat, les terres, biens et entreprises qu'ils exploitent.

Cette loi, adoptée à une quasi-unanimité (372 voix pour, 5 contre et 15 abstentions), entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Elle fixe un cadre juridique à une pratique déjà largement entrée dans les faits, et empêche désormais les autorités

locales d'opposer leur veto au transfert de la propriété d'Etat à des locataires. Elle précise en outre les conditions de transmission des terres ou usines louées : désormais les locataires peuvent non seulement acquiescer les biens mais aussi les transmettre à qui ils désirent. Cette loi avait suscité une vive opposition des dirigeants conservateurs et des partisans des fermes collectives (kolkhozes), lesquels étaient venus en force mercredi assister aux débats du Parlement.

## La perestroïka au Palais du Luxembourg

Les salons du Sénat viennent d'abriter, les mercredi 22 et jeudi 23 novembre, un audacieux colloque sur le thème « Union soviétique : crise, d'un système, émergence des réalités », auquel participaient plusieurs dizaines d'invités soviétiques, plus ou moins proches du pouvoir, mais qui tous avaient apparemment le souci de bien faire comprendre à leurs auditeurs français que le temps de la langue de bois, voire des platitudes, était définitivement révolu.

M. Mikhaïl Gorbatchev en a pris lui-même pour son grade et l'on a pu, par exemple, entendre dire que, en matière de nationalités, sa politique est plus « délavée » que celle de Krenski (1). On parle, sur le même sujet, de « patrie ethnique », mais aussi de « ras-le-bol psychologique », ce qui conduit à conclure, avec une philosophie un peu amère, que « qui survivra verra ».

Presque tout est sur le même ton et personne ne frémir lorsqu'un intervenant souhaite que l'Union soviétique « redéfinisse une part intégrante du monde chrétien », vante les mérites, dans les pays baltes, « des traditions de la social-démocratie » ou évoque, après celle des pays de l'Est - la perspective d'une « autogénéralisation » de l'URSS elle-même.

On croit en avoir beaucoup entendu, mais voici M. Oleg Bogomolov, l'un des membres les plus

haut placés de la hiérarchie soviétique, réuni au Palais du Luxembourg, qui nous explique qu'au fond la perestroïka date réellement des événements de Hongrie de 1956, que « l'on n'a peut-être pas remarqué que 1968 [en Tchécoslovaquie] a constitué un glissement fondamental », qu'en tout cas l'intervention des forces du pacte de Varsovie à Prague était injustifiable et que, si cela n'a pas encore été dit officiellement à Moscou, ce n'est plus sans doute qu'une question de jours.

Une ombre quand même : tout va très vite et cette accélération du changement, qui touche l'URSS et ce qu'il était convenu d'appeler « le camp socialiste », comporte d'invitables risques de « déstabilisation » dont l'Occident pourrait aussi faire les frais. M. Mitterrand ne dit pas autre chose. Mais M. Bogomolov, lorsqu'on lui demande si une consolidation de la Communauté européenne, souhaitée par le président de la République, pourrait contribuer à réduire ces risques, réplique que ses connaissances se limitent aux pays de l'Est et qu'il est donc malvenu de l'interroger sur la CEE. Encore un peu de bois sur la langue...

ALAIN JACOB

(1) Chef du gouvernement démocratique au lendemain de la première révolution russe de février 1917.

SUISSE : référendum du 26 novembre

## Pour ou contre la suppression totale de l'armée

Ce n'est sans doute pas demain que la Suisse renoncera à son armée de milice, l'un des piliers de sa politique de neutralité. Pourtant ce qui pouvait apparaître au début comme un canular d'une poignée d'idéalistes a fait son petit bonhomme de chemin et ne fait plus sourire les partisans de la défense nationale. Conséquence de cette polémique, le corps électoral helvétique est appelé aux urnes, dimanche 26 novembre, pour se prononcer sur une « initiative populaire » réclamant « une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix ».

Il y a quatre ans, la plupart des Suisses s'étaient montrés incrédules quand un groupe de pacifistes et de jeunes socialistes avait osé s'attaquer ouvertement au tabou sacro-saint de l'armée, poussant l'audace jusqu'à en demander l'abolition pure et simple. Dans un pays où chaque citoyen est en principe aussi soldat, pareille demande paraissait relever de la provocation, sinon du sacrilège, mais les promoteurs du projet réussissent en 1986 à recueillir 111 300 signatures, soit plus que les 100 000 requises pour obtenir l'organisation d'un référendum.

Tout à tour, le gouvernement, puis le Parlement, par 172 voix contre 13 au Conseil national, et 43 voix contre zéro au Conseil des Etats, recommandaient le rejet sans appel de cette initiative jugée « incompatible avec les obligations découlant de la neutralité permanente et armée de la Suisse ». A l'exception des socialistes, divisés, et qui n'ont pas donné de mot d'ordre, les trois autres partis gouvernementaux se sont résolument

prononcés contre, de même que les autres formations de droite et du centre. Seuls les partis d'extrême gauche et les Jeunesses socialistes ont ouvertement mené campagne pour la disparition de l'armée.

En fait, deux conceptions, qui se veulent exemplaires de la Suisse, se sont affrontées au cours de la campagne. Les partisans de l'abolition de l'armée ne dissimulent pas que leur démarche relève d'un « pari sur l'utopie ». Se référant aux combats qu'il a fallu mener pour supprimer l'esclavage ou imposer le suffrage féminin, ils n'hésitent pas à proclamer : « L'utopie d'hier est la réalité d'aujourd'hui et l'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. Immuables dans la vache sacrée ».

## « Pari sur l'utopie »

« Un petit Etat comme la Suisse, explique M. André Gross, l'un des idéologues de l'initiative contre l'armée, doit emprunter d'autres voies pour empêcher la guerre et se départir d'un modèle de comportement dépassé, car elle est mieux placée que d'autres pour désarmer ».

En cas d'approbation de la révision constitutionnelle proposée, l'article stipulant que « tout Suisse est tenu au service militaire » serait remplacé par une formule diamétralement opposée précisant que « la Suisse n'a pas d'armée ». Le gouvernement serait tenu de mettre en œuvre « une vaste politique en faveur de la paix dans le monde » et disposerait d'un délai de dix ans pour faire disparaître toute trace de l'armée helvétique.

Dans la pratique, cela reviendrait à démobiler 20 000 employés et instructeurs permanents et 600 000 réservistes de l'armée de milice. La disparition de l'armée entraînerait des écono-

mies de quelque 10 milliards de francs suisses par an qui pourraient servir à financer la Sécurité sociale, à mieux protéger l'environnement, à venir en aide au tiers-monde et à lutter contre la pauvreté en Suisse même.

## Un vide dangereux

Les adversaires du projet estiment que malgré la détente et l'évolution actuelle, des pays de l'Est, des possibilités de crise subsistent en Europe, tandis que les résultats des négociations en cours sur le désarmement se font attendre. « Les périodes de transition, ajoutent-ils, sont aussi des périodes d'insécurité ».

Pour le Conseil fédéral, « l'extrémisme de ce projet en fait un cas unique dans toute l'histoire du droit d'initiative en Suisse. La suppression de l'armée, pierre angulaire de notre politique de sécurité, remettrait en jeu l'existence même de l'Etat helvétique. Sans armée, il ne serait plus possible de garantir le droit légitime de nos citoyens à vivre dans la paix, la liberté, l'indépendance ».

Les tenants du statu quo soulignent que la mission de l'armée suisse est purement défensive et qu'elle contribue à la stabilité du continent dans l'intérêt des autres Etats. Son abolition créerait un vide dangereux qui pourrait en cas de tension attirer les convoitises de puissances étrangères. Et de rappeler les propos du président Mitterrand à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Valmy : « Le vide des armes appelle l'ingérence extérieure et les libertés sont d'autant mieux assurées qu'on nous sait défendre les moyens suffisants pour les protéger ». A leurs yeux, l'armée suisse joue aussi son rôle « dans le maintien de la paix en Europe ».

JEAN-CLAUDE BÜHRER

GRANDE-BRETAGNE : remous au Parti conservateur

M<sup>me</sup> Thatcher déstabilisée ?

Les députés conservateurs britanniques devront-ils voter le 5 décembre pour déterminer si M<sup>me</sup> Thatcher doit demeurer à la tête de leur parti ? L'un des leurs, en briguant la place du premier ministre, risque d'obliger le Parti conservateur à suivre cette procédure.

LONDRES

de notre correspondant

Les 374 députés conservateurs seront probablement obligés de procéder le 5 décembre prochain à un vote à bulletin secret à Westminster dans leur salle de réunion habituelle pour décider de l'opportunité de garder M<sup>me</sup> Thatcher à leur tête, mais les principaux prétendants à la succession ont décidé de ne pas tenter leur chance cette fois-ci. Tel est le résultat de la folle journée, remplie de rumeurs en tout genre, qui a vu, jeudi 23 novembre, les tenants de la Dame de fer au sein de son propre parti aiguiller leurs couteaux à la hâte puis les faire disparaître tout aussi soudainement.

M<sup>me</sup> Thatcher a été tenue au courant des développements dans l'aviation qui emmenait vers Washington et a pu à cette occasion méditer sur l'ingratitude des hommes. Elle est arrivée jeudi soir aux Etats-Unis et devait s'entretenir vendredi à Camp David avec M. George Bush. Les complots loués ont totalement éclipsé ce qui aurait dû être un tranquille exercice de réaffirmation de la « relation spéciale » entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dans une période de bouleversements en Europe de l'Est.

Pour la première fois depuis son élection à la tête du Parti conservateur en 1975, M<sup>me</sup> Thatcher risque en effet de devoir faire face, le 5 décembre, à au moins un concurrent, Sir Anthony Meyer, un excentrique parlementaire dé soixante-neuf ans qui veut donner une leçon au premier ministre. Après avoir

hésité suffisamment longtemps pour gâcher la journée de M<sup>me</sup> Thatcher, les deux grands prétendants potentiels, M. Michael Heseltine et Sir Geoffrey Howe, ont annoncé jeudi qu'ils ne se présenteraient pas contre elle.

Le reconduction annuelle du leader est normalement une affaire de routine, qui a lieu par acclamation, à l'unanimité et sans vote, dans les jours qui suivent la rentrée parlementaire. Il suffit cependant qu'un député, soutenu par un seul de ses collègues, le réclame pour qu'un vote formel soit obligatoire. Personne, et pour cause, ne s'était lancé dans une telle opération suicide depuis quatorze ans. Pour qui connaît le caractère de M<sup>me</sup> Thatcher, il était en effet évident qu'un tel défi, suivi d'un échec, serait immanquablement suivi de la disgrâce absolue qui interdit tout espoir d'accéder à un poste ministériel ou à la moindre petite commission parlementaire.

## Complot

Le climat actuel fait que Sir Anthony Meyer, non seulement se présente, mais écoute avec une nonchalance amusée les hauts responsables toriers qui lui présentent l'enfer s'il persévère dans son erreur diabolique. La « théorie du complot », très en vogue à Westminster, est la suivante : Sir Anthony, par son geste, rend possible un vote secret. On va donc pouvoir décompter les voix des opposants à la Dame de fer. Si ceux-ci sont plus d'une cinquantaine, la situation change radicalement.

La majorité requise est de 188 voix, et nul ne doute que M<sup>me</sup> Thatcher les obtiendra cette fois-ci. Mais un coup fatal aura été porté à sa légende. L'après-Thatcher ne relèvera plus de la spéculation intellectuelle ou des bruits de couloirs. Il sera de l'intérêt des prétendants de se faire connaître un peu mieux du grand public, et de leur propre parti. N'ont-ils pas intérêt à ce que Sir Anthony obéisse à son geste de kamikaze ?

M. Michael Heseltine a protesté, avec un beau mouvement de sa main blonde, de sa fidélité à M<sup>me</sup> Thatcher. L'ancien ministre de la défense avait déclaré, il n'y a pas si longtemps, qu'il se verrait volontiers premier ministre si elle cédait la place. Sir Geoffrey, est allé plus loin dans le soutien dévotement. Il a dit jeudi à la BBC d'un ton ému et comme accablé qu'il « fallait soutenir complètement » cette dernière.

M. Heseltine (cinquante-six ans) et Sir Geoffrey (soixante-deux ans) pourront apprécier l'entretien de M<sup>me</sup> Thatcher, que publie vendredi le Times. Elle y affirme qu'il faut chercher son successeur dans la génération des quadragénaires, et cite M. John Major, chancelier de l'Echiquier (quarante-six ans), et M. Chris Patten, ministre de l'environnement (quarante-cinq ans). Elle dit aussi qu'elle revient sur ses récentes déclarations au Sunday Correspondent, dans lesquelles elle se disait prête à abandonner le pouvoir après les prochaines élections.

On l'avait mal comprise : elle entend rester et même briguer un second mandat supplémentaire en 1997, ce qui la ferait demeurer au 10 Downing Street jusqu'à l'aube du troisième millénaire. En 1997, M<sup>me</sup> Thatcher n'aura que soixante-deux ans.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Vendredi 1<sup>er</sup> décembre : 12 h à 19 h  
Samedi 2 - Dimanche 3 : 10 h à 19 h

EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ECHANGE

MINERAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PULLMAN St-JACQUES

17, bd St-Jacques, 75014 PARIS

Métro Saint-Jacques



## DIPLOMATIE

Les bouleversements en Europe et les problèmes de coopération politique et économique

**MM. Mitterrand et Bush se rencontreront le 16 décembre sur l'île Saint-Martin dans les Antilles**

La rencontre des présidents Mitterrand et Bush, annoncée de bonne source, aura lieu le 16 décembre dans la partie française de l'île Saint-Martin, dépendance de la Guadeloupe (1). M. Mitterrand aura auparavant rencontré le président Gorbatchev le 6 décembre à Kiev. Le sommet Bush-Gorbatchev doit avoir lieu les 2 et 3 décembre, au large de Malte, à l'issue de la visite du numéro un soviétique à Rome. Rappelons enfin que M. Mitterrand doit se rendre du 20 au 22 décembre en RDA et que le conseil européen de fin d'année aura lieu les 8 et 9 décembre à Strasbourg.

(1) L'île Saint-Martin, une des Petites Antilles, est partagée entre la France et les Pays-Bas.

□ Plus de statut de réfugié politique pour les Hongrois et les Polonais aux Etats-Unis. — Depuis le mercredi 22 novembre, les Polonais et les Hongrois qui cherchent à émigrer aux Etats-Unis ne recevront plus — sauf cas d'urgence — le statut de réfugié politique, « en raison de la démocratisation de leur pays » et afin de « laisser de la place aux autres ressortissants des pays de l'Est comme les Bulgares ou les Roumains », a annoncé, mercredi, un porte-parole du département d'Etat à Washington. Vingt mille demandes d'émigration de Polonais et de Hongrois sont en instance, mais le quota des statuts de réfugié politique pour tous les pays de l'Est prévu par le budget en exercice n'est que de six mille. — (AFP.)

### Les dirigeants de l'Internationale socialiste s'interrogent sur les demandes d'adhésion venues de pays communistes

A la suite des événements dans les pays de l'Est, les formations social-démocrates nouvelles ou rénaissantes, ainsi que les PC en voie de mutation, frappent à la porte de l'Internationale socialiste. Les dirigeants de l'organisation s'interrogent.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas 1920 à l'aube, bien sûr, mais la comparaison est tentante. L'Internationale socialiste (IS) subissait, il y a soixante-dix ans, l'attraction de la révolution russe qui, en Europe occidentale, provoquait des scissions au sein des partis sociaux-démocrates et en faisait sortir les partis communistes.

Aujourd'hui, les dirigeants socialistes voient éclore ou renaitre à l'Est des formations social-démocrates qui demandent leur affiliation à l'Internationale. On compte même, parmi les candidats au label du socialisme démocratique, le PC de Hongrie récemment transformé en Parti socialiste hongrois et le PC polonais qui tente, lui aussi, de se réorganiser.

N'envisageant pas de fixer vingt et une conditions d'adhésion, comme l'avait fait Lénine pour filtrer les affiliations à l'Internationale communiste, les dirigeants de l'IS s'interrogent sur la politique à suivre devant l'engouement social-démocrate qui pousse sur les décombres du système stalinien.

Accorder le statut d'observateur au SDP est-allemand, créé le 7 octobre dernier, est un plaisir dont le conseil de l'IS, réuni à Genève le 22 novembre, sous la présidence de M. Willy Brandt, n'avait aucune raison de se priver. Mais que faire vis-à-vis des Hongrois, des Polonais, voire des Slovaques ? Les socialistes allemands et autrichiens sont plutôt favorables, dans le cas de la Hongrie, à l'établissement de relations avec l'autre PC. Les Français et les Italiens souhaitent, au contraire, privilégier le Parti social-démocrate de Hongrie (PSDH) qui, lors de son trente-sixième congrès, au début de

ce mois, a fait l'amalgame entre la vieille génération, contrainte pendant quarante ans à la clandestinité ou à l'exil, et les nouveaux adhérents, bien représentés par la présidente du parti, Hanna Petrasovs, une jeune économiste de Budapest.

« Si le dialogue doit être ouvert avec tous ceux qui répondent aux exigences minimales de la démocratie », a déclaré M. Pierre Mauroy, nous n'avons pas à les authentifier prématurément en les accueillant parmi des partis qui ont organisé leur mutation, mais dont nous ne connaissons ni le programme ni la représentativité. » Le chef du PS italien, M. Bettino Craxi, a recommandé, quant à lui, avant toute décision un « dialogue politique approfondi avec tous les interlocuteurs possibles ».

Les réserves de M. Craxi

M. Brandt a accepté de renvoyer au printemps prochain l'examen de la « demande de coopération plus étroite », présentée par l'ex-PC hongrois. Le « parti caméléon » dénoncé par M. Petrasovs devra faire ses preuves aux élections. En attendant, le PSDH, qui appartenait à l'union des PS en exil, s'est vu confirmer au sein de l'IS le statut de membre de plein droit. Le PC polonais n'a, lui n'en plus, pas reçu de réponse à sa demande de contacts avec l'IS.

Les dirigeants de l'Internationale sont surtout attentifs, en Pologne, à l'évolution de Solidarité et à la possible affirmation au sein d'un courant social-démocrate. M. Mauroy a proposé que le dialogue avec les PC qui se réforment à l'Est, mais aussi à l'Ouest, s'établisse dans un cadre de discussion répondant à des préoccupations de type eurogrecque. Sur ce point, M. Craxi a exprimé avec humour quelques réserves.

« J'ai toujours regardé d'un œil un peu critique la générosité de certains socialistes européens envers les communistes des autres », a dit

M. Craxi. Il a ajouté, au cas où l'on n'aurait pas compris : « Si les communistes italiens veulent se rapprocher des socialistes, ils doivent changer d'attitude envers les socialistes italiens. » Cette méfiance de l'ancien président du conseil est bien connue et bien compréhensible vu le rapport de forces entre les deux partis. Le fait nouveau est que M. Craxi admette, malgré tout, aujourd'hui, l'idée de « créer en Italie une grande force d'inspiration social-démocrate » à travers un dialogue sans concessions — et qu'on imagine dans son esprit plutôt long — avec le PCI.

Le document sur lequel a travaillé le conseil de l'IS appelle la CEE, mais aussi les pays de l'AELE et les Etats-Unis, à aider économiquement l'Europe de l'Est. Il souligne l'aide politique qui doit être apportée par les socialistes aux forces social-démocrates dans ces pays. Les dirigeants socialistes affirment leur souci de la stabilité de l'Europe. Ils ont exprimé avec insistance, par la voix de M. Mauroy et par celle de M. Brandt, leur appui à M. Gorbatchev. Soucieux de ne pas ajouter aux difficultés de la perestroïka, ils ont recommandé aux sociaux-démocrates des républiques baltes, de la Géorgie et de l'Arménie, la prudence et la patience dans l'affirmation de leurs revendications.

M. Mauroy dirigera, à Moscou, au mois de janvier prochain, une délégation de vice-présidents de l'IS.

PATRICK JARREAU

### L'aide italienne entre le Sud et l'Est

ROME

de notre correspondant

Abandonner l'Afrique ou l'Asie pour voler au secours de Varsovie, de Budapest ou de Moscou ? En Italie, depuis que le ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a fait inscrire la Yougoslavie, puis la Hongrie et la Pologne dans la liste des « Etats en voie de développement », auxquels son pays accordera une aide « prioritaire », le débat est lancé.

« C'est simple, disait, mardi, le nouveau chef de la diplomatie devant la commission des affaires étrangères du Sénat romain, quand on a cent en caisse, on ne peut dépenser que cent. (...) A moins que le Parlement accorde une substantielle augmentation des ressources au titre de la coopération — et, selon le ministre du budget, il n'en est pas question, — il nous faut remettre de l'ordre dans nos comptes. »

Le ministre, qui a pris ses fonctions il y a trois mois, a découvert que les divers responsables du gouvernement — qui sont aussi et avant tout des politiciens appartenant à des partis différents, avec des priorités et des clientèles différentes — se sont, dans leur incommensurable générosité, engagés, au nom de l'Etat italien, à financer pour environ 100 milliards de francs de projets divers de coopération.

Promesses à tort et à travers

Or, le budget annuel de la coopération italienne atteint tout juste les 20 milliards de francs — un peu moins de 0,38 % du produit national brut contre 0,41 % en 1988, alors que l'objectif officiel est d'atteindre 0,7 %.

Bref, selon M. De Michelis, dont les amis socialistes ne sont pas toujours les derniers à promettre à tort

et à travers au cours de leurs voyages tropicaux, la coopération doit, en tout état de cause, « être repensée totalement ». « Il nous faut, ajoutait-il, revoir les priorités politiques pour chaque région du monde. » Politiques et pas seulement humanitaires, on aura noté...

Classée en valeur absolue, au cinquième rang mondial des pays qui acceptent d'aider matériellement les plus pauvres — derrière les USA, le Japon, la France et la RFA — la péninsule italienne dirigeait jusqu'ici l'essentiel de son aide vers le continent africain (environ 43 % du total). Somalie, Ethiopie, Egypte, Tunisie, Tanzanie, Mozambique, Soudan, sont encore en 1989 les principaux bénéficiaires d'une politique de coopération, d'où, comme ailleurs, ne sont pas toujours exclues des considérations mercantiles.

« Peu à peu, affirme un sénateur communiste, notre politique d'aide aux pauvres s'est transformée en un outil de soutien aux entreprises nationales qui travaillent dans le tiers-monde. » Vieux débat, nouveaux soupçons.

M. De Michelis, qui se défend formellement « de vouloir enlever au Sud pour donner à l'Est » — mais l'aide publique italienne à l'Ouganda vient par exemple d'être « suspendue » pour une durée indéterminée, — a l'intention de proposer à la CEE de retenir, à partir de 1993, 1 % des revenus de la communauté au titre de l'aide.

Un tiers de cette somme ira aux pays du Proche-Orient, un autre tiers aux pays asiatiques, africains et latino-américains, la dernière part étant réservée à l'Europe de l'Est. C'est dans cette région que les entrepreneurs italiens estiment avoir le plus de chance de profits dans les années à venir. L'Afrique a peut-être raison de s'inquiéter...

PATRICE CLAUDE

IL N'Y AURA PEUT-ETRE PAS BEAUCOUP DE BATEAUX A L'ARRIVEE,  
MAIS SANS LA CHARENTE-MARITIME,  
IL N'Y EN AURAIT PAS EU BEAUCOUP AU DEPART.



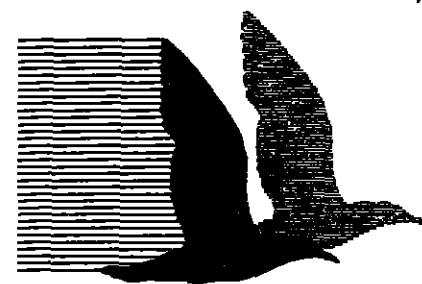
SABLES D'OLONNE  
26 NOV. 89  
APRES-MIDI

## COURSE GLOBE CHALLENGE

Le 26 novembre aux Sables d'Olonne, le «CHARENTE-MARITIME TBS» et son skipper, Pierre FOLLENFANT, prendront le départ du GLOBE CHALLENGE, course en solitaire autour du monde, sans escale ni assistance, avec passage obligé par les trois caps.

□ Pour relever ce véritable défi humain et technique, la Charente-Maritime a conçu un bateau hautes performances avec le soutien du Conseil Général et grâce aux compétences cumulées de nombreuses entreprises du département.  
□ Pôle international des hautes technologies de l'industrie nautique,

la Charente-Maritime a en outre conçu les systèmes informatiques et fabriqué les mâts de nombreux autres bateaux participants.  
□ La course sera dure. La Charente-Maritime est fière d'être au départ du GLOBE CHALLENGE et fière d'avoir techniquement permis aux autres équipages d'y participer.



Charente-Maritime  
Entre et mer, les éléments de la réussite.

CONSEIL GENERAL : 2, RUE DE LA MONNAIE - BP 600 - 17023 LA ROCHELLE CEDEX - TEL 46.41.73.77 - CONTACT : VALERIE ALLIO

552 من الاموال

## PROCHE-ORIENT

### LIBAN

#### Les députés veulent éviter une longue vacance présidentielle

Elira-t-on un président de la République pour succéder à René Moawad, assassiné au dix-septième jour de son mandat, le mercredi 22 novembre ? Avec une hâte qui s'impose pour ne pas laisser la vacance présidentielle se réinstaller, le président du Parlement et les députés s'emploient à y parvenir.

##### BEYROUTH

de notre correspondant

Arithmétiquement, une nouvelle élection est possible, puisque trente-huit députés, après s'être concertés deux fois, jeudi, dans la Bekaa, à Bealbek, puis à Chataura, doivent passer le nord pour assister samedi aux funérailles nationales du président Moawad. Ils pourront aussi y dire le nouveau président. Le nord du Liban fait figure, en effet, en ces jours d'obscurité dans le pays tourmenté — l'élection du président Moawad s'y était d'ailleurs déroulée, — et dix-neuf autres députés, qui se trouvent à l'étranger, essentiellement à Paris et à Genève, ont été sollicités par le président de l'Assemblée d'y

revenir. On estime que dix au moins devraient répondre à son appel. Ils pourraient arriver en quelques heures, surtout si la séance devait se tenir, comme le 5 novembre, à la base aérienne de Khejla. Le quorum requis étant tombé, avec le décès du président Moawad, qui était député, de 49 à 48 contre la précédente séance et la prochaine, cela devrait donc être possible.

Quatre noms de présidents éventuels circulent même déjà dans les cercles politiques, pourtant encore sous le choc de l'assassinat de René Moawad : ceux de M. Elias Hirono, originaire de Zahré, Pierre Hélo, de Baabda près de Beyrouth, Boutros Harb, de Barroun au nord, ainsi que celui de l'ancien président Soleiman Frangieh, qui s'était retiré en faveur de M. Moawad.

##### L'attitude du général Aoun

Mais politiquement, le nouveau président, s'il est élu, se heurtera au même refus de la part du général Aoun, premier ministre en secteur chrétien, qui, rejetant le pacte de Taïf et tout ce qui en découle, a dissous la Chambre. Ce qui se traduira pour lui, comme cela s'était traduit pour le président Moawad, par l'oblité-

gation de s'installer à Beyrouth-Ouest, avec les risques supplémentaires que cela comporte, surtout pour un président chrétien dans le contexte du Liban d'aujourd'hui, ainsi que l'a montré la triste expérience des derniers jours.

L'attentat du 22 novembre — qui visait la présidence plus que le président, c'est-à-dire l'institution plus que l'homme et qui, symboliquement, a été perpétré le jour de la fête de l'indépendance — pèse déjà sur son éventuel successeur et obère implicitement sa marge de décision, a priori limitée.

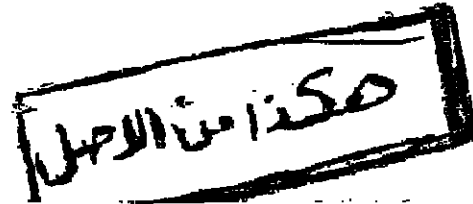
Accusé par la Syrie et ses alliés d'avoir fait assassiner le président Moawad, le général Aoun a demandé dans un mémorandum au secrétaire général de l'ONU de former une commission d'enquête internationale pour élucider les circonstances de l'attentat, soulignant qu'il s'était déroulé dans le quartier même où avait eu lieu l'assassinat du mufti de la République le 6 mai et celui du député Nazem Kadri, le 21 septembre — dans un rayon de 300 mètres, — quartier encore plus que d'autres contrôlé par l'armée syrienne. Sous son nom, le titre de « président de la République », le général Aoun rend à présent hommage à la personne de René Moawad, le qualifiant de « martyr de la nation (...) ayant payé de sa vie le prix de ses convictions ».

Le Triumvirat arabe, dont l'action pour la restauration de la paix des institutions au Liban est fortement mise en échec par l'assassinat du président Moawad, a réaffirmé sa détermination de ne pas abandonner la partie et l'a matérialisée en déléguant M. Lahdhar Ibrahim aux funérailles de ce dernier.

Envers et contre tout, il est question que le nouveau président soit élu samedi matin et que, à la tête des députés, il assiste en personne aux obsèques du président Moawad à Zahré, afin de marquer à la fois la continuité de l'institution et la volonté du Parlement de ne pas se laisser paralyser par la peur. A défaut, on parle d'une élection dimanche. Sinon, si le scrutin commence à prendre du retard, il deviendra au fil des jours de plus en plus aléatoire.

LUCIEN GEORGE

Manifestation en faveur des juifs de Syrie. — L'organisation B'nai B'rith parraîne, le dimanche 26 novembre, une journée européenne de soutien aux juifs de Syrie. Quinze pays s'associent à cette action. En France, le B'nai B'rith aura des contacts politiques, recueillera des signatures, etc. La communauté juive de Syrie comprend trois mille cinq cents personnes privées du droit de sortie. Pour tous renseignements sur cette campagne de sensibilisation B'nai B'rith de France (Tél. : 45-00-72-02).



## AMÉRIQUES

### SALVADOR : rejetant son offre de cessez-le-feu

#### Le président Cristiani demande à la guérilla de « déposer les armes »

Le président salvadorien, M. Alfredo Cristiani, a rejeté fermement, jeudi 23 novembre, la proposition de cessez-le-feu, supervisée par les Nations unies, faite la veille par la guérilla. Il a estimé qu'il ne s'agissait là que d'une « manœuvre tactique ».

##### SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Le chef de l'Etat a souligné que la position de son gouvernement n'avait pas varié depuis l'ouverture des pourparlers à Mexico à la mi-septembre : « Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) doit déposer les armes et s'intégrer à la vie civile. Nous voulons la fin des hostilités et non une simple trêve qui serait utilisée par la guérilla pour refaire ses forces et lancer ensuite une nouvelle offensive ».

En guise de réponse, deux fortes explosions ont secoué les installations du club militaire, au moment précis où M. Cristiani donnait une conférence de presse pour expliquer que les insurgés venaient de

subir une importante défaite et avaient évacué la capitale. Le président et le chef d'état-major, le colonel René Ponce, ainsi que les responsables de la sécurité, ont survolé, provoquant un bref mouvement de panique parmi les nombreux journalistes présents. Visiblement préoccupés par ce qui semblait être l'explosion de mortiers tirés par la guérilla à quelques centaines de mètres à peine de l'état-major, M. Cristiani et le colonel Ponce ont regagné leur chaise au bout de quelques minutes. L'explication a mis quelque temps à venir et ne fut guère convaincante : « Nous avons repéré d'importantes colonnes de guérilleros qui font mouvement vers le volcan San-Salvador pour regagner leurs positions de repli », a déclaré le colonel Ponce. « Notre aviation les bombarde pour les empêcher de se réorganiser ». Les hélicoptères et un chasseur bombardier tiraient effectivement des roquettes sur les flancs du volcan, au-dessus de la capitale, mais c'était précisément, semble-t-il, en réponse à l'attaque au mortier qui avait fait bondir M. Cristiani.

Le président a insisté sur le fait que le FMLN ne contrôlait aucun territoire malgré ses prétentions exorbitantes sur les ondes de Radio-Venceremos, la station des insurgés : « En cherchant à négocier un cessez-le-feu, a-t-il ajouté, la guérilla espère obtenir une délimitation de zones et transformer ainsi sa défaite militaire en victoire politique. Nous n'avons peut-être pas écarté totalement le FMLN, mais nous avons repris tous le terrain perdu au cours des premiers jours de son offensive (déclenchée le 11 novembre), et surtout, nous l'avons empêché d'atteindre son objectif : la prise du pouvoir ».

##### L'absence

de soutien populaire

Les insurgés espèrent-ils vraiment prendre le pouvoir ? Ce n'était sans doute pas l'objectif de départ, comme le reconnaissent d'ailleurs les dirigeants du FMLN, qui paraissent alors de renforcer leur position dans le cadre des négociations en cours. La démonstration de force des rebelles, qui ont tenu plusieurs points de la capitale et la deuxième ville du pays, San-Miguel, pendant plusieurs jours, a fait monter les enchères. Il était désormais question de prendre la capitale, d'insurrection générale et de la chute du « gouvernement fasciste » : le grand soir était arrivé, pensaient-ils.

Il a manqué l'élément-clé pour que le rêve des guérilleros se réa-

lise : le soutien populaire ne s'est manifesté que très timidement, révélant ainsi une grave erreur de calcul de la part des cinq principaux commandants installés dans la capitale nicaraguayenne. Après dix ans de guerre civile, le FMLN semble avoir voulu jouer à quille ou double à un moment où les nouvelles données de la situation internationale lui étaient de plus en plus défavorables, l'Union soviétique se démarquant des mouvements de guérilla pour améliorer ses relations avec Washington.

Un autre facteur a pu jouer dans la décision des rebelles de lancer leur offensive maintenant : le résultat du scrutin qui aura lieu au Nicaragua en février pourrait remettre en question l'existence même de leur sanctuaire dans ce pays, qui leur offre une aide logistique importante. Même si l'opposition ne remportait pas les élections, le gouvernement sandiniste serait de toutes les façons contraint de réduire son assistance au FMLN s'il veut obtenir l'aide économique des Etats-Unis et de l'Europe.

L'offensive de la guérilla et son échec n'ont finalement pas changé les données du problème au Salvador malgré son coût humain très élevé (le Monde du 24 novembre). Le gouvernement de M. Cristiani (droite) n'a pas assoupli sa position, mais il reconnaît toujours la nécessité du dialogue pour parvenir à une solution politique. Les optimistes — il en reste encore — croient que la droite a enfin compris que « la paix et le développement économique sont impossibles sans un accord avec le FMLN », ainsi que le dit un ancien ministre démocrate-chrétien. Les pessimistes estiment, en revanche, que l'offensive de la guérilla a permis aux éléments les plus durs de l'armée et du parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationale (ARENA), d'imposer leur ligne politique, qui passe par l'extermination pure et simple de la gauche salvadorienne.

BERTRAND DE LA GRANGE

PÉROU : la mort d'un journaliste américain confirmée. — L'ambassade des Etats-Unis à Lima a confirmé, mercredi 22 novembre, la mort du journaliste américain Todd Smith, assassiné la semaine précédente au Pérou. Travaillant pour le Tampa Tribune (Floride), Todd Smith s'était rendu au Pérou pour enquêter sur le trafic de la drogue et les élections municipales. On a retrouvé près de lui des traces portant la signature du Senior Jimenez. Néanmoins, la police n'exclut pas que son assassinat ait été commandité par la mafia de la drogue. — (AFP.)

## ASIE

### L'Australie

#### propose une administration intérimaire du Cambodge par l'ONU

L'idée d'un mandat des Nations unies, pour imposer la paix aux factions cambodgiennes jusqu'à la tenue d'élections générales, fait son chemin. L'Australie, en effet, propose vendredi 24 novembre de confier à l'ONU la charge d'une administration intérimaire jusqu'à la tenue d'un scrutin populaire. Entre-temps, le siège du Cambodge à l'ONU serait déclaré vacant (il est actuellement occupé par la coalition qui préside le prince Sihanouk).

Ce plan, présenté par M. Gareth Evans, ministre australien des affaires étrangères, s'inscrit dans la lignée d'une proposition antérieure de la Thaïlande. Bangkok s'est prononcé pour un « cessez-le-feu sur place » sous contrôle de l'ONU, l'organisation internationale étant également chargée de vérifier la réalité du retrait des troupes vietnamiennes et de préparer des élections générales.

Entre-temps, le Parlement européen a demandé jeudi aux Douze de « reconnaître de facto » le gouvernement de Phnom-Penh et « déplorer que le gouvernement chinois continue de soutenir les Khmers rouges ». D'autre part, le dialogue entre Hanoi et Bangkok a repris avec une visite officielle de quatre jours au Vietnam du vice-premier ministre thaïlandais. Bangkok a récemment reconnu la réalité du retrait militaire vietnamien du Cambodge. Enfin, de violents combats auraient repris, jeudi, dans l'extrême ouest cambodgien.

J.-C. P.

## AFRIQUE

### COMORES : lendemains de référendum agités

#### « La France autorise le terrorisme »

affirme le président Abdallah

Un récent référendum a confirmé le président Ahmed Abdallah au pouvoir, mais la situation s'aggrave dans l'archipel, où, malgré les arrestations et les interdictions, l'opposition relève la tête.

##### MORONI

de notre envoyée spéciale

Malgré ses soixante-deux ans, Ahmed Abdallah sait encore éviter les faux-pas : « Une fois la parole tombée, on ne peut plus la ramasser », dit le proverbe comorien. Ainsi, quand on demande au président comment sont morts, voilà bientôt deux ans, trois jeunes détenus dont les cadavres mutilés furent renvoyés à leurs familles, il lance, furibond : « Je le sais, mais je ne vous le dirai pas ».

Même chose quand on aborde le délicat chapitre des mercenaires de la garde présidentielle (GP), qui, selon la rumeur, serait financée par l'Afrique du Sud : « Que l'argent vienne de droite ou de gauche, c'est notre affaire », marmonne-t-il. Quant à Moustafa Saïd Cheikh — condamné à perpétuité en 1985, c'est le seul prisonnier politique reconnu aux Comores — il faut croire que sa santé est bonne puisqu'il a en croire le chef de l'Etat, « il est gros comme un sanglier ».

Les électeurs apprécient-ils vraiment l'humour de leur président ?

On le dirait : c'est par un « oui-massif » qu'ils viennent d'approuver le projet de révision de la Constitution (le Monde du 9 novembre), grâce auquel le numéro un des Comores pourra, s'il le désire, briguer un troisième mandat présidentiel de six ans. Le désire-t-il ? « Le peuple tient à moi », avoue-t-il. Ce n'est pas, évidemment, l'avis des partis de l'opposition.

Tandis que M. Ali Mrondjac, ancien premier ministre, qualifie de « mascarade » le scrutin du 5 novembre, M. Mouzair Abdallah, ancien ministre des affaires étrangères, estime que ce référendum a créé « les conditions d'une présidence à vie ». Un danger que de nombreux Comoriens ont également senti. A leur manière. « En Grande Comore, notamment dans le nord et le sud-est de l'île, les gens ont préféré casser les urnes plutôt que de les voir embarquées par les gendarmes ou par l'armée avant même la fermeture des bureaux », raconte M. Youssef Saïd-Solili, autre opposant notoire. Plusieurs dizaines de personnes, des jeunes pour la plupart, auraient été arrêtées (1). Le président Abdallah fulmine contre ces fauteurs de troubles : « Ceux qui ont mis le feu au gouvernement d'Anjouan, ceux qui ont commis l'attentat contre la résidence du ministre des finances, tous ceux qui pillent, ils vont à Mayotte. Mayotte-la-française est nouvelle

montrée du doigt. — La France autorise le terrorisme aux Comores assène le président. Je n'accuse pas, je constate. »

##### Une forme de complaisance

« Le vrai danger, ce sont les jeunes : ce sont eux qui vont finir par faire sauter la marmite et balayer tous les vieux barbons, ceux du gouvernement comme ceux de l'opposition... », prédit un fonctionnaire comorien. Les jeunes forment, en effet, la majorité du pays : 60 % de la population a moins de vingt ans. Lors de la dernière rentrée scolaire, on estimait à 49 % le nombre de jeunes de douze à quatorze ans vivant en dehors du système éducatif. Près de 8 000 adolescents quittent, chaque année, l'école, entre la classe de 6<sup>e</sup> et celle de terminale. Direction... le chômage. « Ce sont des chiffres qui font peur », reconnaît le ministre des finances, M. Saïd Ahmed Saïd Ali.

Faute de mieux, la population s'est jetée massivement sur les emplois administratifs en compte aujourd'hui un fonctionnaire pour quarante-cinq habitants. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale exigent, bien sûr, des « dégraissages ». D'ici à la fin de l'année, 200 postes seront supprimés. Près de 1 500 devraient l'être par la suite. Mais ce ne sont là que coups de pioche : les

Comores fonctionnent toujours à l'image d'un petit village dominé par une poignée de pachas et où l'aide étrangère joue le rôle du SAMU.

La France règle les factures : avec plus de 130 millions de francs versés par an, Paris reste, de loin, le premier bailleur de fonds. Le service des postes, celui de l'eau et de l'électricité ainsi que le service des douanes sont dirigés par des Français. Etrange indépendance que celle des Comores. Faut-il interpréter l'attitude de la France comme une manière d'assumer ses responsabilités à l'égard de son ancienne colonie ? Ou bien faut-il y déceler, comme le fait M. Mouzair Abdallah, une forme de « complaisance » aussi malsaine que peu payante ?

##### Une nouvelle route

L'Afrique du Sud, autre partenaire important des Comores, n'a pas ces états d'âme. Côté jardin, elle investit dans le tourisme, un secteur encore peu développé où la firme Sun a posé les jalons d'un quasi-monopole. « Côté cour », elle continue, dit-on, à financer les mercenaires du président, environ six cents hommes que commandent une douzaine d'« instructeurs » français, dont le fameux Bob Denard, officiellement interdit de séjour en France.

L'entretien de la GP coûterait à Pretoria la bagatelle de 30 millions

de francs par an. En échange de quoi ? S'agit-il de payer une dette, comme certains l'admettent en privé ? N'a-t-on pas accusé les Comores d'avoir servi, dans le passé, de « base de transit » pour les fournitures d'armes destinées aux rebelles mozambicains de la RENAMO ? A ce propos, d'aucuns affirment que certains mercenaires de la GP auraient suivi un « stage de formation » en France, en 1988. Des ragots malveillants ?

Le gouvernement comorien attend, en tout cas, avec une certaine impatience l'éventuelle visite de M. François Mitterrand en 1990. Rien n'est encore sûr, mais la Grande Comore s'est déjà mise en chantier. Une nouvelle route, qui desservira la résidence réservée aux « hôtes de marque », est en cours de construction. Coupant tout droit dans la colline, elle évitera ainsi au cortège officiel de longer les hauts murs ornés de miroirs de la garde présidentielle...

CATHERINE SIMON

(1) Selon plusieurs exilés comoriens en France, ces arrestations se comptent effectivement par dizaines ; elles auraient essentiellement visé les militants de l'Union pour la démocratie aux Comores (UNDC), mouvement qui, avec le Front démocratique, constitue l'opposition non reconnue par les autorités.



# POLITIQUE

## Un entretien avec M. Pierre Méhaignerie

« Le gouvernement manque de courage » déclare le président du CDS



L'année 1988 avait été, pour le centre, l'année de l'autonomie. 1989 restera comme celle du retour dans le giron de la droite. M. Pierre Méhaignerie, qui préside aux destinées du centre, veut aujourd'hui conjuguer dans l'opposition le couple union-rénovation. Il s'efforce dans le même temps de préserver un certain degré d'autonomie : ainsi approuverait-il sans réserve la politique européenne de M. Mitterrand et s'engage-t-il à faire de la lutte contre les inégalités et les injustices l'un des points forts de son argumentaire.

Au gouvernement, il reproche son « manque de courage » et de vouloir « réhabiliter l'Etat » au moment où il faudrait, selon lui, abandonner une tradition de centralisme.

« En juin 1988, vous défendez le principe de l'autonomie du centre. Cette autonomie ne s'est-elle pas depuis fortement diluée ? Êtes-vous rentré dans le rang ? »

« Non. Être autonome, c'est exprimer ses propres idées et développer ses propres projets. Nous le faisons. Être autonome, c'est également, quand le gouvernement prend des mesures courageuses, le reconnaître et nous le reconnaissons. Si l'évolution il y a eu, de la part du centre, c'est dans sa participation à l'intergroupe que nous avions d'ailleurs demandé il y a un an. Il nous avait été alors refusé par certains, dont le président de l'UDF, en réaction à la création de l'UDC.

« Ce n'est donc pas l'autonomie du centre qui s'est diluée pas plus que le positionnement de l'UDC n'a bougé. C'est l'ambiance générale de la politique gouvernementale qui a changé, en raison de la préparation du congrès socialiste et aussi parce que le pouvoir se sent faible. Personne, ni à Matignon ni à l'Elysée, ne veut prendre de coups en préparant l'avenir. Et pourtant rares sont les périodes aussi propices aux mesures courageuses.

« M. Barre a semblé-t-il une position plus nuancée que vous sur le budget ? »

« Le budget de 1990 illustre ce manque de courage. C'est un rendez-vous manqué avec l'Europe. Un budget aussi riche en recettes supplémentaires de 90 milliards rendait possible une baisse de TVA plus substantielle avec trois avantages :

- une meilleure préparation de l'échéance européenne de 93 ;
- une baisse du coût de la vie pour les familles ;
- une plus grande maîtrise de l'inflation.

« Mais, si nous avons rejeté cette loi de finances, nous avons pu reconnaître les innovations ou les bonnes orientations que comptaient un certain nombre de budgets ministériels, par exemple la coopération, les télécommunications. Nous voulons, dans le cadre de nos alliances, garder cette autonomie. Nous l'exprimerons sur les thèmes fondamentaux dont le Parlement délibérera prochainement.

« Avez-vous le sentiment d'évoluer dans une opposition décapitée ? »

« Nous faisons tout pour qu'il en soit ainsi.

« Que faites-vous pour y arriver ? »

« Nous impliquons totalement dans la fonctionnement de l'intergroupe. Il existe un potentiel de rénovation dans l'opposition et je le ressens. Je regrette qu'il ne se soit pas exprimé au moment des élections européennes. Mais il n'est pas trop tard.

« Qu'est-ce que le potentiel de rénovation ? »

« Ce sont d'abord des hommes de conviction et de tolérance. Ce sont aussi des hommes d'efficacité.

« Ces convictions et cette tolérance, ils les manifestent dans leurs actes. C'est-à-dire dans la gestion de leur ville, de leur département. C'est à partir de ces expériences concrètes et non pas de schémas idéologiques qu'ils veulent renouveler le débat au niveau national et construire des structures politiques nouvelles adaptées à une autre qualité de démocratie.

« Nous sommes dans une période de transition. Beaucoup de nos compatriotes, y compris d'hommes politiques, se trouvent aujourd'hui sans repère. Un approfondissement, un renouvellement du débat d'idées est urgent. Autour de quels axes ? »

« Elever le niveau de démocratie en rendant les Français plus libres et plus responsables. Au-delà de l'échec terrible des partis communistes, les événements dans les pays de l'Est nous interpellent. Ils nous montrent aussi la faillite des systèmes centralisés. Trois urgences en ce domaine. La première : la réalisation d'une deuxième étape de décentralisation dans les secteurs du logement, du cadre de vie et de l'éducation ; la deuxième : l'instauration d'une véritable indépendance des pouvoirs économiques et judiciaires face au pouvoir politique ; la troisième : le réajustement des pouvoirs du Parlement par rapport au pouvoir exécutif.

« Adapter plus rapidement notre système éducatif aux besoins du pays : revalorisation de la formation professionnelle et instauration de régimes de bourses et de prêts plus substantiels, décentralisation.

« Promouvoir une plus grande égalité des chances. L'opposition doit se lancer résolument dans ce débat avec une nouvelle approche des problèmes. Le centre est décidé à s'y engager résolument.

« Renforcer les bases économiques de la France. Notre taux de

chômage actuel n'est pas une fatalité mais le produit de nos faiblesses. Nos différences fortes avec le Parti socialiste portent sur le recentrage nécessaire du rôle de l'Etat sur ses fonctions essentielles. Le « ni nationalisation, ni privatisation » est une position absurde et sclérosante. Seule une meilleure gestion de la dépense publique, une diminution de la fiscalité indirecte permettront une croissance plus rapide des emplois et du niveau de vie.

« Aux socialistes qui préconisent la réhabilitation de l'Etat, dans un pays qui a trop souffert d'une longue tradition de centralisme, je voudrais opposer une France où le potentiel d'initiative serait libéré comme celui de la créativité et de la responsabilité des Français.

**Politique à l'Est : M. Mitterrand a raison**

« Comment appréciez-vous l'action actuelle de M. Mitterrand dans le tumulte européen ? »

« Les choix européens définis devant le Parlement de Strasbourg sont bons : ce sont des positions qui sont historiquement les nôtres. En revanche, je crains les déceptions des peuples d'Europe centrale. Les attitudes et les réactions des responsables de l'Europe occidentale ne sont pas à la hauteur des événements qui partent de l'Est et touchent le monde entier. J'ai pu le mesurer personnellement lors de mon déplacement en Pologne. Je comprends le cri de colère et l'appel au désespoir de Lech Walesa.

« A la suite de votre voyage en Pologne, que proposez-vous ? »

« Je suis allé en Pologne avec des responsables français économiques, industriels et politiques, pour travailler sur des projets concrets et immédiats qui, j'en suis sûr, se réaliseront. C'est l'économie qui demain commandera une bonne partie des choix politiques des pays de l'Est. Ce serait un mauvais service à rendre à l'Europe et à nos intérêts à long terme que de laisser à la seule Allemagne fédérale l'initiative des investissements dans ce pays.

« Au-delà de l'économie, les besoins de formation sont pressants. La réponse doit être rapide et venir des collectivités locales, d'où la mise sur pied, par les élus de l'opposition, d'un comité des cent projets que je préside : nous proposons des bourses pour les jeunes, des jumelages de département à département, de ville à ville, des clubs de formation pour les élus. J'aurais aimé dépasser les frontières de l'opposition par une coopération étroite aux élus socialistes. La majorité de l'intergroupe n'a pas voulu aller jusque-là. Mais je suis patient, et décidé.

« Quand François Mitterrand dit « je n'ai pas peur de la réélection », qu'en pensez-vous ? »

« Il a raison. La réunification de l'Allemagne est, pour une grande part, l'affaire des Alle-

mands de l'Est et de l'Ouest. N'en ayons pas peur. Mais pour que l'histoire de l'Europe ne reprenne pas ses vieux plus, accélérons la construction et l'union politique et monétaire de l'Europe et sachons autour de cet objectif rassembler toutes nos forces, au-delà des frontières politiques.

**De la France : à trois conditions...**

« Autre dossier d'actualité : l'île-de-France. Ne risquez-vous pas d'être entraîné par le RPR dans une opposition systématique, alors que vos inclinations sont différentes ? »

« Dans ce débat, nous ferons entendre notre voix.

« Deux attitudes négatives risquent de s'affronter :

« L'une, gouvernementale qui privilégie la recentralisation en enlevant du pouvoir aux élus pour le redonner aux administrations centrales à l'encontre de toute démocratie. Voyez le budget : l'Etat se sert mieux qu'il ne sert les collectivités locales - + 6 % pour l'Etat et + 2,5 % pour les collectivités. Ecoutez les élus locaux aujourd'hui : les contrôles titillons et bureaucratiques reprennent. L'Etat a raison d'exiger plus de transparence dans la gestion des collectivités locales : je le réclame. Au lieu de la bureaucratie, adoptons une solution où l'électeur serait dans la position de contrôler. Que les cours des comptes régionaux publient et affichent chaque année l'évolution des dépenses et des taux de l'impôt pour chaque collectivité locale et l'électeur sera mieux à même de juger.

« Ce n'est pas par hasard que le seul impôt qui ait baissé soit celui sur la vignette automobile : il est transparent et on en connaît les décideurs, les conseils généraux.

« L'autre attitude, celle de l'opposition, a parfois trop tendance, en s'opposant systématiquement, à refuser tout en bloc alors qu'il existe des problèmes réels et immédiats à régler.

« Que pensez-vous des premières mesures annoncées pour l'île-de-France ? »

« La taxe sur les bureaux ? J'y suis favorable à trois conditions :

que les recettes de cette taxe aillent aux routes et aux transports collectifs, que le niveau de la taxe soit identique pour les administrations comme pour les entreprises privées et que les recettes soient cogérées également par les élus de la région et non seulement par l'Etat.

« Une meilleure répartition des ressources, des taxes professionnelles ? J'y suis favorable. Mais ce problème ne se pose pas qu'en île-de-France. Les propositions de M. Fourcade sont excellentes. Il existe déjà des moyens très concrets pour mieux répartir les recettes de taxe professionnelle et qui n'obligent pas à légiférer. Renforçons-les !

**Lutter contre les nouvelles injustices**

« Dernier point : le débat sur les inégalités. J'imagine que cela s'adresse aussi bien au gouvernement qu'à l'opposition parce que l'opposition ne s'est jamais identifiée à la lutte contre les inégalités.

« L'opposition, le gouvernement et les Français se trouvent devant un rendez-vous. J'ai demandé à l'intergroupe d'aborder rapidement, dans le cadre des états généraux, le thème de l'égalité des chances et d'engager la lutte contre les injustices.

« Le gouvernement devrait aider à sortir des discours stéréotypés. A quand un observatoire comparé des politiques pratiquées en Europe et des résultats obtenus ? »

« Les Français doivent prendre conscience de leur part de responsabilité dans le succès de cette politique. Ainsi la solidarité de voisinage permettra de mieux lutter contre la solitude et d'aider en particulier les personnes âgées ; la prévention personnelle, en matière de santé, d'alimentation, de sport, permettra de gagner des années de vie... et des milliards à la Sécurité sociale ; la qualité de l'environnement est désormais davantage fonction des comportements individuels et locaux que des décrets ministériels.

« Aujourd'hui les injustices ont de nouveaux visages et de multiples facettes.

« Certains choix politiques peuvent provoquer des retards non seulement en termes de niveau de vie mais aussi en termes d'environnement, d'éducation, de santé et même d'espérance de vie. C'est l'injustice collective, celle faite à un peuple. En France, les rigidités excessives du secteur public, le poids trop important de l'Etat, les egoïsmes catégoriels, la centralisation excessive et bien d'autres obstacles nous ont empêchés d'exploiter au mieux nos atouts.

« Autre injustice, individuelle celle-là : le chômage, dont le taux (9,5 %) reste plus élevé que chez la majorité de nos voisins. Je reproche au budget 1990 de ne pas avoir suffisamment mis en application les recommandations du X<sup>e</sup> Plan. L'emploi doit rester la contrainte

forte qui s'impose à l'ensemble des acteurs.

« Troisième injustice encore insuffisamment perçue, l'injustice catégorielle qui conduit certains salariés à cumuler les désavantages : bas salaires, manque de considération, insécurité de l'emploi. Je pense, par exemple, aux ouvriers de l'industrie et du bâtiment qui ont fait un effort très important de productivité ces dernières années. N'en ce pas vers eux que devraient se concentrer en priorité les moyens financiers supplémentaires que la croissance a dégagés ?

« Comment ? Par la baisse des taxes qui pèsent sur les entreprises, afin de dégager des marges plus importantes pour les salaires directs.

« Quatrième injustice qui frappe surtout les jeunes : l'inégalité d'accès à la formation et à l'information. Elle n'a pas été combattue assez efficacement. Qu'il s'agisse du niveau des bourses dans l'enseignement supérieur, de l'insuffisante rénovation, de l'insuffisante considération pour la formation professionnelle, du manque de voies de formation après le baccalauréat d'aujourd'hui ou de l'absence d'autonomie des universités.

« Enfin dernière injustice à laquelle je suis sensible en tant qu'élu de l'Ouest : l'inégalité géographique. Je sens monter des frustrations dues à des écarts grandissants entre régions, entre villes et zones rurales. Un exemple : pour le développement de la culture : il est dépensé par l'Etat à Paris 2 300 F par habitant, en province 78 F. Les grands investissements successifs à Paris se font à la place d'une politique d'initiation artistique et musicale des enfants. Autre exemple : la répartition de la taxe professionnelle. Elle va à l'encontre d'un urbanisme de qualité. Cette situation tend à accélérer tant l'hyperconcentration de l'emploi que la dégradation de la qualité de vie dont sont toujours victimes les plus modestes.

« J'en appelle à un véritable débat au Parlement et dans l'opposition. On verra que ce débat ne se situe ni à droite ni à gauche : les clivages sont souvent ailleurs.

« Tout le monde n'est-il pas sinon centré du moins au centre, aujourd'hui ? »

« Dans les actes, pas encore.

« Quand je compare les évolutions des pays de la Communauté, quand je vois nos atouts et ils sont de taille... je suis convaincu que les Français attendent de plus en plus de la politique vérité et courage. La vraie révolution qui reste à faire porte sur la capacité des dirigeants du pays, politiques, syndicaux et économiques, à libérer le potentiel d'initiatives, de créativité et de responsabilité qui existe en chaque citoyen. Donnez de la considération aux hommes... et vous les changez.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et DANIEL CARTON

## PROPOS ET DÉBATS

**M. LAJOINIE**  
« casus belli »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a indiqué vendredi 24 novembre que le PCF « n'exclut aucune hypothèse » pour défendre le site de Renault Billancourt, envisageant même la possibilité de voter la censure à l'Assemblée.

La décision de fermer Billancourt « est un cas de guerre, évidemment (...), pour l'ensemble des travailleurs de Renault, de la région parisienne et de l'industrie automobile française », a-t-il estimé sur Europe 1.

Interrogé sur l'éventuel vote d'une motion de censure sur ce point, M. Lajoinie a déclaré que son parti « n'exclut aucune hypothèse. Ce que je constate, c'est que la droite est pour la fermeture du site, a-t-il poursuivi.

**M. LÉOTARD**  
« bicentenaire »

M. François Léotard, président du parti républicain, a affirmé, jeudi 23 novembre, à l'issue d'un comité directeur extraordinaire consacré par sa formation aux évé-

nements de RDA, que « le vrai bicentenaire de la Révolution française a été célébré en Allemagne de l'Est » et qu'il fallait « proposer à l'Est des valeurs qui soient les fondements de la démocratie libérale ».

Plaidant pour « l'humilité devant l'histoire en train de se faire », M. Léotard a estimé qu'il ne fallait « pas faire de ces événements un objet de politique intérieure ». « Nos divergences avec le pouvoir ne sont plus à la hauteur de l'événement », ce qui n'empêche pas les « convictions », a-t-il souligné.

A propos de la question allemande, le président du RPR a indiqué qu'il ne souhaitait pas « une neutralisation idéologique de ce champ d'expérimentation ». « Ne jetons pas ce que nous faisons à douze sous le prétexte que d'autres arrivent et réfléchissons à un schéma à venir, plus fédéral, moins centralisé et reposant davantage sur les Etats », a-t-il dit.

M. Léotard a donné un « satisfait » à M. François Mitterrand en affirmant que le dîner des Douze « n'était pas en dessous de l'évé-

nement » et qu'il était « difficile de faire beaucoup mieux et plus vite que ce qui a été fait ». Il a également jugé « positif que le président ait reconnu qu'il doit y avoir discrimination dans l'attitude de l'Europe entre les pays qui veulent s'éloigner du communisme et ceux qui ne le veulent pas ».

**M. LE PEN**

« prédateurs »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui était jeudi soir 23 novembre à Marseille, a estimé, à propos de l'immigration, que la France était « menacée par les prédateurs de l'histoire ». « Il n'y a pas de problème plus important que l'immigration, a-t-il souligné. Elle est l'explication simple du déficit social d'un pays en voie de submersion. Ce sont les mêmes qui avaient refusé l'intégration en Algérie qui proposent aujourd'hui l'intégration des étrangers en France (...). Les portes sont ouvertes pour laisser entrer les immigrés ; elles peuvent rester ouvertes pour laisser partir ceux qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités. Nous ne retenons pas Ben Vigouroux et le maire noir. »

### ILS DIRIGENT LA FRANCE

**SERGE MOYET**  
*Les*  
**COMMANDEURS**

**Prix Européen des Affaires 1989**

264 pages  
100 F.

**Stock**

سكنا من الاموال

سكنا من الاجل

## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

### Le RPR conduira l'offensive de l'opposition contre l'amnistie totale en Nouvelle-Calédonie

La commission des lois de l'Assemblée nationale, réunie jeudi matin 23 novembre, a adopté le projet de loi « portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie » dont l'examen en première lecture doit avoir lieu le vendredi 28 novembre au Palais-Bourbon. Le rapporteur de ce texte, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) n'a pas eu beaucoup à argumenter pour obtenir l'approbation de la majorité des députés présents, la plupart des élus de l'opposition et les commissaires communistes étant absents. Il s'est borné à rappeler que ce projet tend à compléter la loi référendaire du 9 novembre 1988 « portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 », selon les accords politiques conclus en juin et août 1988 à l'Hôtel Matignon et à la rue Oudinot (siège du ministère des Dom-Tom) par les députés du RPR et du FLNKS.

L'exposé des motifs de ce projet de loi, qui ne compte qu'un seul article, souligne : « Intervenant quelques mois à peine après les douloureux événements de l'île d'Ouvéa, la loi référendaire du 9 novembre 1988 n'avait pas comporté une amnistie totale car il était nécessaire de constater le rétablissement durable et complet de l'ordre public pour pouvoir envisager un pardon complet. Les conditions de la réconciliation et du dialogue établies depuis quinze mois entre toutes les communautés qui vivent sur le territoire autorisent, aujourd'hui, que soient définitivement tournées les pages du passé. Qui pourrait, en effet, avoir intérêt, en ouvrant les blessures à peine refermées, à faire revivre à la Nouvelle-Calédonie ses anciens et sanglants affrontements ? Pour autant, le souvenir de toutes les victimes, celui des gendarmes et des militaires des autres armées victimes du devoir en Nouvelle-Calédonie, est encore

vivant et rien ne pourra l'effacer. L'amnistie n'est en aucune façon l'oubli. C'est, au contraire, une des conditions pour que le rétablissement durable de la paix civile ne conduise plus à risquer à nouveau la vie de quiconque en Nouvelle-Calédonie. »

L'opposition a néanmoins décidé de voter contre ce texte. Au nom de l'UDF, M. Jean Brucard (Haute-Savoie) avait interpellé le garde des sceaux, la veille, au cours de la séance réservée aux questions d'actualité, en demandant au gou-

vernement de retirer ce projet pour « laisser la justice suivre son cours jusqu'au bout » et en soulignant que l'annonce du dépôt de ce texte avait « provoqué dans les rangs de la gendarmerie et des forces armées, chez les familles des victimes et dans l'opinion publique une très légitime émotion ». Au nom de l'UDC, M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne) a estimé, au cours de la réunion de la commission, que l'initiative du gouvernement était inopportune. Mais ce sont surtout les deux députés désignés par le groupe RPR pour sommer

la charge, MM. Pierre Mazaud (Haute-Savoie) et Jean-Louis Debré (Eure), qui ont manifesté l'intention d'en découdre avec le ministre de la justice lors de la discussion du texte en séance publique. Le premier soulèvera une exception d'irrecevabilité parce qu'il estime que le projet de loi est contraire à la Constitution (selon lui, une loi ordinaire ne peut pas ainsi simplement modifier une loi référendaire) ; le second posera une question préalable pour essayer de convaincre l'Assemblée nationale qu'il n'y a pas lieu de débattre à ce sujet.

### Neuf affaires

Neuf affaires, selon le ministre de la justice, sont concernées par ce texte amnistiant « les infractions commises avant le 20 août 1988 » par les personnes exclues de l'amnistie inscrite dans la loi référendaire, c'est-à-dire celles « susceptibles de figurer parmi les auteurs directs et personnels du crime d'assassinat ».

Quatre d'entre elles n'ont aucun rapport avec les dispositions de la loi référendaire : l'assassinat, le 19 septembre 1981, de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne (trois hommes mis en cause, une information judiciaire toujours en cours).

L'assassinat, le 11 janvier 1985, d'Yves Tual, nouveau maire de Thio, alors membre du Front national (deux hommes mis en cause, dont un a déjà bénéficié d'un non-lieu, mais pas de conclusions judiciaires).

L'assassinat, le 15 novembre 1986, de James Fels lors d'une fusillade à Thio

(un homme mis en cause, une instruction toujours en cours).

L'assassinat, le 6 juin 1988, d'Albert Sangaré, un broussard, venu garder une propriété près de Pôhérihou (aucune interpellation à la suite de l'ouverture de l'information judiciaire).

Les cinq autres affaires ont un rapport direct ou indirect avec les dispositions de la loi référendaire : la plainte avec constitution de partie civile déposée à la suite de la mort d'Elou Machoro et Marcel Nonnaro, abattus le 12 janvier 1985 par les tireurs d'élite de la gendarmerie nationale (aucune mise en cause personnelle mais instruction officiellement poursuivie).

L'assassinat, le 30 septembre 1987, dans la région de Koné, des gendarmes Berné et Robert, qui menaient une opération de police judiciaire après la mort, en avril d'un de leurs collègues, le gendarme Marchal (deux hommes mis en cause

dont un remis en liberté en application de la loi du 9 novembre 1988).

L'attaque de la brigade de gendarmerie de Fayoué, le 22 avril 1988 (quatre gendarmes tués, vingt-six inculpés remis en liberté par application de la loi référendaire).

L'assassinat, le 29 avril 1988, de José Lapetite, l'un des auteurs de l'embuscade meurtrière de Hienghène (décembre 1984), acquitté par la cour d'assises de Nouméa (un homme incarcéré en juillet 1988 et remis en liberté en novembre).

La mort d'Alphonse Diou, Walima Amossa et Wenceslas Lavello, tués dans des conditions controversées, le 5 mai 1988, après l'assaut contre la grotte de Gossanah, à la suite de la prise d'otages de Fayoué (information ouverte à Paris des chefs d'inculpations involontaires, coups et blessures volontaires, non-tance à personnes en danger mais aucune mise en cause).

### Cinq projets de loi

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 23 novembre, cinq projets de loi.

● **Protection des biens culturels maritimes.** — Les députés ont adopté en deuxième lecture, jeudi 23 novembre, le projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel sous-marin. Ce projet tend essentiellement à assurer la protection et l'exploitation des épaves afin de lutter contre le pillage. Il élargit la notion de biens culturels maritimes et interdit de les déplacer. Il reconnaît en outre des droits spécifiques à l'Etat en matière de protection et autorise l'administration à conclure des conventions avec des personnes physiques en lui laissant le soin de fixer le montant de la récompense en cas de découverte de patrimoine culturel immergé.

● **Utilisation des détecteurs de métaux dans les fouilles archéologiques.** — Les députés ont adopté en deuxième lecture, jeudi 23 novembre, le projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux dans les fouilles archéologiques. Ce projet dispose que l'utilisation de ce type d'appareil sera désormais soumise à autorisation administrative, délivrée en fonction des qualifications du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de recherche afin

de limiter les « chasses au trésor », avec ou sans but lucratif, qui « menacent l'intégrité de ce patrimoine ». Les députés ont adopté un amendement autorisant les associations de protection du patrimoine archéologique à se porter partie civile en cas de poursuites judiciaires contre des actes de malveillance commis contre des biens meubles ou immeubles à caractère culturel.

● **Construction du synchrotron.** — Les députés ont adopté, jeudi 23 novembre, le projet de loi voté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron. La construction de cette installation à Grenoble (Isère) a déjà démarré et 416,5 millions de francs ont été engagés. La source de rayonnement entrera en service en 1994. La France assure 34 % de la construction et 28,5 % du fonctionnement. Le statut de la société sera celui d'une société civile de droit français.

● **Conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Est.** — Les députés ont adopté, jeudi 23 novembre, deux projets de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la

conservation de la vie sauvage et du milieu naturel (signée à Berne le 19 septembre 1979) et d'une autre, relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (convention de Bonn, signée le 23 juin 1979). M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques majeurs, a déclaré que ces deux conventions avaient pour objet le « renforcement de la coopération internationale et la constitution de réseaux cohérents d'espèces protégées ». Les listes définies couvrent près de six cents espèces animales. M. Lalonde a également précisé que les chasses traditionnelles en France n'auraient pas à souffrir de ces conventions, puisque le gouvernement a décidé de soumettre différentes dérogations destinées à protéger ces chasses.

● **L'adaptation du droit métropolitain à Mayotte.** — Les députés ont adopté, mardi 21 novembre, le projet de loi d'habilitation tendant à remédier, dans les deux années à venir, par voie d'ordonnances, aux lacunes du régime juridique appliqué dans la collectivité territoriale de Mayotte (océan indien). Ils ont élargi le champ de cette habilitation, déjà votée, en première lecture, par le Sénat (le Monde du 9 novembre), au code pénal, au

code de procédure pénale et aux mesures d'ordre fiscal et douanier. « C'est une étape importante », a notamment déclaré le député de Mayotte, M. Henry Jean-Baptiste (UDC), « un premier pas qui appelle d'autres ». Les autres orateurs ont approuvé, eux aussi, cette volonté de modernisation juridique afin d'assurer le développement économique et social de cette île, qui souhaite rester française alors que les autres îles des Comores ont choisi l'indépendance depuis 1974-1975.

● **Une voix de plus pour le projet de loi de M. Nallet.** — M. Léonce Deprez, député UDF du Pas-de-Calais, a rectifié, jeudi 23 novembre, son vote sur le projet de loi de M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, consacré à l'adaptation de l'entreprise agricole à son environnement économique et social (le Monde du 24 novembre). Absent lors du scrutin, il avait été compté avec les votes « contre ». Il explique dans une déclaration qu'il vote pour le texte de M. Nallet, qui réalise « une avancée appréciable dans le sens de l'adaptation [de l'agriculture] à une économie moderne ».

La discussion budgétaire au palais du Luxembourg

### Les sénateurs hostiles à la réforme de la taxe d'habitation

Les sénateurs ont repris, jeudi 23 novembre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1990.

S'agissant de l'allègement de la taxe d'habitation, le dispositif jugé « ingérable, ubuesque et kafkaïen » par M. Jacques Oudin (RPR, Vendée) a été repoussé. M. Roger Chénard (RI, Paris), rapporteur général du budget, a fait voter un amendement au texte écartant tout plafonnement de cette taxe en fonction du revenu. « Le Sénat souhaite voir toute la fiscalité locale attachée au sol », a-t-il précisé. Nous sommes choqués par toute tentative de l'accrocher à l'impôt sur le revenu. » A l'initiative de M. Xavier de Villepin (UC, Français établis hors de France), le Sénat a adopté, avec l'appui du gouvernement, un dispositif « écologiste » permettant aux entre-

prises de bénéficier d'une exonération de la taxe professionnelle pour la valeur de la moitié des installations réalisées afin de réduire la pollution. Au chapitre des recettes de la TVA, le Sénat a approuvé la réduction du taux supérieur de 28 % à 25 %, comme il l'avait annoncé, et adopté par ailleurs un amendement réduisant le taux moyen de 18,6 % à 17,6 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990. M. Chénard a expliqué la démarche de la commission sénatoriale en déclarant qu'il « faut traiter tout d'abord le problème des taux moyens de TVA (...) Il faut profiter de cette période de rentrées fiscales fortes ». M. Chénard a estimé, quant à lui, que cette disposition, gagée comme c'est la coutume dans les deux Assemblées sur la hausse de la taxe sur les tabacs, était « prématurée ».

Le dix-huitième congrès du PSU

### Comment survivre en dehors des Verts ?

Le dix-huitième congrès du Parti socialiste unifié (PSU) devrait être le dernier. Il se tient vendredi 24 novembre à Paris pour voter la disparition d'un parti dont une des figures fut M. Michel Rocard. Samedi et dimanche, les congressistes retrouveront ceux de la Nouvelle Gauche à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour approuver la fusion proposée par les dirigeants des deux organisations.

« L'avenir proposé au PSU et qui se veut une régénération par une rupture radicale qu'il n'est pas possible de réaliser, tant par le flux continu des objectifs que par les non-dits derrière lesquels peuvent naître des ambitions politiques », pour la Corrèze, c'est non ! Cette fédération — « unanime » — refuse la dissolution du PSU et sa fusion avec la Nouvelle Gauche (NG). Forte de ses quatre adhérents, la fédération de la Corrèze sera suivie dans son ultime combat pour la préservation des structures du « petit » parti — le PSU maintenu — par quelques militants de Paris, de l'Aisne et de Midi-Pyrénées, entre autres. L'écrasante majorité des députés au dernier congrès du PSU, qui compte maintenant moins de six cents adhérents, se ralliera au texte majoritaire de la direction politique du parti adopté en septembre.

#### Trois motions

Conformément à la résolution finale du précédent congrès (le Monde du 20 décembre 1988), ce texte suggère au PSU de se saborder pour unir ses dernières forces aux troupes, à peine plus nombreuses, de la Nouvelle Gauche dans un « mouvement rouge-vert » qui s'inscrit dans le « courant écologiste et autogestionnaire ».

Ainsi s'achève une expérience de trente ans — le PSU a été fondé le 3 avril 1960 — qui voulait « faire

vivre à gauche un courant socialiste nouveau né du refus des modèles social-démocratique et stalinien ». « Force est de constater, admet la direction politique, que ce projet qui a marqué son époque n'a pas débouché. Pourtant la crise des modèles est encore plus évidente aujourd'hui qu'au début des années 60. (...) Les grandes utopies portées des luttes et des espoirs de transformation sont devenues stériles tandis que le capitalisme a pu réaliser une nouvelle mutation sans se heurter à une résistance généralisée. » Le bilan est sévère mais tardif : les dirigeants du PSU ont consacré sous perfusion une organisation exsangue en lui faisant rater, quand il en était encore temps, le « train » des Verts qui occupent seuls maintenant le champ écologique.

Après l'élection présidentielle de 1988, où M. Antoine Waechter pour les Verts a suppléant M. Pierre Juhan pour les opposants communistes, le PSU et la NG, continuée par les comités de soutien à la candidature de l'ancien porte-parole du PCF, avaient envisagé leur fusion à la fin 1989. Entre-temps, M. Juhan a rompu avec la Nouvelle Gauche, après avoir été écarté par les « rénovateurs » communistes ; ses anciens comités de soutien se sont lentement vidés de leur substance et, surtout, les Verts ont pris un avantage décisif en devenant la quatrième force politique aux élections européennes. Cette nouvelle distribution a conduit certains dirigeants du PSU à modifier leur position à l'égard de la décision majoritaire de fusion : les uns rejettent la création d'une organisation supplémentaire structurée, comme M. Bernard Ravennel, les autres envisagent un processus d'adhésion individuelle aux Verts, comme M. Guy Laberit. La question d'une « adhésion collective » au mouvement écologiste est posée par M. Sylvia Zappi, membre de la Nouvelle Gauche après avoir milité dans les rangs trotskistes.

#### « Stratégie de lente agonie »

Trois positions se trouveront en lice, samedi et dimanche, pour le congrès commun de fusion des deux organisations. Un texte A, présenté par la majorité des dirigeants du PSU et de la NG, propose de « choisir et oser la constitution d'un mouvement rouge-vert », un texte B, rédigé par M. Ravennel, suggère, lui, de « Choisir et risquer le nouveau, trois thèses « provisoires » pour une refondation » et un texte C, soumis en catastrophe, « Du voile ou comment s'en débarrasser en politique », par M. Zappi prétend promouvoir un « projet écologiste » dans les rangs des Verts. Cette fusion, qui emportera, selon des pointages préliminaires, l'adhésion d'une majorité des congressistes, provoquera probablement un départ d'une partie de ceux qui s'y opposent et de ceux qui regardent déjà ailleurs. « Un tel projet ne semble pas le départ voué à une totale marginalité et ressort de la stratégie d'une lente agonie, estime ainsi M. Laberit, secrétaire national du PSU. Le parti Vert me semble pour nous aujourd'hui le cadre incontournable. »

OLIVIER BIFFAUD

La crise au PCF

### M. Damette contre M. Marchais

Onze ans après son énoncé, la réaffirmation par M. Georges Marchais, le 12 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1, du « bilan globalement positif » des pays de l'Est « contribue à ridiculiser le PCF ». Telle est l'appréciation portée par M. Félix Damette, l'un des chefs de file des « reconstruc-tionnistes », communistes, dans une interview à l'hebdomadaire Politis. « La formule », affirme M. Damette, « était mauvaise depuis longtemps, mais maintenant elle est franchement aberrante. Le terme même de bilan est mauvais. La situation de la RDA illustre parfaitement ». Ecarté du comité central du PCF pour « raisons politiques » au dernier congrès, en décembre 1987, M. Damette ajoute au sujet du PCF : « S'il y avait des élections libres aujourd'hui, ce parti obtiendrait un score extrêmement faible. »

« La direction du PCF est dans une situation paradoxale, poursuit l'ancien responsable du secteur

« régions » du parti. Effectivement, elle prétend avoir rompu avec tout modèle. Mais c'est l'aspect extérieur des choses. La réalité est très différente. Cette direction défend le modèle sclérosé qui s'écroule à l'Est. Elle le fait sous couvert de centralisme démocratique, qui, normalement, devrait permettre, après une large discussion, une prise de décision unitaire et une application unanime. Or, au PCF, c'est la décision qui est unanime. Et cela, c'est du totalitarisme, car une telle pratique interdit tout débat de fond et perturbe le fonctionnement du parti. La direction s'accroche désespérément à ce modèle culturel de l'unanimité, car elle cultive une conception du parti d'avant-garde qui va guider la société. »

Le dirigeant « reconstruc-tionniste » affirme que « le PCF est aux antipodes de la perestroïka », en ajoutant que « le renouveau à l'Est va faire bouger les choses, chez nous ».

**Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !**

800 voitures en stock permanent en livraison immédiate\*

toujours plus avec la griffe

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

\* en fonction des options choisies

Plus vite, moins cher!

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



## ACTIONNAIRES DE LA NAVIGATION MIXTE, POURQUOI VENDRIEZ-VOUS DES ACTIONS QUE TOUT LE MONDE CHERCHE A ACHETER AUJOURD'HUI?

Nous comprenons que l'on puisse ces derniers temps s'intéresser de très près à la Mixte.  
Nos résultats parlent d'eux-mêmes. Les quelques bateaux que nous possédions en 1969 se sont mués, grâce à l'ambition d'une équipe dirigeante, en investissements dans des secteurs multiples et porteurs. Notre capitalisation boursière est passée en 20 ans de 12 millions à 25 milliards de francs.  
Nous devrions dégager en 1989, 4,7 milliards de bénéfice net.  
Devant ces résultats, nous comprenons que certains aient envie d'acheter de la Mixte, nous comprenons aussi que d'autres n'aient pas envie de vendre.

### COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE



Une note d'information présentée par la Compagnie de Navigation Mixte (S.A. COB n° 69-495 en date du 10 novembre 1989) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers et de VIA Banque 10, rue Viche, 75002 PARIS

هكذا من الامم

## POLITIQUE

## Le nouveau sel de la droite

Suite de la première page

De très larges plages consenties existent, en effet, au-delà des clivages, pour souligner la nécessité de rééquilibrer les pouvoirs en faveur des citoyens. Entre les « cornacs » de la « rénovation » au RPR et les « éléphants » du PS il y a convergence pour souhaiter, par exemple, un recours plus facile et plus fréquent à la procédure du référendum pour tous les « problèmes de société », un élargissement aux citoyens du droit de saisie du Conseil constitutionnel et un renforcement des prérogatives du Parlement.

Mais MM. Séguin et Carignon sont évidemment moins gênés aux entournures que les principaux dirigeants socialistes, alignés sur les positions mitterrandiennes : ils peuvent tous deux aller jusqu'au bout de leur logique en inscrivant cette revendication d'une « nouvelle citoyenneté » dans un projet global de révision des institutions. Le premier propose carrément d'instaurer un véritable régime présidentiel tandis que le second préférerait un régime semi-présidentiel s'inspirant à la fois des institutions britanniques et américaines et comportant un accroissement des attributions du Conseil constitutionnel. Ce qui permet d'observer au passage, curieusement, que les néogaullistes sont plus audacieux que les socialistes sur l'évolution des institutions de la V<sup>e</sup> République...

## Grain à moudre

Les uns et les autres poursuivent également, par contributions interposées, le débat sur la place des immigrés dans le pays en récusant avec une égale vigueur les thèses racistes et

pour que la politique familiale devienne une priorité nationale : l'extension de l'allocation parentale d'éducation au-delà du troisième enfant, la transformation de l'allocation de garde d'enfant à domicile en exonération de charges sociales, l'exemption de la vignette auto pour les familles de plus de trois enfants, la suppression du plafond du quotient familial à partir du troisième enfant, l'instauration d'une demi-part fiscale supplémentaire dès le premier ou le deuxième enfant lorsque le troisième enfant atteint l'âge de seize ans et pendant la durée de ses études, la déduction des frais de scolarité du revenu imposable, la suppression du critère d'âge pour la prise en charge de l'assurance maladie des femmes seules ayant élevé au moins trois enfants, etc.

## Soutien la comparaison

Le grain de sel de M. Toubon devient un pavé dans la mare, au moment où s'accroissent les inégalités de revenus, quand il propose de mieux répartir les fruits de la croissance en exonérant de nouvelles catégories de contribuables de l'impôt sur le revenu, afin d'aboutir, plus tard, à « la suppression totale de cet impôt », tout en préconisant d'augmenter les rémunérations des salariés de 10 % à 20 % en deux ans dans les secteurs privé et public ! M. Toubon ne lésine pas, d'ailleurs, sur les initiatives qu'il réclame, d'autre part, contre le développement du trafic de la drogue, la création d'un « ministère de la lutte contre la toxicomanie » et, pour améliorer la qualité des enseignements universitaires, le « recours systématique aux enseignants extérieurs professionnels ».

Une fois la part faite aux inviolables « gadgets » et aux sur-



xénophobes de l'extrême droite. Mais alors que MM. Fabius et Jospin sont favorables au principe du droit de vote des immigrés aux élections municipales — qu'ils veulent promouvoir sans dire comment le mettre en pratique — M. Séguin, de son côté, pose la question de façon plus précise en estimant que « l'accès à la nationalité doit demeurer la clé du droit de vote ».

Si M. Toubon, lui, ne se prononce pas sur ce point dans son propre texte, il manifeste un esprit inventif en proposant de fonder tout politique d'immigration sur un système pyramidal à trois étages : la création d'un « service public unifié de l'immigration », la spécialisation d'une juridiction « pour régler les litiges du droit de la nationalité des étrangers », le tout surmonté d'une « autorité indépendante » composée de représentants de la « société civile », à l'image de feu la commission Marceau Long. Il y a là une bonne base de discussion, susceptible de capter l'attention de ces Français « moins crispés » dont vient de parler M. Mitterrand.

De même, pour tout ce qui concerne la vie quotidienne des Français. Comme les socialistes tournent plutôt en rond à cause des forces centrifuges suscitées par le réalisme économique et social du pays rocardien, un Philippe Séguin peut en profiter pour rappeler ses convictions sociales et un Jacques Toubon pour se poser en libéral révolutionnaire.

L'apport de M. Séguin n'est certainement pas négligeable quand, par exemple, il préconise toute une batterie de mesures

chères parfois motivées, ici comme là, par les rivalités personnelles, il apparaît ainsi que, même si leurs premières contributions ne se caractérisent pas par de géniales originalités, les « rénovateurs » à l'œuvre au RPR peuvent prétendre soutenir la comparaison avec leurs adversaires socialistes dans la définition de projets de société. Et ce constat n'est pas mineur, à une époque d'incertitudes individuelles et collectives.

Certes, qu'elles émanent de la droite ou de la gauche, toutes ces réflexions souffrent encore d'un décalage avec la réalité de l'évolution de la société. Si tout le monde se déclare prêt à régler le problème de l'intégration des immigrés, par exemple, personne n'ose encore, malgré la querelle sur le foulard islamique, le traiter vraiment dans sa dimension religieuse, c'est-à-dire poser ouvertement la question de la place de l'islam en France et de ses rapports, notamment, avec l'Etat et l'école. Mais ce décalage avec la réalité tend à diminuer. En témoigne la place prépondérante prise dans les réflexions des uns et des autres par l'impératif de la protection de l'environnement. Comme par l'impératif social, devenu dominant commun.

Faute d'affrontements idéologiques, l'avenir politique appartient, sans doute, à ceux qui sauront le mieux incarner le parti du mouvement. Et dans le « nouveau forum » où se déroule cette pacifique compétition de fond, l'opposition, grâce à ses apprentis « rénovateurs », est peut-être en train de combler lentement son handicap.

ALAIN ROLLAT

## EUROPE 93

Une journée au Parlement de Strasbourg

## Les convictions d'un conservateur britannique

« Ces dix années au Parlement ? Ce sont les plus passionnantes de ma vie. » L'auteur de cette phrase est à la fois conservateur britannique et ardent défenseur de la construction européenne. M. Derek Prag, soixante-six ans, a été réélu pour un troisième mandat parlementaire en juin dernier. A Strasbourg, sa notoriété a dépassé les murs du Palais de l'Europe : son nom est désormais associé à une menace, la fin des activités parlementaires dans la capitale alsacienne.

STRASBOURG

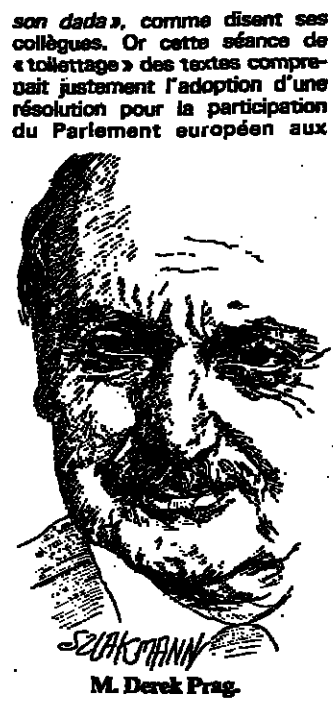
de notre envoyé spécial

En allemand, en français, en espagnol... M. Derek Prag ne peut déambuler dans les couloirs du Parlement européen sans se faire apostropher tous les 10 mètres. Ici, tout le monde le connaît. Jeudi 23 novembre, au cours d'une énigmatique rencontre, la conversation s'engage en serbo-croate, une langue qu'il a apprise dans l'armée britannique, avant de partir comme officier de

l'intelligence Service, pendant la seconde guerre mondiale, dans les îles adriatiques. De cette époque, M. Prag garde une conviction : « Il faut faire l'Europe. » Journaliste à l'agence Reuters au début des années 50, il a couvert la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). S'ensuivent une longue carrière de fonctionnaire des Communautés puis des années de militantisme.

La réunion de son groupe (le groupe des démocrates européens, composé de trente-deux conservateurs britanniques et de deux danois), portait, jeudi matin, sur les relations entre parlementaires nationaux et parlementaires européens. Les uns et les autres ne s'appréciaient guère... Il y a à peine une semaine — le 17 novembre — le Times publiait une lettre ouverte signée par M. Prag et vingt-neuf de ses confrères conservateurs en faveur d'une Communauté plus forte. Une mise en cause implicite de la conception thatchérienne de l'Europe.

Jeudi après-midi, M. Derek n'a évidemment pas manqué une minute de la séance de votes. Ce n'est pas dans ses habitudes. Et, surtout, « l'institutionnel, c'est



M. Derek Prag.

réformes institutionnelles de la Communauté. Les conservateurs britanniques ont la réputation d'être les plus assidus et les plus conscien-

cieux de l'hémicycle. « Efficacité » est le maître mot de leur groupe. C'est au nom de ce principe que M. Prag a élaboré un rapport, adopté en janvier dernier, en faveur du regroupement des activités du Parlement européen, pour l'instant dispersées entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Jeudi matin, il s'en expliquait à M. Jean-Marie Caro, député national et président de Strasbourg-Europe, une association pour le renforcement du rôle européen de la capitale alsacienne : « J'aime beaucoup Strasbourg, et j'ai l'impression qu'il y a une condition que le Parlement se trouve là où est la Commission ; or il serait très difficile de demander aux gouvernements de déplacer la Commission... » Une position qu'il assume très bien... L'entrevue avait pour but la préparation d'une réunion publique au cours de laquelle, le soir même, il devait se trouver confronté à ses détracteurs, les Strasbourgeois. De son côté, le président de Strasbourg-Europe se réjouissait de donner au « cher M. Prag » une occasion de montrer aux Strasbourgeois qu'il « n'est pas un grand méchant loup ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

## Les députés européens réclament plus de pouvoir

Les parlementaires européens ont été surpris par M. Mitterrand et Kohl viennent leur parler de la politique que les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté entendent suivre à l'égard de l'Europe de l'Est. Cette reconnaissance de leur « légitimité » ne leur suffit cependant pas. Ils veulent obtenir les mêmes droits que ceux de tous les parlementaires des démocraties libérales.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

« De ce jour date, peut-être, la naissance politique du Parlement européen », estimait M. Valéry Giscard d'Estaing : « une coutume constitutionnelle » vient de se créer, disait M. Jean-Pierre Cot. De droite à gauche, les membres de l'Assemblée de Strasbourg se sont félicités de la « première » du mercredi 22 novembre : le président en exercice du conseil européen, M. Mitterrand, et un membre éminent de ce conseil, M. Kohl, venus conjointement leur présenter un aspect essentiel de la politique étrangère de la Communauté.

L'information, toutefois, ne suffit déjà plus à assurer la soif de pouvoir du Parlement européen. Ses membres veulent disposer des mêmes prérogatives que tous les

parlementaires des démocraties libérales. Surtout, ils redoutent que les éventuelles modifications au traité communautaire qui pourrait décider la conférence intergouvernementale chargée de tirer les conséquences institutionnelles de l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire ne tiennent pas compte de leurs souhaits.

Cette inquiétude est apparue clairement lors du débat organisé le 21 novembre à l'Assemblée de Strasbourg. Sur tous les bancs, on a exigé que le Parlement « participe sur un pied d'égalité aux travaux préparatoires, ainsi qu'à la conférence intergouvernementale », selon les termes de la résolution adoptée.

Race à cette demande, M. Edith Cresson, qui représentait le conseil des ministres, n'a parlé que d'« information » et de « consultation » du Parlement, alors que M. Jacques Delors a assuré que la commission était favorable à une « association ». Les députés européens veulent encore plus. Ils ont demandé que cette conférence intergouvernementale soit l'occasion d'accroître la construction d'une union politique et d'accroître les pouvoirs du Parlement. Pour celui-ci ils exigent un droit de « codécision pour l'ensemble de la législation communautaire » (sauf les domaines économiques et sociaux), et de « nomination du président de la commission et d'investiture de celle-ci ». La résolution demande même aux Parle-

ments nationaux de ne pas ratifier un éventuel traité si l'Assemblée de Strasbourg ne l'approuve pas.

Le projet de traité d'union européenne adopté en février 1984, à l'initiative de M. Spinnelli, continue d'inspirer les parlementaires européens. M. Giscard d'Estaing a plaidé, lui, pour « un fédéralisme » permettant d'énumérer « les domaines qui seront de la compétence de la future union et ceux qui devront rester de la compétence des Etats membres ». Dans le même ordre d'idées, M. Laurent Fabius a souhaité que le règlement, relevant du seul pouvoir exécutif, soit distingué de la loi, qui doit être votée par l'organe législatif. M. Fabius a aussi envisagé qu'une partie des membres de l'Assemblée soit élue sur des listes européennes et non plus dans le cadre national.

« Le contenu de l'union économique et monétaire déterminera pour une part, mais pour une part seulement, les réformes institutionnelles », a souligné M. Jacques Delors. Il a ainsi expliqué que cette union impliquait un « équilibre » entre le « centre de décision monétaire » et le « centre de décision économique », mais qu'elle devait avoir « une contrepartie politique », car « ce sont les autorités politiques, élues au suffrage universel, qui déterminent les choix philosophico-politiques de l'action dans le domaine économique et social ». Le « grand débat », pour lui, est donc entre « ceux qui sont pour la coordination des politiques

économiques et ceux qui sont pour l'union institutionnelle ».

Le président de la commission a aussi fait des propositions précises d'évolution institutionnelle. Il pense que le pouvoir exécutif « passera progressivement entre les mains de la commission », mais qu'« alors ses membres ne devront plus être nommés par les gouvernements pour quatre ans, mais devront pouvoir être renvoyés par le Conseil européen à chacune de ses sessions ». M. Delors trouve aussi que dix-sept commissaires « c'est trop pour un gouvernement », pour souligner « l'urgence de la réforme ». Enfin, pour que la commission soit « un organe plus politique », il propose que certaines de ses tâches soient confiées à des agences « sous son contrôle », ou à des autorités indépendantes.

Le message sera-t-il entendu par les gouvernements des Etats membres ? On n'a rarement vu un pouvoir exécutif accroître, volontairement, les prérogatives de l'assemblée chargée de le contrôler. M. Maurice Duverger, élu sur une liste de communistes italiens, a donné un « conseil de politique » à ses collègues : « Tous les Parlements ont arraché les droits qu'on leur refusait. Juriste, il a trouvé dans le droit actuel le moyen de ce combat : le Parlement peut censurer la Commission si elle ne fait pas ce qu'il souhaite. En fait, il a proposé aux députés européens d'ouvrir, si nécessaire, une crise institutionnelle. Est-ce vraiment la seule solution ? »

THIERRY BRÉHER

Un rapport à M. Thierry de Beaucé

## L'avenir menacé du livre

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, a sur son bureau un rapport sur la situation de l'édition dans les pays de la Communauté. Ce rapport montre combien l'avenir du livre est menacé en Europe.

Le « livre » de demain a toutes les chances d'être un vidéodisque. Il sera d'abord un instrument de savoir (scolaire, scientifique, encyclopédique...). Et il sera principalement en anglais. Telles sont, schématiquement, les conclusions d'un rapport que M. de Beaucé avait commandé à M. René Lillet, aujourd'hui directeur du département de littérature étrangère aux éditions Flammarion.

Intitulé « Pour une Europe du livre », ce rapport montre que l'industrie de l'édition souffre d'un certain vieillissement et que, face aux autres formes de loisirs, culturels, elle a du mal à tenir son rang. Si les petites maisons spécialisées dans le « haut de gamme » ont encore un bel avenir devant elles, estime, malgré tout, M. Lillet, l'avenir de ce secteur, en termes de chiffre d'affaires, réside moins dans le papier imprimé que dans de nouveaux produits, électroniques et audiovisuels en particulier.

M. Lillet, qui a enquêté dans les douze pays de la Communauté,

met en relief le contraste qui existe entre une Europe du Nord, où le livre se porte bien — mais où il est menacé — et une Europe du Sud où l'industrie du livre, bien qu'originale, peut encore gagner des lecteurs.

Illustrations de ce contraste : le Portugal, où 23 % de la population est illettrée et ne « consomme » qu'un livre par habitant et par an ; et le Danemark, où le taux de lecture est trente-quatre fois supérieur à celui du Portugal, mais où l'édition est en crise, du fait du « vieillissement de ses structures » et de la « concurrence redoutable des nouveaux médias ».

Plus généralement, il apparaît que « l'explosion culturelle » de ces dernières années « a bénéficié, un peu partout en Europe, à la filière « image » (télévision, vidéo), « son » (disques, cassettes, matériel hi-fi), et « sorties » (spectacles, musées, discothèques) », au détriment du livre, sinon de l'écrit, car la presse, globalement, se porte mieux que l'édition, en particulier parce qu'elle bénéficie de la publicité.

Pour autant, le secteur de l'édition n'est pas condamné : les nouveaux médias ont besoin, pour bâtir leurs programmes, des œuvres, de la fiction et autres, qui font la richesse de l'industrie du livre. Et une certaine gamme de produits a un bel avenir devant elle : les livres

scolaires, dont le marché reste florissant, ainsi que ce qui relève de l'information technique, juridique et financière.

M. Lillet voit dans ce besoin croissant d'informations « polaires », diffusées à partir de banques de données par des réseaux informatiques ou télématiques, le moyen pour les maisons d'édition traditionnelles d'enrayer leur déclin. Déjà Bédouin et Elsevier aux Pays-Bas se sont « positionnés » sur ce créneau.

Cette évolution annonce des concentrations qui se sont déjà produites et vont se multiplier. Ce phénomène, heureusement, devrait laisser subsister ou susciter, par réaction, la création de petites maisons à la mode ancienne, tournées vers le livre de qualité.

Cependant, la création d'un prix unique du livre, applicable dans chacune des zones linguistiques de l'Europe des Douze, semble d'autant plus nécessaire à M. Lillet que le livre, au sens où l'entend traditionnellement, est désormais menacé culturellement et économiquement. Avec, peut-être, une exception : le livre en langue anglaise qui, s'il subit de plein fouet, lui aussi, l'évolution qui vient d'être décrite, gage du terrain partout en Europe, au détriment, en particulier, du livre en français.

BERTRAND LE GENDRE

Assurance automobile

Nouvelle réglementation

BRUXELLES

Communautés européennes

de notre correspondant

Les ministres de la CEE chargés de la réalisation du marché unique ont décidé, le jeudi 23 novembre, de renforcer la législation existant en matière de responsabilité civile de l'assurance automobile. La nouvelle réglementation communautaire entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Par de nombreuses directives adoptées en 1972 et 1984, la Communauté impose à tous les automobilistes l'assurance obligatoire de responsabilité civile, qui, grâce à la carte verte, permet l'intervention d'une compagnie hors des frontières nationales. L'indemnisation est toutefois limitée aux exigences légales de l'Etat où a lieu l'accident. A l'avenir, la protection sera assurée au moins au niveau des suites dont les automobilistes bénéficient dans leur pays d'immatriculation. Si le sinistre intervient dans un Etat membre où les garanties sont plus élevées, la couverture sera en effet meilleure.

Cette troisième directive comporte en outre une innovation de taille. La responsabilité civile couvrira de manière automatique les dommages corporels de tous les passagers (autres que le conducteur). Elle renforce ainsi le recours auprès des fonds nationaux de garantie.

M. S.

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

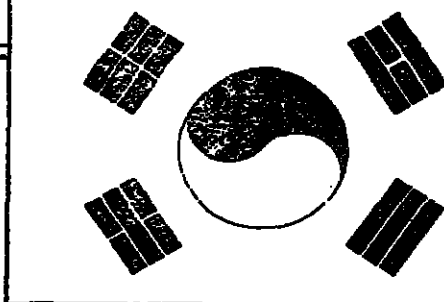
Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation

Libéralisation





# CORÉE DU SUD : UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

Alors que l'Europe de l'Est est en plein bouleversement, le président de la Corée du Sud visite le Vieux Continent. Après la RFA, M. Roh Tae-woo s'est rendu pour la première fois dans un pays de l'Est, la Hongrie, qui a récemment normalisé ses relations avec Séoul. Il sera à Paris du 30 novembre au 2 décembre.

Mais si le mur de Berlin est devenu poreux, celui du trente-huitième parallèle, ultime vestige de la guerre froide, qui sépare la Corée en deux, demeure aussi imperméable aux gens comme aux idées.

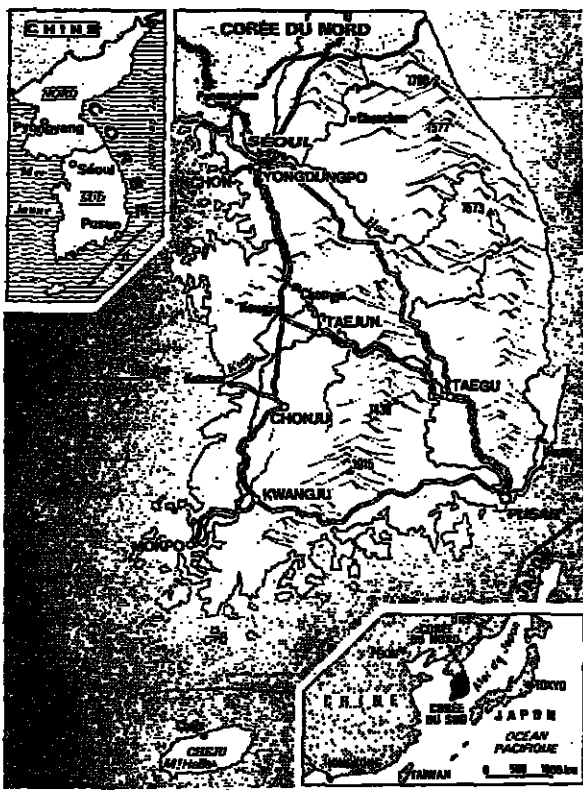
Tandis que le Nord fait du surplace au nom de l'idéologie autarcique du « Juché », le Sud a couronné ses succès économiques d'une libéralisation politique. Celle-ci demeure délicate. On ne passe pas sans peine d'un régime militaire à une démocratie parlementaire.

Ainsi les vieux conservateurs regimbent contre une opposition accusée d'être « pro-communiste », des étudiants radicaux ébranlés par la réunification affrontent violemment les policiers. Dans les entreprises, les ouvriers demandent leur part du gâteau de la croissance.

Bien que les indices économiques ne soient plus aussi spectaculaires, la Corée du Sud accentue sa percée sur les marchés mondiaux. C'est accompagné de patrons de « chaebol » — les conglomérats sud-coréens — que débarque en Europe le président Roh.

En retard sur ses partenaires européens en Corée du Sud comme ailleurs dans le bassin du Pacifique, la France se voit offrir une chance. A elle de la saisir !

P. de B.



Deuxième puissance industrielle de l'Extrême-Orient non communiste après le Japon, la Corée du Sud vit depuis près de trois ans une transition difficile, chaotique, vers la démocratie. Elle fait l'expérience qu'il est peut-être plus facile de forcer les portes de la prospérité que de passer de l'autoritarisme à un système plus ouvert. Certes, au regard de la répression dont la Chine fut, et est encore, le théâtre, la transition à la coréenne vers la démocratie peut légitimement passer pour un modèle.

Un an après les Jeux olympiques de Séoul, et deux ans après l'élection à la présidence de la République de M. Roh Tae-woo, les semelles du printemps 1987, jusqu'en vaste mouvement populaire pour sonner le glas des régimes autoritaires, n'en tardent pas moins à mûrir. Les bonds en avant accomplis au cours des premiers mois se conjuguent désormais à des pas en arrière dans une quête laborieuse d'un équilibre.

Trop tolérant pour les uns, trop répressif pour les autres, M. Roh Tae-woo va entamer la seconde moitié de son mandat avec à son

actif l'accomplissement d'une remarquable « révolution » du système politique. Mais il lui reste aussi à faire un chemin plus long qu'on ne le pensait pour concrétiser les promesses faites dans sa déclaration du 29 juin 1987 (libération des prisonniers politiques, respect des droits de l'homme, liberté de la presse et des activités politiques et réformes sociales).

Une incontestable libéralisation a vu le jour : les institutions, à commencer par le Parlement, ont été investies de pouvoirs dont elles peuvent effectivement disposer, et un système multipartite a été mis en place, qui fonctionne. Le principe d'une presse indépendante est désormais admis et la liberté d'expression est en gros respectée. Enfin, le pouvoir a paru renoncer, jusqu'à un certain point, à l'arbitraire dans le maintien de l'ordre, bien que l'opposition affirme qu'il y a aujourd'hui plus de « prisonniers de conscience » que du temps de l'ancien président Chun Doo-hwan. Sur le plan diplomatique, M. Roh a surtout désenclavé un pays prisonnier de la guerre froide par une diplomatie active envers les pays socialistes qui se révèle coincider parfaitement avec l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS.

La lune de miel entre le président et une opposition divisée mais majoritaire au Parlement n'en paraît pas moins terminée. Soixante-dix jours de débordements ultérieurs, le gouvernement a cherché, par un retour à la manière forte, à contenir une contestation et une effervescence sociale qui désorganisent la production et risquent de mettre en péril la compétitivité des industries exportatrices. Il a notamment opéré cette reprise en main en réaction aux initiatives de certains dissidents à la suite de l'annonce par M. Roh, en juillet 1988, de sa politique d'ouverture en direction des pays socialistes et de la Corée du Nord, estimant que, s'il doit y avoir dialogue avec Pyongyang, c'est au gouvernement seul d'en avoir le contrôle. Bien que non dépourvue d'une certaine logique politique, compte tenu de l'état de confrontation entre les deux Corées, une telle position a dérangé une minorité militante qui tend à vivre viscéralement la question de la réunification.

L'opposition accuse aujourd'hui le gouvernement de prendre prétexte de la sauvegarde de la sécurité nationale pour justifier un retour aux pratiques répressives du passé. Elle exige en outre qu'il fasse la lumière sur l'héritage de la Ve République, c'est-à-dire du régime de l'ex-président Chun. Elle estime que l'œil de ce dernier dans un austère temple de montagne et l'arrestation de plusieurs membres de sa famille et de son entourage pour corruption sont insuffisants pour laver le passé.

Ph. P.

Lire la suite page 15



Le président Roh Tae-woo en campagne électorale.

Sans doute ne faut-il pas accorder une trop grande importance à une agitation étudiante persistante, qui a perdu le soutien d'une opinion publique qui désapprouve l'escalade de la violence — dont la mort de six policiers brûlés vifs à Pusan en mai dernier est un exemple — et s'inquiète des risques d'une remise en cause des progrès économiques.

## Tensions et grincements

La Corée est-elle entrée dans une période de crise sociale et politique, prélude à une phase d'instabilité ? Sans doute pas. Mais des ajustements ne se font pas sans tensions, grincements et inquiétudes.



Face à face...

Il faut reconnaître à la décharge du gouvernement que l'apprentissage de la démocratie n'est pas facile dans un pays qui, en un siècle, est passé du despotisme de la dynastie des Yi au colonialisme japonais de 1910 à 1945, puis à la guerre civile et à des régimes musclés, dont le dernier, celui du général Chun, ne fut pas le moins répressif. La compression des aspirations fut si forte qu'à partir du moment où le cercle a été soulevé les exigences ont fusé de toutes parts.

La démocratisation est à l'ordre du jour, mais ce mot a des significations différentes selon les catégories sociales qui la revendiquent : pour les ouvriers et les laissés-pour-compte, démocratie signifie justice sociale ; pour les dissidents et les étudiants, elle se confond avec un nationalisme où se conjugue un anti-américanisme souvent confus et une idéalisation de la Corée du Nord, réaction émotionnelle à la propagande sans nuance qui fut longtemps martelée par le pouvoir.

La ligne de partage entre l'autorité légitime d'un gouvernement et l'autoritarisme paraît vite floue dans un pays qui, depuis la libération du joug japonais, n'a connu que des régimes forts et un Etat de droit plus virtuel que réel. Jeune pays industrialisé, la Corée n'en est

pas moins une nation de vieille civilisation qui a su développer une culture originale, profondément enracinée, aux marches de la Chine. Par son histoire et sa culture et aujourd'hui grâce à un niveau d'éducation très élevé, la Corée ne s'apparente en rien à une nation de tiers-monde. Il lui manque cependant, pour l'instant, et singulièrement à ses acteurs politiques — de la majorité et de l'opposition — l'un des principes du fonctionnement de la démocratie : le respect des opinions émises par l'adversaire.

La Corée du Sud est encore un pays où l'idéologie est aux commandes et où les extrêmes se renforcent de leur exclusive réciproque et de leurs anathèmes. On y a trop souvent tendance à être pour ou contre et à qualifier d'opportunistes ceux qui se trouvent au cen-

d'horaires et de salaires. Leur agressivité impatiente n'est guère tempérée par l'attitude d'un patronat qui essaie de maintenir son autorité et n'est pas toujours disposé au dialogue. L'absence de mécanisme de négociation entre partenaires sociaux ne facilite pas les choses.

En arrière-plan à cette agitation politique et à ce cheminement chaotique vers la démocratie, il y a l'évolution en profondeur d'une société : les deux tiers de la population ont grandi dans un pays dont l'expansion était mise en œuvre par une génération qui, elle, avait connu la guerre et la pauvreté. C'est en grande partie cette jeune génération, née après la guerre de Corée, qui constitue la nouvelle classe moyenne des villes. Avidée de consommer, elle manifesta aussi au printemps 1987, avec les étudiants, contre l'autoritarisme du général Chun et força le pouvoir à s'engager sur le chemin des réformes.

Le conservatisme éclairé, voire sur laquelle cherchait apparemment à s'engager M. Roh Tae-woo lorsqu'il accéda au pouvoir, lui convenait. Elle a profité de beaucoup des réformes entreprises — de la liberté d'expression comme de solides avantages en termes de salaires et, par conséquent, de pouvoir d'achat. Elle est sans doute aujourd'hui partagée entre la crainte de voir se développer une instabilité sociale, qui risque de remettre en cause la prospérité économique, et la déception de constater un retour à des méthodes autoritaires. Certes, elle n'est pas directement concernée, et ce sont les dissidents, les chefs étudiants et les syndicalistes qui sont dans le collimateur de la police. Mais cette nouvelle vague d'arrestations, que le gouvernement justifie en affirmant qu'il s'agit d'individus enfreignant les lois ou cherchant à le renverser par la violence, n'en contribue pas moins à créer une atmosphère de malaise.

Le gouvernement de M. Roh navigue au plus près, cherchant à museler l'opposition, à remédier jusqu'à un certain point aux inégalités sociales, notamment par une amélioration des conditions de vie des plus défavorisés (depuis juillet un système de sécurité sociale est entré en vigueur). Mais le gouvernement paraît en tout cas être revenu sur la politique tolérante qui fut la sienne jusqu'aux Jeux olympiques. S'orientant-t-il pour autant vers une nouvelle forme de néo-autoritarisme, comme l'y pousse une droite dont le poids se fait désormais plus lourdement sentir ? Tel est en tout cas le choix politique délicat auquel est confronté M. Roh Tae-woo pour la seconde partie de son mandat.

PHILIPPE PONS

## Libéralisation politique et libéralisation économique

Au cours des deux dernières années, la Corée du Sud a battu simultanément deux records : celui du nombre des conflits sociaux et celui de la croissance... Jusqu'où pourra-t-elle aller sur cette voie étroite ? Un an après des Jeux olympiques qui furent l'occasion pour Séoul de célébrer sa spectaculaire réussite, le grand sujet des conversations à Séoul est... la crise économique qui se profile.

Après trois années de croissance de l'ordre de 12%, de gonflements des excédents extérieurs jusqu'à 11 milliards de dollars en 1988 et de réduction de la dette extérieure de 46,8 milliards à 31,2 milliards, la Corée du Sud bouclera l'année en cours avec des résultats moins encourageants. L'alarmisme officiel, notamment affiché par les instituts de recherche gouvernementaux, ne manque pas d'un certain fondement, mais n'en paraît pas moins aussi destiné à mobiliser l'opinion. Il convient de faire la part des choses : la croissance économique sera encore de l'ordre de 7% (un rythme qu'envieraient beaucoup de pays industrialisés) et les soldes extérieurs, bien qu'en diminution, resteront substantiels. S'il y a une crise, c'est essentiellement

d'une crise de transition qu'il s'agit.

Le « Petit Dragon » sud-coréen est indéniablement confronté à de sérieux problèmes qui se résument à une question : le miracle économique peut-il aller de pair avec la démocratisation ? Celle-ci s'est traduite sur le plan économique par un alourdissement important des coûts salariaux (20% en moyenne par an depuis 1987), et des grèves prolongées. Loin de s'essouffler, le mouvement de revendication se poursuit et l'année prochaine s'annonce également chaude du point de vue social.

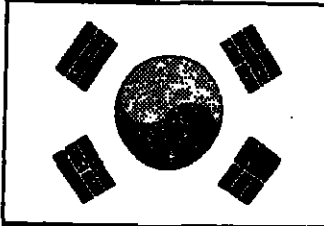
Le processus de démocratisation engagé depuis deux ans implique des ajustements difficiles, fruit amer d'une réussite : le coût social de la spectaculaire croissance de la Corée du Sud a été lourd et a conduit à des inégalités qui n'ont été qu'en s'accroissant et sont aujourd'hui patentées, notamment entre la couche supérieure de la nouvelle classe moyenne et les défavorisés, entre villes et campagnes, entre les différentes régions. Mais, alors que dans d'autres pays ces ajustements nécessaires ont été opérés sur de longues périodes, dans le cas coréen, les exigences se sont télescopées sur ces deux dernières années.

Ph. P.

Lire la suite page 15

سكنا من الامم

هكذا من الامم



## CORÉE DU SUD : UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

# La réunification, un rêve lointain...

Peu de Coréens nourrissent l'espoir de voir les relations entre les deux parties de leur pays, divisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, connaître rapidement une amélioration aussi profonde et spectaculaire que celle qui se dessine entre les deux Allemagnes. Des échanges de personnes, de produits et de services entre les deux Corées leur semblent une hypothèse encore éloignée même si Pyongyang et Séoul négocient actuellement sur un échange symbolique de visites entre membres de familles séparées.

Bien avant l'érection du mur de Berlin, les deux Corées s'étaient retranchées dans un état de dure confrontation. L'armistice de 1953 maintient une paix précaire sur la péninsule où, de part et d'autre de la zone démilitarisée, se font face des armées disposant d'un potentiel militaire considérable et qui font de cette ligne de démarcation l'une des régions potentiellement les plus explosives du globe. Hostilité et méfiance réciproques ont jusqu'à présent bloqué tout dialogue véritable entre les deux Corées.

Il est ironique de constater que les relations intercoréennes sont infiniment plus mauvaises que celles qui se sont tissées entre les deux Allemagnes, bien que les pressions externes pour leur division soient moins fortes et que la réunification du pays soit une préoccupation majeure des Coréens, au Nord comme au Sud. La division de l'Allemagne fut la conséquence inévitable de sa responsabilité dans la seconde guerre mondiale. Dans le cas de la Corée, la vision est due à des facteurs extérieurs : notre pays fut victime de l'hostilité entre les Etats-Unis et l'URSS à la fin de la dernière guerre. En outre, Pyongyang a bénéficié d'une marge d'autonomie dans sa politique étrangère dont

l'Allemagne de l'Est était loin de disposer. Une telle situation aurait dû lui permettre de trouver une terrain d'entente avec Séoul.

Bien que la Corée du Nord soit incontestablement en retard par rapport au Sud en matière économique, elle refuse non seulement de chercher un accord avec Séoul mais même de s'ouvrir au monde extérieur de peur d'affaiblir un régime des plus totalitaires. Contrairement aux calculs des dirigeants de Pyongyang, la Corée du Sud a renforcé sa position et son prestige international au cours de ces dernières années. Les Jeux olympiques de Séoul en septembre 1988, par le nombre record de pays participants, furent à la fois la démonstration de cette reconnaissance internationale et l'occasion d'approfondissement de l'intégration de la Corée du Sud dans la communauté mondiale.

### Les succès de la « Nordpolitik »

Les résultats spectaculaires de ce qu'il est convenu d'appeler « la politique en direction du Nord » lancée par le président Roh Tae-woo ont confirmé cette évolution. Version coréenne de l'« Ostpolitik » ouest-allemande du début des années 70, visant à reconnaître l'existence de la RDA tant sur le plan légal que politique ainsi qu'à tisser des liens avec les pays de l'Europe orientale et l'URSS, la « Nordpolitik » de Séoul a pour objectif de trouver un terrain de dialogue avec la Corée du Nord et de développer les relations avec l'URSS, la Chine et les pays d'Europe de l'Est.

Il s'est avéré que la « Nordpolitik » a parfaitement coïncidé avec les transformations consécutives à la perestroïka en URSS et avec les changements rapides, politiques et économiques, intervenus dans les pays d'Europe orientale. L'active politique de Séoul en direction des pays socialistes a porté ses fruits :

ouverture de bureaux de représentation commerciale, pourparlers en vue du développement des échanges économiques et accroissement du commerce. La Hongrie et la Pologne ont établi des relations diplomatiques avec la Corée du Sud et seront bientôt suivis dans cette voie par la Yougoslavie.

tiques) la Corée du Sud n'en ressent pas moins la menace politique et militaire que représente son voisin du Nord. Malgré ses difficultés économiques et la tendance générale à la réduction des armements, la Corée du Nord s'est non seulement dotée d'un formidable arsenal militaire mais encore l'a déployé de

disent à ses citoyens de se rendre au Nord sans autorisation, d'écouter les émissions en provenance de Pyongyang ou de lire ses publications. Estimant que le temps est de son côté, Séoul se contente d'attendre qu'intervienne un changement à la tête du régime nord-coréen, constatant non sans une certaine

sions sont les plus remarquables (la plupart des étudiants nord-coréens séjournant en Europe de l'Est ont été rapatriés) et les informations qui en proviennent sont inexactes.

Le régime de Pyongyang est confronté à un sérieux dilemme : s'engager sur la voie d'une ouverture limitée ou bien se refermer davantage. Quel que soit le choix, il ouvre à de quoi inquiéter légitimement un régime totalitaire : mais se refermer davantage signifie accroître l'isolement et par conséquent aggraver le retard économique tout en se privant d'une chance de se prémunir, lorsqu'il est encore temps, contre la « pernicieuse influence libérale ». Le temps joue contre Pyongyang : le dilemme risque en effet de se résoudre de lui-même privant ses dirigeants de la marge de choix dont ils disposent encore lorsqu'il deviendra impossible de contenir la vague de changements.

Le gouvernement de Séoul a été souvent critiqué par la Corée du Nord et les dissidents du Sud pour son option en faveur d'une « formule allemande » pour la péninsule. Selon les dirigeants de Séoul, le développement de relations de confiance mutuelle et d'échanges entre les deux pays sont la phase préalable nécessaire à tout effort de réunification. Les récents développements survenus en Allemagne infirment les thèses de ceux qui s'opposent à une telle approche en affirmant qu'elle vise à perpétuer la division du pays. Les Coréens des deux côtés des barbelés doivent prendre conscience que ce qu'il est convenu d'appeler l'« approche fonctionnelle » de la réunification, qui implique une reconnaissance réciproque des deux pays et un début d'échanges et de coopération mutuelle (dans les domaines humanitaire, culturel et économique) est la seule voie efficace vers une réunion des deux Corées.

HAN SUNG-JOO  
Professeur de science politique à l'Université de Corée



Coréens du Sud et du Nord s'affrontent... sur un terrain de football.

Le développement des relations de Séoul avec les pays socialistes ainsi que les transformations que connaissent certains d'entre eux ont eu pour effets secondaires de rendre plus anachroniques les partis pris idéologiques de l'extrême gauche sud-coréenne. Celle-ci entend mettre fin au système socio-économique prévalant au Sud et exige une réunification à tout prix, même au risque de voir Pyongyang l'emporter sur Séoul.

Bien que cette minorité extrémiste continue à être active, son idéologie a rapidement perdu de son impact et elle est devenue de plus en plus isolée.

Malgré ses atouts (politiques, économiques et désormais diploma-

matique) la Corée du Sud n'en ressent pas moins la menace politique et militaire que représente son voisin du Nord. Malgré ses difficultés économiques et la tendance générale à la réduction des armements, la Corée du Nord s'est non seulement dotée d'un formidable arsenal militaire mais encore l'a déployé de

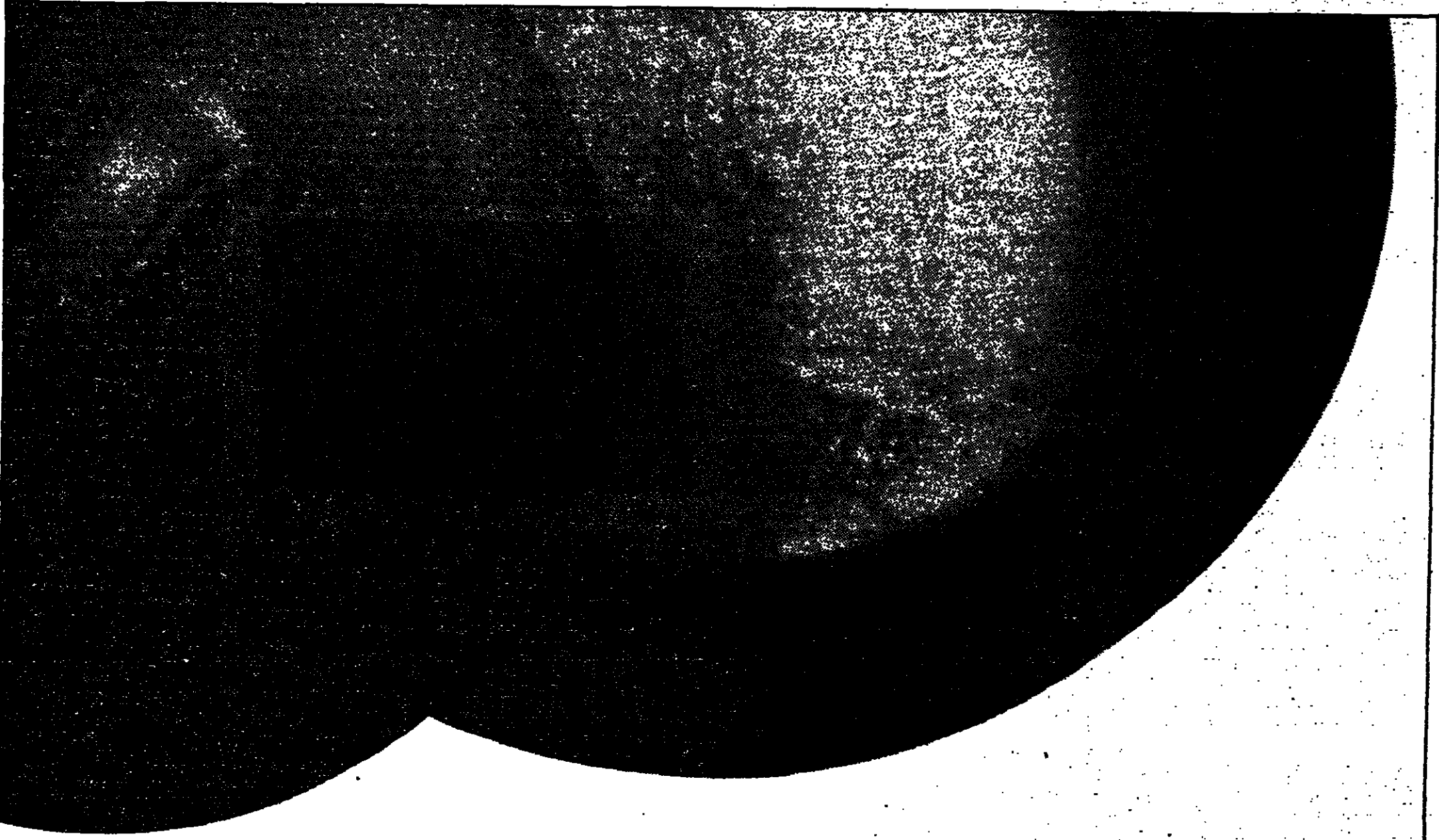
manière offensive en direction du Sud. Sur le plan politique, Séoul craint que le régime monolithique de Pyongyang ne cherche à exploiter le pluralisme de la jeune démocratie qui se développe dans la partie sud de la péninsule.


Cette crainte latente explique sans doute le caractère quelque peu schizophrénique de la politique du gouvernement de Séoul à l'égard de la Corée du Nord. D'un côté, il demande à Pyongyang de s'ouvrir au reste du monde, mais de l'autre, il se montre frileusement inquiet de tout développement de contact avec le Nord qu'il ne contrôle pas. La Corée du Sud n'a pas encore révisé les lois qui inter-

satisfaction que son isolement international s'accroît au fur et à mesure que prend de l'ampleur le mouvement de libéralisation dans d'autres pays socialistes.

### Le temps joue contre Pyongyang

Les changements en Europe orientale sont trop rapides et trop profonds pour que les deux Corées les ignorent et que, d'une manière ou d'une autre, ils n'affectent leurs propres relations. Pyongyang a cherché à éviter toute « contamination » en isolant le plus possible sa population des pays où ces muta-



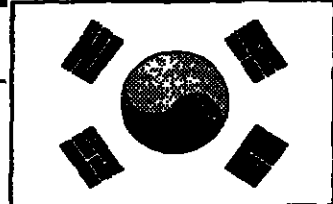
Le  **SAMSUNG GROUP** est le plus gros producteur coréen d'articles électroniques, de logiciels, de verre industriel, de semi-conducteurs, de textiles et tissus, de papier, de produits alimentaires et pharmaceutiques, d'articles électro-ménagers, de montres, d'appareils photos et de produits aérospatiaux. Il y a 35 ans, nous ne faisons que du sucre.

ET CE N'EST QUE LE COMMENCEMENT !

CORÉ  
20  
Le régime de Pyongyang est confronté à un sérieux dilemme : s'engager sur la voie d'une ouverture limitée ou bien se refermer davantage. Quel que soit le choix, il ouvre à de quoi inquiéter légitimement un régime totalitaire : mais se refermer davantage signifie accroître l'isolement et par conséquent aggraver le retard économique tout en se privant d'une chance de se prémunir, lorsqu'il est encore temps, contre la « pernicieuse influence libérale ». Le temps joue contre Pyongyang : le dilemme risque en effet de se résoudre de lui-même privant ses dirigeants de la marge de choix dont ils disposent encore lorsqu'il deviendra impossible de contenir la vague de changements.  
Le gouvernement de Séoul a été souvent critiqué par la Corée du Nord et les dissidents du Sud pour son option en faveur d'une « formule allemande » pour la péninsule. Selon les dirigeants de Séoul, le développement de relations de confiance mutuelle et d'échanges entre les deux pays sont la phase préalable nécessaire à tout effort de réunification. Les récents développements survenus en Allemagne infirment les thèses de ceux qui s'opposent à une telle approche en affirmant qu'elle vise à perpétuer la division du pays. Les Coréens des deux côtés des barbelés doivent prendre conscience que ce qu'il est convenu d'appeler l'« approche fonctionnelle » de la réunification, qui implique une reconnaissance réciproque des deux pays et un début d'échanges et de coopération mutuelle (dans les domaines humanitaire, culturel et économique) est la seule voie efficace vers une réunion des deux Corées.  
HAN SUNG-JOO  
Professeur de science politique à l'Université de Corée  
Le développement des relations de Séoul avec les pays socialistes ainsi que les transformations que connaissent certains d'entre eux ont eu pour effets secondaires de rendre plus anachroniques les partis pris idéologiques de l'extrême gauche sud-coréenne. Celle-ci entend mettre fin au système socio-économique prévalant au Sud et exige une réunification à tout prix, même au risque de voir Pyongyang l'emporter sur Séoul. Bien que cette minorité extrémiste continue à être active, son idéologie a rapidement perdu de son impact et elle est devenue de plus en plus isolée. Malgré ses atouts (politiques, économiques et désormais diplomatiques) la Corée du Sud n'en ressent pas moins la menace politique et militaire que représente son voisin du Nord. Malgré ses difficultés économiques et la tendance générale à la réduction des armements, la Corée du Nord s'est non seulement dotée d'un formidable arsenal militaire mais encore l'a déployé de manière offensive en direction du Sud. Sur le plan politique, Séoul craint que le régime monolithique de Pyongyang ne cherche à exploiter le pluralisme de la jeune démocratie qui se développe dans la partie sud de la péninsule. Cette crainte latente explique sans doute le caractère quelque peu schizophrénique de la politique du gouvernement de Séoul à l'égard de la Corée du Nord. D'un côté, il demande à Pyongyang de s'ouvrir au reste du monde, mais de l'autre, il se montre frileusement inquiet de tout développement de contact avec le Nord qu'il ne contrôle pas. La Corée du Sud n'a pas encore révisé les lois qui inter-



# CORÉE DU SUD : UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE



## De Berlin au 38<sup>e</sup> parallèle

Les récents événements survenus entre les deux Allemagnes coïncident en Corée avec une période de transition. La poursuite de la division de la péninsule entame progressivement les bases mêmes de l'homogénéité d'une nation et l'histoire plus que millénaire.

Cette homogénéité culturelle a été soumise par les souffrances d'un peuple plusieurs fois envahi par ses voisins (Chinois et Japonais). Rappelons simplement que la Corée était, depuis trente-huit ans, une colonie japonaise lorsqu'en août 1945 les armées américaines et soviétiques libèrent la péninsule du joug nippon, s'arrêtèrent face à face à la hauteur du 38<sup>e</sup> parallèle.

L'état de dure confrontation qui prévaut depuis lors a renforcé une animosité mutuelle telle que les Coréens d'aujourd'hui se sentent plus à l'aise lorsqu'ils ont à faire à des Chinois ou à des Japonais qu'à leurs compatriotes du Nord. Jusqu'à la communauté de langue qui tend à s'éroder avec l'introduction par Pyongyang d'un jargon marxiste qui s'accorde mal avec l'idéologie nationale.

À la fin de la guerre, la course aux armements de part et d'autre de la zone démilitarisée a lourdement pesé sur le développement. Au Nord, des dépenses militaires s'élevaient à quelque 25 % du budget national, ont découragé une bonne partie des ressources qui auraient pu être employées à améliorer le niveau de vie, quand elles n'ont pas tout bonnement servi à financer des manifestations somptueuses destinées à glorifier le président Kim Il-sung. Pyongyang est devenu ainsi une sorte de village Potemkine. Mais, derrière cette façade, il y a la réalité d'une économie dont le PNB avoisine le cinquième de celui du Sud.

La Corée du Sud, de son côté, a accompli des progrès économiques spectaculaires au cours des trois dernières décennies. Mais leur coût en termes sociaux et politiques a cependant été lourd, des régimes soutenus par l'armée ayant bien souvent sacrifié les droits de l'homme les plus élémentaires sur l'autel de la sécurité nationale et de la croissance. Cette course féroce au développement a considérablement retardé la maturation politique de la nation. La différence est ici évidente avec l'Allemagne de l'Ouest, qui connaît un système démocratique pluraliste.

La restriction des libertés est-elle le prix inévitable du développement économique ? Pour toute une jeune génération de Coréens, née après la guerre, la réponse est clairement : « Non ! ». Un large consensus favorable à la démocratie se dégage désormais dans la société. L'histoire et les développements politiques de ces trente dernières années ont montré qu'une révolution démocratique n'avait de chances d'aboutir que si elle était soutenue par les classes moyennes, modérées par définition.

Les étudiants ont certes mené la lutte contre l'autoritarisme, mais ils ne peuvent à eux seuls créer un ordre politique nouveau.

### « Tongil », réunification

Ironiquement, après les luttes couronnées de succès d'une génération contre l'autoritarisme de droite, la Corée a produit une minorité de révolutionnaires qui cherchent à renverser le gouvernement et à mettre fin au système d'économie de marché. Plus la Corée du Sud parvient à introduire des changements politiques et sociaux et plus déterminés semblent devenir ses révolutionnaires.

Des années de lutte contre l'autoritarisme, et particulièrement le régime autoritaire du président Chun Doo-hwan, ont eu des effets profonds sur la conscience collective des Coréens. Les étudiants, une partie du monde ouvrier et les intellectuels radicaux exigent davantage qu'un président élu démocratiquement : ils veulent la réunification du pays, qu'ils considèrent comme un élément indissoluble du processus de libération. Selon eux, la démocratisation ne peut être achevée aussi longtemps que des troupes américaines demeureront sur le territoire national et que les deux parties de la péninsule n'auront pas été réunifiées. Une argumentation qui peut paraître simpliste, mais qui n'a pas moins un fort impact sur les campus : ce n'est plus *minjuhwa* (démocratie), mais *tongil* (réunification), qui est devenu le maître mot des slogans.

Les dissidents accusent les gouvernements du passé d'avoir eu recours à la logique de la guerre froide pour légitimer la répression.

Mais, dans leurs critiques acerbes de l'autoritarisme, ces mêmes dissidents ont toujours négligé de tenir compte de l'absence de toute liberté au Nord. *Tongil* est devenu au Sud une question incontournable. Mais le gouvernement a, jusqu'à présent, cherché à se réserver toute initiative en ce domaine.

Lorsqu'en avril dernier le pasteur protestant Moon Il-hwan, personnalité dissidente connue, se rendit sans autorisation à Pyongyang où il eut des entretiens avec M. Kim Il-sung, le gouvernement réaffirma avec vigueur cette politique et fit arrêter le pasteur dès son retour à Séoul. Cette visite inopinée eut pour effet malheureux la suspension des pourparlers officiels qui avaient lieu à l'époque. Quatre mois plus tard, une étudiante en littérature française, Mlle Lim Sa-kyong, se rendit elle aussi sans autorisation au Nord pour assister au Festival international de la jeunesse, suivie par un jeune prêtre catholique, le Père Moon Kye-hyun (sans parenté avec le pasteur Moon).

Mlle Lim et le Père Moon sont représentatifs d'une génération de Coréens qui n'ont jamais connu les déchirements idéologiques de la guerre civile (1950-1953). Leur nationalisme, non exempt d'une certaine xénophobie, est dirigé contre les États-Unis, responsables à leurs yeux non seulement de la division du pays, mais encore des régimes dictatoriaux imposés au nom de l'anticommunisme. Pour ces opposants, la réunification est perçue comme une solution miracle, sorte de panacée remédiant à tous les maux dont souffre la Corée.

### Les embarras du Nord

La réalité n'en demeure pas moins. Près de deux millions d'hommes sont massés de part et d'autre d'une zone démilitarisée défendue par des armes nucléaires tactiques. Alors que 40 000 soldats américains sont stationnés au Sud, la Corée du Nord est assurée du soutien de ses alliés chinois et soviétiques.

Compte tenu de cet état de confrontation armée et de la rigidité du régime de Pyongyang, la perspective d'une détente entre les deux Corées semble éloignée. Pyongyang paraît toujours espérer que l'agitation politique au Sud constitue les prémices d'une possible réunification sous le signe de la révolution. Les dirigeants nord-coréens étant apparemment confortés dans leurs espoirs par la montée chez les étudiants d'un nationalisme anti-américain et par les exigences de plus en plus fortes d'une abrogation de la loi sur la sécurité nationale, en vertu de laquelle peuvent être arrêtés ceux qui risquent de mettre en danger la stabilité du pays.

Dans le contexte du développement au Sud depuis deux ans d'un système politique pluraliste, les autorités de Séoul sont préoccupées par le risque de perdre le contrôle du problème de la réunification. De son côté, le Nord ne paraît guère désireux d'autoriser des échanges de personnes avec le Sud qui pourraient avoir des conséquences déstabilisatrices. Certaines réflexions critiques de M<sup>re</sup> Lim à propos du culte de la personnalité voué au « grand dirigeant » n'auraient pas été du goût des autorités. Si des dissidents comme M<sup>re</sup> Lim contestent les rigidités héritées de la guerre froide, il semble que leur utopisme politique embarrasse les appareils nord-coréens.

Si l'on peut penser qu'il sera difficile pour Pyongyang d'ignorer les bouleversements qui interviennent en Europe orientale et de ne pas s'engager timidement sur la voie de la réforme, le président Roh Tae-woo n'en doit pas moins, pour sa part, tenir compte d'une opposition radicale qui a fait de la réunification inconditionnelle son cheval de bataille. Pour désamorcer un tel mouvement, il n'a guère d'autre choix que d'être convaincant en matière de réforme, en commençant notamment par réviser la loi sur la sécurité nationale.

Il lui faut aussi s'employer à faire naître un consensus sur la réunification. « Le gouvernement estime que la réunification est une question trop sérieuse pour que les étudiants s'en mêlent. Soit. Mais, nous disons que c'est une question trop sérieuse pour que le gouvernement en décide seul », estime le professeur Park Jong-hwa, de la faculté de théologie Hankuk. Une opinion qui reflète une manière de penser de plus en plus largement partagée en Corée du Sud.

SHIM JAE-HOON

Correspondant à Séoul de la Far Eastern Economic Review.

## Libéralisation politique et libéralisation économique

Suite de la page 13

Pour affronter ce test de croissance qui permettra de faire passer le pays d'un état d'économie certes florissante mais encore adolescente à celui de puissance industrielle plus mûre, le « Petit Dragon » fait preuve d'un dynamisme obstiné. Depuis deux ans, c'est la demande intérieure et non plus extérieure qui tire l'économie. Une situation qui reflète l'amélioration substantielle du revenu moyen par habitant, conséquence des hausses de salaires. Colles-ci ont notamment contribué au gonflement d'une catégorie sociale, essentiellement concentrée dans les grandes villes, définie comme classe moyenne, et qui a adopté des habitudes de dépense comparables à celles des pays industrialisés.

Ce « consumérisme » à la coréenne constitue un nouveau phénomène, sensible notamment à Séoul depuis les Jeux olympiques. Ainsi les automobiles : de signe extérieur d'une certaine aisance il y a encore quelques années elles sont devenues un produit de consommation. Pour la première fois cette année, les constructeurs automobiles auront vendu plus de véhicules sur le marché intérieur qu'à l'étranger. Cette évolution n'est pas que statistique : les embouteillages de plus en plus phénoménaux de Séoul en témoignent.

Bien que certains observateurs estiment que les Coréens ont peut-être « débouché le champagne » un peu tôt et que cette frénésie dépensière suscitée dans une vieille société de souche confucéenne où l'austérité était de mise des critiques moralisatrices, cette vague de consommation souvent ostentatoire n'en est pas moins évidente : parcs d'amusement genre Disneyland, comme le gigantesque Lotte World, monument de kitsch architectural, où se pressent les familles le dimanche, établissements de chirurgie esthétique qui prolifèrent autour des universités de jeunes filles, boom des voyages et des boutiques de mode, les Coréens - du moins une certaine couche sociale - vivent cet « hedonisme » à la petite semaine par la consommation des classes moyennes à travers le monde et leurs homologues japonais en particulier. Dans une société qui a, comme il y a une génération, la pénurie et où les dévotions sont encore la majorité, ce consumérisme est à la source de quelques tensions : selon les statistiques du ministère des finances, 60 % des salariés ne payent pas d'impôt car ils sont en deçà du seuil imposable (650 dollars par mois).

### Les embûches du dialogue social

Cet âge d'or de la consommation est sans doute un phénomène plus spectaculaire que durable. S'il est appelé à se tasser, la tendance à une demande intérieure soutenue devrait, elle, se poursuivre et même se maintenir à un niveau élevé. La consommation privée a augmenté de 9,9 % en 1988. Elle a profité de l'ouverture des marchés et de la réduction des droits de douane qui ont suscité une augmentation des importations. Si la consommation domestique a pris le relais des exportations comme moteur de l'économie, les observateurs s'accrochent pour penser qu'il serait erroné d'en conclure que l'industrie coréenne a cessé d'être dépendante des débouchés étrangers. La conquête de nouveaux marchés demeure l'objectif des industriels et le rôle moteur de la demande intérieure apparaît donc plus comme un complément que comme une substitution aux exportations.

Des critiques se sont élevées au cours des derniers mois à l'égard des industriels accusés de chercher à s'enrichir dans la spéculation foncière ou les opérations boursières plutôt qu'en investissant dans le secteur productif. Une critique qui ne manque pas de fondement. Les investissements industriels stagnent : 2,1 % au cours du premier trimestre 1989 (contre 16 % pour la même période l'année précédente). En 1988, 60 % des bénéfices enregistrés par les entreprises provenaient de sources autres que la production. Il semble cependant s'agir, là encore, d'un phénomène passager : la machine productive coréenne est déjà en état de surcapacité et ne demande qu'à repartir dès que se profileront de nouveaux débouchés. Le gouvernement n'en a pas moins été contraint, le 14 novembre, de prendre des mesures destinées à relancer l'économie et notamment à favoriser les

investissements (réduction du taux d'escompte et prêts à taux préférentiel pour les entreprises).

La grande inconnue pour le futur de l'économie coréenne est la question de la gestion des coûts salariaux. Pour le gouvernement et le patronat, un seul a été atteint avec des augmentations cumulées

conflits de travail se sont traduits en un nombre croissant de journées perdues (cinq en 1987, onze en 1988 et déjà seize jusqu'à octobre dernier). Les conflits sociaux ont pour conséquence des pertes en termes de production évaluées à 4,5 milliards de dollars, qui affectent les exportations, rappellent avec insistance le gouvernement et le patronat. Au cours des six premiers mois les exportations n'ont augmenté que de 6 % contre 30 % sur l'ensemble de l'année précédente. Le coup est certes dur. Mais les entreprises ont encore des



sur les trois dernières années de quelque 62 %. Si, au début de la décennie, les salaires sud-coréens étaient les plus bas des pays nouvellement industrialisés, depuis cette année, ils sont devenus les plus élevés. « Si une telle tendance se poursuit, nous courons à la catastrophe », estime-t-on à l'Institut de développement coréen (gouvernement).

Trois mille huit cents grèves en 1987, mille huit cents en 1988 et quelque mille cinq cents au cours des neuf premiers mois de cette année : la Corée, dont les patrons occidentaux enviaient le calme social, paraît avoir rattrapé son retard. Longs et durs, les

marges pour réagir : les coûts salariaux pour les produits manufacturés sont passés de 9 % à 16 %, avant le mouvement de revendication, à 13 % à 25 % aujourd'hui (ils sont de l'ordre de 30 % et 40 % en Europe).

Dans les mois qui viennent, patronat et syndicats devront trouver des solutions de compromis qui s'avèrent d'ores et déjà difficiles : il n'y a guère en Corée de tradition de dialogue social. En outre, les nouvelles règles du jeu n'ont pas encore été fixées. La plupart des conflits sociaux sont donc théoriquement illégaux.

Le patronat a décidé de réagir et, jeudi 16 novembre, les six orga-

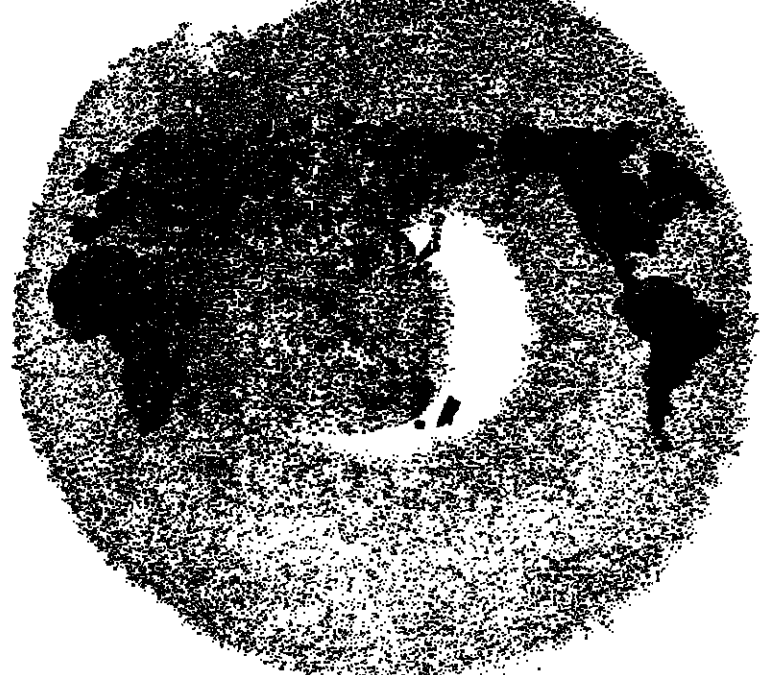
nisations d'employeurs ont formé un front commun destiné à enrayer l'action des « forces radicales qui mettent en danger l'économie de marché ». Pour sa part, le gouvernement qui, ces deux dernières années, avait cherché à se tenir à l'écart des conflits sociaux, entend réintervenir. Il le fit, il y a quelques mois, lorsqu'une grève des transports risquait de paralyser Séoul, et il a récemment pesé d'un poids déterminant en ce qui concerne les hausses de salaires dans les banques (ramenées de 15 % à 9 %).

La situation sociale s'avère néanmoins très délicate à gérer. Si un grand pas en avant a été accompli avec l'instauration d'un salaire minimum garanti (144 000 won, soit 216 dollars), son application risque de poser de sérieux problèmes - dont la faillite - à cette multitude de PME et de petits ateliers qui gravitent dans la mouvance des grandes sociétés. En outre, si l'augmentation des salaires a réduit la disparité des revenus entre cols blancs et cols bleus, elle a élargi le fossé entre les employés des « Chaebols » et ceux des PME. Au risque inflationniste, dû à des causes structurelles que le gouvernement ne contrôle pas (majorations salariales, spéculation immobilière, augmentation du coût des services...), qui est déjà fortement ressentie par la population, s'ajoute la crainte d'une augmentation du chômage en raison de fermetures prévisibles de PME.

Le « Petit Dragon » est entré dans une phase d'ajustement tant de sa machine productive par un élargissement du marché intérieur que des rapports sociaux au sein de l'entreprise. Un rééquilibrage nécessaire qui permettra à la Corée du Sud de passer à un stade de plus grande maturité économique ; mais qui ne se fera pas sans tensions. « Choisir pour autant de ne pas miser sur la Corée serait à l'évidence aussi maladroit que de n'avoir pas parié sur le Japon vingt ou trente ans auparavant, même si leurs économies sont de taille différente », estime un observateur européen de la situation économique.

Ph. P.

## « Du monde vers Séoul, de Séoul vers le monde » à travers HANIL BANK



Afin de mieux vous servir, HANIL BANK dispose d'un réseau de 216 succursales en Corée, de 15 succursales à l'étranger, agences, bureaux de représentation et filiales offrant une gamme complète d'excellents services bancaires en Asie, en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie.

TOKYO Branch, OSAKA Branch, NEW YORK Agency, LOS ANGELES Agency, LONDON Branch, HONG KONG Branch, BAHRAIN Branch, SINGAPORE Representative Office, FRANKFURT Representative Office, PARIS Representative Office, HANIL BANK CANADA, VANCOUVER Head Office, TORONTO Main Branch, HANIL INT'L FINANCE LTD., HONG KONG, FIRST STATE BANK OF SOUTHERN CALIFORNIA, HANIL FINANCE AUSTRALIA LTD



HANIL BANK

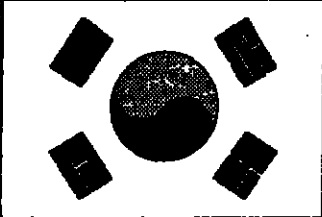
22, 24, 26, Namdong-dong, Dong-gu, Seoul, Korea

Phone (77-25) 777-8751/2, 777-801/6, 777-782/3

Telex (23822) 25, (23871) 1 (Dankook)

هكزا من الامل

هكذا من الاجل



## CORÉE DU SUD : UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

M. Hyun Jae-hyun, PDG du groupe Tong Yang

### Un patron de la deuxième génération

La dirigeance et une conception pour le moins autoritaire de la direction d'entreprise ont été les caractéristiques de la croissance économique coréenne. Des patrons « démocrates » pourront-ils gérer l'économie avec le même succès que les patrons « despotes » de la génération précédente ?

« Les chefs d'entreprise doivent s'adapter au nouvel environnement. Ils doivent, pour certains plus que d'autres, apprendre la flexibilité et la délégation de pouvoir », répond M. Hyun Jae-hyun, président du groupe Tong Yang. Ce dirigeant est représentatif de cette nouvelle génération d'hommes d'affaires coréens dont certains ont pris les rênes des grands groupes qui sont à l'origine du succès économique de la Corée au moment où le pays connaît des mutations politiques et sociales profondes. « L'économie coréenne est entrée dans une phase de mondialisation et ses performances doivent être évaluées à l'aune des standards internationaux », poursuit M. Hyun.

Le groupe Tong Yang ne figure pas parmi les conglomérats géants de la Corée du Sud. C'est un groupe de taille moyenne constitué autour de la plus ancienne, et seconde par l'importance, fabrique de ciment (dont les bénéfices cette année

se chiffrent à 60 millions de dollars). Il compte des entreprises alimentaires et une des dix premières maisons de titres du pays.

M. Hyun a hérité du groupe de son beau-père, M. Lee Koo-yang. Petit employé d'une confiserie du temps de l'occupation japonaise, celui-ci ouvrit d'abord sa propre boutique de bonbons puis une petite fabrique avant de se lancer en 1957 dans la production de ciment. C'est à partir de ce mariage inopiné du ciment et de la confiserie que le groupe se développe. Agé de quarante ans, M. Hyun est en quelque sorte un nouveau venu dans le monde des affaires : il poursuivait une carrière de procureur lorsqu'en 1987 il décida de succéder à son beau-père, qui n'avait pas de fils, à la tête du groupe. « En Corée, les entreprises sont encore pour beaucoup des affaires de famille et c'était pour moi une sorte de devoir d'accepter. Je ne regrette pas un choix qui me permet d'être sans doute davantage en prise avec la réalité nationale », nous dit-il.

Afin de se préparer à ces nouvelles fonctions, M. Hyun passa deux ans à la Business School de l'université américaine Stanford. A son retour, l'une de ses premières initiatives fut de lancer le groupe dans la finance en rachetant

une petite maison de titres : « Il y avait plusieurs raisons à ce choix. Tout d'abord, il fallait diversifier nos activités. Après le spectaculaire développement de l'industrie du ciment au Proche-Orient dans les années 1970 et bien que le marché intérieur reste encore porteur aujourd'hui, c'est un secteur appelé à décliner. Dans cinq ans, la production de ciment ne représentera plus que 50 % du total des activités de Tong Yang Ciment.

#### Répartir le gâteau de la croissance

« En outre, et bien qu'à l'époque le marché boursier fût stagnant, je pensais que la Corée était encore sous-développée en matière de financement et qu'il y avait là un avenir. Mais je n'avais pas prévu que, dès l'année suivante, ce serait un véritable boom. En cinq ans, notre maison de titres est passée d'un capital de 3 millions de dollars à 600 millions et le nombre de ses employés de 70 à 1 300. Pour l'instant, la progression continue : j'ai entendu dire que, cette année, le nombre des nouvelles actions introduites sur le marché de Séoul a été supérieur à celui de New-York. »

L'année dernière, Tong Yang a aussi diversifié ses activités financières vers l'assurance vie

dans un joint-venture avec des intérêts américains.

Qu'est-ce qui différencie la nouvelle génération d'hommes d'affaires de ses aînés ? « Nos prédécesseurs étaient pour la plupart les fondateurs de leurs entreprises. Ils avaient dans les cas des statuts de « héros » de l'épopée de la croissance, avec plus d'instinct que de formation aux affaires mais avec un charisme certain allié à une volonté farouche. Ils décidaient seuls. Et généralement, il faut le reconnaître, ils ne se sont pas trompés.

Aujourd'hui, les jeunes chefs d'entreprise ont pour la plupart un bagage universitaire qui n'avaient pas leurs pères et ils ont souvent été formés à l'étranger. L'époque du patron charismatique est révolue et le processus de décision a évolué en conséquence. »

Augmentations de salaires extraordinaires depuis deux ans, menace de récession : dans ce contexte, quel est l'avenir économique de la Corée ? « Jusqu'à présent, nous avons surtout concentré nos efforts sur l'élargissement du gâteau en négligeant la question de sa répartition. Depuis deux ans, le pendule est allé dans l'autre sens, au point que, aujourd'hui, nous sommes à la veille de voir le

gâteau se réduire. C'est un problème nouveau, inhabituel pour les Coréens.

Il est indéniable qu'il faut parvenir à une meilleure répartition de la richesse, mais il ne faut pas pour autant dégrader ceux qui en sont à l'origine. La Corée est engagée dans la compétition internationale. Au rythme de l'augmentation de salaires des deux dernières années, nous condamnons notre compétitivité. De ce point de vue, l'offensive syndicale du printemps prochain sera un test crucial. Le patronat s'y prépare. Moins, je pense, avec l'état d'esprit qu'il faut mater le mouvement syndical qu'en cherchant à isoler les éléments qui ont pour ultime objectif de remettre en cause l'économie de marché.

Au-delà des augmentations de salaires, une question me semble plus préoccupante : c'est la perte chez les jeunes du sens du travail qui habitait la génération précédente. »

Etes-vous pessimiste pour les mois qui s'annoncent ? « Je pense que nous devons apprendre à être flexibles. C'est cette flexibilité qui est la meilleure garantie de l'efficacité de notre économie. »

Pti. P.

### Une nouvelle approche française des marchés étrangers : les clubs pays

La Corée semble lointaine. Elle est encore trop méconnue de beaucoup des industriels français, qui n'ont pas suffisamment pris conscience des opportunités qu'offre ce marché en pleine croissance. M. Bernard Follin, secrétaire général du Club Corée, explique ci-dessous l'intérêt, pour les entreprises de l'hexagone, de tenter plus souvent « l'aventure coréenne ».

M. Michel Rocard ne s'y est pas trompé, qui a fixé la Corée du Sud comme l'un des objectifs prioritaires de notre commerce extérieur et de nos investissements directs. En effet, parmi les cinq « clubs pays » qui ont été créés à son initiative il y a un an pour améliorer la présence industrielle de la France, figure la Corée du Sud. Il a demandé à M. de Royère, PDG de L'Air Liquide, d'en assurer la présidence.

Aujourd'hui, la position de la France sur le marché coréen n'est pas ce qu'elle devrait être. Au septième rang des fournisseurs, elle ne représente que 2 % des importations coréennes, loin derrière le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne, mais aussi l'Australie, la Malaisie et le Canada. Sa position en matière d'investissements n'est pas meilleure. Les opportunités qu'offre le marché sud-coréen à notre industrie sont pourtant multiples. On les trouve dans les secteurs liés à l'élévation du niveau de vie (agroalimentaire, produits de luxe, santé), à l'amélioration de la productivité (automatisation, régulation, processus industriels, télécommunications), aux transports, à l'aéronautique, aux biotechnologies et au tourisme.

#### Une place à conquérir

En outre, la Corée du Sud, qui a la volonté de figurer dans la position de tête des pays industrialisés et se donne les moyens d'y parvenir, désire diversifier ses sources d'approvisionnement trop concentrées aujourd'hui entre les mains du Japon (31 %) et des Etats-Unis (25 %). Il y a donc une place pour l'industrie européenne et notamment pour l'industrie française. Elle est à conquérir rapidement car, à l'horizon 1992-1993, se profilent des échéances importantes : libéralisation du marché des capitaux, du contrôle des changes, de la réglementation des importations — qui accroîtront les occasions mais aussi la compétition.

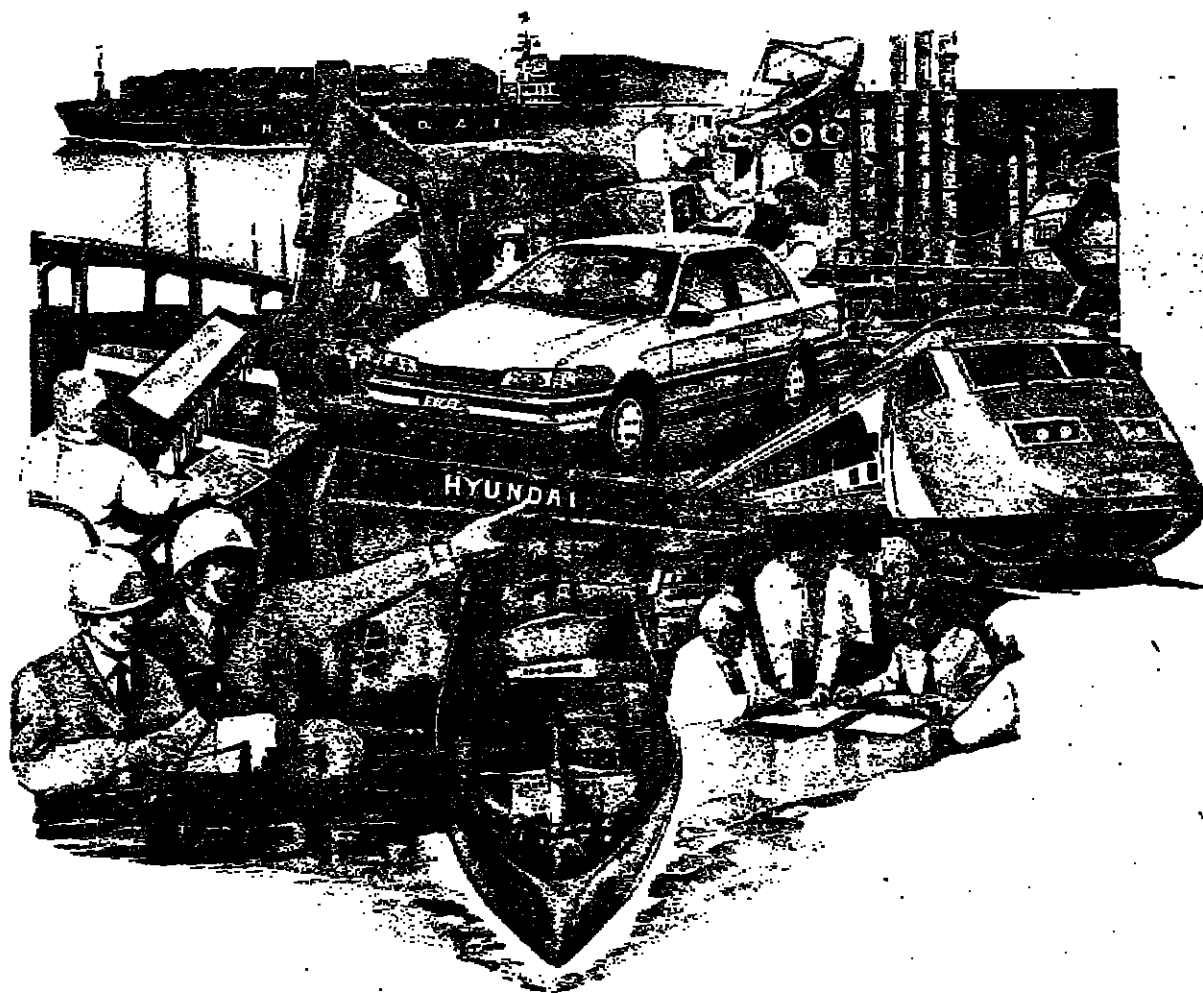
Mais si la France est comme pour ses produits de luxe et présente dans les grands projets et les grands contrats (Airbus, Télécoms, espace, TGV...), il reste à ses industriels à faire un effort dans les secteurs porteurs de l'économie coréenne. Les entreprises doivent aujourd'hui intégrer la Corée du Sud dans leur stratégie asiatique. Déjà une cinquantaine y sont implantées, aussi bien de grandes entreprises comme Rhône-Poulenc, Michelin, Total, Pechiney, L'Air Liquide... — souvent en joint-venture (société mixte) — que les grandes banques françaises ou des entreprises d'importance moindre mais tout aussi dynamiques.

Elles sont appuyées par l'ambassade de France et son poste d'expansion économique, la Chambre de commerce et d'industrie française à Séoul et d'autres filiales comme l'AFRODI. En France, les grands ministères (et les organismes qui en dépendent), le CNPF, la CFCE et les chambres de commerce et d'industrie travaillent ensemble, en liaison avec les entreprises, pour mieux cerner les câbles, découvrir les sociétés intéressées, et organiser des manifestations communes pour promouvoir l'image industrielle de la France.

Le Club Corée s'efforce d'encourager et de soutenir tous les acteurs privés et publics du jeu industriel, et de définir une stratégie pour mobiliser les nouveaux entrepreneurs décidés à aller et à gagner l'aventure coréenne. Il est décidé à associer à tous les efforts d'information, de mobilisation et d'orientation des entreprises. Puisse l'exemple donné par ceux qui ont ouvert la voie être suivi par un plus grand nombre, et permettre ainsi à la France d'atteindre en Corée une position qui corresponde à celle qu'elle occupe au plan mondial.

BERNARD FOLLIN  
Secrétaire général du Club Corée

HYUNDAI



## Que représente pour vous Hyundai?

Vous pensez vraisemblablement à un fabricant de voitures de luxe à prix grand public.

Cette image n'est pas fautive mais elle est incomplète.

Si vous travaillez dans l'informatique, l'armement ou l'industrie nucléaire, vous nous connaissez déjà certainement mieux.

En fait, HYUNDAI, c'est de l'engineering, de la pétrochimie, de la robotique et bien d'autres choses dans les différents domaines de l'industrie de pointe.

On comprend bien pourquoi en Corée HYUNDAI est devenu le symbole du développement économique national.

Souvenez-vous de nos voitures, mais n'oubliez pas le reste.

**HYUNDAI**

K.P.O. Box 92 Seoul, Korea  
TLX: K23111/5 FAX: (02) 743-8963



SOLID GOLDSTAR

Quelque part dans le monde, quelqu'un que vous connaissez profite sans doute de notre succès

Worms, Allemagne fédérale. Newcastle, Royaume-Uni. Zhuhai, Chine. Pyongtaek, Corée. Huntsville, U.S.A. Izmir, Turquie. Bangkok, Thaïlande. Tous ces endroits ont un point commun : une usine de production Goldstar qui fait travailler des milliers de personnes chaque année dans le monde entier.

Nous expédions nos télévisions, nos magnétoscopes, nos appareils électro-ménagers et nos équipements audio de loisirs à des consommateurs dans plus de 80 pays. A mesure que notre renommée s'accroît dans le monde, nous exportons aussi notre succès.

Et partout où nous allons, nous avons la réputation d'être un bon employeur et un citoyen de poids.

Où a-t-il été fabriqué ?

Si c'est un Goldstar, il a peut-être vu le jour à deux pas de chez vous.



**GoldStar**  
The brightest star in electronics.

Goldstar Co., Ltd., Yoido P.O. Box 335, Seoul, Korea : Tél. : (02) 787-1114, Tlx : GSRADIO K23751/3, fax : (02) 787-3400  
Düsseldorf : (2154) 4920. Londres : (753) 691888. Paris : (1) 47-66-1111. Milan : (2) 824-6097/8. Vienne : (222) 2307755/6. Stockholm : (8) 792-2940/1. Barcelone : (3) 412-5344. Budapest : (1) 184-759.

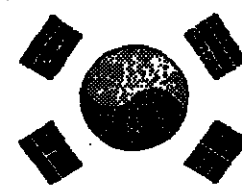
مكتبة من الاجل





## CORÉE DU SUD : UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

# Une littérature en effervescence



L'extrême vivacité de la créativité littéraire coréenne, et même plus largement de la vie littéraire, et une réussite quantitative notable dans la production des domaines accompagnent des changements éventuellement lourds de conséquences.

Ajout que le cinéma reprend de la vigueur et qu'apparaît une véritable vie théâtrale, les best-sellers sont de ce point de vue révélateurs. Tout en restant circonscrit en ce qui concerne les tirages, le vainqueur toutes catégories reste le romancier Yi Mun-yol, dont les textes ont toujours su conquérir à la fois un large public et les faveurs de la critique. Foncièrement coréen, il est par ses thèmes et par ses choix révélateur d'une sorte de sensibilité coréenne. Mais s'il est qu'on s'attache à son regard sur le pays, c'est par son refus de céder au sentimentalisme moralisateur ambiant. Les leçons de ses récits sont marquées par une ambiguïté volontaire qui surprend dans la production générale (1).

Tout ce qui chute a des ailes vient néanmoins d'atteindre un tirage d'environ 300 000 exemplaires, en utilisant les ressorts du crime passionnel, propres au roman de grande consommation. Un seul autre roman apparaît parmi les meilleures ventes des douze derniers mois, *la Brûlée*, de Yun Jong-mo. Contrairement aux années précédentes, aucun poète n'a obtenu les suffrages du public, du moins à ce niveau.

C'est que les gros bataillons de lecteurs se sont pressés autour des « essais », genre local assez difficile à définir. Le mot s'applique à un certain nombre de variations philosophico-personnelles sur divers sujets de société, les femmes et la sexualité dominent actuellement. *l'Amour des femmes éphémères* et *l'Amour éphémère* d'inscrivent dans cette veine. Mais s'agit-il de littérature ?

Malgré les régimes autoritaires et la censure, la littérature coréenne moderne a toujours été extrêmement vivante. Récits très nombreux, lecteurs avides, auteurs nombreux et, pour une part, gagnant leur vie au bout de leur plume, poètes compris. Y avait-il place, dans ces conditions, pour un changement à l'heure du tournant néo-libéral ?

On peut imaginer sans peine que les revues se sont faites plus nombreuses encore et plus radicales, depuis 1986-1987. C'est-à-dire

depuis que l'ex-général président Chun, vaincu par les manifestations, a accepté de laisser la place à M. Roh Tae-woo, élu au suffrage universel. Pièces de théâtre tournent à l'agit-prop, librairies dans le style Quartier latin d'il y a vingt ans, et redécouvertes d'auteurs trop longtemps oubliés marquent l'actualité littéraire. Sur le fond pourtant, c'est dans la modification de l'atmosphère idéologique et le changement de sujets qu'il faut trouver la véritable nouveauté. Le dernier prix Y Sang a été attribué conjointement à Im Chul-woo pour *la Chambre rouge* et à Han Sang-won pour *le Voyageur en route vers la côte*. Le premier texte aborde de front le problème de la torture tel qu'il s'est posé au cours de la 4<sup>e</sup> République, et le second met en scène un héros belligère entre des idéologies contradictoires.

### Parler des vrais problèmes

Si ce second thème n'est pas nouveau, le premier participe d'un véritable mouvement de réappropriation de leur société par les écrivains et, plus largement, par les citoyens. Sans céder pour autant automatiquement aux vieux démons de la littérature coréenne, à savoir le réalisme larmoyant et le moralisme, la victime des tortures est innocente (il est accablé à la question parce qu'il connaît quelque chose que recherche la police), et l'auteur joue sur le double point de vue du policier bourreau et de la victime. La leçon est claire : dire toute la vérité, c'est aussi reconnaître que la réalité est plus complexe qu'on ne le dit.

Des sujets nouveaux et privilégiés s'imposent ainsi, les injustices sociales, les frictions intergénérationnelles, la guerre de Corée, vue de tous les côtés maintenant, la destruction du tissu social sous les coups de l'urbanisation et, outre cela, la dictature, les événements de Kwangju, l'anti-américanisme (en net développement) et même la division du pays. La réappropriation de l'histoire d'une part, et la question de la division d'autre part, ne sont guère nouvelles. Ce sont même des obsessions fondamentales et permanentes des Coréens, toutes générations confondues. Mais l'ambiance a fondamentalement changé. Le point de vue nationaliste, la lamentation sur les horreurs de la guerre, les variations sans fin sur le thème « Corée, victime innocente de la politique des



autres », tout cela commence à s'estomper avec le réveil des écrivains coréens.

Un tel courant a toujours existé, mais il est devenu majoritaire, quitte à former pour un temps des recherches plus formalistes. Il brise les barrières qui faisaient obstacle à l'émancipation des auteurs et des sujets, censure et autocensure. Ainsi trouve-t-on dans le roman historique, qui marche si fort en ce moment, des événements qu'on n'évoquait jamais auparavant : *le Chemin*, de Hyeon Ki-yong, est consacré au soulèvement de l'île de Cheju, en avril 1948, et au massacre d'un grand nombre de ses habitants, sous prétexte de lutte anticomuniste.

Nombre des romans historiques mettent en scène un personnage ballotté entre les idéologies du Nord et du Sud, étouffé par le manque de liberté partout où il passe.

C'était déjà le cas dans *l'Histoire de Monsieur Han*, de Hwang Suk-yong, paru il y a quelques années : le docteur qu'il peignait perdait tout espoir, après avoir quitté le Nord où les exigences politiques passaient devant les devoirs de son métier, et avoir atterri au Sud, où son passé de nordiste le réduisait à des rôles de souffre-douleur d'incapables et de médiocres patentes. Même thème récemment, dans *le Fugitif de ma mère*, de Park Wan-so, ou *le Crépuscule*, de Kim Won-il. Faut-il parler du passé, de la division, des familles déchirées, des injustices sans avoir à opter pour un point de vue susceptible de passer la censure, c'est tout autant une exigence des auteurs que de tous les Coréens.

### Reprenre le dialogue avec le Nord ?

Tout est revu à l'aune de la Corée elle-même. La guerre de Corée (1950-1953) cesse d'être une fatalité idéologique pour devenir une étape de l'histoire du pays, un phénomène socio-historique à part entière. Mun Soon-tae, dans *Cérémonie des aulx*, y voit même un moment du processus de la désagrégation de l'ancienne société aristocratique.

Sans doute faut-il voir là aussi l'écho du débat majoritaire dans les cercles culturels, celui de la littérature *minjung* (les masses), dans laquelle on peut voir schématiquement une sorte de populisme nationaliste. Depuis les années 70, en effet, des intellectuels ont commencé à s'intéresser aux oubliés du miracle économique qui en sont pourtant les artisans. A la tête de ce mouvement pour bâtir une littérature pour le peuple, Baik Nak-chung et sa revue *Création et Critique*, quelque peu dépassé par de plus radicaux qui affirment que c'est au peuple lui-même de prendre directement en main l'outil littéraire.

D'énormes productions romanesques, le plus souvent historiques, viennent conquérir un large public, relayées en cela par les adaptations cinématographiques et télévisuelles. Le moins que l'on puisse dire est que cette littérature diffère des petites tranches de vie qu'offraient jusqu'à la censure

nouvelles. *La Chaine des monts Taebaek*, de Cho Chong-rae, et *les Monts Chiri*, de Yi Pyong-ju, abordant de front la question des *palchisan*, les partisans pro-Pyongyang, réfugiés dans les montagnes, montrent qu'on commence à dépasser ce qu'on nomme en *konglish* (coréen-anglais) le « Red complex », cette obsession anticomuniste qui interdisait de dire ou de faire quoi que ce soit qui puisse évoquer le Nord. La levée du tabou entraîne un débat de connaissance sur le Nord, porté par une exigence vigoureuse, tout aussi essentielle que la question de la réunification. Pour sa part, Yi Mun-yol, à travers un sujet sembla-

ble, veut voir dans la Corée la frontière et le terrain d'affrontement entre ce qu'il nomme les empires américain et soviétique (*la Frontière*).

A quelques mois des condamnations de ceux qui ont osé braver les interdits gouvernementaux pour aller à Pyongyang, on trouve pourtant encore en librairie les œuvres des écrivains passés au Nord au moment de la guerre, et interdits depuis, tels que Kim Ki-rim, Chong Ji-yong ou Hong Myong-hee. Tout le monde, toutes tendances confondues, se fait l'avocat de la reprise du dialogue entre les deux Corées. Les méthodes sont divergentes. On trouve aussi des œuvres écrites collectivement au

Nord, comme *Mer de sang* ou *la Jeune Souquettière*. Quant aux revues, elles font de ces textes un sujet privilégié de débats. Ce sont là des marques évidentes de tentatives de rapprochement, que certains, minoritaires, pensent favoriser en idéalisant la société nord-coréenne.

L'idée qu'il se passe quelque chose au Nord, même sans idéologisation, porte en soi une forte charge de fascination. Fondée sur quarante années d'interdits, elle implique un regard critique sur le Sud ou une réévaluation de la situation de ceux qui sont considérés comme les victimes de l'urbanisation et de l'industrialisation pratiquées depuis les années 60 : les ouvriers et les paysans. On ne sera pas surpris que ce courant rejoigne la forte poussée anti-américaine. Citons seulement *l'Aube de travail*, de Park No-han. La tendance réaliste est d'ailleurs si forte qu'elle a pavé la route à l'émergence d'une littérature documentaire qui tend à devenir un genre littéraire. Malgré la diversité de la création, il existe une profonde unité des courants que nous venons d'évoquer : ils sont portés par une vague nationaliste, complexe et contradictoire, mais incroyablement puissante. Plus qu'à d'autres périodes, le débat théorique s'est fait intense. L'histoire, avec un grand « H », occupera longtemps encore le devant de la scène littéraire. Reste à savoir si elle deviendra un ressort littéraire proprement dit, permettant ainsi de donner naissance à des textes d'ampleur. Incontestablement, les auteurs existent.

CHOI HYUN-MOO

Directrice du département de français à l'université Sogang à Séoul, romancière, traductrice de Marguerite Duras.

(1) Yi Mun-yol va inaugurer la première collection de littérature coréenne, début 1990, chez Actes Sud, avec trois excellents romans courts : *l'Oiseau aux ailes d'or*, *l'Image de notre héros défiguré* et *l'Hiver*, cette année-là.

### Quelques livres...

La littérature coréenne est peu connue du public français. Néanmoins un certain nombre de romans, nouvelles et poèmes ont été traduits en français, de même que des ouvrages culturels et historiques. En voici une sélection.

#### ● Romans et nouvelles :

*Une femme à la recherche d'une illusion*, six nouvelles modernes traduites par Marc Orange, Éliot-Fanlac.

*Histoire de dame Pak et Histoire de Suk-Hyang*, romans anciens, Asiatheque.

*Terre brûlée*, de Ku-sang (trad. Roger Leventier), Thésaurus.

*A mon fils*, de Sang Ki-jo (trad. R. Leventier), Frémit.

*Liberté sous clé*, nouvelles contemporaines (trad. R. Leventier), L'épave d'or.

*Métamorphoses*, de Shin Tong-choon (trad. Mine Hisk), Euro-Editor.

*L'Oiseau de Molgyewol*, six nouvelles traduites par Patrick Maurus et Kim Hwa-young, Méridien.

*Une fille nommée deuxième garçon*, six nouvelles d'auteurs féminins (trad. P. Maurus et Choe Yun), Méridien.

*La Revue de Corée*, publiée chaque trimestre par la commission sud-coréenne pour l'UNESCO, traduit régulièrement des nouvelles.

*Les Contes populaires de Corée*, *Erabiles rouges* (contes et poésies), et *Aubergines magiques* (contes érotiques), Association pour l'analyse du folklore (36, avenue Wagram, 75008 Paris).

● Poèmes et anthologies : *Poèmes du vagabond*, de So Jong-ju (trad. Kim Hwa-young, et P. Maurus), Saint-Germain-des-Prés.

*Solstice d'hiver*, poèmes classiques de la *kisang* (courtisane), Hwang Djin (trad. Han Kzin), Nade.

*Amour qui n'oublie pas*, du même auteur, Éliot.

Poèmes de Kim Yo-sup (trad. Mine Hisk), Méridien Euro-Editor.

*Le Vœu du peuple coréen*, Prière sur la 38<sup>e</sup> parallèle, poèmes de Yi Un-sang (trad. R. Leventier), L'épave d'or.

*Approche de la poésie coréenne contemporaine*, présentée par Patrick Maurus, publiée par Europe, octobre 1988.

*Poètes d'aujourd'hui*, anthologie par Kim U Chang et Kwak Kwong-su, Commission nationale sud-coréenne pour l'UNESCO.

● Signalons aussi, sur la culture coréenne, l'étude de Chong Pyong-hi, *Danses masquées et Jeux de marionnettes en Corée* (Publications orientalistes de France), et celle d'Alexandre Guillemot sur le chamanisme, *les Algues, les anciens et les dieux*, L'épave d'or.

● L'histoire coréenne a fait l'objet de plusieurs ouvrages : la *Grande Histoire de la Corée*, d'André Fabre, Fabre éd.

*Histoire de la Corée*, Li Ogg, « Que sais-je ? », PUF.

*La Corée, des origines à nos jours*, Li Ogg, L'épave d'or.

*Histoire de Koguryo*, Li Ogg, Collège de France, diffusion L'épave d'or.

Enfin, le livre de Bruce Cummins, *The Origins of the Korean War, Liberation and Emergence of Separate Regimes, 1945-1947*, Princeton University Press, est précieux pour comprendre les origines de la division de la péninsule.

KOREA

More than Seoul!

Il reste des endroits en Asie où il est possible de trouver l'Orient.

La Corée. Le pays du Matin Calme.

Un pays où 5000 ans de beauté, de coutumes et de culture asiatiques demeurent vivants. Une nation fière d'une tradition et d'un passé exceptionnels.

Ce pays, qui s'appellait alors le Royaume de l'Ermitte, est pourtant aujourd'hui un centre très actif sur le plan de la politique, des affaires, des loisirs et des arts. Une des grandes réussites du 20<sup>ème</sup> siècle. Venez découvrir la Corée. Participez à l'Histoire, celle qui se fait aujourd'hui.



한국관광공사 KOREA NATIONAL TOURISM CORPORATION

Pour l'information plus détaillée, contactez : l'Office National du Tourisme Coréen à Paris, 53 Av. du Maine, BP169, 75735 PARIS. Tél. (01) 45-38-71-23 Fax: (01) 45-38-74-71

Nom: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_

هكذا من الامم

حکومت من الاجل

20 Le Monde • Samedi 25 novembre 1989

● PROCHE-ORIENT : LA PAIX SE NÉGOCIE AU-DESSUS DES PEUPLES - Pages 22 et 23

LE MONDE

N° 428 - 36<sup>e</sup> année

NOVEMBRE 1989

32 pages - 17 F  
Algérie : 10 DA  
DOM. : 19 F  
Belgique : 100 FB  
Canada : 3,25 \$ C  
C.F.R. : 1.170 F C.F.A.  
Espagne : 320 PTA  
Euro-Les : 2,95 \$ US  
N.Y. City : 2,30 \$ US  
Roy.-Uni : 1,40 £  
Abonnements : voir tarif page 28

Irlande : 1,70 £  
Italie : 3.700 lire  
Lussemb. : 100 FL  
Maroc : 15,50 DH  
P.-Bas : 5,00 Fl.  
R.F.A. : 9 DM  
Séoul : 900 F C.F.A.  
Suisse : 3,40 FS  
Tchécos. : 1.900 m

diplomatique

La quête  
des Allemands de l'Est

(Page 3.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## Démocraties sans courage

Par CLAUDE JULIEN

**P**RISES au dépourvu, les capitales occidentales manifestent une extraordinaire perplexité devant l'effervescence de l'Europe orientale (1). Longtemps sceptiques, elles ont finalement cessé de s'interroger sur les intentions réelles de M. Gorbatchev. Devant l'ampleur des mouvements qu'il a mis en branle, elles ne peuvent plus douter, mais ne savent que faire. Expriment bien l'incertitude générale, l'un des meilleurs commentateurs américains (2) écrit : « Je pose des questions. Il est évident que je

M. Henry Kissinger se borne à émettre un vœu : « Les États-Unis doivent prendre position (...). Nous devons trouver un [nouveau] concept politique pour l'Europe de l'Est (5). » Plus facile à dire qu'à faire... Car c'est toute une manière de voir le monde



UNE AMÉRIQUE A COURT DE MOYENS

## La prudence forcée de M. George Bush

L'héritage de M. Reagan est-il en train de paralyser la diplomatie du président Bush ? Face à la rapidité des changements à l'Est, les dirigeants américains se montrent d'une extrême prudence. Mais cette attitude reflète moins un calcul stratégique qu'une incapacité à prendre l'initiative, à agir vigoureusement. En raison de ses folles dépenses militaires, de ses déficits budgétaires et commerciaux et des immenses besoins pour remédier aux inégalités sociales, l'Amérique manque aujourd'hui de moyens pour encourager une évolution qu'elle n'avait cessé de souhaiter.

Par SERGE HALIMI \*

DANS ses premières déclarations à la presse écrite en tant que

tion à la Maison Blanche sous M. Reagan), en un mot de sa « passivité ».

## Également au sommaire

### RENDRE AUX ÉLUS DU PEUPLE LA CAPACITÉ DE FAIRE LA LOI

Pour que les citoyens « à la conquête des pouvoirs » puissent pleinement participer aux décisions au sommet de l'État, il n'est d'autre solution que de renforcer le rôle et les moyens du Parlement. Christian de Brie explore les méthodes qui permettront au peuple de mieux faire entendre sa voix.

### DÉSORDRE MONDIAL ET PAUVRETÉ DES NATIONS

Censées porter remède aux crises du sous-développement, les politiques d'ajustement structurel font faillite, écrit Jacques Decornoy. La « mondialisation » de l'économie concerne une poignée de nations riches. Mais l'Occident continue de prôner un libéralisme qui ne peut qu'aggraver le désordre planétaire.

### ASIE DU SUD

M<sup>me</sup> Bhutto dans un « champ de mines », par A. Dastarac et M. Levent. Comment garantir une transition pacifique à Kaboul, par Selig Harrison.

### URSS

L'écologie comme terrain de lutte politique, par Patrice Miran.

### ÉCOLOGIE

Les politiques sommées de faire un choix radical, par Bernard Cassen.

### NOUVELLE-CALÉDONIE

A l'école de l'intégration, par Jean-Marie Kohler.

### CAFÉ

Les producteurs perdent leur filet de sécurité, par Jean-Louis Gombaud.

NOVEMBRE 1989

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



22 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher  
22 Les suites judiciaires des attentats de 1986 à Paris

24 Les Rencontres notariales de Maillot  
25 Théâtre : Goethe et Le Tasse

26 Patrimoine : conflit à Toulouse  
28 Défense : les pilotes attirés par le secteur civil

Le départ du tour du monde à la voile

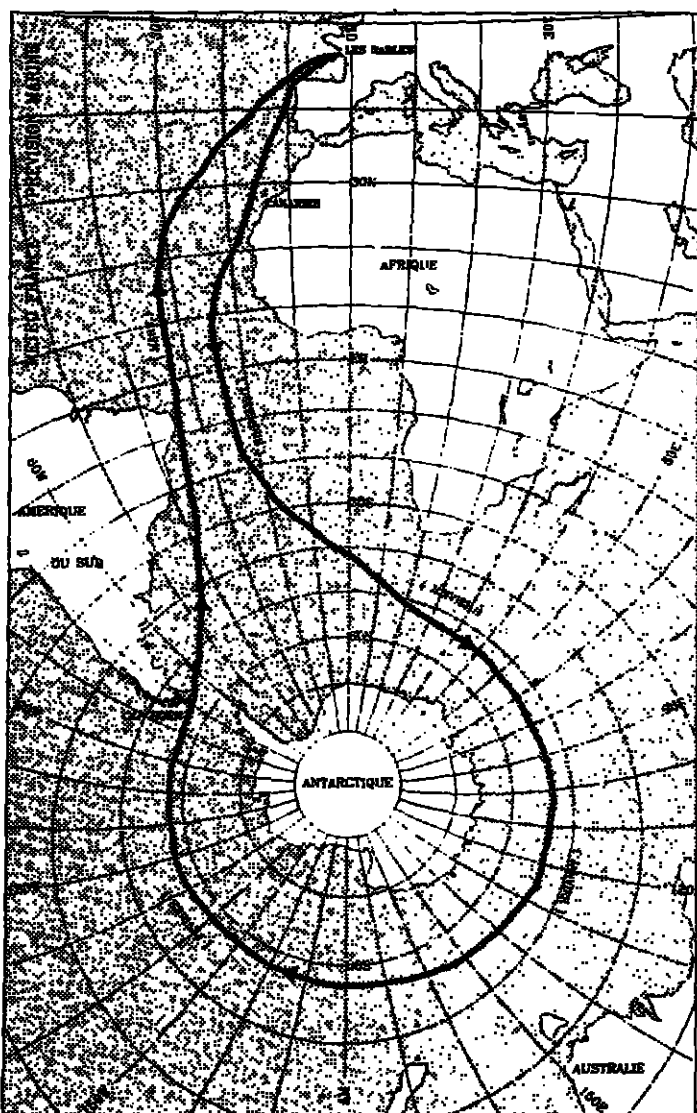
## Vingt-cinq mille milles de solitude

Treize voiliers monocoques de 60 pieds (18,28 mètres) devraient prendre le départ, dimanche 26 novembre à 15 heures, aux Sables-d'Olonne, du Vendée Globe Challenge, la première vraie course autour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance. Depuis le Britannique Robin Knox-Johnson en 1969, cinq hommes seulement ont réussi à boucler ce périple de quelque 25 000 milles (47 000 km) dans les mêmes conditions mais hors de toute compétition. Le vainqueur du Vendée Globe Challenge devrait être de retour aux Sables-d'Olonne vers le début du mois d'avril.

LES SABLES-D'OLONNE  
de notre envoyé spécial

Le grand ancêtre des treize aventuriers du Vendée Globe Challenge n'est-il pas Joshua Slocum ? Cet ancien commandant de la marine américaine, parti à cinquante et un ans de Boston en 1895, a été le premier navigateur à oser s'aventurer seul dans des mers réservées jusqu'à là à des bateaux avec plusieurs dizaines d'hommes d'équipage. Spry, son vieux cotre déjà centenaire de 11,20 mètres, avec 93 mètres carrés de voilure pour déplacer ses 16 tonnes, nécessita une vingtaine d'escalades et trois ans de navigation pour regagner son point de départ. L'épreuve avait pourtant été si rude (deux mois pour franchir le détroit de Magellan) que ce pionnier, pas forcément visionnaire, crut pouvoir prédire à l'arrivée : « Mon aventure restera. Je ne pense pas que mon record puisse être battu, même à force de courage, d'endurance et de ténacité. »

A sa mort en 1909, Joshua Slocum n'avait pas eu de successeur, mais Olivier de Kersauson a fait beaucoup plus vite depuis avec son record de cent vingt-quatre jours. Tout comme les quelques deux cents marins recensés dans un récent ouvrage, *Seuls autour du monde* (1), pour avoir accompli une circumnavigation en solitaire avec plus ou moins d'escalades. Pourtant les références manquent encore pour imaginer avec précision l'aventure qui attend les treize concurrents du Vendée Globe Challenge.



Bernard Moitessier, qui n'avait pas embarqué de radio, envoyait ses messages au lance-pierres sur les rares navires qu'il croisait. Vingt ans plus tard, Jean-Yves Tassin disposera d'un téléphone par satellite. Comme un téléspectateur après son journal, Philippe Poupon pourra visionner à bord les photos météo prises par satellite.

Pour éviter le scorbut, Bernard Moitessier cultivait en mer du soja et du cresson. Il recueillait l'eau douce quand il pleuvait avec unseau accroché à la grand-voile. La plupart des concurrents du Vendée Globe Challenge consommeront des rations alimentaires aux teneurs en calories et en vitamines calculées au quotidien par des nutritionnistes, en fonction des régions chaudes ou froides à traverser.

« Tout prévoir même l'imprévisible »

Les progrès accomplis en vingt ans dans la conception et la construction des bateaux, dans les liaisons avec la terre ou dans la nutrition ne doivent pourtant pas banaliser l'aventure du Vendée Globe Challenge. Son organisateur, Philippe Jeantot, vainqueur en 1983 et en 1987 des deux éditions du BOC Challenge, l'autre course autour du monde en solitaire disputée en quatre étapes, Titouan Lamazou et Jean-Yves Tassin, classés respectivement deuxième et troisième en 1987, reconnaissent qu'ils n'auraient pu terminer s'ils n'avaient pu profiter des escalades pour remettre en état leur voilier.

Or le règlement du Vendée Globe Challenge interdit (art. 14) tout accostage ou toute forme d'aide extérieure en cours d'épreuve. Cette nécessité d'être autonome en toutes circonstances a impliqué une préparation difficile des bateaux. Les principaux concurrents ont disposé de leur monocoque plusieurs mois avant le départ afin de pouvoir beaucoup naviguer, déceler leurs points faibles et tenter d'y remédier.

« Je n'ai jamais vu une course au large avec un tel degré de préparation », affirme Philippe Jeantot. Dix des treize bateaux ont été spécialement construits pour le Vendée Globe Challenge. Tout le monde a tenté avant le départ de tout prévoir, même l'imprévisible. J'ai récapitulé tous les problèmes que j'ai connus sur mes deux précédents tours du monde, en essayant de trouver une solution de rechange à la solution de rechange. L'importance en réserve trois tangons, un morceau de bôme, des voiles, des cordages, de l'accastillage, des cartes complètes pour changer les circuits électri-

ques et électroniques, douze pilotes automatiques, car j'en utilise trois en moyenne sur des courses d'un mois, des bouteilles de plongée et de la résine pour colmater un trou dans la coque, etc. La seule chose que je ne pourrais pas réparer s'il casse, c'est le mât. »

La bonne gestion ne doit pas seulement s'appliquer aux ressources matérielles mais aussi aux ressources humaines : s'alimenter régulièrement, effectuer les manœuvres au meilleur moment pour ne pas perdre de temps et ne pas avoir à les multiplier, dormir dès que c'est possible pour récupérer, en sachant bien que les alarmes de bord que l'on a programmées ne permettront pas de le faire pendant plus d'une heure.

Mais la grande inconnue reste la réaction de ces hommes confrontés à quatre ou cinq mois de solitude avec pour seul horizon celui des vagues. « Quand on a côtoyé si longtemps les grandes étendues jusqu'aux étoiles, plus loin que les étoiles, on revient avec d'autres yeux », écrit Bernard Moitessier. Pour mesurer cette solitude ou exprimer ce qu'il ressent, chacun aura son petit jardin secret. Titouan Lamazou a emporté de quoi peindre, Lokek Peyron un synthétiseur pour composer sa propre musique, Jean-François Coste le matériel pour réaliser « un film de mer où on ne verra pas la mer ». Jean-Luc Van den Heede une Bible et le Coran.

Le sentiment de partir pour une aventure exceptionnelle est partagé par la plupart des concurrents. « La course au large n'est pas un sport classique mais un mode de vie », estime Titouan Lamazou. Depuis trente ans, son histoire a été jalonnée d'événements exceptionnels qui ont permis à ceux qui les ont vécus d'aller plus loin. Il y a eu la première Transat, puis le Golden Globe, la première Whitbread (course autour du monde en équipage), le premier BOC Challenge. Dès qu'elles ont été répétées, ces épreuves ont perdu la saveur des premières. »

« Je crois que ce sera pareil pour le Vendée Globe Challenge, poursuit le skipper d'Ecureuil-d'Aquitaine. Nous sommes toute une génération de trente-quarante ans pour lesquels un tel événement ne se reproduira pas deux fois dans notre vie. Si je gagnais une telle épreuve, je n'aurais peut-être plus envie de faire d'autres courses. Ou alors sur des voiliers radicalement différents, filant à 10 nœuds de plus que les nôtres. Pour d'autres formes d'explorations... »

GERARD ALBOUY

(1) *Seuls autour du monde*, de Benoît Hémeryman. Éditions du Pan-Quick et d' Ouest France. 205 pages richement illustrées, 250 francs.

### Hommes à la mer

La mort tragique par hypothermie du Britannique Anthony Phillips dans la course autour du monde en équipage (*Le Monde* du 16 novembre), survenant après les disparitions de équipages confirmés comme Loïc Caradec, Daniel Gilard, Olivier Moussy, Jacques de Roux et bien d'autres, est venue rappeler que le principal danger pour un navigateur est de chuter à la mer.

Malgré les travaux d'une commission de sécurité animée par Philippe Faccus, l'encastrement de Loïc Caradec, le moyen de prévention la plus efficace reste le harnais, qui peut désormais être incorporé à des cirés dotés de gilets de sauvetage. Mais devant la gêne provoquée par le harnais pour les manœuvres et les déplacements sur le pont, certains navigateurs préfèrent s'en remettre à leur habileté ou à leur bonne étoile.

En cas de chute, la récupération d'un équipier dépend alors de trois facteurs : la température de l'eau, la localisation de l'homme à la mer et les manœuvres de sauvetage. Pour un solitaire, c'était la mort assurée. Les treize participants du Vendée Globe Challenge disposeront d'une chance de survie avec un nouveau système mis au point par Daniel Wochovski, un ingénieur en constructions navales

français vainqueur de la Course autour du monde en équipage 1981-1982 à bord de *Flyer* puis de la Route de la découverte en 1984 avec Philippe Poupon.

Avec ce système, nommé *Prédica* et réalisé par la COMEX-PRO, une entreprise spécialisée dans la fabrication de matériel de plongée, le navigateur porte en permanence fixé à sa ceinture ou à sa cheville un petit émetteur à ultrasons pas plus gros qu'un paquet de cigarettes. Si le marin tombe à la mer, l'émetteur se déclenche sous la pression de l'eau et l'onde se propage jusqu'aux sondes réceptrices installées sous la coque. Le récepteur enregistre le signal et agit sur le pilote automatique et la barre pour mettre le bateau à la cape.

Dans le même temps, un relais émette de l'arrière du bateau un radar gonflable, une ancre flottante, une ligne et un feu flottant, qui étaient conditionnés dans une boîte de 40 x 40 x 50 cm. Le navigateur peut alors monter sur le radar et regagner son bateau en tirant sur la ligne flottante. Ce système a été testé avec succès en solitaire par Philippe Jeantot. Il devrait être commercialisé à un prix voisin de 10 000 F, mais il est offert aux participants du Vendée Globe Challenge.

### Supercherie

Les deux plus prestigieux navigateurs de l'époque n'ont pourtant pas risqué leur réputation dans le Golden Globe. Pour tenter de gagner le prix de 50 000 livres promis au plus rapide d'entre eux, les neuf solitaires engagés pouvaient partir du port anglais de leur choix entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 octobre 1968. L'épreuve a été plus riche encore que prévu en coups de théâtre, parfois dramatiques.

Cinq concurrents avaient renoncé avant même d'avoir atteint le cap de Bonne-Espérance. Avec son trimaran *Vicenza*, le Britannique Nigel Tetley a été le premier à revenir dans l'Atlantique après avoir franchi le cap Horn. Par radio, on lui apprend alors que Donald Crowhurst, sur l'autre trimaran de l'épreuve, *Teignmouth Electron*, effectuait une impressionnante remontée. Nigel Tetley force l'allure et... casse un flotteur, le 21 mai, à proximité des Açores.

Un retour triomphal est alors promis à Donald Crowhurst, mais, une semaine plus tard, *Teignmouth Electron* est retrouvé vide au milieu de l'océan. Dans son livre de bord, le navigateur dévoilait sa supercherie. Après avoir jugé que son trimaran, trop bâtive-monté, préparé, ne résisterait pas aux quarantaines rugissantes, il avait préféré errer pendant six mois dans l'Atlantique sud en envoyant régulièrement sur ondes courtes des positions imaginaires, impossibles à authentifier. Sans doute rongé par le remords et peut-être affaibli à l'idée d'être démasqué, Donald Crowhurst s'est vraisemblablement suicidé. Sa mésaventure a inspiré un film (*Les Quarantaines rugissantes*), mais a provoqué un deuxième drame

en 1972 avec le suicide par pendaison de Nigel Tetley, qui n'avait jamais pu surmonter sa déconvenue.

Passé en tête, le Français Bernard Moitessier franchissait à son tour le cap Horn, mais, au lieu de se diriger vers l'Atlantique nord, il continuait à l'est vers le cap de Bonne-Espérance. Croisant un pétrolier, il envoyait un message avec un lance-pierres : « Entre la sagesse que de se diriger vers un lieu où on sait qu'on ne retrouvera pas sa paix ? Je continue parce que je suis heureux en mer, et peut-être aussi pour sauver mon âme. » Il jetera finalement l'ancre à proximité de Tahiti après la plus longue des navigations en solitaire sans escale (37 445 milles, soit plus de 69 000 kilomètres), qu'il racontera dans un livre, *La Longue Route*.

Le Golden Globe aura néanmoins un vainqueur : Robin Knox-Johnson, un lieutenant de la marine marchande britannique devenu à quarante ans, après trois cent treize jours de mer, le premier navigateur à avoir bouclé un tour du monde en solitaire sans escale. Quatre autres marins l'ont imité depuis, en dehors de toute compétition : l'Américain Dodge Morgan et l'Australien John Sanders, et surtout le Britannique Chay Blyth et le Japonais Kenichie Hori, qui ont réussi leur circumnavigation d'est en ouest, contre les vents dominants de l'hémisphère Sud.

Les événements dramatiques du Golden Globe expliquent sans doute qu'aucun autre tour du monde en solitaire sans escale n'ait été organisé sous forme de course jusqu'au Vendée Globe Challenge. Même si les conditions de l'aventure ont beaucoup évolué depuis.

Robin Knox-Johnson avait construit lui-même *Sukelli*, un petit voilier de 10,87 mètres en teck et sapin. *Fleury-Michon*, de Philippe Poupon, à la coque en verre époxy Kelvar presque aussi plate qu'une luge, est le résultat de trois mille heures de travail sur ordinateur. L'architecte Philippe Briand a ainsi dessiné sept bateaux, qui ont été confrontés sur le parcours simulé du tour du monde aux conditions météorologiques moyennes établies par Jean-Yves Bernot. Le voilier de 240 mètres carrés au près est équivalent à celles des 12 mètres J1 de la Coupe de l'America pour un bateau deux fois plus léger. L'extrémité basse de la quille est en tungstène, un matériau à la densité (17,6 kg/l) plus forte que celle du plomb (11 kg/l).

### Treize solitaires

Guy Bernardin, quarante-six ans (E.-U.), sur *O'Kay*, un cotre de 18,28 m, plan Farr 1986; Patrice Carpentier, trente-neuf ans (F.), sur *Nouvel-Observateur*, un sloop de 18,28 m, plan Nickerson 1985; Jean-François Coste, trente-sept ans (F.), sur *Cacharel*, un ketch de 17,45 m, plan Tabarly 1967; Pierre Folléant, trente-sept ans (F.), sur *TBS Charente-Maritime*, un cotre de 18,28 m, plan Joubert-Nivelt 1988; Alain Gaultier, vingt-sept ans (F.), sur *Generali-Concordia*, un cotre de 18,28 m, plan Finck 1989; Philippe Jeantot, trente-sept ans (F.), sur *Credit-Agricole IV*, un sloop de 18,28 m, plan Lombard 1988; Titouan Lamazou, trente-quatre ans (F.),

sur *Ecureuil-d'Aquitaine II*, un sloop de 18,28 m, plan Bouvet-Petit 1988; Lokek Peyron, trente ans (F.), sur *Lady-Pock II*, un cotre de 18,28 m, plan Bouvet-Petit 1986; Mike Piant, trente-sept ans (E.-U.), sur *Duacell*, un sloop de 18,28 m, plan Martin 1988; Philippe Poupon, trente-cinq ans (F.), sur *Fleury-Michon X*, un ketch de 18,28 m, plan Briant 1988; Bertie Reed, quarante-sept ans (A.-S.), sur *Grinaker*, un sloop de 18,28 m, plan Martin 1989; Jean-Yves Tassin, quarante-cinq ans (F.), sur *UAP*, un sloop de 18,28 m, plan Joubert-Nivelt 1985; Jean-Luc Van Den Heede, quarante-quatre ans (F.), sur *36.15 Mée*, un yawl de 18,28 m, plan Harlé 1988.



ODEON THEATRE NATIONAL

## Torquato Tasso

de Johann Wolfgang von Goethe

Texte français et mise en scène de Bruno Bayen  
Décor de Michel Millecamps • Costumes de Rosalie Varda  
Lumière de Marie Nicolas

Avec, par ordre alphabétique,  
Marcel Bozonnet\*, Philippe Girard, Catherine Hiégel\*,  
Muriel Mayette\*, Grégoire Estermann

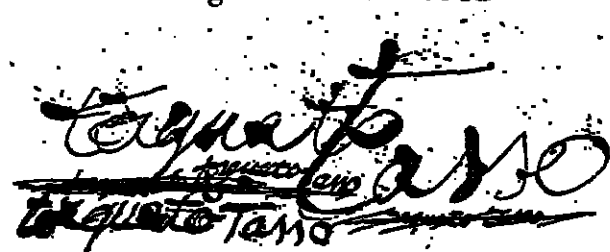
\*de la Comédie-Française

Coproduction Théâtre national de l'Odeon,  
Comédie-Française, Compagnie Pénlope

21 novembre - 31 décembre 1989

Soirée à 20 h 30. Matinée le dimanche à 15 h.

Renseignements 43 25 70 32



صكزا من الاصل

## JUSTICE

## Les attentats de 1986 à Paris

## Dix-huit renvois en correctionnelle et non-lieu pour Mohamed Mouhajer

M. Gilles Bouloque, juge d'instruction au tribunal de Paris, a signé, jeudi 23 novembre, une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de dix-huit personnes, dont Fouad Ali Saleh, soupçonné d'avoir servi de réseau logistique aux auteurs des attentats meurtriers commis à Paris en février, mars et septembre 1986. Les chefs d'inculpation retenus sont ceux d'infraction à la législation sur les armes, les munitions et les explosifs et à la législation sur les stupéfiants, d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Sur ces dix-huit personnes, huit sont actuellement en fuite et seront jugées par défaut.

Cette décision de renvoi prise par le juge est indépendante d'un autre dossier, criminel celui-ci, toujours instruit par M. Bouloque et concernant essentiellement Fouad Ali Saleh. Le 24 octobre dernier, le juge d'instruction avait, en effet, inculpé Fouad Ali Saleh de complicité de tentatives d'assassinats, complicité de destruction volontaire de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à autrui ayant entraîné des infirmités permanentes. L'instruction de ce dossier n'est pas close.

Ce même jeudi 23 novembre, M. Bouloque a rendu une ordonnance de non-lieu en faveur de Mohamed Mouhajer, Français d'origine libanaise et l'un des chefs

de file des milieux intégristes musulmans à Paris. Inculpé d'infraction à la législation sur les armes, les munitions et les explosifs et d'association de malfaiteurs, Mouhajer avait été arrêté quelques heures après Fouad Ali Saleh. Il avait été remis en liberté le 24 mars 1988 par M. Bouloque qui, dans une interview au *Figaro* du 26 mars 1988, avait explicitement lié sa décision à celle qu'il avait prise à propos de Wahid Gerdji, relâché et parti à Téhéran après une audition, le 29 novembre 1987, dans le cabinet du juge, audition dont l'attente avait provoqué, durant plusieurs mois, une grave « crise des ambassades » entre l'Iran et la France.

« Mohamed Mouhajer n'est pas le numéro deux de l'organisation terroriste », expliquait M. Bouloque au *Figaro*. C'est absolument faux. Ce réseau était, en fait, dirigé par Fouad Ali Saleh à qui l'on peut attribuer la totalité des attentats commis au mois de septembre 1986 à Paris. (...) M. Mouhajer a été mis en liberté pour les mêmes raisons qui m'ont conduit à laisser partir Wahid Gerdji, sauf qu'en ce qui concerne ce dernier il n'y avait même pas matière à inculpation. Wahid Gerdji connaissait lui aussi Fouad Ali Saleh, mais il avait rompu toute relation avec lui en 1984. Mohamed Mouhajer et Wahid Gerdji ont été absents de la phase préparatoire des attentats. »

## Selon la cour d'assises des Yvelines

## Un délai d'instruction de six ans n'est « pas déraisonnable »

La cour d'assises des Yvelines, présidée par M. Alain Dubreuil, a rejeté, jeudi 23 novembre, la demande de mise en liberté présentée par René Dubourg, vingt-huit ans, détenu préventivement depuis près de six ans, et qui invoquait l'application de l'article 5 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, selon lequel « toute personne arrêtée ou détenue (...) a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ou libérée pendant la procédure ».

Délinquant primaire, René Dubourg a été renvoyé devant la cour d'assises des Yvelines par un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles du 6 octobre 1989, pour répondre des crimes de tentative de meurtre et de tentatives de vol aggravé par port d'arme, ainsi que des délits de vol, association de malfaiteurs et infractions à la législation sur les armes. Dans l'attente de son procès, c'est la cour d'assises, siégeant sans jurés, qui se trouve compétente pour statuer sur sa demande de mise en liberté.

Après avoir rappelé qu'il s'agissait de deux attaques à main armée commises l'une à Neauphle-le-Vieux (Yvelines) le 4 novembre 1983, l'autre à Bruxelles le 6 décembre 1983, le président n'a pas caché son sentiment sur les lenteurs constatées, en répétant à plusieurs reprises : « C'est regrettable », avant de souhaiter qu'une réglementation vienne bientôt compléter les « lacunes » du code de procédure pénale.

Après un tel préliminaire, la plaidoirie de M. Jean-Yves Lifant semblait se présenter sous les meilleurs auspices. Aussi, l'avocat demandait à la cour de « sanctionner le dysfonctionnement de notre système pénal », qui avait conduit à une détention préventive « excédant le délai raisonnable ». Et, s'appuyant sur les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, M. Lifant demandait la mise en liberté de son client, en remarquant que si le jeu des grâces, intervenu depuis 1984, lui était appliqué, il aurait actuellement « exécuté » plus de neuf ans de prison.

Certaines locutions donnent lieu à des interprétations très libres. C'est le cas notamment de la notion de « délai raisonnable » et de celle de « trouble à l'ordre public ». L'avocat général, M. Henri Blondel, leur donna un sens radical, opposé à celui de M. Lifant. Aux yeux du magistrat, en commentant : « des actes criminels transfrontières », Dubourg « avait pris le risque des retards » dont il se plaint. Dans la même logique, ce serait donc un peu de sa faute si on a si longtemps recherché un complice qu'il n'a pas dénommé.

Mais l'argument suprême de l'avocat général était d'un autre ordre : il annonça à l'audience que Dubourg serait jugé à la première session de la cour d'assises du mois de février 1990 et qu'il convenait donc de le maintenir en détention jusqu'à cette date.

Après deux heures de délibération, la cour a rendu un arrêt conforme aux observations du parquet, en considérant que le délai d'instruction n'était « pas déraisonnable » et en justifiant principalement le maintien en détention par l'absence de garanties de représentation.

MAURICE PEYROT

## A Marseille

## Les parents de l'adolescente séquestrée ont été écroués

Inculpés de « mauvais traitements à enfant habituellement pratiqués, violences et vols de fait sur enfant hors d'état de se protéger, avec préméditation », les parents de Sophie, cette adolescente de quinze ans qui vivait dans un déshéras de 3 mètres carrés à Marseille, ont été écroués, jeudi après-midi 23 novembre, à la prison des Baumettes.

Le juge d'instruction a notifié cette double inculpation après avoir entendu séparément les parents. Leur fille a été placée, dès mercredi, dans un foyer spécialisé.

Ce dossier, « très délicat, complexe », selon M. Louis Bartolomei,

procureur de la République adjoint, a fait l'objet d'une attention particulière du parquet. Il semble, en effet, que les parents n'avaient pas conscience de la gravité de leur attitude vis-à-vis de leur enfant, ce qui explique qu'en un premier temps il avait été envisagé de ne pas engager de poursuites contre eux (le *Monde* du 24 novembre).

Les conditions de vie imposées à Sophie étaient, selon le procureur adjoint, « physiquement et psychologiquement inacceptables », et cette situation durait depuis plusieurs mois, a indiqué M. Bartolomei.

## Fayard gagne son procès contre l'éditeur américain de M. Walesa

Les éditions Fayard ont gagné le procès qui les opposait depuis plus de deux ans à l'éditeur américain Holt à propos des droits du livre de M. Lech Walesa, *Un chemin d'espoir*. Si Holt ne fait pas appel, le leader de Solidarité pourrait donc enfin toucher les droits américains de son livre, qui sont estimés à plus de 300 000 dollars.

Fayard avait acquis les droits mondiaux du livre de M. Walesa et avait revendu ceux de l'édition américaine à Holt. Mais, le contrat signé et le livre publié, l'éditeur new-yorkais avait contesté la propriété de Fayard et refusé d'honorer financièrement ses engage-

ments. Le jugement intervenu à New-York le lundi 20 novembre, indique un communiqué de la maison d'édition française : « donne pleinement raison à Fayard et condamne Holt à verser le montant des droits ».

M. Walesa, qui avait vivement manifesté son impatience, touchera sa part de ses droits — de l'ordre de 50 % de la somme — dès que Holt aura lui-même payé Fayard. Mais l'éditeur américain peut encore faire appel, ce qui, compte tenu des lenteurs de la justice américaine, priverait pour de longs mois encore le chef de Solidarité de ces dollars qu'il réclame avec véhémence.

par PHILIPPE BOUCHER

## JOURNAL D'UN AMATEUR

La bonne semaine qu'a dû vivre M. Rocard ! La superstition qui déconseillait d'être treize à table lui a permis de jouer dans la cour des Grands en étant invité au dîner de ces Douze qui étaient treize, grâce à M. Delors, ou à cause de lui. Comme quoi servir à quelque chose n'a pas que des désagréments.

Il y a dans la littérature enfantine un personnage de petit garçon — se nomme-t-il Poupou ou bien le petit Trot ? la mémoire flanche — à qui ses parents demandaient de tenir ce rôle pour éviter semblables embarras. Mais pour le petit garçon l'aventure ne dépassait pas le stade du rêve et se concluait à la cuisine, sans même le droit de goûter au dessert, le nombre des « grands » s'étant finalement arrêté à douze. Michel a eu plus de chance que Poupou.

Ce qui est amusant, soit dit sans méchanceté, c'est que, du temps de la cohabitation, il n'y aurait pas eu à tergiverser sur ce point. M. Chirac, qui suivait alors M. Mitterrand comme son ombre dans les relations internationales, aurait inévitablement été convié au festin, sans même qu'il eût besoin de taper du pied. Le statut d'opposant politique lui donnait des droits qui ne coulaient pas de source pour un homme de la majorité. Mais M. Rocard sait cela mieux que personne.

Encore qu'il soit permis de se demander si M. Mitterrand aurait pris la même initiative, compte tenu de la géométrie politique de l'époque. Plus généralement, une présidence française de la Communauté sous le règne de la cohabitation, ça n'aurait pas été triste. Non, infernal !

Mais on ne va pas faire de la politique-fiction-catastrophe à la manière de ceux qui, retenant un accident dont les conséquences sont restées minimes, décrivent à loisir le drame qui se serait produit si l'accident avait eu lieu la veille ou le lendemain, à 23 heures et non pas à midi, à Brest plutôt qu'à Nancy. Ne faut-il pas faire vibrer le public, même si les événements ne le justifient pas ? A l'Elysée, le 18 novembre, on a donc vu trotter M. Rocard et non pas galoper M. Chirac.

SANS que la présence de M. Rocard à ce dîner (ô combien officiel), ou son absence, eût été de nature à faire pencher l'Europe d'un côté ou d'un autre, il est tout de même curieux qu'une crainte parafolitaire de vingt siècles et d'origine religieuse (les treize convives de la Cène qui précède la Passion) puisse peser à ce degré dans une cérémonie qui ne réunissait que des laïcs et peut-être même quelques esprits forts. Les échotiers auraient glosé ? La politique de la France ne se fait pas sur le zéro.

Encore que la superstition soit à l'opposé de la religion, elle en est aussi l'inévitable compagne : parfois même la seconde se fait sa complice de la première. Combien de missionnaires s'en sont accommodés, ou bien de cultes profanes, pour mieux associer la foi qui apportait à des peuplades répugnées à l'ignorance de Dieu, quelque nom qui lui soit donné selon les confessions.

Cet européen dîner dont on n'a pas voulu qu'il fût à treize, c'était presque un clin d'œil à tout ce qui porte mitre, kippa ou turban. Comme si ceux-là avaient besoin d'un tel secours pour comprendre qu'ils ont décidé, par les temps qui courent, le vent pour eux.

Car c'est une vision singulièrement faussée de la réalité de croire, ou de le feindre, que l'Etat laïc n'est menacé que par les intégrismes : faussée et dangereuse. Raisonner à partir d'eux seuls, c'est présumer : 1) que leurs fidèles ne sont pas en nombre ; 2) qu'ils sont dans l'erreur et finissent par le reconnaître, à la manière, pour ce qui concerne le deuxième point, dont est considéré, par la classe politique, le Front national.

Au poste qu'il occupe, Mgr Lustiger ne peut être classé parmi les intégristes. On ne peut cependant ignorer les pressions qu'il exerce afin que l'école républicaine prenne davantage en compte la dimension religieuse, c'est-à-dire, pour lui, catholique, de la France et des petits Français. Il ne rencontre pas que des sourds.

## Superstition

Ne se raconte-t-il pas que le protestant Michel Rocard, qui mériterait si fort d'être catholique, entretient de bonnes et constantes relations avec le cardinal archevêque de Paris, et sur plus d'un sujet ?

A y bien réfléchir, on en vient à se demander ce qui sépare Mgr Lefebvre de Jean-Paul II. L'anticommunisme ? Il est plutôt présumé chez un Polonais. La sexualité, le sida, l'avortement, en un mot l'effreuse permissivité ? Les récentes déclarations du pape à ce propos n'avaient pas lieu de provoquer la fureur du prélat d'Écône. La messe en latin ? Le rite de saint Pie V (1) a été autorisé dans certaines églises qui ne sont aucunement en rébellion avec Rome.

La distinction facile et rassurante entre le condamnable intégrisme et la respectable religion ne tient debout que sous bénéfice d'inventaire. Il y a de la tête de pont dans ce qui est dénoncé, y compris par les religions, sous le nom d'intégrisme.

LES religions seraient-elles si hardies pour s'avancer sur un terrain que le Christ lui-même écartait (« Rendez à César... »). « Mon royaume n'est pas de ce monde. » si elles ne sentaient, si elles ne voyaient l'Etat hésitant, incertain, divisé sur une question dont sa nature même dépend ?

La première défaite publique, c'est évidemment celle de 1984. Il ne pouvait en être autrement. Confondant école privée et école confessionnelle (les adversaires accrochant la confusion en postulant que l'école publique s'opposait à l'école libre), le gouvernement de M. Mauroy avait engagé l'affaire en dépit du bon sens. Il n'a eu que ce qu'il méritait.

Post-scriptum. Une publicité télévisée qui aurait pu éveiller l'esprit de censure du CSA, si aigu parfois, tant elle est déplaisante, montre un détenu obtenant en fraude une pile Wonder afin d'écouter sur son magnétophone les cris de son bébé qui n'est évidemment présent à ses côtés que sous l'apparence d'une photo. Il y a des récompenses pour les publicités de qualité, que ne crée-t-on un prix symétrique pour dénoncer les autres !

(1) Il faut vraiment être ignorant de la vie de ce pontife sanguinaire, inspirateur entre autres du massacre de la Saint-Barthélemy, pour voir encore en lui un saint.

## Confusion homonymique à la prison Saint-Joseph de Lyon

## Valentin père, Valentin fils

LYON  
de notre bureau régional

« C'est pas moi, c'est l'autre !... » De mémoire de gardien de prison on n'avait sans doute jamais entendu un détenu rouspéter comme ça au moment de sa levée d'écot. Ce genre de protestation s'entend parfois dans les sas d'entrée, jamais dans celui de sortie. Et comme les explications de Valentin Lecorvec sur une prétendue confusion de personne étaient elles-mêmes confuses les surveillants de la maison d'arrêt Saint-Joseph de Lyon s'en tinrent pas compte. Son histoire n'ayant pas vraiment de sens, on l'ajouta.

Le prisonnier libéré, qui, mercredi 22 novembre, se retrouva, presque malgré lui, sur le trottoir duquel Perrache n'était effectivement pas le bon. Incarcéré, cinq jours plus tôt, par un juge d'instruction

de Lyon, pour une banale affaire de vol et de recel, ce Valentin Lecorvec-là, âgé de trente et un ans, aurait dû le rester quelques temps.

Dans le même dossier, le même magistrat avait en revanche estimé pouvoir remettre en liberté, sous contrôle judiciaire, un homme de soixante et un ans, inculpé et écroué plusieurs mois auparavant, et dont la responsabilité semblait minime. Ce libérable, s'appelait également Valentin Lecorvec. Rien que de très naturel : il est le père de l'autre. Et Valentin est un si joli prénom...

Les surveillants de Saint-Joseph n'ont pas de vrai souci à se faire. Si Valentin Lecorvec père a bien été libéré, jeudi matin, Valentin junior est — selon son avocat, M. Olivier Renaud — tout disposé à regagner sa cellule. La justice sera sauve.

R. B.

Robert LAFFONT Éditeur  
Un livre couronné par l'Académie Française

Spoerry: "L'Architecture Douce" Un livre polémique. Aimez-vous ce qui s'est construit depuis 40 ans ?



## SOCIÉTÉ

### FAITS DIVERS

Après une enquête méthodique

#### La gendarmerie de l'Oise a identifié le meurtrier présumé d'une touriste anglaise

Le meurtrier présumé de Fiona Jones, une jeune Anglaise disparue le 14 août dernier dans la forêt de Compiègne (Oise), a été identifié, jeudi 23 novembre, d'assassinat par le juge d'instruction chargé de l'enquête, M<sup>me</sup> Isabelle Pagenelle, et écroué à la maison d'arrêt de Compiègne. Agé de vingt-deux ans, M. Frédéric Blancke, manipulateur radio dans une clinique de la ville, a reconnu les faits, sans toutefois révéler l'endroit où se trouvait le corps, ni les motifs exacts de son geste.

Fiona Jones, institutrice à Kingsbury, âgée de vingt-cinq ans, avait disparu alors qu'elle se rendait à bicyclette de Bellengise, où elle séjournait avec son époux, Mark, vingt-sept ans, consultant en aménagement de terrains de golf - à Compiègne, distant d'une quinzaine de kilomètres. Selon les enquêteurs, elle aurait rencontré en chemin Frédéric Blancke. Après l'avoir assommée et chargée dans la voiture, ce dernier aurait assassiné la jeune Anglaise, avant de se débarrasser du corps, mais en perdant, sur place, une de ses chaussures, retrouvée sur les lieux par les gendarmes.

Cette chaussure et le témoignage de deux agriculteurs ayant vu démarrer en trombe une voiture à proximité du lieu de disparition de la victime ont permis, après trois mois d'enquête méthodique, de confondre le meurtrier présumé, qui a été interpellé, mercredi après-midi sur son lieu de travail. Tout en

contrôlant les propriétaires des quelque mille cinq cents véhicules du même type de la région, les gendarmes avaient également identifié les quelque mille acheteurs de ce modèle de chaussures dans toute la France. Ils devaient finalement découvrir qu'une paire avait été vendue en avril à Dieppe à un homme propriétaire d'une voiture du type recherché, Frédéric Blancke.

Enquête à Cannes sur une affaire d'attentats à la pudeur

#### Le directeur du Centre international de danse est présenté au juge d'instruction

CANNES  
de notre correspondant régional

Après avoir été interpellé, la veille, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte sur d'éventuels attentats à la pudeur sur des élèves du Centre international de danse Rosella Hightower, à Cannes, le directeur de cet établissement, M. Jean-Luc Barsotti, a été présenté, dans la matinée du vendredi 24 novembre, à M. Jean-Paul Renard, juge d'instruction à Grasse, chargé du dossier. Cinq enseignants du centre, également placés en garde à vue en même

temps que M. Barsotti, avaient été remis en liberté jeudi après leur audition par les gendarmes de la section de recherches d'Aix-en-Provence.

Des rumeurs sur une affaire de mœurs concernant l'école de danse fondée par Rosella Hightower, ancienne danseuse étoile et ancienne directrice de la danse à l'Opéra de Paris, seraient parvenues, il y a plusieurs mois, au parquet de Grasse, qui avait ordonné une enquête préliminaire puis ouvert une information judiciaire. Au terme de discrètes investigations, les gendarmes de la section de recherches d'Aix-en-Provence, agissant sur commission rogatoire du juge Renard, ont lancé, mercredi 22 novembre, une véritable opération coup de poing menée par une trentaine d'hommes. Ils ont notamment perquisitionné au Centre de danse, qui a été momentanément fermé, et aux domiciles des six personnes interpellées. Plusieurs élèves ont été entendus, individuellement, au cours des journées de mercredi et jeudi.

Ces investigations ont généralement suscité des réactions de surprise, voire d'indignation, certaines familles ne cachant pas, toutefois, qu'elles se doutaient qu'il se passait quelque chose.

Arrivée de Paris, jeudi, Rosella Hightower s'est déclarée « stupéfaite » par l'affaire qui a éclaté dans son école. « Je ne comprends rien à cette histoire dont j'ai été la dernière à être informée, s'est-elle ajoutée. Je suis pourtant là en permanence. Ce sont des choses que je n'arrive pas à imaginer. » Faisant allusion à M. Barsotti, qui est soupçonné d'avoir organisé des « soirées » avec des garçons à son domicile, elle l'a décrit comme « un garçon toujours impeccable ».

GUY PORTE

Après la mort d'un animateur

#### Tension entre les jeunes immigrés et la police des Mureaux (Yvelines)

L'annonce de la mort d'un animateur de dix-huit ans, suite de l'interpellation du président d'une association locale, a déclenché la colère des jeunes immigrés des Mureaux. Une information pour recherche des causes de la mort a été ouverte jeudi 23 novembre.

Le quartier des musiciens, une cité populaire des Mureaux, dans la banlieue ouest de Paris, a retrouvé son calme. La journée du mercredi 22 novembre, a pourtant été marquée par un début d'émeute. La découverte du corps du jeune Kamel Tedrit, trouvé pendu à la barre de buts d'un terrain de football, tôt le matin, par les enfants du quartier, avait mis le feu aux poudres. Alors que M. Mohamed Hocine, président d'une association locale Solact (Solidarité-active) à laquelle appartenait le garçon de dix-huit ans, était interrogé par la police, une trentaine de sympathisants ont fait le siège du commissariat. Ils réclamaient la « libération » de M. Hocine et des « explications » sur la mort de Kamel. L'arrivée de renforts policiers les a fait fuir vers un centre commercial tout proche. Des bagarres ont ensuite éclaté entre les jeunes et le personnel de surveillance, au cours desquelles deux agents de sécurité ont été blessés.

Pour éclaircir les circonstances du décès, le parquet a ouvert, jeudi 23 novembre, une information pour « recherche des causes de la mort ». L'hypothèse du suicide

n'est qu'une « thèse parmi d'autres », selon le directeur départemental des polices urbaines. Pour M. Hocine, président de Solidarité-active, le suicide de Kamel est « inimaginable ». « Il est parti mardi soir, vers 23 h 30. Nous préparions une fête pour l'inauguration du local. Il nous a dit : « à demain ». Il était heureux car, ce jour-là, il devait signer un contrat de travail à la maison de quartier de Bécheville. » TUC, vacataire lors des opérations estivales de prévention de la délinquance, le jeune homme avait déjà travaillé pour les services municipaux, donnant toujours satisfaction. Le samedi précédant sa mort, l'entrevue d'embauche avait également été posée.

Après une adolescence difficile (il avait usé de drogues dures et fait un séjour en prison), Kamel avait trouvé, semble-t-il, un certain équilibre, en partie grâce à l'association créée en juin dernier aux Mureaux. Kamel, titulaire d'un brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur, faisait partie de l'équipe depuis le début.

A l'annonce de sa mort, M. Hocine s'est précipité sur le terrain de foot. Le corps avait déjà été décroché. Il a voulu prendre des photos, les policiers l'en ont empêché. Une rixe s'en est suivie, qui a abouti à l'inculpation de M. Hocine pour « coups et blessures » et « voies de fait ». Un peu amer, il parle de « la tension qui existe depuis toujours entre les policiers et les jeunes immigrés du quartier. Surtout depuis la création de l'association ».

J. R.

### REPÈRES

#### UNIVERSITÉ Grève d'étudiants à Villetaneuse

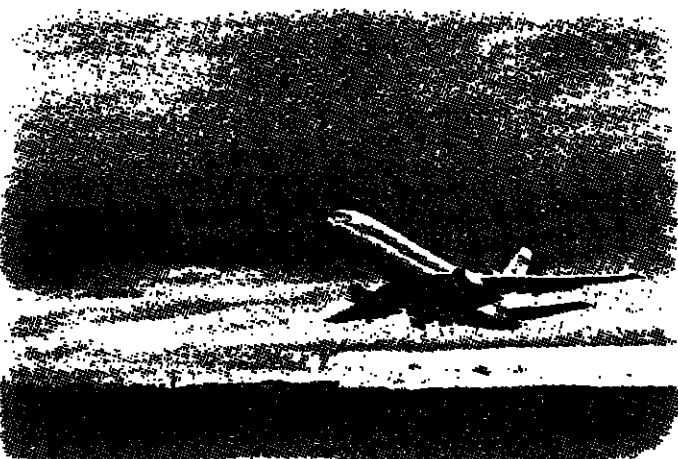
L'université de Villetaneuse (Paris-XIII) avait défrayé la chronique de la rentrée universitaire en installant, sur son campus, un chapiteau destiné à accueillir les étudiants de première et de deuxième année de droit (le Monde du 18 octobre). Cette solution d'attente, avant la fin des travaux de rénovation du grand amphithéâtre de l'université, n'est plus du goût des étudiants. Jeudi 23 novembre, ils ont voté une grève des cours de vingt-quatre heures reconductible, pour protester contre leurs conditions d'études (mauvaise sonorisation, chapiteau glacé le matin). Cette mauvaise humeur, estime-t-on à la présidence de l'université, devrait s'apaiser rapidement avec la réouverture du grand amphithéâtre le 5 décembre. Une gestion plus serrée des plannings et un déboulement des cours (à condition de disposer rapidement d'une dotation

plus importante d'heures complémentaires) devraient permettre d'accueillir tous les étudiants dans des conditions moins aléatoires.

#### NUCLÉAIRE Mise en route d'une nouvelle unité de La Hague

La nouvelle unité UP3 de retraitement des combustibles nucléaires irradiés de La Hague (Manche) est entrée en service jeudi 23 novembre. D'une capacité de 600 tonnes par an, elle est intégralement financée par des compagnies d'électricité étrangères (quatorze allemandes, onze japonaises, quatre suisses, une suédoise, une belge et une néerlandaise) qui ont avancé l'argent de la construction et de l'exploitation jusqu'en 1999, contre le retraitement en dix ans de 7 000 tonnes de leurs combustibles usagés.

Ce soir,  
un bon dîner, un bon  
film et dodo !



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION FRAIS ET DISPOS. AUSSI AIR AFRIQUE A PRIS LA PEINE D'EN FAIRE UN PEU PLUS : COMME PAR EXEMPLE PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DINER DE QUALITÉ, DES BOISSONS GRATUITES, UNE SÉLECTION DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS, DE NOMBREUX MAGAZINES. Bref un LUXE DE PETITS DÉTAILS POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN. CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

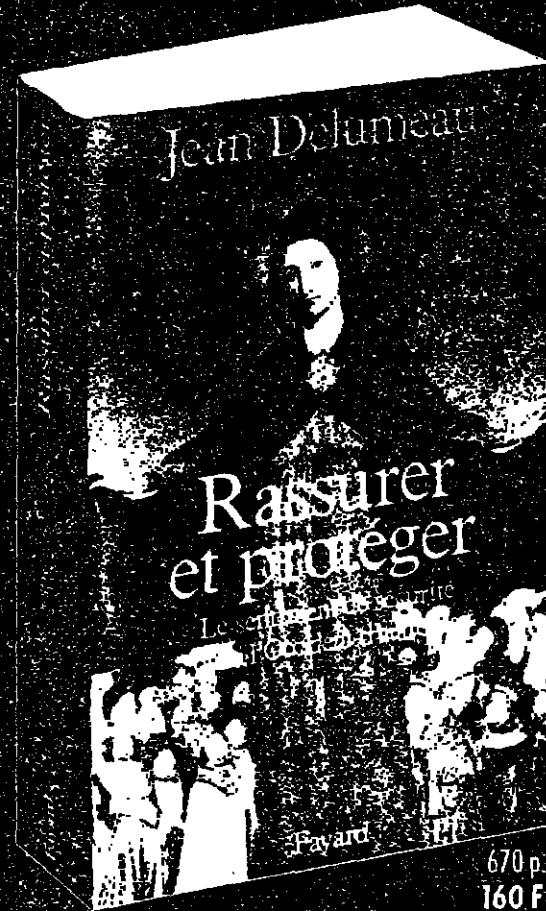
**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

## DELUMEAU

Après La Peur en Occident, Le Pêché et la Peur, Jean Delumeau poursuit son enquête dans cette longue «renaissance» qui - symboliquement - se voudra passage de l'angoisse aux Lumières... Un matériau considérable, inédit et surprenant... Ce livre témoigne d'une vie spirituelle et d'une chaleur sensibles aux vrais débats du temps présent.

J.-M. de Montremy, La Croix



L'Histoire  
che-  
**FAYARD**

670 p.  
160 F

هكذا من الالهي

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

Le débat sur l'immigration

L'école... après le voile

Suite de la première page

Le Conseil d'Etat a hérité du bébé sans trop d'émotion. Cette institution vénérable s'est maintes fois prononcée dans le passé sur des affaires de laïcité, notamment entre 1880 et 1914. Y compris les plus délicates. Mais sa tâche, cette fois, est moins aisée puisqu'il s'agit de l'islam, un sujet neuf, pour lequel il n'y a ni jurisprudence ni textes de loi.

« Jadis, à propos de la laïcité et de l'Eglise, c'était une France contre une autre », constate M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat. Aujourd'hui, c'est encore un affrontement, mais à propos d'un tiers. Et le fait que des mineurs soient en cause dans l'affaire des foulards ne facilite pas les choses : il faut naviguer dans cette mer encore très incertaine que sont les droits réciproques de la famille et de l'enfant.

Il aurait été plus facile de trancher une affaire de foulards au contentieux, en tenant compte de l'âge d'une élève, des motivations de ses parents, des conditions posées par un chef d'établissement... Là, le Conseil

d'Etat est invité à se prononcer, de manière générale, sur la présence à l'école « de signes religieux, tels que les foulards ». Où commencent les signes religieux ? A partir de quelle taille ? Imagine-t-on une liste des objets défendus ? Et comment parler du voile islamique sans parler par exemple de la kippa juive ?

Pour instruire ce dossier si délicat, un rapporteur a été choisi de manière encore plus discrète que d'habitude. Il devait présenter la conclusion de ses travaux devant la section de l'intérieur pour permettre ensuite à l'ensemble des conseillers d'Etat — une centaine — de voter en assemblée générale. L'avis transmis au gouvernement, que celui-ci s'est engagé à rendre public, ne se limitera pas à un « oui » ou un « non ». Il n'occupera pas pour autant un volume. « Quelques pages », nous précisait-il y a deux semaines M. Marceau Long, en ajoutant : « Nous n'avons pas l'habitude de donner des réponses de Normand. » Le vice-président du Conseil d'Etat commence à bien connaître le problème de l'islam et de l'immigration pour avoir habilement présidé, en 1987, la commission des sages sur la réforme du code de la nationalité. « Les questions qui sont posées au Conseil, remarque-t-il, ne sont souvent que la partie visible de l'iceberg. » On ne saurait mieux dire à propos du foulard islamique.

Laïcité et intégration

C'est d'abord vrai à l'école, comme le montre le conflit de Noyon, qui est plus intéressant que celui de Creil. Il ne s'agit pas seulement d'une affaire de foulard mais du refus, par des familles musulmanes, de laisser leurs enfants suivre certains cours, comme les sciences naturelles, la gymnastique ou la musique. Ce n'est pas non plus un conflit déformé par la médiatisation : à en croire les enseignants, un dialogue discret avec les familles avait commencé dès 1986. C'est devant l'échec de ces efforts de persuasion que les élèves ont été empêchés d'entrer en classe. Les chefs des établissements concernés peuvent se retrancher derrière la déclaration de M. Jospin qui affirmait

très clairement le 25 octobre : « Nulle famille, nul enfant, ne peut décider qu'il n'ira pas à tel ou tel cours : cela pourrait justifier une exclusion de l'école. »

Quel que soit l'avis du Conseil d'Etat sur les foulards, il sera difficile de stopper deux débats qui ont été relancés par cette affaire. L'un porte sur la laïcité ; l'autre, sur l'immigration. Les deux thèmes figurent en bonne place dans toutes les contributions socialistes en vue du prochain congrès du parti.

A propos de la laïcité, deux mots reviennent en permanence, que les auteurs des contributions s'efforcent de renvoyer dos à dos : fanatisme et intolérance, tandis que, pour les immigrés, le maître-mot est intégration. Mais, au-delà de ces débats théoriques, il faudra très vite trancher des questions très concrètes.

En matière scolaire, quelle attitude adopter à l'égard des élèves musulmans qui ne respectent pas les règles définies par le ministère de l'éducation nationale ? Et quelle réponse apporter aux associations islamiques qui réclament l'ouverture d'écoles privées ?

En matière d'immigration, le sujet le plus brûlant est celui du droit d'asile. Le gouvernement semble décidé à réformer les procédures actuelles pour mettre un frein à des demandes qui dépasseront les soixante mille cette année. Mais d'autres décisions interviendront très prochainement pour renforcer la politique d'intégration des immigrés. Ne serait-ce que pour prendre, de vitesse, une opposition qui, aujourd'hui, se pose aussi bien en défenseur de la laïcité que de l'intégration.

ROBERT SOLÉ

A l'Assemblée nationale

Le groupe centriste demande la création d'une commission d'enquête sur le statut de réfugié

M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) a déposé jeudi 23 novembre, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur « les causes et les conséquences du dérèglement de la procédure du statut de réfugié en France ». Observant que le nombre de demandes d'asile politique en France devrait s'établir à soixante mille en 1989 alors qu'il n'était que de trente-quatre mille trois cent cinquante-deux en 1988 et vingt-sept mille six cent soixante-deux en 1987, M. Hyst estime que cette progression est « préoccupante », d'autant qu'elle ne correspond pas à une réelle modification de la situation politique de la plupart des

pays d'origine. Une partie importante de ces demandes s'expliquerait en fait, selon M. Hyst, « par des raisons exclusivement économiques ».

« Si notre pays a toujours exprimé son grand attachement à sa longue tradition de terre d'asile, explique le député centriste, elle ne peut en revanche légitimement admettre que ce droit soit manifestement détourné de sa seule vocation : celle d'accueillir les personnes persécutées pour des raisons politiques. » M. Hyst ajoute qu'un « tel détournement de procédure met en péril l'ensemble du système sur lequel repose le droit d'asile ».

Les dixièmes Rencontres notariales de Maillot

Des héritages en peau de chagrin

Les dixièmes Rencontres notariales de Maillot auront lieu, samedi 25 novembre, au Palais des congrès à Paris. Trois cents notaires membres du mouvement Jeune Notariat et des Notaires de France se tiendront cette année encore à la disposition du public et offriront gratuitement leurs services aux Parisiens de 10 heures à 19 heures. On pourra poser des questions sur une ligne téléphonique spéciale au 46-40-20-20.

« Nous ne voulons plus de l'image du notaire-notable que l'on n'ose pas déranger. Le notaire n'est pas seulement un officier public chargé d'authentifier les actes, c'est un professionnel proche de tous les problèmes quotidiens, qu'il ne faut pas hésiter à consulter avant de passer un contrat ou préparer une succession... », explique M<sup>me</sup> Sylviane Plantelin, notaire à Saint-Germain-en-Laye. « Cela élargit en effet bien des amis, car la législation n'est pas toujours facile à appliquer. Il est préférable de consulter avant, plutôt que de s'exposer à des difficultés et de s'enfermer dans des engagements dont les conséquences risquent d'être coûteuses. »

Comme chaque année un thème central a été choisi : cette fois il s'agit de l'héritage. Pour tout ce qui touche la mort, les Français font l'autruche, du moins jusqu'à un certain âge. Mais les décès sont par nature imprévisibles et souvent de petites entreprises ou des particuliers se trouvent en difficulté parce que la succession ou l'héritage n'a pas été réglé ou l'a été mal. Tous les sondages montrent que peu de Français savent, par exemple, que dans le cas d'un mariage sous le régime de com-

munaute des biens réduite aux acquêts (mariage type sans contrat spécial) lors du décès d'un des conjoints, le survivant ne peut hériter que d'un quart de la part du défunt, et encore... en usufruit (autrement dit il en a l'usage et non la propriété).

Prenons l'exemple d'un couple marié sous le régime cité précédemment et n'ayant pas pris de disposition spéciale en cas de décès. Le couple possède en commun un appartement d'une valeur de 1 800 000 F, ainsi que 200 000 F de liquidités. Lorsque l'un des conjoints meurt, le survivant ne peut prétendre qu'à la moitié du bien qui lui revient de droit, 1 million plus un quart de la part restante, soit l'équivalent de 250 000 F. Le solde sera partagé entre les enfants, ou, lorsqu'il n'y en a pas, entre les ascendants de la personne disparue (père, mère). Si ces derniers sont déjà morts, entre ses frères et ses sœurs sinon ses neveux et nièces. Le conjoint, lui, arrive après ces derniers et avant les cousins ! Autrement dit, le conjoint survivant peut être obligé de vendre son propre domicile pour pouvoir rembourser les héritiers plus ou moins proches. Comme le souligne M<sup>me</sup> Plantelin, « voilà un moment d'insouciance qui peut coûter cher et surtout ajouter à la souffrance de ceux qui restent ».

Concubins vulnérables

Le cas des personnes vivant en concubinage est encore plus dramatique car ces derniers n'ont aucun droit en matière d'héritage. Le survivant est considéré comme une personne étrangère et doit donc payer les droits les plus élevés (60 %). Notons au passage que, selon le mouvement Jeune Notariat, les charges qui pèsent sur les héritiers directs en France sont les plus élevées d'Europe. Elles peuvent monter jusqu'à 40 % « et l'abattement n'est que de 275 000 F ».

Prenons le cas d'un couple vivant en concubinage n'ayant pas d'enfant. Chacun travaille, le logement est loué et mis « au nom de Monsieur ». Leurs seuls biens se limitent au mobilier. Survient le décès du concubin. Non seulement la survivante n'a aucun droit sur la location de l'appartement (le bail n'est pas à son nom) mais elle peut être dépossédée de tout son mobilier s'il ne lui est pas possible de fournir la preuve que celui-ci lui appartient.

Scénario catastrophe ? Malheureusement non. Les notaires sont intermédiaires sur les récents de couples ou de familles imprévues. Ainsi il arrive trop souvent que des commerçants ou des petites entreprises familiales doivent déposer leur bilan car les survivants ne peuvent pas payer les droits de succession.

« Pourtant il existe des solutions qui peuvent éviter des conflits entre héritiers ou d'ajouter à leurs difficultés matérielles. » Il est par exemple possible de donner, de son vivant, un coup de pouce à ses enfants qui débutent dans la vie, ou bien de préparer une succession (lorsque l'un des enfants s'intéresse à l'entreprise) sans léser quiconque et cela grâce à la donation-partage. On arrête la valeur des biens le jour de la donation (c'est sur cette valeur que sont calculés les droits de succession ce qui évite d'être taxé plus tard sur la plus-value). Ceux qui donnent conservent l'usufruit de leur bien. Ni eux ni plus tard leurs héritiers n'auront à payer d'impôt sur la transmission de l'usufruit.

Dans le cas de conjoints qui veulent se protéger sans désavantager leurs enfants, il est possible de faire un don au dernier vivant, c'est-à-dire d'accorder au survivant l'usufruit des biens. La totalité revient aux autres héritiers lors du décès du deuxième conjoint.

Il est bien évident qu'à chaque situation la réponse est différente. Comme l'explique M<sup>me</sup> Plantelin : « Nous ne faisons pas du prêt-à-porter mais du sur-mesure. » D'où la nécessité de s'informer pour bien choisir.

CHRISTIANE CHOMBEAU

MÉDECINE

Dans une enquête du « Chicago Tribune » sur la découverte du virus du sida

Le professeur Robert Gallo gravement mis en cause

Il s'appelait Frédéric Brugère et il est mort l'an dernier dans un hôpital parisien à l'âge de trente-huit ans. Inconnu du grand public, il était connu du petit monde des scientifiques spécialisés dans la recherche sur le sida sous le nom de code BRU. Quelques jours avant sa mort, son médecin, le professeur Willy Rosenbaum, lui avait remis une copie d'un article paru dans la revue américaine Science. Dans cet article historique — il s'agissait de l'annonce par l'équipe du professeur Luc Montagnier de la découverte du virus du sida — il était dit que c'était sur le « patient BRU » qu'avait été isolé ce virus...

Cette anecdote est extraite de l'extraordinaire enquête réalisée pendant près de deux ans par le journaliste américain John Crewdson, Prix Pulitzer 1981, et qui a été publiée le 19 novembre sous le titre « The Great AIDS Quest » dans le Chicago Tribune. Pas moins de seize pages de ce quotidien, cinquante mille mots, pour raconter par le détail l'histoire — véridique — de la découverte du virus du sida. Une manière de rendre justice

à l'équipe du professeur Montagnier, et tout particulièrement à Françoise Barré-Sinoussi, à qui l'on doit en réalité la découverte du virus HIV, mais aussi un véritable réquisitoire contre le professeur Robert Gallo, accusé d'avoir voulu récupérer à son profit la découverte du virus du sida.

Pour raconter cette aventure scientifique, où parfois le sordide, la ruse et l'intimidation l'emportent sur la réflexion scientifique proprement dite, John Crewdson a interrogé cent cinquante personnes, épluché cinq mille pages de documents. Mais, en dépit de demandes répétées, il n'a jamais pu rencontrer ni Robert Gallo ni ses principaux collaborateurs, parmi lesquels Myron Essex, William Haseltine, Flossie Wong-Staal et Mikulas Popovic. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait, que, comme l'écrit Crewdson, « ce qui s'est passé dans le laboratoire de Robert Gallo durant l'hiver 1983-1984 est un mystère qui ne sera sans doute jamais élucidé. Mais à l'évidence il s'agissait soit d'un accident, soit d'un vol ».

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

A L'EST

GAZETA est le premier quotidien indépendant à paraître dans les pays d'Europe de l'Est.

Il faut savoir ce que cela veut dire pour des personnes privées d'informations depuis de longues années :

Avec ce journal, les Polonais ont, depuis mai 1989, la possibilité de savoir ce qui se passe et de communiquer entre eux. Adam MICHNIK, rédacteur en chef, et son équipe ont, avec des moyens de fortune, réussi le tour de force incroyable de créer ce quotidien et de le diffuser à 550 000 exemplaires.

Pour poursuivre cette aventure, consolider cette entreprise et répondre à l'attente de plus d'un million de lecteurs, il faut d'autres moyens.

**Vous pouvez, vous, lecteurs du Monde, prolonger le geste de votre journal.**

La liberté n'attend pas. Adressez-vous sans tarder votre soutien à : l'Association Solidarité France-Pologne, 18, rue de Varenne, 75007 Paris, à l'ordre de Solidarité France-Pologne-La Gazette.

L'Association Solidarité France-Pologne est mandatée par Adam MICHNIK pour représenter les intérêts de Gazeta en France.

Jacques Le Goff  
Historien  
Président du Comité 5000 scientifiques pour la Pologne

Piotr Slonimski  
Président de Solidarité France-Pologne  
Membre de l'Institut

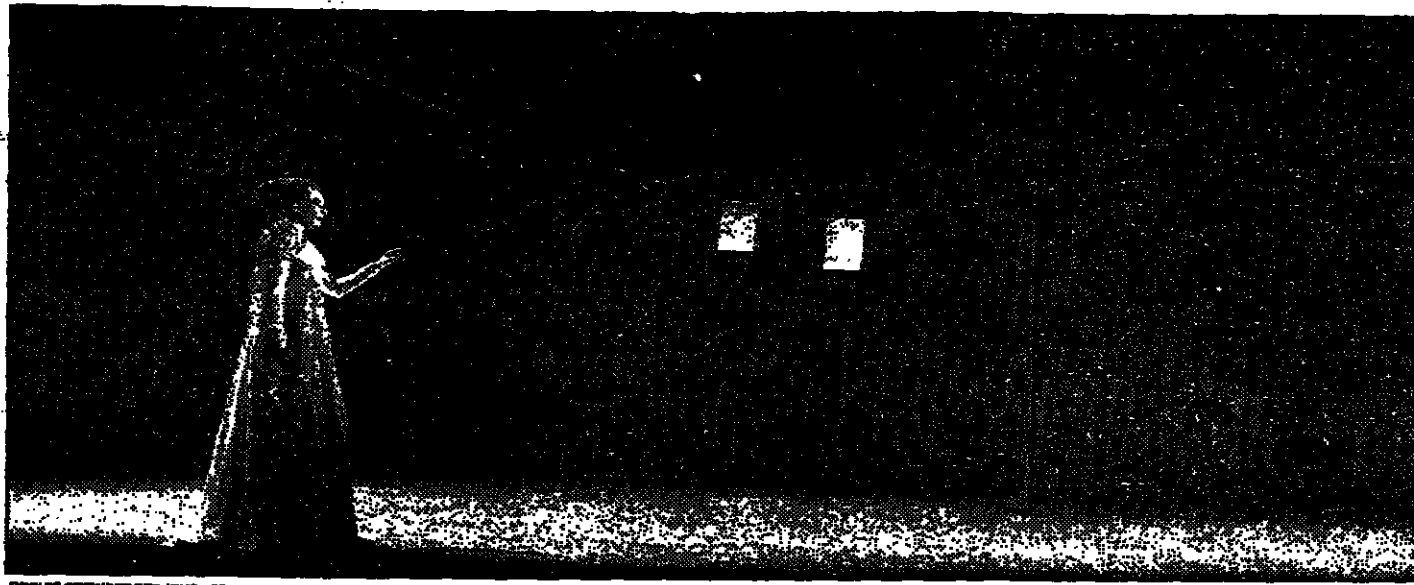
CCP 1431804 P PARIS



## THÉÂTRE

## Goethe dans le miroir du Tasse

Bruno Bayen met en scène à l'Odéon « Torquato Tasso » où Goethe s'identifie à l'auteur de « la Jérusalem délivrée »



SONNE STERNBERG/ENLÉVAND

Muriel Mayette, la Princesse

« L'univers d'un grand poète dramatique est un monde où le créateur est partout présent, et partout caché », a dit Thomas Stearns Eliot. Entendre Torquato Tasso de Goethe, c'est se sentir atteint par la présence, la voix, la conscience d'un homme qui est là, dont chaque mot est comme un élan du ciel, et qui n'est pas là, qui s'est effacé, laissant les signes d'un jeu. Parce que les signes, c'est plus libre. Plus beau. Pour être sincère, ces deux heures de théâtre sont d'une grandeur si rare qu'il faudrait cette fois ne rien dire, ou juste dire : « Oui, allez l'enlever. » Ou dire, comme la Princesse qu'aime Torquato Tasso : « Accorde-moi cette joie de te dire sans une parole ce qui se passe en moi. »

« J'avais la vie de Tasso, j'avais ma propre vie. Je fis un tout des traits de ces étranges figures », dit Goethe à Eckermann.

Torquato Tasso, le Tasse, comme nous l'appelons, publia « Jérusalem délivrée » à trente ans, en 1574. Goethe a le même âge lorsque lui vient l'idée d'écrire cette pièce, en 1779. Il vient juste d'avoir un entretien avec M<sup>me</sup> de Stein. Il a rencontré, quatre ans plus tôt, en arrivant à Weimar, cette femme, mère d'un septième enfant. Il en est fou. Elle lui fait le don de son amitié, et les tensions, les amis, ont cru qu'il écrivait son *Ipigénie*, en 1778. Goethe disait son assentiment à ce gentleman's agreement, si l'on ose dire. Mais non. Il n'acceptait pas.

Et voici qu'il tombe sur un livre, une biographie du Tasse. Torquato Tasso vit à la cour du duc de Ferrare, comme Goethe auprès du duc de Weimar. Torquato Tasso se heurte à la vertu d'une princesse qui est peut-être la sœur du duc. Goethe souffre de la sévérité de la baronne de Stein.

Tasso n'avait pas la chance de jour de la paix de l'esprit. L'inquiétude lui serait le cœur. Il s'en allait d'une ville à l'autre, cherchant où respirer à fond. Il fallait le soigner à plusieurs reprises. Ces douleurs s'accompagnaient, à l'occasion, de certaines façons d'être, de certains manques : Goethe, écrivain son image du Tasse, aurait pu passer ces choses-là, l'irresponsabilité, les caprices, les boulimies, les enfantilages, sans silence. Non : il ne fait grâce de rien.

Mais l'hospitalité du duc, le désir fixe de la bien-aimée, filent entre les doigts de Goethe, il lui faut une pierre d'appui, il la trouve ou il l'invente : dans la pièce, c'est un homme appelé Antonio, un ministre du duc. Il y avait, à Weimar, des hommes qui n'admettaient pas Goethe, des Fritsch, des Götz. Mais Antonio, c'est autre chose. Une amie de la Princesse, dans la pièce, dit très justement de Tasso et de cet Antonio : « Ils sont ennemis parce que la Nature n'a pas fait d'eux un seul homme. »

Assez âgé déjà, pragmatique, un peu dur, homme d'Etat on ne peut plus avisé et capable, Antonio n'a pas la moindre indulgence pour les paresseux, les faiblesses, de Torquato Tasso. Il se reconnaît, aussi, jaloux des lauriers que gagne le poète, jaloux de l'affection que lui prodiguent les femmes, même si ces femmes, comme la Princesse, gardent un quant-à-soi. Mais rien n'est moins sûr que ces jalousies avouées d'Antonio. Plus certainement, Antonio est un poète, peut-être, si sa vie est autre, du moins y révéle-t-il. Et puis rien ne nous dit, sous la plume de Goethe, qu'Antonio ait un fils. Antonio a pour Tasso un on ne sait quel de paternel, en tout cas un élan, contrarié, tendre, ancré.

Torquato Tasso prend Antonio en grippe. Il croit le haïr. Il refuse ses leçons. Ce faisant, il dit : « Antonio a tout ce qui me manque » Goethe n'hésite pas à enlaidir ces deux hommes quand ils se trouvent en face du duc, chacun séparément : ils médisaient l'un de l'autre.

Cela laisse un goût étrange, car il semble bien que Goethe, plus il précise les figures de Tasso et d'Antonio, se rapproche de lui-même et même homme, qui est Goethe aussi, avant tout. Alors tout se passe presque comme si Goethe, ainsi qu'il le dit, « était en quête de quelque chose que lui-même ne connaît pas ».

S'il fallait donner une idée, une image, de cette pièce, Torquato Tasso, à qui ne l'a pas vu encore, à qui ne le verra pas parce qu'il vit loin de Paris, qui alors il faudrait effacer tout ce qui est écrit ci-dessus, parce qu'en vérité cette pièce de Goethe, c'est autre chose : c'est, pour le spectateur, le sentiment étrange d'un

accord, d'un partage, avec une conscience infinie. Avec un esprit, l'esprit de Goethe, qui est habité de richesses sans nombre, de splendeurs sans nombre, mais qui fait tout cela, car il ne veut pas peser, il offre avant tout une gentillesse, une grâce, une élégance, une clarté. C'est impossible à raconter, c'est la Nature entière et nue, c'est la liberté de l'esprit, c'est impalpable et bouleversant.

Bruno Bayen est l'entrepreneur, entre cette pièce et nous. Bruno Bayen est un poète lui aussi, cela en fait trois le même soir. Le terme « metteur en scène » ne convient pas tout à fait, car ce terme appelle une installation, une intervention. Bruno Bayen s'efface, comme il est, indique juste des points de repère, comme un explorateur indiquerait

les points d'eau. Il oriente les acteurs, Grégoire Oestermann (Tasso), Marcel Bozonnet (Antonio), Philippe Girard (le Duc), Muriel Mayette (la Princesse), Catherine Hiegel (son amie), et ces acteurs en effet sont les ambassadeurs impeccables d'une imagination. Mais les herbes du jardin (décor de Michel Millecamp), la soie de neige d'un corsage (costumes de Rosalie Varda), le jour qui change (lumière de Marie Nicodas), participent d'un même bonheur. Incomparable bonheur de cet art du théâtre, lorsqu'il va si simple, et si haut.

MICHEL COURNOT

► Odéon, du mardi au samedi, 20 h 30, dimanche 15 heures. Tél. : 43-25-70-32.

## Des oiseaux dévastateurs héritiers d'Aristophane

Jean-Pierre Vincent retrouve avec « Cité des Oiseaux » toute l'énergie provocante qui fit de lui le maître du « théâtre radical »

C'est en 415 avant Jésus-Christ, Seigneur ! qu'a été créée la comédie d'Aristophane, les Oiseaux. Il faut dire, comme le dirait Bernard Chartroux, que ça fait un sacré bail. C'est la raison pour laquelle ce même Chartroux, auteur dramatique français vivant, comme il est peu, si peu hélas ! s'est emparé du texte, communément étiqueté « chef d'œuvre », du poète de la Grèce classique en l'assaisonnant au goût du jour : la féerie tourne à la farce, la satire à la charge et les Oiseaux deviennent Cité des Oiseaux, « de Bernard Chartroux, d'après Aristophane ».

Au beau milieu de sa pièce, l'auteur nous explique ce qu'il, en conscience. Tandis que les Oiseaux cherchent un nom pour la nouvelle cité que Pistatairos, habile démagogue fuyant Athènes, les a convaincus de bâtir, l'un d'entre eux propose de l'appeler, comme l'avait fait Aristophane, Néphélococcyg, nom savant que l'on pourrait traduire par Coucou-les-Nuages. A quoi répond Pistatairos que « cela ne va pas ».

Et c'est vrai qu'aujourd'hui, ça n'irait pas, c'est vrai que le public aurait du mal à méditer sur les vices d'une Athènes dont on ne sait finalement pas grand-chose et sur un contre-modèle poétique dont on perçoit mal les contours, sinon les intentions. En choisissant « Pistatairos », Bertrand Chartroux prend des libertés avec le texte original et signe sa transposition dans notre siècle tant on peut lire et entendre, derrière ce nom, celui de toutes ces cités bâties à la gloire d'un tyran.

Ainsi affranchi, il n'y va pas avec le dos du stylo à bille, Chartroux. Si l'on a reproché à Aristophane un penchant pour la grossie-

reté, que va-t-on penser du flirt quasi-obsessionnel de Cité des Oiseaux avec la vulgarité ? Deux des héros, Evelpidès et Pistatairos, ont de sérieux problèmes avec leurs mœurs à la moindre incartade. Ils cherchent « une ville estomac plein, une ville pète-à-l'aise » où l'on « baisserait les jolis petits gars ». Le Troglodyte, devenu Grifon, « ne peut pas être la Sphynge », affirme Evelpidès, ajoutant aussitôt, pour preuve : « Regarde un peu les couilles qu'elle a... »

## Toutes les audaces

Et que dire du Coryphée qui tutoie l'ex-roi des Oiseaux, Térée, en lui donnant sans cesse du « ma bonne Lahuppe », référence, faut-il le préciser, à la grue huppée ? On pourrait multiplier les exemples.

Chartroux et le metteur en scène, Jean-Pierre Vincent, osent tout, comme cette parodie du « Bébête Show » lors de la rencontre de Pistatairos et d'Edipe, respecté des deux premiers épisodes de la trilogie des Oiseaux, Edipe tyran et Edipe à Colone. Le premier, à la manière de Rocco (Rocard) s'adressant à Dieu (Mitterrand), apostrophe le second par d'imparables expressions comme « ô spectre délabré », « ô solennel et pontifiant zombie », « ô divin ectoplasme ». Le public jubile.

Là où Aristophane compensait par la poésie pure un penchant prononcé pour la crudité, Chartroux compense par un petit précis de pensées politiques à l'usage de ses contemporains un goût certain pour la provocation par la vulgarité. Une politique toute simple, comme toutes les bonnes politi-

ques, résolument moderne ou dans la grande tradition, comme on voudra, dans le sens où elle permettra de combattre les tenants de la « théorie de la complexité ». Quoi de plus simple que la démagogie pour séduire l'autre, quoi de plus efficace que le mensonge pour le convaincre, quoi de plus terrible que cette capacité de l'homme à tromper, à dominer son semblable, quand il laisse s'exprimer le plus laid de lui-même ?

Avec ce jeu de massacre, Jean-Pierre Vincent a enfin cessé de faire un théâtre qui n'est pas le sien. Entendez qu'il paraît s'être libéré des sirènes de l'embourgeoisement, du théâtre « confortable », « beau », « classique », pour retrouver ses premières audaces, ce qu'on appelait au milieu des années 70 le théâtre « radical » ou le théâtre « intervenant ». Il ne sera jamais, il faut qu'il s'en convainque, un metteur en scène élégant, raffiné. Il est mieux fait pour l'agit-prop, le brouillon de culture, cette bonne vieille « provo » qui a déserté trop tôt la scène.

Les deux premiers épisodes de la trilogie nous avaient, plus que déçus, fléchés, parce que Vincent et Chartroux étaient restés trop proches de Sophocle au point de l'amochoer, ainsi qu'au passage les comédiens, entravés par des costumes parfois ineptes et ne sachant pas très bien quel jeu ils jouaient. Ici, tout le monde marche du même pas, énergique, droit, dévastateur. Le texte comme la mise en scène fourmillent de trouvailles, même si plusieurs d'entre elles laissent parfois, écorchant l'œil et l'oreille.

Bernard Ballet en Pistatairos donne toute la mesure de son

gnants. Quand on leur demande si ce sont les plus doués ou les plus défavorisés qui ont tenu le rythme jusqu'au bout, ils répondent : « Ici, des milieux favorisés, il n'y en a pas trop, alors... »

## Bien, blanc, rouge

Le thème de la pièce est donc l'utopie de la parfaite égalité. Dorigny, auteur à succès de la Révolution, a peut-être gardé un je ne sais quoi de son illustre père. Que signifie exactement la fable du brave citoyen Francœur, bourgeois aux idées progressistes, qui entend que, dans sa demeure, tout le monde se tutoie, mais, sans la prévenir, négocie le mariage de sa fille avec un riche parti... Tout est bien qui finit bien, chacun épouse sa chaise, et la gouvernante s'en va avec le riche parti, qu'elle pourra vouvoyer. Au demeurant, rien ne bouge chez les Francœur : les domestiques tutoient leur maître, mais restent à leur place.

Nicky Rieti a conçu un espace blanc - meublé d'un seul fauteuil Louis XVI - ouvert sur un vestibule rouge, entouré de murs bleus à la Yves Klein. Les personnages sont fermement typés. Chacun possède son niveau de langage. Les lycéens endossent leurs rôles avec une grande force. Le métier est ici moins important que l'intelligence du texte, le sens de l'attitude et des déplacements. Ce que Bernard Sobel sait fort bien enseigner. C'est par là.

ODILE CURIOT

► Théâtre de Gennevilliers, jusqu'au 17 décembre, le vendredi et le samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Le texte a été publié dans le numéro 90 de la revue Théâtre public, consacré au Festival d'automne.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre des Amandiers de Nanterre. En alternance avec Edipe tyran et Edipe à Colone. Jusqu'au 28 décembre. A 20 h 30, sauf le lundi. Matinée, dimanche, à 17 heures. Tél. : 47-21-18-81.

PETIT MONTPARNASSE  
LES MOTES NAISSENT  
TOUTS EGO

« Ils sont quatre et ils sont désopilants. » CROQUETTES DE PAIN. « Une cascade de gags burlesques jonglent d'élans. » L'ESPRESSO. « Entre Hitchcock et Buster Keaton. » EUROPE N°1. « Les comédiens ont une virtuosité tout à fait étonnante. Le scénario est d'une rare qualité. » LE FIGARO. « Une mise en scène excellente de J.-C. COTILLARD. L'ÉVÉNEMENT DU JOUR. » « Un jeu de scène terrifiant, d'un comique appliqué et comédien. » L'UNIVERSITÉ. « La COTILLARD COMPAGNIE fait ses débuts à Paris ? Il était temps. » LE NOUVEAU OBSERVATEUR.

LOC. 43.22.77.30

PUBLICIS ELYSÉES - BIENVENUE MONTPARNASSE - GAUMONT-LES-HALLES - GAUMONT OPÉRA - 3 LUXEMBOURG

MARIE GAYDU • JEAN-PHILIPPE ECOFFEY • DENISE PERON • ROGER JENDLY

# LA FEMME DE ROSE HILL

un film de alain tanner

DISTRIBUTION PARI FILMS

سكينة من الأهل

## CULTURE

## ARCHITECTURE

## Paris à portée de l'œil

Une exposition à la Rotonde de La Villette dévoile des curiosités cachées en Ile-de-France

Il existe deux façons de visiter Paris : en touriste ou en Parisien. La première réserve des surprises, la seconde, des découvertes, car la capitale regorge de secrets artistiques et architecturaux insoupçonnés. Certains sont célèbres, d'autres inconnus, plus pour longtemps peut-être. Depuis quatre ans, en effet, 226 perles rares sont venues s'ajouter au club des monuments historiques d'Ile-de-France, sur avis de la jeune Commission régionale du patrimoine historique archéologique et ethnologique (COREPHAE) qui présente le fruit de son travail à la Rotonde de La Villette. L'exposition n'est pas très folichonne, mais la centaine de photos et les quelques plans austères incitent à explorer la capitale.

Pousser une porte, ne pas avoir peur d'une gardienne trop zélée, et découvrir les hôtels particuliers du XVI<sup>e</sup> siècle plantés sur l'île Saint-Louis. Se réfugier dans les passages même quand il fait beau. Boire un café chez Lipp, devant les

frises de Louis Fargue, le père de Jean-Paul, le « Piéton de Paris », ou sous les volutes épanouies du restaurant Julien. Apprendre que Guimard a réalisé un seul monument culturel : la synagogue de la rue Pavée à Paris. Contempler l'architecture industrielle de l'Ile-de-France : les usines Meunier de Noisiel, en Seine-et-Marne ; les Grands Moulins de Corbeil, ou les entrepôts de Bercy, coincés dans un quartier qui se modernise à grands pas. Savoir que la tour Eiffel et le Grand Palais ne sont pas les seuls vestiges des expositions universelles et qu'il reste encore quelques pavillons exotiques noyés dans la verdure. Il faut aller les surprendre dans les parcs et les forêts.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Les nouveaux monuments historiques d'Ile-de-France. Rotonde de la Villette, jusqu'au 3 décembre.

## PATRIMOINE

## La guerre des « mirandes » de Saint-Sernin

Un projet de « dérestauration » de la basilique déclenche les passions à Toulouse

Lettres, protestations, formation d'un comité de défense, polémiques : il y a désormais une affaire Saint-Sernin de Toulouse. D'un côté, Yves Boiret, architecte en chef et inspecteur général des monuments historiques, et son projet de « dérestauration » des parties hautes de l'église. De l'autre, une coalition de savants, avec à leur tête l'illustre médiéviste toulousain Marcel Durliat et l'abbé Rocacher, secrétaire de la commission d'art sacré du diocèse de Toulouse, soutenus aussi bien par des médiévistes britanniques et suisses que par des « dinouviémistes » et par la Société archéologique du Midi.

Entre les deux, l'objet du débat, la basilique, chef-d'œuvre universellement admiré de l'art roman. Entre les deux encore, la municipalité, responsable de la basilique, la direction du patrimoine et son ministre.

En 1860, Mérimée lui ayant confié le soin de restaurer Saint-Sernin, Viollet-le-Duc procède à une toilette érudite du bâtiment. Il choisit de supprimer une sorte de chemin de ronde élevé au-dessus des nefs latérales et du chœur, coiffé d'un toit de tuiles faisant saillie et muni de « mirandes », autrement dit de fenêtres rectangulaires. Cet étage enveloppant la basilique avait été ajouté à l'édifice roman à la fin du Moyen Âge.

Pour défendre sa décision, Viollet-le-Duc ne manque pas d'arguments puisque son opération supprime une adjonction tardive qui pesait sur les voûtes originales, dégage la base du clocher et rend tout son élan à celui-ci. Elle offre l'occasion d'accorder la toiture aux volumes intérieurs des nefs latérales et centrale. Pour achever son entreprise, il couvre le chœur d'une coupole de pierre de style roman dont il donne le dessin.

Or cette pierre, qu'il a crue résistante, a mal supporté le climat toulousain et la pollution. Elle s'est érodée. Des fragments se sont détachés. Il a donc paru nécessaire de restaurer à nouveau Saint-Sernin. Rien que de très ordinaire jusque-là. Ce qui l'est un peu moins, c'est que, lieu de procéder à une remise en état fidèle au schéma de Viollet-le-Duc, l'architecte Yves Boiret a proposé de revenir un siècle en arrière et de rendre à la basilique son étage supplémentaire, ses « mirandes » et son toit unique. Ses arguments : Viollet-le-Duc a détruit de l'ancien pour bâtir du néo-roman revu par le dix-neuvième siècle, il a triché avec l'histoire, il faut revenir à l'authentique Saint-Sernin d'avant 1860.

## La cohérence ou le disparate ?

Ses adversaires ont beau jeu de répliquer que la restauration de Viollet-le-Duc était fidèle à la seule authenticité digne de respect, celle de la basilique romane. Ils présentent des archives qui tendent à prouver qu'il a travaillé avec le soin constant de la vérité historique. L'intervention de médiévistes de renom en faveur d'un maintien en l'état actuel éclaira la querelle. Ils préfèrent en effet le « quasi-roman » d'après 1860 au roman panaché de gothique d'avant 1860, et la cohérence actuelle au disparate d'autrefois qu'Yves Boiret entend recréer. A quoi d'autres ajoutent que le travail de Viollet-le-Duc mérita d'être conservé pour lui-même et qu'il serait temps de cesser de vouer aux gémonies les travaux du constructeur de Carcassonne.

Car tel est aussi l'enjeu du combat : doit-on admettre que le néo-roman du siècle passé appartient lui aussi à l'histoire de l'architecture ou faut-il procéder à une épuration générale et, comme le suggère ironiquement le *Dépêche du Midi*, « décrire les ramparts de Carcassonne (...) sous le prétexte que Viollet-le-Duc les a restaurés » ?

Née du débat, une exposition consacrée à l'histoire de Saint-Sernin et de sa tumultueuse restauration se tient à Toulouse sous le titre, plein de sous-entendus, de *Trésors et métamorphoses* (1). Quant à la décision elle-même, et à l'avenir de l'ultime — et périlleuse — métamorphose de la basilique, elle dépend d'un vote de la commission supérieure des monuments historiques, section travaux, qui se réunit lundi 26 novembre afin de trancher.

PHILIPPE DAGEN

(1) Musée Saint-Raymond, Toulouse, jusqu'au 14 janvier.

## PHOTO

## Un autre monde

Entre H.G. Wells et Walt Disney, une satire des fantasmes et obsessions de l'Amérique contemporaine

Les tableaux photographiques de Sandy Skoglund ont été révélés en France en 1983 par le Musée national d'art moderne, où étaient présentés ses célèbres *Radioactive Cows* (1980), vision apocalyptique inscrite par des chats verts en plâtre, rôdant dans une pièce uniformément grise, habitée par deux vieillards immobiles.

Il émanait de cette image un sentiment d'horreur et de menace insidieuse, mais aussi une fantaisie acide et loufoque proche de Spielberg et de Walt Disney. Ce n'est pas surprenant quand on sait que cette jeune femme blonde de quarante-deux ans, née à Boston, d'origine suédoise, est venue à Paris en 1965 étudier l'histoire de l'art et qu'elle a beaucoup fréquenté la Cinémathèque.

A son retour aux Etats-Unis, elle apprend le cinéma et réalise des films d'horreur. *J'adore ça. Ce qui me plaît, la peur. Mais aussi l'humour*, dit-elle. En 1974, elle conçoit une série en couleur sur les motifs des environs de Boston. Ce travail répétitif sera publié dans *Art Forum*. Par refus du conceptualisme, elle se tourne ensuite vers la figuration et s'adonne en autodidacte à la photographie.

En 1979, j'ai fait ma première image. Mon sujet était la nourriture. Je voulais créer quelque chose d'horrible qui ne soit pas de l'art mais paraisse réellement un produit commercial. J'ai utilisé des objets triviaux, des couleurs artificielles, des lumières aveuglantes. Mais ça restait trop expérimental. Alors, j'ai eu l'idée des installations. Je me suis mise à travailler chez moi et j'ai raconté une histoire. J'ai moi-même sculpté mes objets. Cela m'a permis d'intervenir dans l'image. Puis j'ai fait des tirages 30 x 40 et j'ai présenté mon portfolio chez Castelli. Il m'a exposé en 1980, tout a été vendu avant le vernissage.

La préparation d'une image peut demander jusqu'à neuf mois, mais la prise de vue est réalisée en une heure. Sandy Skoglund opère à la chambre. Dans un éclairage plat, elle crée un décor sans profondeur, sans ombres et sans aspérités. Une

surface nue qu'elle module à volonté et qu'elle sature de couleurs vives et monochromes qui couvrent même les acteurs.

« Mes personnages sont des gens quelconques. Ce sont des voisins, des amis, ma propriétaire ou des passants croisés dans la rue. Je ne m'explique pas toujours leur présence et j'ignore ce qu'ils pensent. En les voyant, le spectateur se projette dans la photo et devient un personnage à son tour. »

Les scènes de cauchemar de Sandy Skoglund ont des rejets métaphysiques. Elle reflète la solitude. Comme Leslie Krims ou Cindy Sherman, Sandy Skoglund exorcise les fantasmes de la classe moyenne américaine, submergée par l'agression des objets usuels. C'est le cas de *Spoons* (1980), où s'abat une pluie de petites cuillères en plastique rouges et bleues. Dans *Ferns* (1980), trois amies, perruquées, aux robes peintes, sont figées dans une pièce tapissée de feuilles vertes. « J'ai pensé à Pompeii en faisant cette image. J'ai choisi la couleur de l'argile. C'est un instant quotidien, sans vie et sans durée, éternel. »

L'œuvre de Sandy Skoglund ne compte qu'une quinzaine de pièces. Sa première rétrospective en France ne comprend pas les célèbres chats verts (épisés). Mais on peut y voir, tirés sur cibachrome, limités à 20 ou 30 exemplaires, *Dye-Transfer* (1983), allégorie critique de l'innocence figurée par des nourrissons nus valant dans l'éther. *Stock Situation* (1987), créée à Noël, avec des mannequins de vitrine, dans un grand magasin. Et la reproduction de l'installation originale inspirée par la cafétéria de Beaubourg, intitulée *Fox Games* (1989).

PATRICK ROEGERS

► Sandy Skoglund : Rétrospective. Galerie Urbil et Orbi, 48, rue de Turénne, 75003 Paris. Jusqu'au 28 novembre.

► Voir aussi « L'invention d'un art ». Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

PALAIS DES CONGRÈS  
DU 10 MARS AU 22 AVRIL 1990

LE  
BALLET  
DU THEATRE  
KIROV  
DE LENINGRAD

DIRECTEUR DE LA DANSE  
OLEG VINOGRADOV  
ORCHESTRE  
DU THEATRE KIROV

TROIS CHEFS-D'ŒUVRE  
DU RÉPERTOIRE CLASSIQUE

LA BELLE AU BOIS DORMANT  
DU SAMEDI 10 AU DIMANCHE 18 MARS

LE LAC DES CYGNES  
DU MARDI 20 MARS AU DIMANCHE 8 AVRIL

GISELLE  
DU MARDI 10 AVRIL AU DIMANCHE 22 AVRIL

Production :  
Spectacles ALAP et Spectacles LUMBROSO

VOUS POUVEZ RÉSERVER DÈS MAINTENANT AU :  
**48 78 75 00**

ENCORE UN TRIOMPHE!

**BEDOS**

**AU ZENITH**

RESERVATIONS 42 40 01 01 - DERNIERE LE 3 DECEMBRE

TOURNEE 90

ROUEN 16 janvier	VILLENEUVE/LOT 25 janvier	STRASBOURG 8 mars	ANNÉCY 22 mars
NANTES 17 janvier	MARSEILLE 27 janvier	MULHOUSE 9 mars	BESANCON 23 mars
RENNES 18 janvier	PAU 30 janvier	REIMS 10 mars	GAGNY 24 mars
LE MANS 19 janvier	TOULOUSE 31 janvier	BRUXELLES 15, 16 mars	DIJON 27 mars
LYON 20, 21 janvier	ZENITH/PARIS 5 mars - Amnesty	CLERMONT-F. 19 mars	AVIGNON 28 mars
BORDEAUX 23, 24 janvier	METZ 7 mars	GRENOBLE 20, 21 mars	MONTPELLIER 29, 30 mars

CUI

Julie et

Rose M

SQUES

Le club

Brisson

Julien et

piscine Molitor

Zappa

la destruction

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ

JAZZ



## CULTURE

### CINÉMA

#### Julie et les autres

« La Femme de Rose Hill », un Tanner inconfortable

C'est une femme noire, Julie (Marie Gayda) venue d'une île de l'océan indien, pour épouser — il l'a choisie sur le catalogue d'une agence matrimoniale — un paysan suisse du canton de Vaud. Marcel (Roger Jendly) vit avec sa mère, dans une petite ferme isolée.

On voit tout de suite que cela ne marchera pas. Julie est déçue, elle a froid. Des plans de la campagne, en hiver, disent assez l'hostilité à l'étranger de cette Suisse avec laquelle Alain Tanner n'a jamais été en bons termes. Julie, mariée, demande un délai pour remplir « le devoir conjugal ». Elle parle peu, ne sait pas s'exprimer.

On dirait une version exotique de la Dentellière mais Tanner ne filme absolument pas comme Goretta. Il compose son récit plan par plan, avec une idée dans chaque plan : un montage « cut », très serré, donne la dynamique d'une histoire qui sort des brumes et du froid pour montrer Julie, un peu moins silencieuse, apprivoisée peut-être, avec un autre homme, Jean (Jean-Philippe Ecoffey) le fils d'un fabricant de briques. Il l'aime, elle s'épanouit, sensuellement, dans une chambre d'hôtel et on a la vision d'un très beau corps. Vision

de rêve, parce que la réalité reprend ses droits.

Pour que son père et son entourage lui fissent la paix, Jean case — on pourrait dire cache — Julie à la campagne, chez sa tante, (Denise Peron) une vieille femme pas très valide, qui se moque du qu'en-dira-t-on. Julie parle, sourit. Puis elle est enceinte et c'est là que les choses se compliquent.

Il semblerait qu'on reproche à Tanner de ne plus être le grand conteur qu'il était dans les années 70. Superficiellement, son nouveau film peut apparaître, dans la deuxième partie, comme un mélodrame et cela déçoit. Mais il faut s'attacher à la mise en scène, dure et dramatique dans sa concision, montrant tout autant le choc de diverses obligations que le besoin d'ordre d'un pays immobile, méfiant et conformiste, où le corps social, les lois et la police se mettent en branle pour expulser les indésirables. Qui est responsable du gâchis final ? Tout le monde en réalité, et Julie comme les autres. Le film s'en tient aux comportements extérieurs. Il n'est pas confortable. Tant mieux.

JACQUES SICLIER

### MUSIQUES

#### Le chic bahianais

Trois Brésiliens au New Morning : un bon équilibre entre le charme et la fête

Comme une ménagère de retour du marché, Repolho installe ses ingrédients, caillottes, coquillages, graines, résines, ripes, calabasses sur une table de bistrot recouverte d'une nappe à grands carreaux. Le maître du rythme, c'est lui. Ce percussionniste doué, que l'on a déjà vu à Paris en compagnie de Gilberto Gil, est Nordestin, tout comme ses comparses du New Morning, Morais Moreira et Pepeu Gomes, tout deux nés à Bahia.

Le concert, amical comme une grande nuit de carnaval, commémore en douceur — et l'on se réjouit d'embellir de sortir des clichés carnavalesques — avec deux chansons interprétées en hommage à des brésiliens célèbres, João Gilberto et Dorival Caymmi (« Madame et Samba da minha terra »). Une entrée en matière où Pepeu Gomes, avec ses

allures de rocker sage, pince les cordes de sa guitare sèche comme si elle était électrique. Morais Moreira, carrosse athlétique, moustache et cheveux longs en cascade, chante avec ferveur.

Le duo perdure son bel ensemble pour mieux affirmer ses retrouvailles. En 1972, ils avaient fondé les Novos Bahianos, une espèce de tribu un peu babé, un peu hippie, un peu contestataire, et prolongé le mouvement tropicaliste en l'absence de Gilberto Gil et de Caetano Veloso, alors contraints par le dictateur militaire d'aller prendre le frais en Angleterre. Les compositions de Morais Moreira contenaient dans leur second album, *Acabou chorare*, ont bercé la jeunesse des Brésiliens des années 70. Le groupe se sépara, mais jamais totalement, et aujourd'hui les deux chanteurs promettent un disque conjoint pour le fin de l'année.

Presque vingt ans après les succès légendaires des Novos Bahianos, de jolies mélodies pleines d'un sentimentalisme chaleureux et bon enfant, Morais Moreira et Pepeu Gomes n'ont pas changé de style — ils sont nés, au presque, sur un trio électrique, un de ces chars bourrés de guitares électriques qui font sautiller des foules entières dans les rues de Salvador-de-Bahia — mais en ont intégré d'autres, une touche de zouk par-ci, une touche de merengue par-là. De l'humour et du chic.

En guise de conclusion, les trois musiciens se livrent à un exercice syncope du carnaval — et l'on se réjouit cette fois de ce retour au galop du naturel.

► **VÉRONIQUE MONTAGNE**  
Morais Moreira, Pepeu Gomes et Repolho, New Morning, vendredi 24 et samedi 25 novembre, à partir de 21 h 30.

#### La piscine Molitor sauvée de la destruction

La dernière piscine art déco de Paris sera classée monument historique et ne sera donc pas détruite pour céder la place à un complexe immobilier, a annoncé jeudi 23 novembre la ministre de la culture, la commission du patrimoine historique d'Île-de-France a considéré que la piscine Molitor, construite en 1929, constituait « un ensemble architectural exceptionnel en France ». A la différence de nombreux autres bâtiments du même type, « aucune modification n'est venue altérer sa conception d'origine ». De nombreuses associations de défense s'étaient mobilisées pour empêcher sa disparition.

**PARIS**  
**JAZZ**  
LUN. 20 NOV. 20 H 45  
**JOACHIM KUHN**  
**J.F. JENNY-CLARK**  
**DANIEL HUNAIR**  
**D'AUTRES MUSIQUES**  
MER. 29 NOV. 18 H 30  
**G. BRYARS M. NYMAN**  
**L. KUPKOVIC**  
**A. BALANESCU VIOLON**  
ET 4 PIANOS  
JEU. 30 NOV. 18 H 30  
**ARVO PART**  
**H.M. GORECKI**  
PAR LES SOLISTES DU  
LONDON SINFONETTA  
SAM. 2 DEC. 18 H 30  
**WIM MERTENS**  
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELAIN PARIS 4<sup>e</sup>

**Café de la Plage**  
**LES BLUES BELL BOYS**  
Street Jazz Band  
LES DIMANCHES  
BELL BOYS 17 H 30  
à partir de 22 h  
59, rue de Charonne Paris 11<sup>e</sup>

**PASSIONS JAZZ 90**  
PORTAL HUMAIR  
JENNY-CLARK  
KUHN  
Vendredi 24 novembre 1989  
20 H 30  
Antoine HERVE Sextet  
Création  
Dimanche 26 novembre 1989  
20 H 30  
LES GEMEAUX  
18, rue de la Chapelle Paris 18<sup>e</sup>

## COMMUNICATION

### La réforme de l'audiovisuel public

## Mme Tasca et M. Guilhaume se disputent le contrôle des régies publicitaires d'A 2 et de FR 3

Les régies publicitaires d'A2 et de FR3 devaient être regroupées. Elles auront seulement un président commun. Le ministre de la communication, Mme Tasca, a son candidat, dont ne veut pas M. Philippe Guilhaume, le PDG. L'enjeu du conflit est de taille : contrôler une manne de 2,3 milliards de francs.

La scène se passe au Palais et n'a qu'un prétexte bien modeste : le 1 000<sup>e</sup> numéro du « 19-20 », le rendez-vous de l'actualité de FR3. Pourtant, sous les lambris défilés de ce temple des nuits parisiennes étaient réunis ce soir-là tous les acteurs d'un imbroglio dont l'audiovisuel hexagonal a le secret : la bataille pour la présidence des régies publicitaires d'A2 et FR3 et le contrôle d'une manne qui dépasse les 2,3 milliards de francs.

S'y côtoient, en effet, le ministre de la communication, Mme Catherine Tasca, le directeur-général de la chaîne, Mme Dominique Alduy, le président de la régie publicitaire Espace 3, M. Michel Mouillot (qui est aussi le nouveau maire UDF-PR de Cannes), ainsi que de façon plus inattendue pour le non-initié, le cigare triomphant du ministre du budget, M. Michel Charasse. Le super-PDG, retenu sans doute par un agenda trop chargé, n'arrivera qu'une fois partis ses ministres-hôtes. L'heure est, en effet, plutôt à la mauvaise humeur, malgré les sourires contraints devant les flashes des photographes.

Pour apprécier la saveur du chassé-croisé, il faut remonter quelques mois en arrière, lorsque les experts chargés par le gouver-

nement de penser l'avenir de l'audiovisuel public suggèrent d'élaborer une véritable « stratégie de groupe » pour Antenne 2 et FR3. Et de préconiser, dans la foulée, « la création d'une régie publicitaire unique dotée d'une politique commerciale souple ». L'idée fait son chemin et lorsque le gouvernement défend devant le Parlement son projet de réforme du service public, il fait inscrire dans l'exposé des motifs de la loi que la nécessaire complémentarité des deux chaînes réclame non seulement la nomination d'un seul président, mais aussi « la mise en commun » de certains de leurs moyens : régie publicitaire, achats de droits.

« Nous avions l'intuition qu'une régie commune permettrait de maximiser le rendement publicitaire », explique-t-on aujourd'hui à Matignon. Un petit détail est venu pourtant bloquer cette brillante stratégie : la désignation par le Conseil supérieur de l'audiovisuel — à la stupéfaction générale — d'un super-PDG proche de l'opposition. Après plusieurs semaines d'abattement, le ministère de la communication décide de jouer le jeu mais sans abdiquer pour autant ce qu'il estime être de sa responsabilité : suivre et accompagner la mise en place des nouveaux services communs.

Las ! Les choses ne vont pas de soi, se heurtent aux réticences — vite surmontées — des agences et des annonceurs ainsi qu'à la politique décidée par M. Guilhaume. Candidat devant le CSA, celui-ci n'avait-il pas très clairement indiqué qu'il reviendrait au futur PDG d'organiser la constitution de cette régie publicitaire unique ? Le ministre de la communication choisit en tout cas

ter à la confusion. D'abord, Espace 3 — la régie de FR3 — est démultipliée en une multitude de structures nationales et régionales, dotées chacune d'un conseil d'administration différent où siègent des représentants des annonceurs, des agences, des quotidiens régionaux, de Havas et même parfois de Publicis. Autant de « postes d'observation » que ceux-ci n'ont pas l'intention d'abandonner.

Ensuite, la répartition du capital des deux régies est fondamentalement différente. L'Etat détient 50,5 % des parts d'Antenne 2-Publicité et quand FR3 est majoritaire à Espace 3. Autant dire que le gouvernement tient, in fine, les commandes de la première quand le président Guilhaume décide en dernier ressort pour la seconde.

#### Le candidat de M. Charasse

Aujourd'hui, toute idée de « fusion » est écartée, et chacun se contente de parler d'une présidence commune pesant sur deux sociétés distinctes mais coordonnées, à l'image du montage kaffalien retenu pour les chaînes elles-mêmes. Reste donc à se mettre d'accord sur le nom du président commun. Très vite, les professionnels du privé contactés par M. Guilhaume se reculent, le poste étant trop exposé et insuffisamment rémunéré. M. Tasca en profite pour suggérer la nomination d'un haut fonctionnaire et pourquoi pas... de M. Gérard Gasser, son propre directeur de cabinet ! Refus glacé du président d'A 2-FR3 qui laisse entendre, semble-t-il, que lui-même pourrait faire l'affaire (il s'en défend aujourd'hui). Le ministre de la communication choisit en tout cas

d'écarter publiquement cette hypothèse en expliquant dans *Télérama* (1) qu'une « même personne ne peut tout assumer. La recherche de la publicité est un travail à plein temps et il n'est pas bon de confondre les rôles ».

Cn ne saurait mieux mettre les points sur les « i ». Mais M. Guilhaume compte encore sur une botte secrète pour l'emporter. Son « outsider » n'est autre que M. Michel Mouillot. Cet ancien conseiller de M. François Léotard peut, en effet, se targuer des bons résultats affichés sous son mandat par Espace 3 (qui doivent beaucoup à sa collaboratrice Mady Chabrier, lui-même étant souvent retenu dans sa maison de Cannes) et du soutien actif de M. Michel Charasse. M. Mouillot ne volait-il pas au secours de ce dernier, il y a un an, en démentant opportunément les menaces proférées par le ministre du budget contre des journalistes de la Cinq, lors d'un dîner à Espace 3 ? (*Le Monde* du 15 octobre 1988).

Michel Charasse ou pas, Mme Tasca recule fermement, pour l'instant, la surprenante candidature du maire de Cannes. Et faute de consensus sur un nom, les conseils d'administration d'Espace 3 comme d'Antenne 2-Publicité ont été reportés à la fin du mois, empêchant les deux chaînes de procéder jusqu'ici à d'indispensables ajustements de tarifs. Le manque à gagner pour la troisième chaîne est évalué par des professionnels à plusieurs dizaines de millions de francs. Le coût, sans doute, d'une réforme mal conduite et mal maîtrisée.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) *Télérama* du 15 novembre 1989.

### Après la nomination d'un administrateur judiciaire

## Les chances de survie de l'ACP semblent limitées

Le destin de l'Agence centrale de presse (ACP), deuxième agence de presse française d'informations générales après l'Agence France Presse (AFP), est dorénavant entre les mains de M. Régis Valliot. L'administrateur judiciaire a été désigné, jeudi 23 novembre, par le tribunal de commerce de Paris, après que l'agence ait déposé son bilan (*le Monde* du 18 novembre). M. Valliot dispose d'une période de trois mois, éventuellement renouvelable, pour établir les chances de viabilité de l'ACP et trouver un nouvel opérateur susceptible de remplacer le patron de presse britannique Robert Maxwell, détenteur de 66,8 % du capital avant son désengagement de l'ACP début novembre.

Les chances de survie de la deuxième agence de presse française sont faibles, en dépit des multiples soutiens qui lui ont permis récemment. Ainsi une pétition nationale « Pour la défense et la survie de l'ACP » déclare que « l'existence (de l'Agence) est la condition du pluralisme des sources d'informations » en France. Elle a été signée par les 120 salariés de l'ACP mais aussi par de nombreuses personnalités de la presse (Bernard Pivot, Jean-François Kahn, Yves Mourou, Christine Ockrent, Dominique Jamet, André Frossard, etc.), de l'édition (M. Claude Durand, PDG de Fayard, M. Francis Emmanuël, PDG d'Albin Michel), de la politique (Jacques Chaban-Delmas, Charles Hernu, Jacques Chirac, François Léotard, etc.), du spectacle (Yves Montand, Jean-Louis Barrault, Jean-Claude Cascaud, etc.) et des journalistes (Mannuel Luchet, président de la Société des rédacteurs du *Monde*, quarante-trois journalistes de RTL, dix-huit de l'Europe, neuf de TF1 et l'Association des journalistes de l'information sociale).

D'autre part, dans un communiqué, l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, a indiqué à l'intensité de l'agence qu'il allait demander à M. Michel Rocard « de se saisir du cas de l'ACP, pour qu'une solution rapide et durable puisse être trouvée ». Un autre ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, s'en inquiète, dans une lettre adressée à M. Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, « de la menace de fermeture pesant sur l'ACP ».

Mais les bonnes intentions ne suffisent pas. Selon la direction, le passif de l'agence est de 105 millions de francs, alors que ses actifs ne dépassent pas 20 millions. La crise financière dans laquelle est plongée l'ACP ne date pas d'hier : bornée à ses débuts, dans les années 1950-1960, pendant lesquelles elle bénéficiait du soutien du *Frontal* et de son patron Gaston Defferre, la deuxième agence française a traversé de multiples situations défavorables. Elle reste ainsi

### Avant le départ de M. Tézenas du Montcel

## Le personnel de RFI conteste l'ensemble de la direction

Une fois de plus, la fièvre a saisi Radio-France Internationale (RFI). A la veille du départ de son PDG, M. Henri Tézenas du Montcel, le personnel de la radio remet en question toute l'équipe de direction.

Le scénario est bien rôdé : tracts, assemblée générale convoquée par l'ensemble des syndicats, puis, le lendemain, vote à bulletin secret. 225 personnes sur 471 ont participé au vote et une forte majorité (167 pour, 14 contre et 42 abstentions) a approuvé une « motion de défiance ». Le texte précise que « le personnel ne peut plus faire confiance à l'ensemble des directions pour mener à bien le plan de développement approuvé par les pouvoirs publics ».

La contestation a d'abord grandi chez les journalistes et visait surtout M. Pierre Cayrol, directeur de la rédaction depuis huit mois. Un tract très violent du Syndicat national des journalistes (SNJ) lui reprochait pêle-mêle son « autoritarisme », ses « rages » et surtout des embauches et des promotions contestées, effectuées quelques semaines seulement avant le départ du PDG. « Nous n'avons aucun a priori contre Pierre Cayrol à son arrivée à RFI, explique un journaliste. Mais force est de constater qu'en huit mois il s'est davantage occupé de son image et de sa propre carrière que de nos problèmes ».

« On fait de moi le bouc émissaire d'une situation sur laquelle j'ai peu de pouvoirs, rétorque Pierre Cayrol. Les journalistes de RFI sont mal payés, travaillent dans des conditions déplorables et sont trop éloignés d'un public réparti aux quatre coins du monde. J'ai essayé d'apporter un peu de sang neuf, j'ai milité pour une décentralisation de la radio et la création de postes de correspondants au risque de bousculer quelques habitudes et de froisser les susceptibilités ».

Le malaise de la rédaction a fait tâche d'huile. Les employés de la technique, de la production et de l'administration ont remis sur la table les revendications insatisfaites à la suite de la grande grève du service public à l'automne dernier : les bas salaires, les promotions trop rares, les équipements insuffisants, les locaux trop exigus de la Maison de la radio et le démé-

nagement mal négocié de plusieurs services de l'autre côté de la Seine. Une partie du personnel supporte mal que les rallonges budgétaires accordées à RFI passent essentiellement dans l'amélioration du réseau de diffusion et ignorent celle de leurs conditions de travail.

Le successeur de M. Tézenas du Montcel, qui doit être nommé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, aura fort à faire. Les conditions de cette succession soulèvent déjà quelques polémiques. Sur les quatre administrateurs désignés par l'Etat, seul M. André Larqué, conseiller du premier ministre, semble avoir fait acte de candidature auprès du CSA. « C'est une curieuse façon de concevoir le rôle du CSA, proteste le RPR dans un communiqué. Celui-ci n'aura pas la possibilité de renouveler, s'il l'avait souhaité, le président sortant, éliminé d'entrée par gouvernement. Le CSA n'aura pas non plus la possibilité de nommer quelqu'un d'autre que M. Larqué. En somme, le CSA est chargé d'enregistrer une nomination politique supplémentaire dans l'audiovisuel ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ Un colloque du Conseil national de la communication. — Le Conseil national de la communication (CNC), comité spécialisé du Centre d'information civique (CIC), présidé par M. Jean Cazeau, de l'Institut, organise samedi 25 novembre de 10 heures à 18 h 30 un colloque intitulé « Formation, éducation, civisme et enrichissement culturel face à une donnée nouvelle : l'audiovisuel ».

Plusieurs universitaires et professionnels de l'audiovisuel débattront des impacts de la consommation de télévision sur la formation générale et culturelle et le comportement socioculturel, notamment des jeunes.

► **Salle Médicis, Sénat, 16, rue de Vaugirard, 75006 Paris.** Renseignements : M<sup>me</sup> Watson, CIC. Tél. : 16 (1) 45-44-14-17.

□ **PRÉCISION.** — M. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, nous demande de donner la précision suivante : « J'ai été pressenti de longue date, par la direction du Point, pour le poste de PDG. Je ne suis pas candidat. Un point, c'est tout ».

سكزا من الامم

## DÉFENSE

Une situation « préoccupante » pour le général Fleury

## Trop de pilotes et de mécaniciens abandonnent l'armée de l'air au profit du secteur civil

L'armée de l'air française enregistre une véritable hémorragie de ses cadres — personnels navigants et sous-officiers techniciens — qui est devenue « une préoccupation très sérieuse » pour son chef d'état-major, le général Jean Fleury. Cette année, en effet, il faut s'attendre à un accroissement de 50 % du nombre de ces départs volontaires.

Dans le dernier numéro du mensuel *Armées d'aujourd'hui*, édité par le ministère de la défense, le général Fleury constate que les officiers et les sous-officiers de l'armée de l'air ont peu de difficultés à se réinsérer dans la vie civile. « Ils votent avec leurs pieds, explique-t-il, c'est-à-dire qu'ils quittent l'armée de l'air pour des emplois dans le secteur privé, le plus souvent moins denses en heures de travail et toujours mieux rémunérés ». Ainsi, le chef d'état-major déclare avoir observé « un accroissement, cette année, de 30 % des départs avant la limite d'âge ». C'est, ajoute-t-il, « une préoccupation très sérieuse » pour une armée de l'air « qui a besoin de personnels de qualité, en quantité suffisante, pour les missions à assurer ».

A l'état-major de l'armée de l'air, on indique que ces départs volontaires ont lieu généralement autour de la quarantaine et qu'ils sont dus à une demande, en expansion, de pilotes par les compagnies aériennes pour les personnels navigants, ou à la reprise du marché du travail et de l'activité industrielle, chez les techniciens aéronautiques.

## Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 22 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

**MARINE.** — Est promu vice-amiral, le contre-amiral Charles-Henri Mechet, nommé préfet maritime de la 1<sup>re</sup> région maritime (Cherbourg).

**Sont promus :** contre-amiral, le capitaine de vaisseau Hubert Foillard ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de 1<sup>re</sup> classe Yves Bourdais.

**Sont nommés :** sous-chef d'état-major « matériel » à l'état-major de la marine, le contre-amiral Claude Guilhem-Duclois ; adjoint au directeur du personnel militaire de la marine (chargé des écoles militaires de la marine), le contre-amiral Paul Rémy.

Toutes origines confondues, le phénomène est sensible pour les pilotes de transport (70 départs en 1989, contre 55 l'année précédente) et d'hélicoptères (18 au lieu de 14). Il l'est moins chez les pilotes de chasse (90 départs en 1989). Mais ce phénomène est encore plus manifeste chez les navigants non issus de l'Ecole de l'air, c'est-à-dire les pilotes officiers de réserve en situation d'activité (ORSA) recrutés sur concours deux années après le baccalauréat.

L'hémorragie représente aussi un déficit financier pour l'armée de l'air si l'on sait que la formation d'un chef de patrouille — les pilotes qui partent à la quarantaine le sont — revient à environ 5 à 6 millions de francs au total.

## Arrêter la déflation des effectifs

Pour les personnels non navigants, qui sont généralement des sous-officiers sélectionnés un ou deux ans après le baccalauréat, le volume moyen des départs volontaires était de l'ordre de 2 000 par an, soit 5 % du total des effectifs de sous-officiers dans l'armée de l'air. En 1988, on a enregistré environ 2 400 départs volontaires et, pour 1989, on s'attend à 3 000 départs, essentiellement chez les spécialistes mécaniciens, transmetteurs ou informaticiens.

Ces sous-officiers partent avant la limite d'âge de leur grade avec un droit à pension proportionnelle à leur temps de service et ils sont attirés par un secteur civil qui leur propose de deux à deux fois et demie leur solde.

A *Armées d'aujourd'hui*, le général Fleury, confie encore que l'urgence est l'arrêt de la déflation des effectifs de l'armée de l'air devant « les charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur les personnels ». En 1990, il est prévu de diminuer de 539 postes 2 248 personnels d'active et 291 appelés les effectifs globaux de l'armée de l'air.

Entre 1965 et 1988, l'armée de l'air a perdu plus de 20 % de ses personnels (113 000 hommes et femmes il y a un quart de siècle et 98 000 aujourd'hui) selon des rapports parlementaires. En 1989 est intervenue une nouvelle déflation de 507 postes. Or, selon les mêmes sources, les charges de l'armée de l'air ont augmenté de 17 % avec l'entrée en service des forces nucléaires stratégiques, des moyens de transmission Asiatard, des unités de défense aérienne au sol et avec l'arrivée prochaine des avions-radar A/WACS ou des systèmes d'observation spatiale comme le satellite Hélios.

« Ils nous faut trouver des solutions pour alléger ces difficultés très réelles sur le terrain », estime le général Fleury.

## SPORTS

Philippe Anziani suspendu

## Premier cas de dopage dans le football français

L'attaquant ex-international du Sporting Club de Toulon Philippe Anziani a été suspendu pour une durée d'un mois à la suite d'un contrôle anti-dopage positif lors du match Metz-Toulon du samedi 30 septembre.

La décision de la commission de discipline de la Fédération française de football, réunie jeudi 23 novembre à Paris, fait de Philippe Anziani le premier joueur de football français officiellement reconnu coupable de dopage. Le produit incriminé est le Di-Antalvic, un antalgique courant contenant notamment du paracétamol et de la dextropropoxyphène, un produit dérivé de la morphine. Il s'agit d'un médicament à effet sédatif qui figure sur la liste des produits interdits établie par le Comité international olympique.

Philippe Anziani, vingt-huit ans, plaide non coupable. Il assure avoir utilisé ce médicament chez des amis, une semaine avant le match, pour calmer des douleurs dorsales. « J'ai la conscience tranquille. Toute cette histoire est un peu ridicule, j'ai peur de servir d'exemple... » a-t-il déclaré avoir été entendu par la commission de discipline. « La loi a été appliquée », a pour sa part commenté M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football.

Le dopage est sans doute moins répandu dans le football que dans d'autres sports mais bien des

joueurs ont parfois sur le terrain des comportements très agressifs qui laisseraient supposer une extension du phénomène. En condamnant ainsi l'attaquant toulonnais, la Fédération lance un avertissement aux joueurs et aux clubs. Surtout, elle montre sa bonne volonté au ministère de la jeunesse et des sports, initiateur de la « mission Sastre » chargée d'assainir le football français. L'an dernier, alors que deux joueurs de l'Olympique de Marseille, Eric di Meco et Bruno Germain, ne s'étaient pas présentés à un contrôle à l'issue d'un match à Nice, leur club seul avait été condamné à 100 000 francs d'amende.

Ph. Br.

Le gouvernement colombien vent assainir les milieux du football. — La Fédération colombienne de football professionnel a annoncé mercredi 22 novembre, qu'elle annulera les matches restant à disputer pour la saison de championnat, à la suite des injonctions du gouvernement après l'assassinat d'un arbitre jeudi 16 novembre à Medellín, au nord de Bogota. Un groupe de policiers se jugeant désavantagé par les décisions de cet arbitre serait à l'origine de l'attentat. A la suite de cet assassinat, le gouvernement colombien avait demandé aux clubs de renforcer leurs mesures de sécurité et d'évincer les éléments criminels de leur direction. Le ministre de l'éducation, à l'origine de cette décision, souhaite que la fédération prenne des mesures efficaces pour « rendre le milieu du football plus propre ».

## LES HEURES DU STADE

## BASKET-BALL

Championnat d'Europe. — France-Tchécoslovaquie, samedi 25 novembre à Saint-Quentin.

## FOOTBALL

Championnat de France. — Dixième journée du championnat de division 1, samedi 25 novembre.

## HAILTÉROPHILIE

Championnats du monde féminins. — Manchester (Grande-Bretagne) jusqu'au dimanche 26 novembre.

## RUGBY

Tournée des Néozélandais en Grande-Bretagne. — Barbarians-Nouvelle-Zélande, samedi 25 novembre à Londres. (A 2, « Sports Passion » à partir de 14 h 55.)

## SKI ALPIN

Coupe du monde. — Slaloms et géants, messieurs et dames à Park-City (Etats-Unis), samedi 25 et dimanche 26 novembre.

## TENNIS

Masters. — Au Madison Square Garden de New-York à partir du mardi 28 novembre.

## TENNIS DE TABLE

Masters Stiga. — Halle Carpentier à Paris jusqu'au dimanche 26 novembre. (FR 3, samedi 25 novembre à 23 h 30.)

## VOILE

Globe Challenge. — Départ dimanche 26 novembre, aux Sables-d'Olonne, de la course autour du monde sans escale.

## CARNET

## Naissances

— Aurélie RALLAY et Christophe de CHENAY laissent à Cécile la joie d'annoncer la naissance de sa sœur.

Casille,

le 23 novembre 1989, au Chesnay, 3, rue La Pérouse, 78150 Le Chesnay.

— M<sup>me</sup> Jean-Michel DURAND-SOUFFLAND a la très grande joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille.

Charlotte,

le 21 novembre 1989, chez Marthe Després et François Durand-Souffland.

145, rue d'Alsace, 75014 Paris, 66, boulevard de la Vane, 94230 Cachan.

## Mariages

— Les familles BERNHEIM-CHAUVEL-SCHWAB ont la joie de faire part du mariage de

Marielle et Laurent,

le 14 octobre 1989.

La Baule Saint-Gildes-des-Bois.

## Décès

— Le président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre COSTABEL,

directeur d'études.

— Ses enfants, Ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques GAUDEZ,

née Madeleine Marais,

survenue le 20 novembre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 22 novembre, à Beaumont-le-Roger (Eure).

31, rue Le Marois, 75016 Paris, 9, rue Abel-Ferry, 75016 Paris.

— M. Jacques Gibert et M<sup>me</sup> née Françoise Varenne, M. Paul-Olivier Gibert, ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur fils et frère

Laurent GIBERT,

survenue le 30 octobre 1989, à l'âge de vingt-trois ans, après une douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Lyon le 3 novembre.

6, boulevard Anatole-France, 69006 Lyon.

— Mary-Martine Courty-Imbert, son épouse, Ses enfants, Leurs parents et amis, ont la peine profonde de faire part du décès de

Charles IMBERT, résident du Vercors, officier des Arts et Lettres, croix de guerre 1939-1945, officier de l'ordre national du Mérite,

homme de cœur et d'esprit, accompagné dans la plus stricte intimité dans sa terre de Montmartre. Pensez à lui en musique, il vous sourit.

93, quai d'Orsay, 75007 Paris.

né en 1922, ancien élève de l'Institut d'études politiques, licencié de lettres, Charles Imbert a été successivement journaliste et critique musical à l'ORTF, président-fondateur de l'Académie internationale des thèses lyriques, de 1965 à 1988, il était directeur des programmes de la station régionale de Bordeaux ; de 1968 à 1970, rédacteur en chef adjoint du *Journal parlé* ; en 1970, responsable de l'animation des services de la musique à la radio, il était chargé de la musique sur FR 3 de 1971 à 1988.

— Nahida et Cécile Coussommet ont la douleur de faire part du décès de

Patrice.

Aix-en-Provence le 12 novembre 1989.

« On n'a rien le droit de haïr, si ce n'est l'Inertie. »

Lampedusa.

IFAQ,

Le Cairn.

— Les docteurs Hélène et Gérard Kokotek et leurs enfants, Le docteur William Chardack, M<sup>me</sup> Jeanne Felber, Ses enfants et petits-enfants, Ses frères et sœurs, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Asta STROM,

survenue le 21 novembre 1989, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

89, avenue de Wagram,

75017 Paris.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Françoise Derville et ses enfants, profondément touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. André DENVILLE,

vous adressent leurs remerciements les plus sincères.

## Anniversaires

— Pour le septième anniversaire de la disparition de

Jacques BOUSSOU,

journaliste,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

## Soutenances de thèses

— Ecole des hautes études en sciences sociales, le vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à 9 h 30, salle 904, M<sup>me</sup> Nicole Brozet : « Autour du mépris : deux problèmes cliniques et théoriques rapportés à l'intervention figurative et solutions filmiques ».

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 24 novembre 1989 :

## UN ARRÊTÉ

« Du 15 novembre 1989 portant attribution du diplôme d'ingénieur civil des mines aux élèves titulaires de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris. »

## PARIS TOUR EIFFEL

## SALON DES ANTIQUAIRES

24 NOVEMBRE

3 DÉCEMBRE 89

## QUAI BRANLY

Angle Pont d'Iéna

tous les jours 11 h 19 h

samedis et dimanches 10 h 20 h

nocturne vendredi 24 novembre

jusqu'à 22 h hâli chauffé

Métro : Bir Hakeim

ou RER : Champ de Mars

## FÊTES DE FIN D'ANNÉE AVEC FRANTOUR TRAIN + HOTEL

Un séjour en liberté, transport et logement compris, telle est la formule **TRAIN + HOTEL** à la carte en toute liberté de **FRANTOUR**.

## Passez vos fêtes de fin d'année :

- dans l'hôtel de votre choix : tourisme, standard ou supérieur.
- en famille : vos enfants bénéficient de réductions s'élevant de 35 % à la gratuité.
- en groupe : une gratuité est accordée par tranche de 30 payants.

En adoptant cette formule, découvrez les plus belles stations française (Chamonix, Biarritz, Lourdes, Cannes...) et européennes (Barcelone, Berlin, Bruges, Londres, Venise...).

## DE BONNES FÊTES DE FIN D'ANNÉE EN PERSPECTIVE AVEC FRANTOUR TRAIN + HOTEL !

## RENSEIGNEZ-VOUS :

auprès des agences de voyages Frantour Tourisme. Dans toutes les gares SNCF. Par minitel : 3615 TH.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmoy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 204 136 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 TEL : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou précédentes : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYÉ : PARIS RP**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# SANS VISA

Annexée, piétinée  
par les peuples  
d'Europe du Nord,  
Majorque, cependant,  
a su garder pour elle-même  
le plus pur de ses paysages.  
L'automne n'est pas  
une mauvaise saison  
pour aller le vérifier.



## Majorque, résidence secondaire de l'Europe

**B**ELFAST, Birmingham, Bremen, Helsinki, Innsbruck, Leeds, Lille, Münster, Newcastle, Stockholm, Stuttgart. Ces mots, qui fleurissent dans le Nord industriel et industriel, habituellement inscrits avec parcimonie sur les panneaux d'affichage des aéroports internationaux, ne se trouvent encore rassemblés massivement que sur un seul : celui de Palma de Majorque.

Les compagnies qui y conduisent ne sont pas celles des chasseurs de têtes, d'oligarches, d'hommes pressés : leurs foyers ne font pas la chère publicitaire des magazines. Altair, Conair, Massair, Martinair, Scaniair, Sobelair, Spanair : leurs appellations mêmes se confondent dans la discordance. Homonymes navettes nord-sud, vouées au va-et-vient de l'ombre au soleil, elles ont la bonhomie des autocars de ramassage scolaire ou industriel. On imagine volontiers leurs passagers assoupis après six mois comme après une journée de travail, regagnant ce qui leur serait une résidence secondaire commune, à peine excités à l'idée que cette fois-ci, demain, sera un long dimanche à fenêtres ouvertes sur la Méditerranée.

Majorque comme résidence secondaire de l'Europe. Six cent mille habitants dont plus de la moitié vivent dans la capitale, et moins avec : quatre millions et demi de visiteurs, dans leur quasi-totalité venus d'Europe. Venu d'Europe en Europe. Jusque chez eux. Tentation de voir dans cette colonie (de vacances) d'Européens, dans ce microcosme dont l'insularité ne manquera pas de grossir les traits, une projection de l'Europe ouverte, promise.

Pour l'heure, la terre promise est d'abord celle que l'on apporte : Beate's Tavern, Bayerisches Stube, Dansk Bar, Chez Michèle, Helsinki-Rakka. Le long du boulevard qui s'étire sur une quarantaine de kilomètres de S'Arenal à Palma-Nova et au-delà un peu plus chaque jour, les petits drapeaux nationaux peints partout, ou d'aussi simples appellations n'auraient pu emporter la conviction, marquant la nécessité de conforter les origines plus que celle de marquer les convergences. Le ciel lui-même, qui couvre les toits d'ancennes paraboles, se met de la partie pour l'ennuyer à chacun venant ici de chez lui : trois canaux espagnols, deux américains, deux anglais, deux allemands, un français. Car il s'agit bien de canaliser. En permettant aux majoritairés d'être plus majoritaires, et aux minorités plus minoritaires. L'anglais de préférence. L'allemand à défaut.

Quand les faubourgs de Palma furent occupés par les habitants de Belfast, de Brême, d'Innsbruck, de Leeds, ils devinrent instantanément germaniques ou anglais.



Et la presse quotidienne de ces peuples qui se mêle fraternellement, titre contre titre, dès le matin, ne peut faire illusion. Même chez le marchand de journaux, on se croise et on ne se rencontre pas : 1,8 million de Britanniques ; 1,5 million d'Allemands et d'Autrichiens ; 460 000 Nordiques ; 280 000 Français ; et les 250 000 habitants du Benelux (parmi lesquels les Luxembourgeois tiennent le record absolu du voyage à Majorque, 12 % s'y étant en effet rendus l'an passé) campent délibérément sur leur terrain. Ils sont à Majorque, certes ; en Europe, assurément ; mais leur coquille sur le dos. A ce jeu, les seuls à s'être risqués hors de leur territoire sont les Majorquins eux-mêmes. Déjà bilingues (catalan-espagnol), les voici qui se mettent à parler anglais, allemand, parfois français ou, plus rarement, danois ou néerlandais.

### Un visiteur inattendu

Et lorsque les charbonniers fâchés d'eux-mêmes font subitement la moue sur ce qu'on leur offre, comme les enfants boudeurs devant un mets longtemps réclamé, les Majorquins, compréhensifs, les invitent à coups de calicots à Habi-Plage, ou autre Canada-Playa (c'est la même chose), à prendre un verre au Hawaï-Party avant de dîner au restaurant La Pampa, pour finir la nuit au Brazilian Disco et regagner, harassés, leur Beverly Hôtel. Pauvre Europe, qui n'est à la hauteur de leur rêve que lorsqu'ils déambulent, à l'heure de l'après, sur les pasos ou les rambals de bord de mer. Quarante

mille, soixante mille par jour d'été à Playa de Palma. La masse fait foi, on se sait suffisamment semblables, suffisamment « pays » pour se frôler, se dévisager, à se croiser et on ne se rencontre pas : l'espagnol ou à la catalane d'aujourd'hui. Quelle langue, celle de cette communauté chaque semaine renouvelée, qui n'appartient à aucune autre ?

Visiteur le plus attendu parmi ces millions : Thomas Bernhard, qui estimait que « l'Europe, la plus belle - celle des contes de fées - était morte » et que cela était un progrès. Et aussi qu'il lui fallait se protéger de la beauté pour vivre, et parvenir à combattre l'angoisse d'écrire. « Le meilleur système, alors, disait-il (1), c'est de ne pas avoir de système, ou encore de prendre l'avion et d'aller s'installer ailleurs. Peu importe où, pourvu que le paysage ne soit pas trop beau ».

Ce lien, si important, qui importait si peu, Thomas Bernhard le trouva rarement aussi souvent qu'à Palma où il venait l'hiver. La grande ville lui offrait l'anonymat, sa chambre d'hôtel des murs aussi solides que ceux de sa ferme-fortin d'Obdort. Son amour-haine de l'Autriche pourra s'y transporter avec la même allégresse en amour-haine de Majorque. Mais ici, visiblement, nul ne s'en émut comme là. Au point qu'aucun journal de l'île ne parut s'apercevoir de sa mort en février dernier.

Et pourtant, ne décrivait-il pas tel hôtel (deux étoiles) de Cala Mayor (2) comme « construit et exploité par pure cupidité, où douze semaines en pension complète coûtent moins cher qu'une demi-semaine d'existence correcte en Allemagne » ? Ne donnait-il pas

de la côte l'hiver l'image d'un mouvoir où l'on trouve « des dizaines de milliers de veuves allemandes, muettes de leur bon de séjour d'un - c'est le vœu secret de leurs enfants qui leur offrent généreusement ces bons à Noël - autant que faire se peut, elles ne reviendront plus jamais ».

Il serait fâcheux de penser que celui-là même qui puisa sa raison de vivre et sa force d'écrire dans un mouvoir autrement sinistre (3) ait pu se trouver ici par pure complaisance morbide. La raison de sa haine gisait peut-être dans son amour profond de l'île : « De toutes les conditions climatiques que je connais, celles de Palma sont ce qu'il y a de mieux. Et l'île est toujours la plus belle d'Europe, même les centaines de millions d'Allemands, et les Suédois et les Néerlandais qui ne boussulent aussi étonnamment qu'eux, n'ont pas pu la détruire. Elle est plus belle aujourd'hui que jamais ».

Ces millions, que Thomas Bernhard voyait sous la forme d'une marchandise ballottée, à destination, se détruisant autant elle-même qu'elle détruisait son environnement. Joan Miro, lui, l'entendait d'une Majorque, marié à une Majorquine, il était revenu s'installer dans l'île au début des années 40, à la campagne d'abord, puis, après un nouveau séjour par Barcelone, à Cala Mayor, aux abords de Palma, en juin 1956. De son atelier-forteresse de So N'Abrines où nul n'était admis durant qu'il travaillait, il entendait monter la rumeur de plus en plus forte de l'urbanisation. L'hôtel, bien réel, qui faisait enger Thomas Bernhard, Miro a pu l'entendre s'ériger, juste au pied de chez lui.

« C'est curieux, ces touristes, confiait-il à Camilo José Cela, il y en a chaque jour davantage, qui marchent sans but, on voit qu'ils sont en vacances, et qu'ils ne savent que faire ni où aller... peut-être qu'ils ne vont nulle part... (4) ». D'ailleurs lui aussi marchait sans but, mais non sans récolte : sur les sentiers qui enserment So N'Abrines - aujourd'hui coupés d'immeubles-résidences avec piscines - il ramassait les pierres, les racines, les déchets qui seraient au cœur de certaines de ses œuvres.

« Cette lumière de Majorque est une merveille, dira-t-il. Elle est imprégnée de la plus pure poésie. Elle me rappelle la lumière de ces choses orientales qui semblent vues à travers un voile, la lumière de ces choses minimeuses qui se dessinent. Ce n'est pas du tout par hasard que je suis venu travailler ici. » Et l'un de ses meilleurs commentateurs, le poète Jacques Dupin, lui renvoie en écho : « C'est à Majorque, à la pureté de la mer

qui l'enserme comme un écran, et surtout à sa lumière unique, qu'il convient de rattacher la poésie aérienne de Miro, le mystère impondrable de sa ligne ».

Car s'il ne reste plus aux alentours de Palma de ces plages vierges où Miro aimait à tracer des milliers de dessins, mêlant les empreintes de ses pas à celles des animaux, aux algues et aux objets, signes fragiles que la mer et le vent chaque fois remportaient, le bleu de l'eau, en dépit de tous les assauts, reste, au soir, le bleu Miro ; et la lumière, pour qui veut la percevoir, inchangée. « Joan Miro regarde longuement le dernier point lumineux de l'après-midi, un soupir de lumière que personne ne voit ; mais lui le voit et le raconte et le fixe sur la toile : c'est le cœur du monde, le sifflement en lequel dort le premier souffle de la vie », écrit Camilo José Cela, qui vécut trente ans dans l'île et fut son ami.

### Quelques mètres carrés face à la cathédrale

Mais s'il faut compter sur la fréquentation des toiles de Miro pour saisir ces impalpables nuances et de l'air et de l'eau, n'espérez pas voir l'île vous y aider. En dépit des efforts des biens, qui est vrai, ont peut-être un peu trop pris leur temps avant de reconnaître l'importance de Don Joan, la plupart de ses toiles sont parties - et restées - sur le continent, au musée que lui a dédié Barcelone.

Seule, une maigre grue semble aujourd'hui veiller sur les tentatives de fondations creusées au

piéd de So N'Abrines, où doit être élevé un bâtiment pour les œuvres qui restent. Et l'école de gravure qui devait s'installer dans son atelier semble encore dans les limbes. Miro aurait-il été trop grand pour Majorque ?

Certes l'on sent, rares mais pressants visiteurs japonais aidant, poindre un intérêt neuf pour une œuvre déjà ancienne ; mais, hors hommages officiels, force est de constater qu'on ne lui a guère laissé de son vivant que quelques mètres carrés noyés dans un mur démesuré face à la cathédrale et deux emplacements étiés sur le sol de jardins publics de Palma. Et ce ne sont pas les T-shirts sur lesquels l'œuvre graphique recopiée par quelques marchands habiles s'étale avec une candeur suffisamment convaincante pour faire enrager les puristes qui feront le compte.

Il n'empêche, Miro absent, sa lumière, celle de Majorque, demeure. Aucun promoteur n'est encore parvenu à la débiter en tranches. On peut prendre le soleil, mais la lumière, elle, au mieux, se capte, et ses traces, qui valent paiement, sont invisibles.

JEAN-LOUIS PERRIER  
Lire la suite page 30

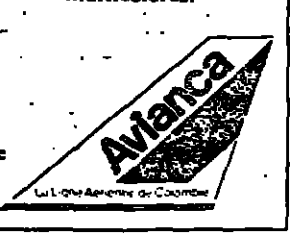
## A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



AVIANCA  
9, bd de la Madeleine  
75001 PARIS  
Tél. : 42 60 35 22



هكذا من الامم

## SANS VISA

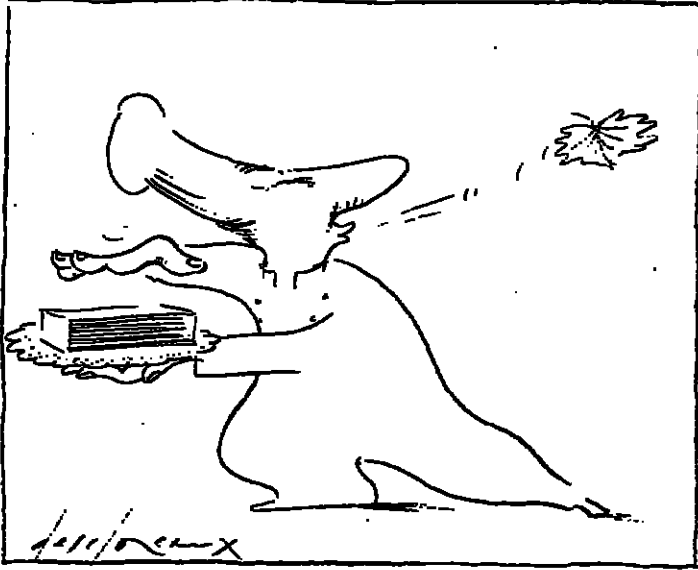
## LA TABLE

## Mille et une feuilles

UN gourmand lecteur me demande où il peut trouver un bon millefeuille. Il est vrai que dans trop de pâtisseries (et de restaurants donc!) ce gâteau n'est souvent, selon son expression, que « plaquettes dures patinant dans la crème ». Il me plaît qu'il écrive millefeuille (et non mille-feuille qui, selon le Petit Robert, est exclusivement une plante de l'espèce achillé). Mais, à part cela, que lui répondre? Qu'il s'agisse d'un gâteau datant probablement du dix-neuvième siècle, fait de minces feuilles séparées par de la crème pâtissière parfumée de kirsch ou de rhum, le dessus couvert de sucre glace.

A noter que Joseph Favre, dans son *Dictionnaire universel de cuisine*, le veut garni de marmelade, de crème ou de pâte à meringue. Et qu'il orthographe « mille-feuilles », tandis que Gustave Carlin, en son *Cuisinier moderne* (1887), utilise des confitures en garniture.

Au restaurant, je n'ai jamais dégusté de si bons millefeuilles que ceux du cher M. Guillot, en son *Auberge du Vieux Marly*. Son aîné feuilletage, il en donne la recette dans son livre *La Grande Cuisine bourgeoise* (Flammarion) : 500 g de farine, 12 g de sel,



250 g d'eau, 600 g de beurre d'Eclairé (l'hiver, précisez-le, il va jusqu'à 620 g, mais on peut mettre moitié-moitié beurre et beurre végétal). Mettre le sel dans la fontaine de farine, une partie de l'eau, 150 g de beurre pétri directement, promptement, en ajoutant le reste de l'eau. Ramasser la pâte. Laisser

reposer. Allonger un peu au rouleau et mettre au milieu le restant du beurre dont l'homogénéité doit être semblable à la pâte. Replier le pâton obtenu et donner huit tours doubles (c'est-à-dire un tour et demi à chaque fois et pliage en trois) ; laisser reposer 10 à 15 minutes entre chaque tour. Lais-

ser reposer 24 heures au frais et détailler selon besoin.

La mode aujourd'hui est aux millefeuilles salés, en entrée. Je me demande si ce n'est pas seulement, de la part du restaurateur, un « truc » pour utiliser moins de produit cher tout en servant une portion honorable. Alfred Guérot, un cuisinier d'hier, ne donne en son livre que les recettes d'un millefeuille au foie gras, à la noix et au roquefort. Pellaprat, dans son *Art culinaire moderne*, cite un millefeuille à la briarde : brie, crème fouettée, cognac, noisettes broyées.

Que l'on nous propose un millefeuille de truffes — encore que celles-ci soient meilleures nature, — passe encore. Mais un millefeuille d'ail de rais au beurre d'estragon, comme je le trouve sur une carte!

A cet aimable lecteur, amateur de millefeuilles (dessert), je conseille ceux du *Mercure galant* (15, rue des Petits-Champs, 75001 Paris ; tél. : 42-97-53-85). Une merveille de légèreté. « *Un mille et une feuilles* », s'exclamaient devant moi une Américaine conquise par la cuisine de Pierre Ferranti.

LA REYNIÈRE

## Le Petit Montmorency

Il faudra bien qu'un jour les médias s'avisent que les meilleures toques sont peut-être celles qui font le moins parler d'elles. Daniel Bouché est de celles-là : un cuisinier de talent et de modestie, se contentant d'une clientèle fidèle parce qu'appréciant un métier sûr, des créations inspirées mais sages (rien de « bluffant » comme d'autres croient devoir écrire).

Ainsi le petit pâté chaud de canard sauvage aux coings, les foies gras frais (au naturel, au caramel poivré, chaud au ravin et purée d'anchoïes), la forte rôtie sauce calmar, le curry d'agneau au riz basmati, noisettes et pommes vertes, la simple côte de bœuf (race Simmenthal) au gros sel, sauce moelle et échalotes deviennent une fête. Ajoutez-y le livre à la royale, les noisettes de chevreuil aux citrons, coings et glace au gingembre et le perdreau rôti en cette saison ; les fromages (avec noix et sautés aux épices), les desserts éblouissants, le service parfait et, par là-dessus, le sourire apaisant de Nicole Bouché. Oui, Bouché est de la lignée des cuisiniers de génie, comme Denis, Peyrot et quelques autres que les satirbanques de la nouvelle cuisine passe-partout font oublier. Compter 400/600 F, selon votre foi enthousiaste de guest.

LE PETIT MONTMORENCY, 5, rue Rabelais, 75008 Paris. Tél. : 42-25-11-19. Fermé samedi et dimanche. C.B. Parking : 1, rue Rabelais.

## Gérard Besson

Il s'affirme de plus en mieux (si j'ose écrire), ce jeune chevronné qu'est Gérard Besson, dans un cadre rajeuni qui eût été trop beau pour les Halles de Paris, à l'impeccable service, aux vins bien sélectionnés et aux plats fort heureux, du classique (tels les œufs brouillés Georges Garin) au moderne (flan d'huitres d'Isigny au manzanilla — la carte dit « à la manzanilla » à tort, mais c'est sans doute la faute aux lavandières du Portugal), en passant par un foie gras de canard à la cuiller escorté de petits poireaux en vinaigrette truffée. Le saumon écossais est rôti à la crème d'algues et d'oseille, le ris de veau meunière enveloppé au sarrazin, le gibier annonce la saison, et les desserts, du « Prêlat » cher à Alexandre Dumas (qui des jeunes chefs se souvient du « maître » de Sautou 71 à l'assiette d'agrumes au sorbet au chocolat, sont parfaits.

Enfin, si, à la carte, surtout si vous succombez aux tentations de la cave, il vous faudra compter entre 450 F et 550 F, il y a, aux dîners, un menu suggestion à 250 F qui est une merveilleuse occasion de découvrir cette maison — ou de revenir ici.

GERARD BESSON, 5, rue du Coq-Héron, 75001-Paris. Tél. : 42-33-14-74. Fermé le dimanche. C.B.-A.E. Chiens acceptés. Parking Saint-Eustache. L.R.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'azur

**06400 CANNES**  
**HOTEL LIGURE \*\*\*NN**  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-19-48  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

**HOTEL LE MISTRAL \*\*\*NN**  
13, rue des Belges - Tél. : 93-39-81-46  
S. de b., w.-c., tél. TV, insonorisé.  
7 JOURS PENS. COMPL. : 1 590 F.  
1/2 pers. : 1 250 F., y compris l'excursion.

## NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-42-56 - Tél. 478-418.  
Téléphone : 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
Plais centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

## Côte basque

**64800 ANGLET**  
**HOTEL DE LA RÉSIDENCE DE CHIBERTA et du GOLF \*\*\*NN**  
(près de Biarritz)  
« Un deux étages à 300 m de l'océan et au calme de la forêt de pins... »  
Séjour en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)  
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 220 F, quinzaine 1 530 F - mois 3 400 F  
Valables du 1/11/1989 au 31/3/1990 (sauf du 26/12/1989 au 31/1/1990)  
Possibilité petits déj. et repas  
Biarritz-Ville et aéroport à 3 km  
164, boulevard des Pignes, ANGLET  
Tél. rés. : 59-52-15-16  
Tél. 573412. Fax 59 52 11 23

## Montagne

**05350 MOLINES-EN-QUEYRAS**  
**Hôtel LA MAISON DE GAUDISSART**  
Stage ski de fond randonnée peu de phoque (16) 92-45-83-25.

**05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)**  
Parc r.p. Site classé. Stat. village. Piste fond. Plus innom. d'Europe 2040 m.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Appt et chambres avec cuisine. Grill de 650 à 1 500 F/pers./sem.

**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

## Paris

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Provence

**AIX-EN-PROVENCE**  
**HOTEL RÉSIDENCE**  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92

## Sud-Ouest

**PÉRIGORD**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\*NN**  
Sélection Jet Tours  
**GOLF**  
Practice à l'hôtel  
parcours 9 trous compact à 20 mn  
Greenfees - WE 230 F.  
24590 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
Tél. 53-29-95-94.

## Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\***  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

## Vérone

**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Case, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## Suisse

**LEYSIN (Alpes vaudoises)**  
**1400 m. Hôtel SYLVANA \*\*\***  
(pauvrement). Chambres tout confort.  
Prix selon saison à 50 m des pistes de ski.  
Famille Bonelli. Tél. : 19-41 25/34 11 36.  
Fax : 19-41 25/34 16 14.

**3920 ZERMATT-VALAIS**  
**HOTEL HOLIDAY**

60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon, cuisinette, bar, bain, w.-c., radio, téléphone, TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Prix spéciaux en janvier de 75 70 (env. FF 280) en demi-pension. Téléphone 1941/28/67 12 03. Famille R. Perren, tél. 472107.

TOURISME  
SKI DE FOND  
HAUT-JURA

**3 HEURES DE PARIS PAR TGV**  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max) dans ferme du XVIII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bain, w.-c., table d'hôte, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois.  
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem. (comp. pension complète + vin, moniteur et matériel de ski).  
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :  
**LE CREY L'AGNEAU**  
25650 MONTBENOIT

## Majorque, résidence secondaire de l'Europe

Suite de la page 29.

C'est cette Majorque-là, celle d'un monnaie qui n'a pas encore véritablement cours, qui est porteur d'avenir. Car la résidence secondaire des citoyens d'Eindhoven, de Luxembourg ou de Manchester regarde désormais son récent passé avec gêne et se cherche une conduite.

Le premier solide coup de pique a été porté par les Britanniques, dont près de cent mille délaissent

l'île cette année pour les rives plus lointaines et moins chères de Tunisie et surtout de Turquie. Les Néerlandais se lassent. D'autres suivront, tout juste compensés par l'engouement neuf des Espagnols : eux seuls s'attachent à la surévaluation de la poignée. La hausse du niveau de vie aidant, les prix, pour les autres, ne coïncident plus avec les prestations ni avec l'image de l'île.

Alors, pour changer d'image, on s'efforce de changer de politique.

## Carnet de route

## ● Transports

Palma est reliée aux principales villes françaises par de nombreux vols charter. On trouve ainsi des Paris-Palma aller-retour à partir de 780 F (Go Voyages). Si l'on préfère les compagnies régulières, Jumbo (Air France) offre des sièges à partir de 1 230 F. En classe « affaires », l'aller-retour coûte 4 020 F.

## ● Déplacements

Il existe de très nombreux loueurs de voitures, aux tarifs nettement inférieurs à ceux pratiqués sur le continent. Toute l'île est desservie par cars, chemins de fer... et par un tramway.

## ● Hébergement

De nombreux hôtels sont fermés de novembre à mars. Les tarifs paraissent élevés lorsque l'on n'a

pas choisi un forfait au départ de France. Les prix varient de 100 F (une nuit pour deux personnes dans le monastère de Cala d'Or) à 1 000 F (à la Residence, résidence de luxe, aménagée dans des bâtiments des quarante et sixième siècles dans un cirque de montagne, face au petit village de Deyà). On aura le plus souvent intérêt à choisir les restaurants majorquins, notamment ceux de l'intérieur, qui offrent une cuisine locale de qualité.

## ● Livres

— Le Guide Vies Aux Baléares (Hachette, 176 p., 65 F).

— Pour ceux qui pratiquent les randonnées à pied, on trouvera soixante itinéraires dans *Paysages de Majorque* (Sunflowers books, 136 p., 85 F).

**NOMADE** VOYAGES - AVENTURES  
SAHARA - AFRIQUE - MEDITERRANEE  
Doc. gratuite : 50 av. des Terres 75017 Paris - 43.42.45.45

## Aux quatre coins de France

**GRANDS VINS DE JURANÇON**  
**CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux.  
à LABAT-LABONNETTE, 6410 JURANÇON.  
Tél. sur demande.

**LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE**  
se sont associés pour que vous puissiez constituer votre CAVES en une seule commande (portieux, champagne, bordeaux, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Ecoles.  
**LYCÉE VITICOLE, 71800 DAVAYE**  
Tél. : 85-55-95-92.

Commandez votre **CHAMPAGNE DES FÊTES**

Priorité à la qualité  
Expression de la différence  
Elaboré en France de châteaux  
Cuvée appréciée des amateurs

**CHAMPAGNE DU RÉDEPTEUR**  
BLANC DE BLANC BRUT  
Toutes cuvées tarifs sur demande.  
CL. DUBOIS & Les Aghaschachs  
VENTEUX, 51200 EPERNAY  
Tél. : (16) 26-58-43-37.

## VOYAGES

On régleme pour tenter de limiter l'augmentation de la capacité hôtelière (plus de 5 % tout de même, sur mille trois cents hôtels — rien d'une misère) ; pour accroître la qualité de l'hébergement, développer les résidences secondaires. On veut des fidèles. Des propriétaires. Qui ne s'efforcent pas au premier changement. On trace des golfes : huit parcourent, cent huit trous ; ne manquent plus que les Japonais. On ferme Palma de stations d'épuration flamboyantes : fin les plages douteuses.

On tente de revenir sur certaines des décisions des années 60 et 70, qualifiées de « grandes bêtises » par un haut responsable du tourisme. Bétouner une piste d'atterrissage sur un site préhistorique sans trop se préoccuper de fouiller, c'est promis, on ne le fera plus. Murer le bord de mer d'une autoroute, on ne le fera plus. A preuve, on transforme l'une des deux voies en un passage agrémenté de palmiers.

Mais l'argent facile n'a pas dit son dernier mot. Il guigne les dernières plages. Entre l'Etat et le gouvernement autonome, qui ont créé des zones protégées qui restent vierges, et les promoteurs, difficile de dire qui remportera la partie. Aujourd'hui, malgré un résultat décevant aux dernières législatives — mais il s'agissait des Cortes, du continent, de l'Espagne somme toute, — les Verts semblent parvenir à ébranler l'île dans la défense d'une des dernières séries

de calanques facilement accessibles : celles de Cala Mondrago. Leur « *Ara o mai, salven Mondrago* » est de toutes les aventures de Palma. Car tout ce qui, en bord de mer, peut porter route, est menacé. Le prix des terrains connaît un boom énorme. L'urbanisation s'affiche partout, avec son goût nouveau pour les petits pavillons chanlés si sagement orchestrés de jardins semblables qu'ils en rendent évanouir l'anarchie des pires faubourgs de la capitale.

Pour le reste, ce qui sauvera Majorque, plus que les politiques, plus que les Verts, plus que son voyant militante local, à la fois catalan et antiberlinoise, c'est son relief rugueux. Les montagnes du Nord, qui protègent l'île des pluies, la protègent aussi du béton.

Il y a là des kilomètres de côtes admirables définitivement inconstructibles, inappropriables aux coûts d'aujourd'hui. Et il y a cet arrière-pays de tous les parfums, de tous les fruits, d'où le mer n'est jamais longtemps absente, qui peut, seul, offrir pour le prix d'un seul regard Majorque tout entière. C'est de ces sommets où nichent les monastères que l'on guettait les pirates autrefois. Beaupont étaient refoulés et, comme aujourd'hui, ceux qui restaient, ce n'est pas parce qu'ils avaient conquis l'île, mais parce qu'elle les avait conquis.

JEAN-LOUIS PERRIER

## GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS EN FIN D'ANNÉE  
DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connaît l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisira sans hésiter DIEP. La plus grande des restaurants asiatiques de Paris : trois cent cinquante places, dans un décor somptueux de marbre et de laque. Demandez à DIEP de vous concocter votre repas, le choix est vaste comme le restaurant ! Voyager le temps d'un repas, vous serez transportés à Hong-Kong ! Pour les plus pressés un « MENU EXPRESS » à 66 et 78 F à déjeuner. Cuisine à la vapeur servie sur chariot, en salle, plats thaïlandais ou vietnamiens. Vivier de langoustes impressionnant ! DIEP fait un réveillon à Noël et à la Saint-Sylvestre. Il sera indispensable de réserver, l'an dernier il a refusé plus de cent clients... Mais comme il y a la possibilité de recevoir 350 couverts, espérons que vous aurez la chance de le découvrir !

28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). - Tél. : 47-49-31-58 et 94-47.  
Ouvert tous les jours.  
Et aussi même famille doublement installée dans le 8<sup>e</sup> arrondissement.  
DIEP, 55, rue Pierre-Charron (8<sup>e</sup>). - Tél. : 45-63-53-76.  
DIEP, 22, rue de Fontaine (9<sup>e</sup>). - Tél. : 43-56-23-06.

**LE COMPTOIR DE L'ÉVÉNEMENT DU JEU**  
ENTRE PONT-NEUF ET ODÉON  
CUISINE ET CADRE A LA MODE  
MENUS 92 F, 200 F. (Après offert.)  
2, rue Christine-9. Tél. : 43-29-01-76

**La Villa Créole**  
CUISINE AUTHENTIQUE  
ambiance musicale agréable  
13, rue d'Amis, 2<sup>e</sup>. 47-42-84-82



## SANS VISA ESCALES



### En chassant le trésor

L'île des Cocos - l'île au trésor de Robert L. Stevenson - au large du Costa Rica, recèlerait de fabuleux butins : 350 tonnes de lingots d'argent pour le trésor du pirate Bonito of the Bloody Sword, 100 millions de dollars en or, argent et pierres précieuses pour le grand trésor de Lima

enterré par le capitaine Thomson en 1821...

Une expédition, préparée par Albert Mats pour le printemps prochain, veut « démocratiser la chasse au trésor ». Son coût prévisionnel s'élève pour l'instant à 40 000 F par participant. Elle est organisée par le Club sports, loisirs et aventures, et commercialisée par Ultra Marina (4, place Dumoustier, 44000 Nantes, tél. : 40-

89-34-44) qui assure la liaison aérienne Paris-Costa Rica, les transferts, la pension et l'hébergement sur le bateau. Ce dernier mouillera dans la baie de Chatham, à l'île des Cocos.

Les futurs aventuriers auront toutes les informations nécessaires auprès d'Ultra Marina. Qu'ils sachent dès maintenant que, en cas de découverte d'un trésor, 75 % du butin sera prélevé par le gouvernement du Costa Rica, propriétaire de l'île dont il a fait un parc national. La reste sera partagé entre les participants.

### Canada pratique

Pour les amateurs de grands espaces et de nature, la division du tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 47.23.01.01) publie un Guide des activités pour l'hiver 1989-1990. Il regroupe par thèmes toutes les possibilités de séjours proposées par une vingtaine de voyageurs. Pour chacun, caractéristiques, dates et prix. En introduction, un rappel des vols transatlantiques. En conclusion, une carte des provinces et des capitales.

On peut ainsi, avec Trafic Tours, pêcher sous la glace (trois jours sur place à partir de 1 000 F) ; effectuer une randonnée en raquettes et à ski de fond et visiter Québec et Montréal avec le Club des 4 vents (du 21 février au 4 mars, 7 570 F de Paris

à Paris, réservé aux 18-25 ans) ; pratiquer le motoneige avec le Carrefour du Canada au cours d'un week-end dans le Québec et l'Ontario (à partir de 1 800 F sur place) ; de décembre à février) ; faire un raid itinérant en ski de fond avec trois jours de trappe chez les Indiens de la Manouane avec Terres d'aventure (11 500 F de Paris à Paris en février-mars) ; ou participer à une expédition en terre de Barfin en compagnie de guides nauts avec Explorator (à partir de 10 000 F en avril-mai, nuits sous igloo ou sous la tente).

### Vapeur express

Fulminant contre le chemin de fer, Alfred de Vigny prophétisait : « Adieu voyages lents, bruits lointains qu'on écoute, Le rire du passant, les retards de l'essieu, (...) Un ami rencontré, les heures oubliées, L'espoir d'arriver tard dans un sauvage lieu. »

On écartera d'autres bruits, le 2 décembre prochain, quand la dernière locomotive à vapeur de la SNCF fera le tour complet de Paris sur les rails de la petite ceinture, crachant de la fumée en gros nuages obligés. Le départ se fera à 12 h 30, de Paris-Bercy. Le train passera par Bel-Air, Belleville, Clignancourt, Batignolles, l'Arche de la Défense, Puteaux, Grenelle, la porte d'Italie, la Rapée-Bercy où il se ravitaillera en



eau avant de repartir vers Le Bourget, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil. Il reviendra à Paris vers 19 heures.

On réserve sa place à l'International ferroviaire club (45, avenue de Savi-gny, 93600 Aulnay-sous-Bois, tél. : 43-84-78-17) : 170 F par personne, 120 F pour les enfants au-dessous de douze ans.

### Quel Sahara ?

Le Sahara aussi peut être la liberté. Une liberté préparée et encadrée par Terres d'aventure (16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : 43-29-94-50), qui offre dans son catalogue Sahara 90 une palette de randonnées privilégiant

« l'approche mesurée et lente de la découverte à pied ». Avant d'enfoncer ses pas dans le sable des dunes crissantes comme la neige, le voyageur conseille d'abord de choisir son Sahara : une double page avec carte met en place les lieux et donne des noms. Entre tassili (plateau), erg (ensemble de dunes), hamada (plateau pierreux) ou reg, chacun pourra choisir son paysage état d'âme : avec ses 2 millions de kilomètres carrés le Sahara est vaste.

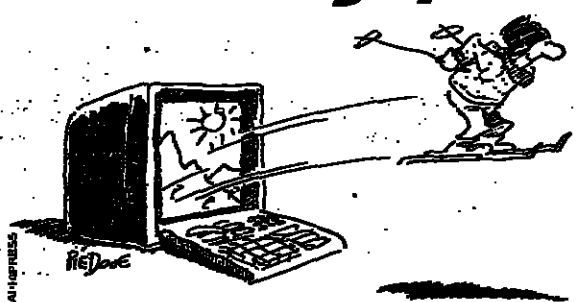
Nouveauté de cette année : trois voyages où l'engagement physique le dispute à l'éloignement des régions explorées. En Algérie, seize jours, dont huit de marche, sur les ergs de

l'Ahnet. Les paysages sont lunaires, désolés, avec des chocs d'ocre, de jaune et de noir. Du 27 octobre au 11 novembre 1990. L'exploration de l'erg Tiferine aura lieu plus tôt, du 24 février au 12 mars prochain (13 500 F) sans itinéraire précis, au départ d'Alger. Elle est réservée aux sahariens expérimentés. Au Niger, une caravane indépendante crociera, entre le 18 janvier et le 2 février, le temps d'un thé ou d'une histoire, la route des caravanes de sel qui traversent le Ténéré (18 200 F). Il faudra savoir s'adapter dans un milieu difficile et un isolement total puisque aucune voiture n'accompagnera le voyage.

### A propos du prix Aga-Khan d'architecture.

A la suite du reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz (*Le Monde sans visa* du 28 octobre) sur la remise au Caire des prix Aga-Khan, M. Denis Lesage nous écrit que, contrairement au communiqué du jury, repris par *le Monde*, il n'est pas le co-architecte de l'école Sidi-Alaoui à Tunis mais seulement le coordonnateur de cette réalisation dont le seul architecte a été M. Samir Hameidi.

## Maxi neige, mini prix, minitel.



# 3614 CONSOM

INFO PRIX - NEIGE

85 stations HÔTELS, LOCATIONS REMONTÉES MÉCANIQUES ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION

PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2290 F A/R

## DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....A/S 1895 A/R 3590	BUENOS AIRES.....A/S 3095 A/R 6095
SAN FRANCISCO.....A/S 1895 A/R 3590	CARACAS.....A/S 2895 A/R 4995
MIAMI.....A/S 1695 A/R 3190	SANTIAGO.....A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL.....A/S 1600 A/R 1890	SEYCHELLES.....A/R 4995
RIO DE JANEIRO.....A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY.....A/S 4310 A/R 7095
MEXICO.....A/S 2590 A/R 4095	ANTILLES.....A/S 1990 A/R 2975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES CIRCULITÉ ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DE PAYER VOTRE VOYAGE AU 40 10 10 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

## ACCESS voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES, 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TÉL. (1) 40 13 02 02.  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. TÉL. 78 63 67 77

**Victoria-Laubhorn Wengen** Berner Oberland

Au cœur du Wengen, tout de suite de l'été. Séjour idéal pour tout type de vacances, romantique, familial, ou solo. Tous les services sont à votre disposition : piscine, sauna, tennis, etc. Deux pensions avec buffet riche de viande et poisson, menus de 89.-/125.- selon saison, séjour gratuit, avec que des buffets aux chocolats. Arrangements de dernière minute : demi-pension, bon d'achat, etc. tout cela, incl. champagne de 14 bouteilles pour 22 personnes (soit 14 personnes) à partir de 700.- ou bien à partir de 1 412.- pour 14 personnes. Arrangements individuels en 14.

Famille B. & H. Castellan, Hôtel Victoria-Laubhorn, CH-3623 Wengen, tél. 1941/36 55 51 51, tél. 223 232, fax 1941/36 55 33 77.

## + SUISSE LA BONNE ADRESSE

Hôtel Continental\*\*\* - CH-3920 Zermatt, Mons. O. Aufdenblatten  
Quelques jours de vacances dans un cadre agréable. Confort. Ambiance.  
Demi-pension dès 75 FS. - R.R., tél. : 1941-28-67 30-63, fax 1941-28-67 4542.

GRAND HOTEL - CH-1452 Les Rasses  
Forfait 3 jours (demi-pension), ch. double, par personne, dès FS 255.  
Tél. : 1941/24/61, fax 1941/24/61 1942

SOCIÉTÉ DES HÔTELIERS de CHATEAU-POÏX ET SES ENVIRONS  
Vous recommander ses établissements.  
ACCUEIL • GASTRONOMIE • CONFORT.  
Téléphone : 1941-29-4 77-88, fax 1941-29-4 7789

Hôtel MONSÉJOUR - CH-1864 Vers l'Eglise-Les Diablerets.  
Hébergement 20 lits. - Prix : pension complète 60 FS ; demi-pension 48 FS.  
Dortoir 60 lits. - Prix : pension complète 40 FS ; demi-pension 30 FS.

## derba menzel

Le DJERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme, la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse : B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DJERBA - TUNISIE  
Téléphone : (05) 57070  
Téléc : 51927  
Télécopie : (05) 57124

**KENYA avec Transsafari**

18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

A PARTIR DE 7600F JUSQU'À 23 600F

**transsafari**

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL. : (1) 47.42.15.15

UET

**Vivez l'hiver au pays du Père Noël**

**EN LAPONIE**  
Noël est plus authentique, le ski plus léger, le traîneau vu plus vite.  
A la ferme ou en hôtel, en traîneau, à ski ou en sidoo, goûtez pleinement vos vacances de neige.

Toute information :  
Office National du Tourisme de Finlande  
13, rue Auber - 75009 Paris - 42 66 40 13

هكذا من الامم

## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1360

## EN SILENCE

(Tourné OHRA, 1989)

Blancs : L. PSACHIS

Noirs : H. REE

Défense est-indienne.

Système Saemisch.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 f6 5. f6 f7 6. f7 f8 7. f8 f9 8. f9 f10 9. f10 f11 10. f11 f12 11. f12 f13 12. f13 f14 13. f14 f15 14. f15 f16 15. f16 f17 16. f17 f18 17. f18 f19 18. f19 f20 19. f20 f21 20. f21 f22 21. f22 f23 22. f23 f24 23. f24 f25 24. f25 f26 25. f26 f27 26. f27 f28 27. f28 f29 28. f29 f30 29. f30 f31 30. f31 f32 31. f32 f33 32. f33 f34 33. f34 f35 34. f35 f36 35. f36 f37 36. f37 f38 37. f38 f39 38. f39 f40 39. f40 f41 40. f41 f42 41. f42 f43 42. f43 f44 43. f44 f45 44. f45 f46 45. f46 f47 46. f47 f48 47. f48 f49 48. f49 f50 49. f50 f51 50. f51 f52 51. f52 f53 52. f53 f54 53. f54 f55 54. f55 f56 55. f56 f57 56. f57 f58 57. f58 f59 58. f59 f60 59. f60 f61 60. f61 f62 61. f62 f63 62. f63 f64 63. f64 f65 64. f65 f66 65. f66 f67 66. f67 f68 67. f68 f69 68. f69 f70 69. f70 f71 70. f71 f72 71. f72 f73 72. f73 f74 73. f74 f75 74. f75 f76 75. f76 f77 76. f77 f78 77. f78 f79 78. f79 f80 79. f80 f81 80. f81 f82 81. f82 f83 82. f83 f84 83. f84 f85 84. f85 f86 85. f86 f87 86. f87 f88 87. f88 f89 88. f89 f90 89. f90 f91 90. f91 f92 91. f92 f93 92. f93 f94 93. f94 f95 94. f95 f96 95. f96 f97 96. f97 f98 97. f98 f99 98. f99 f100 99. f100 f101 100. f101 f102 101. f102 f103 102. f103 f104 103. f104 f105 104. f105 f106 105. f106 f107 106. f107 f108 107. f108 f109 108. f109 f110 109. f110 f111 110. f111 f112 111. f112 f113 112. f113 f114 113. f114 f115 114. f115 f116 115. f116 f117 116. f117 f118 117. f118 f119 118. f119 f120 119. f120 f121 120. f121 f122 121. f122 f123 122. f123 f124 123. f124 f125 124. f125 f126 125. f126 f127 126. f127 f128 127. f128 f129 128. f129 f130 129. f130 f131 130. f131 f132 131. f132 f133 132. f133 f134 133. f134 f135 134. f135 f136 135. f136 f137 136. f137 f138 137. f138 f139 138. f139 f140 139. f140 f141 140. f141 f142 141. f142 f143 142. f143 f144 143. f144 f145 144. f145 f146 145. f146 f147 146. f147 f148 147. f148 f149 148. f149 f150 149. f150 f151 150. f151 f152 151. f152 f153 152. f153 f154 153. f154 f155 154. f155 f156 155. f156 f157 156. f157 f158 157. f158 f159 158. f159 f160 159. f160 f161 160. f161 f162 161. f162 f163 162. f163 f164 163. f164 f165 164. f165 f166 165. f166 f167 166. f167 f168 167. f168 f169 168. f169 f170 169. f170 f171 170. f171 f172 171. f172 f173 172. f173 f174 173. f174 f175 174. f175 f176 175. f176 f177 176. f177 f178 177. f178 f179 178. f179 f180 179. f180 f181 180. f181 f182 181. f182 f183 182. f183 f184 183. f184 f185 184. f185 f186 185. f186 f187 186. f187 f188 187. f188 f189 188. f189 f190 189. f190 f191 190. f191 f192 191. f192 f193 192. f193 f194 193. f194 f195 194. f195 f196 195. f196 f197 196. f197 f198 197. f198 f199 198. f199 f200 199. f200 f201 200. f201 f202 201. f202 f203 202. f203 f204 203. f204 f205 204. f205 f206 205. f206 f207 206. f207 f208 207. f208 f209 208. f209 f210 209. f210 f211 210. f211 f212 211. f212 f213 212. f213 f214 213. f214 f215 214. f215 f216 215. f216 f217 216. f217 f218 217. f218 f219 218. f219 f220 219. f220 f221 220. f221 f222 221. f222 f223 222. f223 f224 223. f224 f225 224. f225 f226 225. f226 f227 226. f227 f228 227. f228 f229 228. f229 f230 229. f230 f231 230. f231 f232 231. f232 f233 232. f233 f234 233. f234 f235 234. f235 f236 235. f236 f237 236. f237 f238 237. f238 f239 238. f239 f240 239. f240 f241 240. f241 f242 241. f242 f243 242. f243 f244 243. f244 f245 244. f245 f246 245. f246 f247 246. f247 f248 247. f248 f249 248. f249 f250 249. f250 f251 250. f251 f252 251. f252 f253 252. f253 f254 253. f254 f255 254. f255 f256 255. f256 f257 256. f257 f258 257. f258 f259 258. f259 f260 259. f260 f261 260. f261 f262 261. f262 f263 262. f263 f264 263. f264 f265 264. f265 f266 265. f266 f267 266. f267 f268 267. f268 f269 268. f269 f270 269. f270 f271 270. f271 f272 271. f272 f273 272. f273 f274 273. f274 f275 274. f275 f276 275. f276 f277 276. f277 f278 277. f278 f279 278. f279 f280 279. f280 f281 280. f281 f282 281. f282 f283 282. f283 f284 283. f284 f285 284. f285 f286 285. f286 f287 286. f287 f288 287. f288 f289 288. f289 f290 289. f290 f291 290. f291 f292 291. f292 f293 292. f293 f294 293. f294 f295 294. f295 f296 295. f296 f297 296. f297 f298 297. f298 f299 298. f299 f300 299. f300 f301 300. f301 f302 301. f302 f303 302. f303 f304 303. f304 f305 304. f305 f306 305. f306 f307 306. f307 f308 307. f308 f309 308. f309 f310 309. f310 f311 310. f311 f312 311. f312 f313 312. f313 f314 313. f314 f315 314. f315 f316 315. f316 f317 316. f317 f318 317. f318 f319 318. f319 f320 319. f320 f321 320. f321 f322 321. f322 f323 322. f323 f324 323. f324 f325 324. f325 f326 325. f326 f327 326. f327 f328 327. f328 f329 328. f329 f330 329. f330 f331 330. f331 f332 331. f332 f333 332. f333 f334 333. f334 f335 334. f335 f336 335. f336 f337 336. f337 f338 337. f338 f339 338. f339 f340 339. f340 f341 340. f341 f342 341. f342 f343 342. f343 f344 343. f344 f345 344. f345 f346 345. f346 f347 346. f347 f348 347. f348 f349 348. f349 f350 349. f350 f351 350. f351 f352 351. f352 f353 352. f353 f354 353. f354 f355 354. f355 f356 355. f356 f357 356. f357 f358 357. f358 f359 358. f359 f360 359. f360 f361 360. f361 f362 361. f362 f363 362. f363 f364 363. f364 f365 364. f365 f366 365. f366 f367 366. f367 f368 367. f368 f369 368. f369 f370 369. f370 f371 370. f371 f372 371. f372 f373 372. f373 f374 373. f374 f375 374. f375 f376 375. f376 f377 376. f377 f378 377. f378 f379 378. f379 f380 379. f380 f381 380. f381 f382 381. f382 f383 382. f383 f384 383. f384 f385 384. f385 f386 385. f386 f387 386. f387 f388 387. f388 f389 388. f389 f390 389. f390 f391 390. f391 f392 391. f392 f393 392. f393 f394 393. f394 f395 394. f395 f396 395. f396 f397 396. f397 f398 397. f398 f399 398. f399 f400 399. f400 f401 400. f401 f402 401. f402 f403 402. f403 f404 403. f404 f405 404. f405 f406 405. f406 f407 406. f407 f408 407. f408 f409 408. f409 f410 409. f410 f411 410. f411 f412 411. f412 f413 412. f413 f414 413. f414 f415 414. f415 f416 415. f416 f417 416. f417 f418 417. f418 f419 418. f419 f420 419. f420 f421 420. f421 f422 421. f422 f423 422. f423 f424 423. f424 f425 424. f425 f426 425. f426 f427 426. f427 f428 427. f428 f429 428. f429 f430 429. f430 f431 430. f431 f432 431. f432 f433 432. f433 f434 433. f434 f435 434. f435 f436 435. f436 f437 436. f437 f438 437. f438 f439 438. f439 f440 439. f440 f441 440. f441 f442 441. f442 f443 442. f443 f444 443. f444 f445 444. f445 f446 445. f446 f447 446. f447 f448 447. f448 f449 448. f449 f450 449. f450 f451 450. f451 f452 451. f452 f453 452. f453 f454 453. f454 f455 454. f455 f456 455. f456 f457 456. f457 f458 457. f458 f459 458. f459 f460 459. f460 f461 460. f461 f462 461. f462 f463 462. f463 f464 463. f464 f465 464. f465 f466 465. f466 f467 466. f467 f468 467. f468 f469 468. f469 f470 469. f470 f471 470. f471 f472 471. f472 f473 472. f473 f474 473. f474 f475 474. f475 f476 475. f476 f477 476. f477 f478 477. f478 f479 478. f479 f480 479. f480 f481 480. f481 f482 481. f482 f483 482. f483 f484 483. f484 f485 484. f485 f486 485. f486 f487 486. f487 f488 487. f488 f489 488. f489 f490 489. f490 f491 490. f491 f492 491. f492 f493 492. f493 f494 493. f494 f495 494. f495 f496 495. f496 f497 496. f497 f498 497. f498 f499 498. f499 f500 499. f500 f501 500. f501 f502 501. f502 f503 502. f503 f504 503. f504 f505 504. f505 f506 505. f506 f507 506. f507 f508 507. f508 f509 508. f509 f510 509. f510 f511 510. f511 f512 511. f512 f513 512. f513 f514 513. f514 f515 514. f515 f516 515. f516 f517 516. f517 f518 517. f518 f519 518. f519 f520 519. f520 f521 520. f521 f522 521. f522 f523 522. f523 f524 523. f524 f525 524. f525 f526 525. f526 f527 526. f527 f528 527. f528 f529 528. f529 f530 529. f530 f531 530. f531 f532 531. f532 f533 532. f533 f534 533. f534 f535 534. f535 f536 535. f536 f537 536. f537 f538 537. f538 f539 538. f539 f540 539. f540 f541 540. f541 f542 541. f542 f543 542. f543 f544 543. f544 f545 544. f545 f546 545. f546 f547 546. f547 f548 547. f548 f549 548. f549 f550 549. f550 f551 550. f551 f552 551. f552 f553 552. f553 f554 553. f554 f555 554. f555 f556 555. f556 f557 556. f557 f558 557. f558 f559 558. f559 f560 559. f560 f561 560. f561 f562 561. f562 f563 562. f563 f564 563. f564 f565 564. f565 f566 565. f566 f567 566. f567 f568 567. f568 f569 568. f569 f570 569. f570 f571 570. f571 f572 571. f572 f573 572. f573 f574 573. f574 f575 574. f575 f576 575. f576 f577 576. f577 f578 577. f578 f579 578. f579 f580 579. f580 f581 580. f581 f582 581. f582 f583 582. f583 f584 583. f584 f585 584. f585 f586 585. f586 f587 586. f587 f588 587. f588 f589 588. f589 f590 589. f590 f591 590. f591 f592 591. f592 f593 592. f593 f594 593. f594 f595 594. f595 f596 595. f596 f597 596. f597 f598 597. f598 f599 598. f599 f600 599. f600 f601 600. f601 f602 601. f602 f603 602. f603 f604 603. f604 f605 604. f605 f606 605. f606 f607 606. f607 f608 607. f608 f609 608. f609 f610 609. f610 f611 610. f611 f612 611. f612 f613 612. f613 f614 613. f614 f615 614. f615 f616 615. f616 f617 616. f617 f618 617. f618 f619 618. f619 f620 619. f620 f621 620. f621 f622 621. f622 f623 622. f623 f624 623. f624 f625 624. f625 f626 625. f626 f627 626. f627 f628 627. f628 f629 628. f629 f630 629. f630 f631 630. f631 f632 631. f632 f633 632. f633 f634 633. f634 f635 634. f635 f636 635. f636 f637 636. f637 f638 637. f638 f639 638. f639 f640 639. f640 f641 640. f641 f642 641. f642 f643 642. f643 f644 643. f644 f645 644. f645 f646 645. f646 f647 646. f647 f648 647. f648 f649 648. f649 f650 649. f650 f651 650. f651 f652 651. f652 f653 652. f653 f654 653. f654 f655 654. f655 f656 655. f656 f657 656. f657 f658 657. f658 f659 658. f659 f660 659. f660 f661 660. f661 f662 661. f662 f663 662. f663 f664 663. f664 f665 664. f665 f666 665. f666 f667 666. f667 f668 667. f668 f669 668. f669 f670 669. f670 f671 670. f671 f672 671. f672 f673 672. f673 f674 673. f674 f675 674. f675 f676 675. f676 f677 676. f677 f678 677. f678 f679 678. f679 f680 679. f680 f681 680. f681 f682 681. f682 f683 682. f683 f684 683. f684 f685 684. f685 f686 685. f686 f687 686. f687 f688 687. f688 f689 688. f689 f690 689. f690 f691 690. f691 f692 691. f692 f693 692. f693 f694 693. f694 f695 694. f695 f696 695. f696 f697 696. f697 f698 697. f698 f699 698. f699 f700 699. f700 f701 700. f701 f702 701. f702 f703 702. f703 f704 703. f704 f705 704. f705 f706 705. f706 f707 706. f707 f708 707. f708 f709 708. f709 f710 709. f710 f711 710. f711 f712 711. f712 f713 712. f713 f714 713. f714 f715 714. f715 f716 715. f716 f717 716. f717 f718 717. f718 f719 718. f719 f720 719. f720 f721 720. f721 f722 721. f722 f723 722. f723 f724 723. f724 f725 724. f725 f726 725. f726 f727 726. f727 f728 727. f728 f729 728. f729 f730 729. f730 f731 730. f731 f732 731. f732 f733 732. f733 f734 733. f734 f735 734. f735 f736 735. f736 f737 736. f737 f738 737. f738 f739 738. f739 f740 739. f740 f741 740. f741 f742 741. f742 f743 742. f743 f744 743. f744 f745 744. f745 f746 745. f746 f747 746. f747 f748 747. f748 f749 748. f749 f750 749. f750 f751 750. f751 f752 751. f752 f753 752. f753 f754 753. f754 f755 754. f755 f756 755. f756 f757 756. f757 f758 757. f758 f759 758. f759 f760 759. f760 f761 760. f761 f762 761. f762 f763 762. f763 f764 763. f764 f765 764. f765 f766 765. f766 f767 766. f767 f768 767. f768 f769 768. f769 f770 769. f770 f771 770. f771 f772 771. f772 f773 772. f773 f774 773. f774 f775 774. f775 f776 775. f776 f777 776. f777 f778 777. f778 f779 778. f779 f780 779. f780 f781 780. f781 f782 781. f782 f783 782. f783 f784 783. f784 f785 784. f785 f786 785. f786 f787 786. f787 f788 787. f788 f789 788. f789 f790 789. f790 f791 790. f791 f792 791. f792 f793 792. f793 f794 793. f794 f795 794. f795 f796 795. f796 f797 796. f797 f798 797. f798 f799 798. f799 f800 799. f800 f801 800. f801 f802 801. f802 f803 802. f803 f804 803. f804 f805 804. f805 f806 805. f806 f807 806. f807 f808 807. f808 f809 808. f809 f810 809. f810 f811 810. f811 f812 811. f812 f813 812. f813 f814 813. f814 f815 814. f815 f816 815. f816 f817 816. f817 f818 817. f818 f819 818. f819 f820 819. f820 f821 820. f821 f822 821. f822 f823 822. f823 f824 823. f824 f825 824. f825 f826 825. f826 f827 826. f827 f828 827. f828 f829 828. f829 f830 829. f830 f831 830. f831 f832 831. f832 f833 832. f833 f834 833. f834 f835 834. f835 f836 835. f836 f837 836. f837 f838 837. f838 f839 838. f839 f840 839. f840 f841 840. f841 f842 841. f842 f843 842. f843 f844 843. f844 f845 844. f845 f846 845. f846 f847 846. f847 f848 847. f848 f849 848. f849 f850 849. f850 f851 850. f851 f852 851. f852 f853 852. f853 f854 853. f854 f855 854. f855 f856 855. f856 f857 856. f857 f858 857. f858 f859 858. f859 f860 859. f860 f861 860. f861 f862 861. f862 f863 862. f863 f864 863. f864 f865 864. f865 f866 865. f866 f867 866. f867 f868 867. f868 f869 868. f869 f870 869. f870 f871 870. f871 f872 871. f872 f873 872. f873 f874 873. f874 f875 874. f875 f876 875. f876 f877 876. f877 f878 877. f878 f879 878. f879 f880 879. f880 f881 880. f881 f882 881. f882 f883 882. f883 f884 883. f884 f885 884. f885 f886 885. f886 f887 886. f887 f888 887. f888 f889 888. f889 f890 889. f890 f891 890. f891 f892 891. f892 f893 892. f893 f894 893. f894 f895 894. f895 f896 895. f896 f897 896. f897 f898 897. f898 f899 898. f899 f900 899. f900 f901 900. f901 f902 901. f902 f903 902. f903 f904 903. f904 f905 904. f905 f906 905. f906 f907 906. f907 f908 907. f908 f909 908. f909 f910 909. f910 f911 910. f911 f912 911. f912 f913 912. f913 f914 913. f914 f915 914. f915 f916 915. f916 f917 916. f917 f918 917. f918 f919 918. f919 f920 919. f920 f921 920. f921 f922 921. f922 f923 922. f923 f924 923. f924 f925 924. f925 f926 925. f926 f927 926. f927 f928 927. f928 f929 928. f929 f930 929. f930 f931 930. f931 f932 931. f932 f933 932. f933 f934 933. f934 f935 934. f935 f936 935. f936 f937 936. f937 f938 937. f938 f939 938. f939 f940 939. f940 f941 940. f941 f942 941. f942 f943 942. f943 f944 943. f944 f945 9





NO-TELEVISION

## A l'heure américaine



entiers postaux sur cartes postales, découper, émettre en tenant : un entier postal sur enveloppe dont le motif, une station orbitale, est un hologramme.

Plus classiques, les émissions de trois feuillettes (Lincoln, X, Kennedy) ainsi que profanes de quatre timbres (histoire des transports d'hier et de demain) et de deux entiers postaux (aérogamme et carte). La poste américaine a aussi prévu deux éléments de son catalogue la première expo-



**Enquête réalisée par la rédaction de *Monde des Philatélistes*.**  
24, rue Chancat, 75009 Paris.  
Tél. : (1) 42-47-99-05.

A chaque  
jour  
son thème  
et son  
évaluation  
spéciale !



DINOSAURS DAY  
NOV. 26, 1988  
WASHINGTON, DC 20066

**SAMEDI 25 NOVEMBRE**

• **Le Marais, de Sully au palais Scarpie :** 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine, hôtel de Sully.

• **Le Palais-Bourbon, la salle des séances :** 14 h 45, 33, quai d'Orsay (Trocadéro).

• **L'impressionnisme au Musée d'Orsay :** 13 h 30, 1, rue Beaucourt, sous le minocéros (Aux arts et métiers).

• **L'hôtel de La Haye, demeure du président de l'Assemblée nationale :** 14 45, métro Assemblée-Nationale (J. Haullier).

• **L'étrange quartier de Saint-Sulpice :** 15 heures, métro Saint-Sulpice (Réservez le passage).

• **« L'Opéra » Paris : architecture et décor du Saint-Paris :** 11 h 30, dans le vestibule statue de Lily (M. Guiffier).

• **Auguste Rodin, le père de la sculpture moderne : vie et œuvre :** 15 heures, 77, rue de Vienne (M. Brosseau).

• **L'Opéra Garnier :** 11 heures et 14 h 45, hall d'entrée (M.-C. Lasserre).

• **Le paradis, l'enfer et la sculpture médiévale :** 14 h 30, Musée du monument national, place du Trocadéro (L'art et la manière).

• **« Fonctionnement et histoire du Palais de justice » :** 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• **L'hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationale :** 11 heures 45, quai d'Orsay (C. Merle).

• **La Conciergerie de Philippe le Bel à la Révolution française :** 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (C. Marjot).

• **Des fossés du donjon à la Pyramide du Louvre :** 10 h 30 et 14 h 30, place du Palais-Royal, Louvre des antiquaires (C. Binnet).

• **Le Vietnam : creuset indochinois. Fusion du Nord sinisé (Han Yun) et du Sud (Chien Hien) :** 13 h 30, Musée Guimet, 6, place d'Iéna.

• **Promenade à travers le Marais nord :** 14 h 30, métro Saint-Paul (Lutèce-visite).

• **« Le haut Moyen Age et Byzance » :** 14 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny.

• **L'art gothique, deuxième partie :** 14 h 30, Musée national des monuments, français.

« Orangerie. Collection Walter-Guillaume », 14 h 30, Musée de l'Orangerie des Tuileries.

« La peinture moderne de Monet à Picasso », 14 h 30, entrées du Musée de l'Orangerie (M. Polyer).

« Circuit insolite dans le Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron.

« Le Musée Nissim de Camondo, où le bonheur de vivre au dix-huitième siècle », 14 h 45, 63, rue de Monceau (Aux arts et casters).

« La Louvre et la Pyramide », 14 h 30, devant l'entrée (La France et son passé).

« L'hôtel de Lassay, hôtel du président de la Chambre », 14 heures, 33, quai d'Orsay (E. Romani).

« L'Institut de France, la Coupole, l'Académie française », 11 heures, 23, quai de Conti (P. Aron).

« De Paris à Versailles ou la Révolution française et le destin des collections royales », 14 h 80, mairie du cinquième arrondissement, entrée de l'exposition (l'art pour tous).

« L'exposition Jean-Louis David », 11 heures, Musée du Louvre, passage Richer.

« L'exposition : Les architectes de la liberté », 14 h 30, Ecole des beaux-arts, 13, quai Malaquais (J. Vireux).

**DIMANCHE 26 NOVEMBRE**

« Les salons du garde-meuble royal en

**CONFÉRENCES**

**SAMEDI 25 NOVEMBRE**

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Cycle : Baroque et classicisme en Europe II - Paris au dix-septième siècle ou le conflit des écoles et des styles », par M. Jacomet.

10, rue de la Procession, 14 heures : « L'architecture : des origines à la Terre promise », par Christian Marquand. Deuxième conférence du cycle « Histoire du peuple de la religion d'Iraéli ».

10, rue de la Procession, 16 heures : « George Khair et l'expansion mongole », par Jean-Paul Reux. Première conférence du cycle « Des Mongols aux Moghols ».

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 15 heures : « La synthèse asymétrique », par Henri Kagan, professeur à l'université Paris-Sud, cor-

**Royaume de la Merline**, 15 heures, 2 rue Royale (Paris-Centre).

**Défense** contre les villes du vin et l'uniforme siècle S, 14 h 30, RER La Défense, scène B ID Flaurid.

**"La Marée, de la place des Voages à l'hôtel des Ambassadeurs de Hollande"**, 14 h 30, métro Saint-Jacques (St Bourdais).

**"Le monde d'aujourd'hui"**, 10 h 30, entrée du Musée Rodin (M. Pomier).

**"Saint-Denis, nécropole des rois de France"**, 14 h 30, portail central de la basilique (Lumboc-Weistes).

**L'Opéra de Garnier**, 11 heures, boulevard de l'Opéra.

**"Saint-Louis, le plus ancien hôpital parisien, et le canal Saint-Martin"**, 14 h 30, 1, rue de la Grange-au-Bellay (JC Marie).

**"Les heures au Père-Lachaise"**, 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, entre boulevard Nv.

**Exposition de l'Académie des sciences,**

**DI MANCHE 26 NOVEMBRE**

Salle Varéna, 18, rue de Varéna, 14 h 15 : "Méduses"; 16 heures : "Soleil"; 17 h 30 : "Japon" (Caféine civilisations),

1, rue des Prouvaires, 15 heures : "Père-la-Montail, Jérusalem universelle", par Henri Duranbach.

1, rue de Provençaux, 15 heures : "La mystique de la Révolution et notre temps", par Netys.

Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques, 16 heures : "Mystérique Allezia (CLJ)", par André Fournier.

81, rue de Seine, L'Espace bleu, 10 heures et 18 heures : "La communication verbale et non verbale. Mots, signes et langage". Conférence sur l'ordre et ce que l'ont été, par Michel Estoun.

62, rue Saint-Armoine, 16 h 30 :

« Mouffettard et ses secrets : de la maison du Père Goriot aux convulsionnaires de Saint-Médard », 11 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et

« De l'ancienne abbaye de Parthenmont à la fontaine des Quatre-Saisons, 14 heures, angle de la rue de Grenelle et de la rue de Bellechasse (M<sup>me</sup> Zujovici).  
 « Une heure et demie en visite chez la duchesse de Sully au hôtel du duc-de-Palais au Marais, 14 h-30, 62, rue Saint-Antoine (M<sup>me</sup> Duhamel).  
 « 80, boulevard Latour-Maubourg, 14 h-30, s'élève au quotidien et son histoire, 16 20, rue de la Thaïlandaise, 18 h-30 : « Florence ville d'arc », par H. Brumfiel.

« Le quartier de la Défense et son contournement : l'Archae », 15 heures, hôtel du MER La Défense, soirée K (M<sup>me</sup> Orvaldel).

« La place des Victoires et son vieux quartier », 15 heures, métro Louvre (résurrection du passé).

« L'hôtel de Comodoro. Un mobilier et un cadre uniques au monde », 15 heures, 13, rue de Monceau (L. Heulster).

« Les salons du ministère de la marine », 14 h 30, 2, rue Royale (Tournaire).

« La splendide assemblée dix-huitième siècle du Musée Comenius », 15 heures, 13, rue de Monceau (Tournaire culturelle).

« L'exposition David au Louvre », O h 45, métro Palais-Royal, côté rue de Valenciennes (D. Bouchard).

« L'ancienne abbaye de Port-Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (D. Bouchard).

**TRAPPE DU LOTO n° 42**  
**DU MARDI 20 NOVEMBRE 1989**

5
16
21
22
32
36
46

**PROCHAINES TIRAGES AU SUNDAY 20h**  
**EXTRACTION AU SUNDAY 20h 20**  
**GRAND LOTTERIE TRAPPE DU LOTO**  
**EXTRACTION AU LUNDI 20h 20**  
**GRAND LOTTERIE TRAPPE DU LOTO**

**Montant des gains**  
**en millions de francs**

**Montant par billet**  
**en millions de francs**

5 boules p	6 809	11,00 F
4 boules p	100	930,00 F
3 boules p	1	10 855,00 F
2 boules p	84	146,00 F
2 boules p + 1 boulette		10,00 F

[illegible]

A2

1. [illegible] [illegible] [illegible]  
2. [illegible] [illegible]  
3. [illegible] [illegible] [illegible]  
4. [illegible] [illegible] [illegible]  
5. [illegible] [illegible] [illegible]  
6. [illegible] [illegible] [illegible]  
7. [illegible] [illegible] [illegible]  
8. [illegible] [illegible] [illegible]  
9. [illegible] [illegible] [illegible]  
10. [illegible] [illegible] [illegible]  
11. [illegible] [illegible] [illegible]  
12. [illegible] [illegible] [illegible]  
13. [illegible] [illegible] [illegible]  
14. [illegible] [illegible] [illegible]  
15. [illegible] [illegible] [illegible]  
16. [illegible] [illegible] [illegible]  
17. [illegible] [illegible] [illegible]  
18. [illegible] [illegible] [illegible]  
19. [illegible] [illegible] [illegible]  
20. [illegible] [illegible] [illegible]

FR 3

1. Magazine "Fighting"  
2. "The War of the World"  
3. "The War of the World"  
4. "The War of the World"  
5. "The War of the World"  
6. "The War of the World"  
7. "The War of the World"  
8. "The War of the World"  
9. "The War of the World"  
10. "The War of the World"

[illegible]

**A2**

Serie "Un duo explosif."  
Magazine  
Sports passion.  
L'actu de l'équipe nationale  
Chaque semaine, France 2 diffuse les Masters et le Tour de France.

P Magazine :  
Special : l'Entrepreneur  
Le monde d'aujourd'hui  
Magazine les champions du week-end  
Série : Les Indes du Sud  
Jeux  
Documentaire : L'été japonais  
Journal de l'été

**TANCO**  
**ARGENTINO**  
Le vin à Champet-Blyss  
au Théâtre MOGADOR  
LOCAL : 48.78.75.00  
S'adresser :  
Champet-Blyss

[illegible]

Magazine : Fastlane  
Magazine :  
Driver: used in vehicle



# AGENDA

Le Monde • Samedi 25 novembre 1989

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ Ou peut voir si n'a pas sa propre chaîne ; Ciel-Pluie ou climat.

### Vendredi 24 novembre

<b>TF 1</b> 20.35 Variétés : Avis de recherche. Invités : Herbert Léonard, Francis Perrin, Variétés : Daniel Guichard, Pierre Bachelard, Phil Collins, Adams, Neil Tennant... 22.30 Variétés : Et si on se disait tout ! Invité : Annie Girardot. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! Invité : Lio et Marc Lavoine. 0.35 Journal et Météo.	de la Révolution française. 23.45 Musiques, musique. La courante, Les petites cré-mières de Bagnot. <b>CANAL PLUS</b> 20.30 Sport : Football. Championnat de France : Racing Paris 1-Bordeaux (en direct). 22.35 Flash d'informations. 22.40 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Over the top (Le bras de fer). □ Film américain de Menahem Golan (1987). <b>LA 5</b> 20.40 Série : Super polar. Biot gun, de Philippe Trépoit. 22.20 Magazine : Reporters. 23.25 Série : Génération pub. 0.00 Journal de minuit. <b>M 6</b> 20.30 Téléfilm : L'amour en marge. 22.15 Série : Brigade de nuit. 23.10 Série : Celine d'abord ! 23.40 Capital. 23.45 Six minutes d'informations. 23.50 Sexy clip. <b>LA SEPT</b> 20.30 Danse : Fat Land. Ballet de Maguy Maria.	21.30 Documentaire : Patrick Dupond au travail. D'André S. Labrousse. 22.30 Documentaire : L'ascèse de la marche. De Daniel Monau. 23.30 Cinéma : Les nuits de la pleine lune. ■ Film français d'Eric Rohmer (1984). <b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Radio-archives. Musique de scène : Maurice Jarre. 21.30 Musique : Black and blue. Nuits magiques : Choeurs d'hommes. 0.05 Du jour au lendemain. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.30 Concert (donné le 30 octobre 1988 à Berlin) : Requiem pour solistes, chœur et orchestre, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, le Chœur Bach de Munich, le Sing-along de Frankfurt, dir. Hans Martin Schmidt, sol. : Sharon Sweet, soprano, Jari van Nes, mezzo-soprano, Francisco Ariza, ténor, Simon Estes, basse. 22.20 Musique légère. Pierrot va-t-à l'école, de Devyry : Moyens de locomotion, de Rauber, Sweet music, de Luyseers. 23.07 Le livre des mélanges. 0.30 Poissons d'or.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### Samedi 25 novembre

<b>TF 1</b> 14.20 La Une est à vous. 15.45 Tiers à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.35 Trente millions d'amis. Sommaire : Christine de Rivoyre, nouvelle série pour l'écrivain : Vazouzi hérité contre la rage : Le beau parleur. 18.05 Série : Les professionnels. 19.00 Série : Marc et Sophie. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Sébastien, c'est fou !. 22.15 Magazine : Ushuaïa. Plongée sous le glacier Gormer à Zermatt (Suisse) : Gardien de phare : Jennifer Cellier, championne du monde de bare-foot : Hommage à Jerry Kelluzia, alpiniste mort en octobre dernier : Mon père, mon pays : Les chèvres du vent. 23.15 Magazine : Formule sport. Spécial box. 0.10 Journal et Météo. 0.30 Série : Mémoires.	17.00 Flash d'informations. 17.05 Samdynamite. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.51 Dessin animé : Kimbo. 20.00 Jeux : Le casse. 20.35 Samdynamite. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Magazine : Le divin. Invité : Gable Heflin. 22.50 Magazine : Musicales. Cycle Brahms : Concerto n° 1 pour piano en ré mineur, par l'Orchestre national de Lille. 23.50 Magazine : Sports 3. Spécial tennis de table. <b>CANAL PLUS</b> 14.00 Téléfilm : Un amour hors saison. 15.35 Documentaire : Les allumés... Cartes de coque à Cuba. 15.55 Football américain indoor. Chicago-Detroit. 17.25 Documentaire : Les allumés du sport. Champions de boulier au Japon. 17.55 Cabou cadin. 18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny. En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : Némésis veut courir. 21.50 Documentaire : Les loups blancs de l'Arctique. 22.35 Flash d'informations. 22.45 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Les envoûtés. ■ Film américain de John Schlesinger (1987). Suspense psychologique sur fond d'occultisme. Fantômes musicaux en plein New-York. 0.50 Cinéma : La couleur du vent. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1988). 2.10 Cinéma : Mortelle randonnée. ■ Film français de Claude Miller (1982). <b>LA 5</b> 14.00 Série : La fièvre d'Hawaii. 15.00 Série : Supermarché. 16.00 Série : Automan. 17.00 Dessins animés. 18.55 Journal images. 19.00 Série : Ripside. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Feuilleton : V (1 <sup>er</sup> épisode). Science-fiction. 22.30 Série : La voyageuse. 23.00 Magazine : Samedi foot. 23.05 Téléfilm : Un tourneur de folie. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Un tourneur de folie (suite). 0.30 Feuilleton : Rendez-vous en noir.	<b>M 6</b> 14.40 Série : L'aramie. 15.30 Série : L'été fantastique. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M6 express. 18.05 Variétés : Multitop. 19.25 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Bien armé pour le vie. 21.55 Téléfilm : Touristes en défilé. 23.30 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.45 Spectacle : Les savants et la révolution. <b>LA SEPT</b> 16.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol. 18.30 Documentaire : Histoire(s) du cinéma (1 <sup>re</sup> partie). De Jean-Luc Godard. 17.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (8 <sup>e</sup> épisode). 18.30 Court métrage : Le panorama. De Christophe Loblitz. 19.00 Magazine : Mégamix. 19.30 Documentaire : Une leçon particulière de musique. 20.27 Je me souviens... des années 80. 20.30 Danse : La classe morte. 22.10 Danse : Parole de ciel. Ballet de Susan Sarge. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. 23.15 Jazz soulless collection. 23.20 Documentaire : Travail à domicile. 23.30 Documentaire : Route One / USA (1 <sup>re</sup> partie). De Robert Kramer. <b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Photo-portrait. Jean Nouvel, architecte. 20.45 Dramatiques. Louise Bonbon perpétuelle, de Maurice Kherroubi ; Toilets, de Jean Demeyer. 22.35 Musique : Opus. Les New-Yorkais. 0.06 Clair de nuit. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.05 Opéra (donné en novembre au Châtelet) : Fidelio, de Beethoven, par l'Orchestre national de France et le Chœur philharmonique national de Vienne, dir. Lorin Maazel ; sol. : Siegfried Jerusalem, Sabine Haas, Richard Conn, Siegmund Nimsgern, Kurt Rydl, Faith Sakari, Uwe Pöppel. 23.08 Le monde de la nuit. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune. Gérard Wiggowicz, chef d'orchestre.
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**TANGO ARGENTINO**  
Ce soir à Champs-Élysées et au Théâtre MOGADOR.  
LOC. : 48.78.75.00

### Dimanche 26 novembre

<b>TF 1</b> 8.00 Club Dorothée dimanche. Hls NLI-TF 1. 10.55 Magazine : Les animaux du monde. 11.25 Magazine : Auto-moto. 12.30 Jeu : Tournez... manège. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Les nuits de la pleine lune. ■ Film français d'Eric Rohmer (1984). 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Variétés : Mondo Dingo. 15.40 Tiercé à Auteuil. 15.50 Série : Vivement lundi. 16.20 Dessins animés : Disney parade. 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.50 Loto sportif. 20.00 20.35 > Cinéma : Dans le chaleur de la nuit. ■ Film américain de Norman Jewison (1967). Un film efficace, selon les « bonnes intentions » de l'époque, un peu déphasé aujourd'hui. 22.30 Magazine : Ciné-dimanche. 22.35 Cinéma : Un taxi mauve. ■ Film français d'Yves Boisset (1977). 0.15 Journal et Météo.	9.15 Cinéma : Engrénages. ■ Film américain de David Mamet (1987). 10.55 Cinéma : Over the top (Le bras de fer). □ Film américain de Menahem Golan (1987). En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Magazine : Rapido. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Jean-Pierre Foucault. 14.00 La tueuse de l'ombre. 5.45 Série : Bergarac. 16.40 Documentaire : Le cadeau du siècle. 17.35 Documentaire : Et si nous étions des animaux... 3. Des oreilles pour mieux voir. 18.00 Cinéma : Black nite mac 2. □ Film français de Marco Pauly (1988). En clair jusqu'à 20.35. 19.40 Flash d'informations. 19.50 Dessins animés : Ca cartoon. 20.25 Magazine : Tranches de l'art. 20.35 Cinéma : Salaam Bombay ! ■ Film indien de Mira Nair (1988). Tragédie et véritable tableau d'une enfance perdue dans le monde de Bombay. Forte charge émotionnelle. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Documentaire : La télé des autres. 23.00 Cinéma : Les fantômes du chapeau. ■ Film français de Claude Chabrol (1982). Avec Michel Serrault, Charles Aznavour, Aurélien Clermont. Un suspense psychologique créé par Simon dans son roman, Chabrol a fait un jeu d'orgueil, d'audace, de cynisme, un diopie de la folie contre la médiocrité bourgeoise. 0.55 Cinéma : Prince des ténégres. ■ Film américain de John Carpenter (1987). <b>LA 5</b> 10.30 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 11.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 12.30 Documentaire : Bessons sauvages. Les loups. 13.35 Série : Arsène Lupin joue et perd. 14.35 Série : Super polar. 16.20 Magazine : Ciné Cinq. 16.50 Magazine : Télé-matches dimanche. 18.00 Série : Ripside. 18.50 Journal images. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Indira Jones et le temple maudit. ■	Film américain de Steven Spielberg (1984). La mise en scène dramatique et plastique digne, parfois, des visions du Fritz Lang de Métropolis. 22.50 Magazine : Ciné Cinq. 23.00 Cinéma : Tonnerre. □ Film italien de Lary Ludman (1988). 0.45 Journal de minuit. <b>M 6</b> 10.30 Variétés : Fréquentier. 11.00 Dessins animés : Graffiti. 11.55 Infocommunication. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Série : Chacun chez soi. 12.30 Série : L'ami des bêtes. 13.20 Série : Madame est servie (suite). 13.50 Série : Les têtes brûlées. 14.40 Série : Clair de lune. 15.30 Série : Espion modèle. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Père et impaire. 18.30 Série : Les années coup de cœur. 19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanna. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : La rage de vaincre. 22.10 Magazine : Sport 6. 22.25 Capital. 22.30 Cinéma : La vie devant soi. ■ Film français de Moshé Mizrahi (1977). Une étude populiste émouvante, magnifiquement interprétée par Simone Signoret et le jeune Sami Bart Yout. 0.10 Six minutes d'informations. 0.15 Documentaire : Albert Roussel. 0.45 Musique : Boulevard des clips. <b>LA SEPT</b> 16.30 Documentaire : Histoire(s) du cinéma (2 <sup>e</sup> partie). De Jean-Luc Godard. 17.15 Documentaire : Lettres à Freddy Busche. 17.30 Danse : Fat Land. 18.30 Documentaire : Patrick Dupond au travail. 19.30 Magazine : Dynamo. 20.00 Documentaire : Ici bat la vie. 20.27 Je me souviens... des années 80. 20.30 Cinéma : Tasio. ■ Film espagnol de Amadori Monzo (1984). 22.05 Documentaire : Nakagami, écrivain des ruines. 23.05 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (7 <sup>e</sup> épisode). 0.25 Téléfilm : Les morts de la Seine. <b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Atelier de création radio-phonique. Vampyr. 22.35 Musique : Le concert. Le clavier bien tempéré, Livre II, Préludes et fugues n° 1 à 12 BWV 870-881, de Bach, par David Murray, clavichin. 0.05 Clair de nuit. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.30 Concert (en direct du Châtelet) : Adagio pour orchestre de Penderecki ; Symphonie n° 5 en ré majeur op. 107, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel. 23.05 Cinéma : Musiques traditionnelles. Afrique noire : La mémoire et la parole, avec Youssouf Tata Cissé. 0.30 Archives dans la nuit. Le vingtième siècle d'Ernest Ansermet.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### Audience TV du 23 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 32	56.3	22.9	2.6	21.3	2.3	4.6	2.8
19 h 45	59.9	26.3	11.8	11.0	4.5	2.8	3.3
20 h 16	71.6	27.1	16.6	12.6	3.2	6.3	6.1
20 h 55	73.2	23.9	23.3	13.9	1.3	7.4	6.2
22 h 8	59.0	19.1	22.2	12.8	0.8	3.8	2.6
22 h 44	37.3	18.2	3.2	5.1	0.6	7.4	3.2

سكرا من الاموال

هكذا من الاميل

C'est demain samedi 25 novembre que paraît dans Le Monde le règlement du concours "Plume en Herbe" et que votre enfant peut espérer être "le plus jeune écrivain de France".

Comment ! c'est pas aujourd'hui ?



## GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE



A partir d'images à paraître dans Le Monde du samedi 25 novembre (daté 26/27 novembre), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire : la plus belle deviendra un vrai livre édité par Nathan/Le Monde. Clôture du concours le 31 janvier 1990.

NATHAN Le Monde

Monde

Transport de l'...

ET

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...

Le transport de l'...



39 Un rapport de l'ONU sur les pays de l'Est  
43 Le Salon de la moto à Paris

44 Consommation : les surprises de la retraite  
46 Réorganisation surprise à la SBF

46 Marchés financiers  
47 Bourse de Paris

## BILLET

Sun Tzu  
au Forum  
des Halles

Il faut relire Sun Tzu. Ce stratège chinois a écrit il y a deux mille ans un traité fort complet intitulé les *Règles de l'art militaire*, dans lequel l'Occidental curieux d'interpréter les diverses initiatives japonaises récentes trouvera quelques clefs. « Si l'ennemi laisse une porte ouverte, il faut s'y précipiter », écrit Sun Tzu. L'achat par Mitsubishi du Rockefeller Center à New-York, début novembre, celui d'un tiers du Forum des Halles par Nippon Life aujourd'hui et celui de la célèbre Bush House (siège de BBC World Service à Londres) par le chimiste Kato Kagaku le mois prochain relèvent de cette stratégie. Frapper au point sensible dès qu'il est à découvert et le faire savoir : l'acquisition des Tournaisiens de Van Gogh par l'assureur Yasuda et des studios Columbia par Sony ne sont pas autre chose.

Il serait naïf, cependant, de s'arrêter là dans la lecture de Sun Tzu. Le général chinois est le maître de la stratégie d'encerclement qui trouve dans le jeu de go son application ludique. Pendant que le grand public français, américain ou britannique s'émue de leurs investissements spectaculaires, ailleurs dans les bureaux et les salles de marché, les Japonais placent leurs « pierres » comme on dit dans le jeu de go plus discrètement. Ainsi, Nippon Life, numéro un japonais de l'assurance (et premier mondial en termes d'actifs gérés) est devenu actionnaire de Buitoni, l'industriel de la charcuterie et de la viande en Italie. Crédits lyonnais des lieux qu'on ferait bien de regarder de près. Nippon Life est aussi actionnaire de la société de Bourse française Cholet-Dupont et, à New-York, de Shearson Lehman Hutton, grande banque d'investissement. Sur le terrain de bataille qui compte, celui de la finance, ce sont ces mouvements de troupes qu'il faut observer. Que M. Shida, le roi japonais des pompes, achète le château de Chantilly ne sert finalement qu'à faire diversion. Une règle d'or chez Sun Tzu.

D. Py

Lire nos informations page 39

## INSOLITE

Un pilote  
démocrate

Le vol n'avait pas trop mal commencé pour cet appareil de la compagnie American Airlines qui se rendait de Chicago à New-York. Puis le ciel s'est assombri et le radar météo a fait apparaître que l'avion et ses passagers seraient très secourus à l'atterrissage à New-York. Le pilote a eu un réflexe qui fait honneur à la plus grande démocratie du monde : si l'on en croit le *Chicago Sun Times*, il a demandé aux passagers de voter à main levée s'ils préféreraient retourner à Chicago ou se poser envers et contre tout sur l'aéroport Stewart de Newburgh (État de New-York).

Malgré la tempête, une majorité de mains se sont levées pour cette dernière solution. Le pilote a obéi à son électeur. Interrogé à l'arrivée sur les raisons de ce scrutin aérien, le commandant de bord a affirmé qu'il n'avait fait que suivre les instructions des équipages du ciel. Ceux-ci ont répliqué que cette procédure « un peu étrange » n'avait pu être arrêtée que par la compagnie elle-même. Il serait intéressant de savoir si American Airlines prend en compte les abstentionnistes et les votes blancs pour la détermination de la route de ses avions.

## Réunion d'experts à Bruxelles

Le Japon annonce des aides  
à la Hongrie et à la Pologne

Des hauts fonctionnaires représentant les vingt-quatre pays occidentaux qui se sont engagés à aider la Hongrie et la Pologne devaient se réunir, vendredi 24 novembre à Bruxelles, pour tenter d'y voir clair dans le foisonnement d'initiatives annoncées depuis leur dernière réunion il y a un mois. Le Japon devait notamment rendre publiques ses premières mesures d'aide à l'Est : 150 millions de dollars (950 millions de francs) pour le fonds de stabilisation du zloty

polonais, 40 millions de dollars d'aide alimentaire à la Pologne, et 40 autres millions d'aide technique pour Varsovie et Budapest. La Commission européenne avait été chargée, en juillet dernier, lors du « Sommet de l'Arche », de coordonner les aides occidentales à la Pologne et à la Hongrie. Une réunion au niveau ministériel aura lieu le 13 décembre à Bruxelles, avec la participation des chefs de la diplomatie hongroise et polonaise.

## TOKYO

## de notre correspondant

Parmi les sept grands pays industrialisés, qui s'étaient engagés lors du « Sommet de l'Arche », en juillet dernier, à accroître leur aide à l'Europe orientale, le Japon est celui qui est apparu le moins empressé. Malgré sa richesse et le souci de recycler partiellement son excédent commercial tout en démontrant sa solidarité avec le camp occidental, le Japon est longtemps resté dans une prudente expectative vis-à-vis de l'Europe de l'Est, — qui contraste avec son impatience de rétablir ses liens avec la Chine.

Comme ce fut le cas avec les pays arabes au lendemain de la première crise pétrolière (1973), les Japonais se sont trouvés un peu pris au dépourvu avec une région du monde qu'ils ont jusqu'à présent négligée. L'éloignement géographique, l'absence de liens historiques et, d'une manière générale, le faible intérêt manifesté par les Japonais pour l'Europe orientale ne sont pas les seules raisons de leur attentisme. D'abord, ils se demandent où se situe le seul de tolérance de Moscou dans le processus de libéralisation à l'Est. Ensuite, le blanchage de la vie parlementaire par les scandales divers de ces derniers mois a différé l'examen de la question de l'aide à l'Europe orientale.

Mission  
à Varsovie

Le gouvernement ne peut annoncer officiellement le montant des aides avant d'avoir l'approbation des Chambres, fait-on valoir au ministère des affaires étrangères. Le projet de loi de finances pour 1990 ne sera rendu public que fin décembre : devrait notamment y figurer l'aide alimentaire et technique à la Hongrie et à la Pologne. En ce qui concerne l'aide alimentaire d'urgence à la Pologne, le gouvernement doit encore décider si les produits qui la composent seront achetés à la CEE ou à la Hongrie.

La Pologne, ne faisant pas partie des pays en voie de développement, n'a théoriquement pas droit à l'aide gouvernementale. Le Japon envisage donc de lui concéder des prêts par le biais de l'ex-Im Bank. Le gouvernement a, d'autre part, accepté un rééchelonnement de la dette polonaise.

Si le commerce entre le Japon et les pays de l'Europe de l'Est demeure faible (au cours des neuf premiers mois de l'année, les exportations nippones ont même baissé de 25 % par rapport à la même période en 1988 bien que les importations aient légèrement augmenté), les industriels japonais commencent à manifester leur intérêt pour l'une des dernières régions du monde qu'ils n'ont fait jusqu'à présent qu'effleurer.

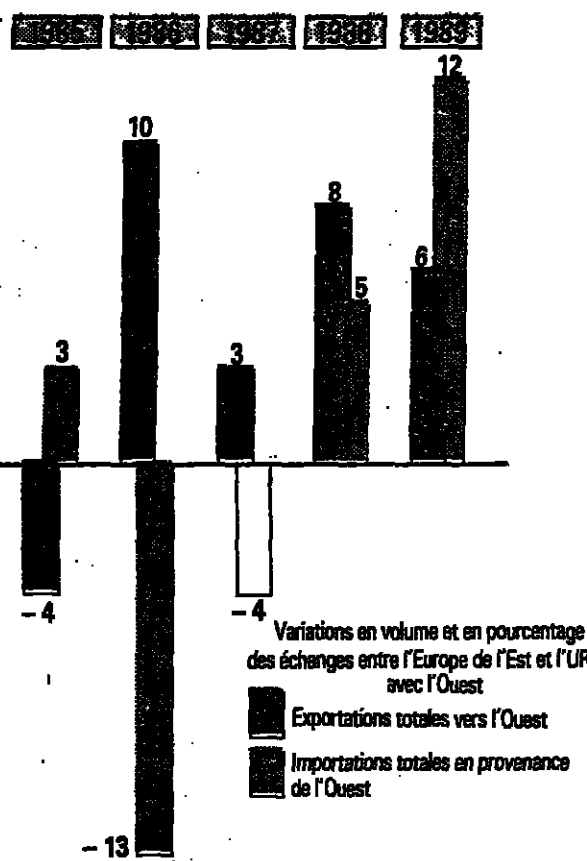
Selon une enquête de l'Organisation japonaise pour le commerce extérieur (JETRO), alors qu'il existe cinquante-trois projets de

sociétés conjointes entre la RFA et les pays de l'Europe de l'Est, il n'y en avait fin 1988 que neuf dans le cas du Japon (quatre en Bulgarie et cinq en Hongrie).

Les industriels japonais entendent ne pas être absents d'une Europe où les rapports d'intérêt

ont bénéficié du renouveau d'intérêt des Japonais pour l'Europe orientale.

Le constructeur automobile Daihatsu et quatre maisons de commerce doivent envoyer en décembre une mission en Pologne, pour un projet du même genre : une joint

Forte hausse des achats de l'Est  
à l'Ouest au premier semestre 1989

Source : commission économique de l'ONU

Les importations de biens de l'Ouest, dont la croissance est positive depuis 1988, ont progressé très rapidement (+ 12 %) au cours des premiers mois de 1989.

pendance Est-Ouest sont appelés à se renforcer, avec des conséquences sur l'Europe intégrée de 1993. Ils s'attendent, en outre, à un assouplissement des règlements du COCOM, qui ont souvent bloqué leurs échanges avec les pays socialistes.

À la fin de novembre, le président de Suzuki Motor Co. s'est ainsi rendu en Hongrie afin de discuter l'établissement d'une joint venture avec la société d'Etat Ikarus qui fabrique des autobus. Le projet, d'un montant de 139 millions de dollars, porte sur la production annuelle de cinquante mille voitures de moyenne cylindrée (1300 cc) destinées au marché hongrois mais aussi de la CEE. En discussion depuis quatre ans, ce projet

venture (avec le constructeur polonais Fabryka Samochodow Osobowych) pour la production annuelle de 120 000 véhicules destinés au marché polonais et ouest-européen.

Toutefois, la plupart des industriels japonais semblent attendre un geste de leur gouvernement permettant des financements à des taux préférentiels pour les pays de l'Europe orientale avant de s'engager. Mais il est vraisemblable que Tokyo ne modifiera pas sa position tant que la Pologne ne sera parvenue à un accord avec le FMI sur le rééchelonnement de sa dette.

PHILIPPE PONS

Lire page 39 notre article sur le rapport de la commission économique de l'ONU sur l'Europe de l'Est.

## Alors que Budapest négocie avec le FMI

Le programme économique du gouvernement hongrois  
rejeté par le Parlement

Confronté à la perspective d'une grave crise politique, le gouvernement hongrois devrait être contraint de modifier son programme économique libéral. Les propositions qu'il avait formulées ont, en effet, été rejetées le mercredi 22 novembre par le Parlement. M. Erno Kerner, président du comité du Plan (l'organe responsable du rapport), a affirmé, jeudi, que « sans ce programme, aucun accord ne peut être conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) et que, en l'absence d'un tel accord, il

pourrait bien se faire qu'on ne puisse plus financer la Hongrie ».

Des négociations sont actuellement en cours avec les représentants du FMI pour l'octroi d'une facilité de crédit d'urgence. L'organisation internationale, inquiète de la détérioration du déficit des paiements courants cette année (qui devrait atteindre, selon ses experts, plus de 1 milliard de dollars) et de la poussée de l'inflation (près de 20 % actuellement), réclame en effet l'adoption d'un ensemble de mesures

telles que la réduction des subventions publiques, la fermeture d'entreprises non rentables et la dévaluation du forint, la norme nationale. Au Parlement, les élus redoutent les conséquences sociales négatives de telles dispositions, et plusieurs députés ont réclamé « des mesures plus efficaces et plus concrètes pour le bien-être social ». Selon des observateurs, le gouvernement devrait accepter quelques concessions mineures, mais ne pas modifier les points essentiels du programme.

## Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en octobre

Le chômage diminue aussi  
pour les jeunes

Rendues publiques le 24 novembre, les statistiques du chômage font apparaître une légère baisse de 0,3 % en octobre en données corrigées des variations saisonnières. D'après le ministère du travail, on comptait 2 526 000 demandeurs d'emploi, soit 1,7 % de moins qu'en octobre 1988. En données brutes, la hausse mensuelle de 0,4 % est compensée par le recul de 2,1 % sur un an. Avec 2 598 906 personnes inscrites à l'ANPE en fin de mois, le taux de chômage rapporté à la population active est demeuré stable depuis le milieu de l'été (9,5 % contre 9,9 % il y a un an).

Assistez-on, comme le prétend M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, au vu des résultats d'un seul mois, à une « inflexion de tendance », à une « nouvelle orientation » qui prouverait que, si elle se poursuivait, « la reprise de l'emploi profite davantage aux chômeurs » ? Il est trop tôt pour le dire.

Depuis quelques mois, l'évolution du chômage est quasiment équilibrée, et le mouvement d'augmentation des effectifs salariés, enclenché il y a maintenant plus de deux ans, s'accroît. Mais, en douze mois, le nombre de chômeurs n'a diminué que de 44 400 en données corrigées. L'ancienneté moyenne s'élève à 359 jours (+ 13 jours en un an), et 30,8 % des demandeurs sont inscrits au minimum depuis un an contre 30,2 % en octobre 1988.

Contrairement à ce qui se passait précédemment, le chômage des jeunes diminue pour les hommes (- 11,1 % en un an) mais aussi pour les femmes (- 7,4 %). En revanche, les femmes plus âgées subissent une aggravation, qui est peut-être liée à l'augmentation des demandes d'emploi à temps partiel (+ 3,8 % en un an) — ou à durée déterminée (+ 6,5 % en un an), parce que les postes de travail seraient plus volatils. En un an, l'augmentation est de 4,4 % pour les chômeuses de vingt-cinq à quarante-neuf ans et de 1,2 % pour celles âgées de plus de cinquante ans.

Alors que le volume des entrées nouvelles au chômage recule de 7,5 % en un an en données corrigées, signe d'une meilleure intégration, le nombre des sortants de l'ANPE décroît de 4,4 %.

Essor  
de l'apprentissage

A la recherche d'un premier emploi, on serait embauché plus facilement qu'auparavant malgré la chute des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), revenus à 28 000 bénéficiaires contre 97 000 en octobre 1988, et la déclatation des travaux d'utilité collective (TUC). L'apprentissage, les contrats de qualification et d'adaptation connaissent un essor favorable à la qualité.

Pour ceux qui perdent un emploi stable, le nombre des licenciements économiques continue de baisser (- 7,3 % en un an), tandis que celui des démissions croît avec le retour de la confiance (+ 12,5 % en un an). Parallèlement, la part du travail temporaire aggrave la tendance à la précarité. En un an, les inscriptions à la fin d'une mission d'intérim ont augmenté de 14,1 % et, avec les contrats à durée déterminée, représentent 51,8 % des nouvelles arrivées au chômage.

Les sorties du chômage à la suite d'une reprise d'activité salariale se confirment en données brutes (+ 10,6 %). Mais globalement, le recul du traitement social est tout aussi caractéristique, puisque les divers dispositifs accueillent moins de bénéficiaires (- 8,5 % en un an). A une exception près : les stages pour les chômeurs de longue durée ont insensiblement repris de l'importance.

ALAIN LEBEAUE

Un entretien  
avec M. Paul Marchelli,  
président de la CFE-CGC  
« Le gouvernement  
doit sortir  
des impasses  
doctrinales  
dans lesquelles  
il s'enferme. »  
Lire page 40

(Publicité)

## AVIS AU PUBLIC

## COMMUNE de MANOSQUE

## ENQUÊTE PUBLIQUE

Application de l'arrêté préfectoral  
n° 89-2872 du 10 novembre 1989

Le projet présenté par MM. Claude TOUROLLE et René LE MARCHAND, président et fondé de pouvoirs de la Société Géofox en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un stockage de déchets industriels en cavités souterraines à MANOSQUE (installation classée soumise à autorisation au regard de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) sera déposé à la mairie de MANOSQUE du 12 décembre 1989 au 10 janvier 1990 inclus en vue de la réalisation d'une enquête publique de trente jours, accompagnée du registre d'enquête sur lequel les personnes intéressées pourront consigner leurs observations.

M. Pierre BUS, demeurant à MARSEILLE.  
M. Maurice FRANCES, demeurant à CARRIÈRES.  
M<sup>me</sup> Isabelle BRUNET, demeurant à MARSEILLE  
ont été nommés président et membres de la commission d'enquête par le tribunal administratif de MARSEILLE.

A ce titre, ils siègeront à la mairie de MANOSQUE pendant trois heures par semaine, soit les 14, 20 et 29 décembre 1989, 5 et 10 janvier 1990 de 15 heures à 18 heures.

Ils recueilleront les déclarations écrites ou verbales des personnes qui auraient des observations à formuler sur ce projet.

Un dossier sera également déposé à la mairie de St-Martin-les-Eaux, Dauphin, Volx et Saint-Michel-l'Observatoire où toutes les personnes intéressées pourront le consulter.

Le Préfet :  
BERNARD LEURQUIN.

هكذا من الاجل



***Madame, Monsieur,  
Actionnaires de la Navigation Mixte,  
vous avez jusqu'à cette date pour réaliser  
une plus-value de 85 %.***



**Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris. Tél: (1) 42.98.17.88. Minitel 3615 ECO A2**

[illegible]



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Selon un rapport de la commission économique pour l'Europe des Nations unies

### Les résultats des économies d'Europe de l'Est se sont détériorés en 1989

Ralentissement de la croissance économique, détérioration des performances commerciales telles que les principales caractéristiques de la conjoncture en Europe de l'Est soulignées par la commission économique pour l'Europe des Nations unies, dans un rapport publié le vendredi 23 novembre.

Alors que la croissance du produit national brut (PMN), la figure statistique correspondant à l'état aux produits intérieurs bruts calculés en Occident) avait atteint 4 % en 1988, elle ne s'élevait plus qu'à 2,5 % au cours des trois premiers trimestres de 1989, et ne devrait pas dépasser ce rythme pour l'ensemble de cette année. En effet, souligne le rapport, « les événements intérieurs à l'économie tendent à renforcer ou à aggraver la situation économique de nombre de pays ».

En moyenne, les plans réalisés par l'Union soviétique et les pays

d'Europe de l'Est pour 1989 tablent sur une croissance du PMN de 5 % environ. Les experts de la commission économique soulignent : « Les lacunes de production en URSS et les problèmes des transports soviétiques semblent se transmettre aux pays voisins, sous la forme de la limitation de l'offre de matières premières et de la capacité de l'URSS à absorber les importations de ces pays ».

#### déclin des exportations

Dans le domaine extérieur, le rapport note que « le ralentissement de la croissance dans les pays d'Europe socialiste s'est accompagné d'un déclin plus net de la performance à l'exportation ». Au total, alors que le commerce mondial a progressé de 8 % environ en 1988 et se maintient

proche de ce rythme cette année, les ventes à l'étranger de l'Europe de l'Est et de l'URSS ont décliné, selon des statistiques préliminaires, de 1 % ou 2 % en volume au premier semestre de 1989.

Côté importations, les achats de l'Europe de l'Est ont également décliné en volume, et ceux de l'Union soviétique se seraient accrus de 2 ou 3 %. En conséquence, le rapport note que l'URSS, « pour la première fois depuis le milieu des années 70, semble destinée à enregistrer un déficit commercial global », car son excédent à l'égard des pays en développement ne couvre plus le déficit enregistré vis-à-vis des pays d'Europe socialiste et de ceux à économie de marché. L'URSS aurait accru de 12 % ses importations en provenance des pays occidentaux au premier semestre de 1989.

#### Poussée des investissements nippons en Europe

### Un groupe japonais achète un tiers du Forum des Halles

Nippon Life Insurance, premier groupe d'assurances japonais, est en train de racheter environ un tiers du Forum des Halles, le centre commercial situé au cœur de Paris. Cette participation sera octroyée par le Crédit lyonnais, qui contrôlerait jusqu'à 60 % du capital de la Société civile du Forum des Halles de Paris, pour un montant de 10 milliards de francs (environ 430 millions de dollars). Le Forum des Halles, ouvert en 1979 sur l'emplacement du « Ventre de Paris », les anciennes Halles démolies au début des années 70, regroupe plus de deux cents boutiques et restaurants, des cinémas et, en sous-sol, des stations de métro et de RER très fréquentées. Nippon Life Insurance, qui se targue d'être le numéro un mondial de l'assurance en termes d'actifs (162 milliards de dollars, soit un peu plus de 1 000 milliards de francs), possède des participations dans le Club Méditerranée, Bouygues et la société de Bourse Cholet-Dupont, trois sociétés dont le Crédit lyonnais est actionnaire.

Le montant des investissements japonais directs dans l'immobilier,

l'industrie... en France a atteint 463 millions de dollars en 1988. Cela place la France au quatrième rang en Europe pour les investissements japonais, après le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Luxembourg, et avant l'Allemagne fédérale.

#### Premier investisseur mondial

Le Japon a continué, en 1989, à recycler ses excédents en achetant à l'étranger. 100 milliards de dollars en titres financiers et plus de 40 milliards d'investissements directs, tels devraient être les montants des emplettes japonaises d'ici à la fin de l'année, selon une étude de la banque américaine J.P. Morgan. Le Japon est désormais bien installé dans son rôle de premier investisseur mondial qu'aucun pays ne semble en mesure de lui contester pour les années à venir. Les avoirs japonais à l'étranger se montaient, fin 1988, à 1 500 milliards de dollars, alors qu'ils représentaient seulement 135 milliards au début de la décennie 80. Environ la moitié de ces sommes sont détenues par des banques japonaises. Celles-ci étant dans le même temps devenues des intermédiaires financiers internationaux de première importance, le total des créances de l'étranger sur le Japon a également beaucoup augmenté, pour atteindre 1 200 milliards de dollars fin 1988. Les actifs nets du Japon, représentent donc 290 milliards de dollars, contre 30 milliards en 1980.

Les Japonais sont des investisseurs exemplaires, avec une préférence marquée pour les placements à long terme. La moitié des avoirs japonais à l'étranger sont détenus par le secteur privé et sont constitués à hauteur des deux tiers par des placements financiers. Le secteur public détient, quant à lui, 200 milliards de dollars d'avoirs à l'étranger.

Les valeurs boursières attirent moins les Japonais que les obligations (15 % contre 85 %), surtout depuis le krach d'octobre 1987, note l'étude de J.P. Morgan.

#### EN BREF

■ M. Rocard ne remet pas en cause la retraite à soixante ans. « Le gouvernement ne remet pas en cause le droit à la retraite à soixante ans », a assuré, jeudi 23 novembre, M. Michel Rocard lors de l'inauguration du Salon Retraite-action organisé à Paris par le magazine Notre temps. « Je n'imagine pas que la société française soit prête à toucher à ce droit, même s'il est de plus en plus clair que la retraite à soixante ans n'est pas toujours conforme à une bonne gestion de l'avancée en âge », a souligné le premier ministre.

■ CFTD et CGC signent l'accord sur l'égalité professionnelle.

#### Contrat de 1 milliard de francs en URSS pour Electronique Serge Dassault

Electronique Serge Dassault (ESD) a annoncé, jeudi 23 novembre, la signature d'un contrat de 1 milliard de francs pour l'infrastructure du réseau de la Sberbank, la plus importante banque de dépôts d'URSS.

Ce contrat - le plus important conclu par l'entreprise en informatique civile - n'est que la première partie du programme de modernisation de la banque, qui totalise 200 milliards de francs sur trois plans quinquennaux.

Sur ce chiffre, l'informatique représente environ 15 %, et ESD espère en finaliser environ un tiers.

ESD est membre d'un consortium français pour le développement d'entreprises conjointes en URSS, créé en juillet dernier et administré par le Crédit lyonnais. La société a précisé à l'AFP qu'elle a l'intention, à moyen terme, de mettre en place en URSS des sociétés d'économie mixte.

#### Rééchelonnement de la dette pour le Mali

Le Mali a obtenu de ses principaux créanciers un allègement important du service de sa dette extérieure, estimée à 2,11 milliards de dollars, a annoncé le jeudi 23 novembre le ministre français des finances dans un communiqué. Au cours d'une réunion, tenue à Paris le 22 novembre, les représentants de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suisse ont accepté, au vu des « problèmes durables et structurels de balance des paiements et de service de la dette » du pays, de recommander à leurs gouvernements respectifs un réaménagement important des remboursements dus par le Mali.

Chaque pays aura le choix entre trois possibilités : soit annuler un tiers des échéances dues, le reste étant aligné sur le taux du marché et remboursable en quatorze ans ; soit étaler la totalité des remboursements sur vingt-cinq ans, au taux du marché ; soit enfin réduire le taux d'intérêt appliqué aux échéances (3,5 points en dessous du taux du marché) avec une durée de remboursement de quatorze ans.

L'accord sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes sera signé par la CFTD et la CFC-CCG, mais il risque d'être repoussé par FO et la CFTC, qui s'opposent à une extension du travail de nuit des femmes. Le projet d'accord proposé jeudi 23 novembre par le CNPF se donne pour but de « supprimer les entraves de toute nature à l'accès des femmes, dans les mêmes conditions que les hommes, aux métiers auxquels elles-mêmes ont choisi de se former », ce qui implique pour certains syndicats « l'abandon des protections propres à la femme, notamment en ce qui concerne le travail de nuit dans l'industrie ».

## INDUSTRIE

### Le développement européen du premier groupe laitier français

### Sodiaal renforce ses structures en Espagne

Sodiaal vient d'achever la fusion de ses activités en Espagne. Le groupe laitier (Yoplait, Candia, Silhouette) a annoncé, le 23 novembre, qu'il s'associe avec le groupe espagnol Astaria afin de créer une seule entité qui gèrera les activités Yoplait et Lauki en Espagne. Sodiaal et Astaria détendront chacun 50 % de la nouvelle entité qui emploiera sept cent cinquante personnes. Elle commercialisera annuellement 350 millions de yaourts, de fromages et de desserts, ainsi que 100 millions de litres de lait. En 1989, son chiffre d'affaires devrait s'élever à 18 milliards de pesetas (environ 900 millions de francs). Les dirigeants de Sodiaal comptent sur cette fusion pour améliorer leur position en Espagne, où le groupe détient 20 % du marché et occupe la deuxième place derrière Danone.

Cette opération est l'aboutissement de la politique menée depuis dix-huit mois par le groupe français en Espagne. Après avoir racheté Elisa et Intena, deux de ses filiales, Sodiaal cherchait

un accord de partenariat avec Astaria, propriétaire d'entreprises laitières dans la région de Madrid, et avait franchisé Yoplait pour cette zone.

A la politique de franchise qui eut longtemps ses faveurs, le groupe laitier préfère désormais, en Europe, l'investissement direct ou le partenariat qui permettent une implantation plus rapide. Ainsi, après la création d'une société de distribution pour le Benelux, Sodiaal est à la recherche d'un partenaire en Grande-Bretagne.

Parallèlement à cette stratégie internationale, Sodiaal met en place ses nouvelles structures. Le 1<sup>er</sup> janvier 1989, en effet, six des huit coopératives laitières qui cohabitaient depuis 1954 dans la Sodia avaient décidé d'aller plus loin dans leur intégration en créant Sodiaal. Cette structure est le pivot d'un groupe qui collecte 2,5 milliards de litres de lait et représente 12,5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

F. Ch.

## Dans l'attente du contrat de plan

### Le projet de budget 1990 de la SNCF prévoit un déficit de 79 millions de francs

La SNCF poursuivra son réajustement financier en 1990, mais de façon moins spectaculaire qu'au cours des exercices précédents. Au début du contrat de plan 1985-1989, le déficit annuel évoluait autour de 6 milliards de francs ; il est revenu en 1989 à 110 millions de francs et la SNCF escompte le réduire à 79 millions l'an prochain.

La croissance du trafic voyageurs devrait rapporter 2 milliards de francs de plus qu'en 1989, mais le fret continuera à reculer. Au chapitre des dépenses, les effectifs reviendront à 201 240 agents, soit 2,4 % de moins (4 800 emplois supprimés). Les investissements représenteront un chiffre jamais atteint de 16,5 milliards de francs (+ 30 %) dont 8,7 milliards pour le réseau classique et 1,9 milliard pour le réseau de banlieue Ile-de-France (+ 58 %).

Le budget 1990 a un caractère provisoire puisque le contrat de plan Etat-SNCF, pour la période 1990-1994, n'est toujours pas signé. Il a été établi selon les règles du contrat de plan 1985-1989 et à partir des concours versés antérieurement par l'Etat.

## Navigation mixte : la COB auditionne

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a révélé, jeudi 23 novembre, que M. Régis Roussel, le patron de la Bourse, avait écrit aux présidents des cinq groupes (Alliance, Bouygues, Fraternité, Crédit lyonnais et Société Générale) qui achètent des titres Mixte en défense contre l'OPA de Paribas pour leur demander de préciser leurs intentions. Pour le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) et la Commission des opérations de Bourse (COB), ces achats ne soulèvent pas de problème juridique majeur.

Afin de prendre des garanties sur l'avenir, la COB a procédé, jeudi, à des auditions pour vérifier

que les défenseurs de la Mixte n'agissent pas de concert. La réglementation oblige en effet les actionnaires liés par un pacte à le déclarer dès le début d'une OPA. Ces auditions donneront lieu à procès-verbal signé qui servira de preuve, le cas échéant, devant les tribunaux.

En attendant une action en justice très hypothétique, Paribas demeure paralysé par une réglementation qui interdit à tout initiateur d'une OPA d'acheter au-dessus de son prix d'offre. L'essentiel du rachat se fait donc actuellement le fait de la défense, laquelle semble fort bien organisée.

■ Décès de Gérard Mulliez. - Le patriarche de la famille Mulliez (textile, distribution), Gérard Mulliez, est mort mardi 21 novembre à Roubaix (Nord), d'une crise cardiaque, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Père de l'actuel PDG d'Auchan, Gérard Mulliez avait fondé une chaîne de magasins Phila, pour commercialiser les laines à tricoter, puis s'était lancé, dans les années 60, dans la grande distribution, avec les hypermarchés Auchan. Le groupe familial, qui cultive le secret des affaires et l'autofinancement total, s'est diversifié dans le bricolage (Leroy-Merlin), les articles de sport (Decathlon), l'électroménager (Bouliard), les revêtements de sol (Tapis Saint-Maclo), les articles automobiles (Norauto), les vêtements (Kibbi), « pèse » 60 milliards de francs et emploie 40 000 salariés.

SI J'AI RÉUSSI À OBTENIR  
POUR 30 F SEULEMENT LA DISQUETTE  
DE PRÉSENTATION DU CÉLÈBRE  
TABLEUR LOTUS 1-2-3, VERSION 3,  
C'EST QUE JE LIS  
LA NOUVELLE FORMULE  
DE L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

Et que son numéro de décembre ne vaut que 30 F.



L'ordinateur individuel crée l'événement : sa nouvelle formule est entièrement au service des utilisateurs de micro-informatique en entreprise. Enfin un journal utile : un journal utile. L'ordinateur individuel crée l'événement et offre ce mois-ci la disquette de présentation du tableur LOTUS 1-2-3, version 3. L'ordinateur individuel et sa disquette, 30 F seulement chez votre marchand de journaux.

**ORDINATEUR INDIVIDUEL**  
ÇA AIDE À REUSSIR

سكزا من الامل

هكذا من الاعمال

## ÉCONOMIE

SOCIAL

### Un entretien avec M. Paul Marchelli

« Le gouvernement doit sortir des impasses doctrinales dans lesquelles il s'enferme », nous déclare le président de la CFE-CGC

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, critique la méthode Rocard et juge que le mécontentement en France est profond. Mais il qualifie aussi de « bonne » la politique économique du gouvernement.

« Vous vous montrez de plus en plus sévère avec le gouvernement. La CFE-CGC va-t-elle renouer avec sa stratégie oppositionnelle des années 1982-1983 ?

— En 1982 et 1983, nous n'avions pas de stratégie oppositionnelle fondée sur une volonté de destruction du gouvernement. A cette époque, nous avions raison d'attaquer violemment le gouvernement sur sa fameuse relance de la consommation, qui a coûté aux salariés des années de sacrifices et de restrictions. Aujourd'hui, le gouvernement fait moins d'erreurs économiques que celui de M. Mauroy parce que le premier ministre est un économiste de bonne qualité et que les socialistes ont appris depuis l'économie, même si cela s'est fait aux dépens de la France.

« Je ne crois pas que nous puissions dire que le gouvernement se trompe sur le plan économique. Lorsque M. Bérégovoy se montre accablé, d'une manière inflexible, au maintien des grands équilibres, au point d'être extrêmement vigilant face au risque de dérapage inflationniste, il a raison puisque cela engage la stabilité de notre monnaie. Mais il a tort de considérer que le risque inflationniste est uniquement lié à l'évolution des salaires.

« Aujourd'hui, l'inflation, y compris le 0,4 % d'octobre, ce ne sont pas les salaires, c'est de l'inflation importée, de l'inflation structurelle. Notre différentiel d'inflation avec la RFA ne conduit pas à dramatiser. Les évolutions salariales, y

compris dans la fonction publique, peuvent donc être raisonnablement examinées avec plus de bienveillance que le fait M. Bérégovoy.

« Quant à la « méthode Rocard », elle consiste à répondre à côté des vraies questions et à essayer de gagner du temps. Si la fonction publique, dans son ensemble, est en train peu à peu de se révolter, c'est parce que le pouvoir ne répond pas aux questions posées par les fonctionnaires sur leur pouvoir d'achat et sur leur dignité. M. Rocard parle de modernisation. Mais dans le projet de budget 1990 de la fonction publique, les crédits de fonctionnement augmentent de 8 % et les investissements de 2 % ! Dans ces conditions, la méthode Rocard consiste à faire des discours qui ne sont pas corroborés par des actes.

« La CFE-CGC dénonce les erreurs commises, quelle que soit la couleur du gouvernement, sans développer une stratégie oppositionnelle. Nous voulons seulement que la France marche bien économiquement et socialement et assure sa place dans l'Europe de demain.

« Que faut-il changer dans la politique économique du gouvernement ?

« Globalement la politique économique est bonne. Il n'y a pas trente-six alternatives. Mais les résultats seraient améliorés si le gouvernement se décidait à sortir d'impasses doctrinales dans lesquelles il s'enferme, peut-être du fait de son origine politique. Quand, par exemple, la Commission européenne dit, à juste titre, que Renault doit être une entreprise comme les autres, je ne comprends pas l'entêtement du gouvernement. On peut aller sans problèmes à la banalisation du statut de la Régie, afin qu'elle soit une société comme les autres.

« Aux P et T, les orientations qui vont aboutir à la création de deux

établissements sont très positives et très courageuses. Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas pareillement ses responsabilités pour Renault comme pour l'ensemble du secteur nationalisé ? Ve-t-on se complaire longtemps dans cette querelle des anciens et des modernes — nationalisation ou privatisation — avec un Etat propriétaire d'usines fabriquant des casseroles et des machines à laver ? Je n'en vois pas l'intérêt. Soyons pragmatiques : donnons aux entreprises la liberté d'action et libérons-les de la tutelle de l'Etat chaque fois que nous pouvons le faire, en raisonnant sous un angle uniquement économique et non politique.

#### Mécontentement profond

« Quelle est votre appréciation du climat social après les grèves de Peugeot et des finances. En annonçant régulièrement un « remue-ménage social », ne jouez-vous pas les Cassandre à contretemps, alors que les cadres sont généralement en retrait ?

« Les cadres ne sont pas en fêche dans les mouvements revendicatifs et les grèves parce qu'ils exercent par ailleurs des responsabilités. Le jour où les cadres lanceront systématiquement des mouvements revendicatifs et des grèves, nous serons en période révolutionnaire. L'espèce que cela n'arrive jamais. Ils ont des préoccupations sociales et des revendications, mais leurs responsabilités leur donnent l'obligation de faire passer au second plan. Pourtant, chaque fois qu'un mouvement revendicatif bénéficie d'un consensus de l'encadrement, il prend tout de suite une énorme dimension. Il est important pour les ouvriers d'avoir en quelque sorte l'aval moral de leur encadrement lorsqu'ils lancent une revendication. Or, actuellement,



l'ensemble des réactions du salariat ont l'aval de l'encadrement.

« Chaque fois que nous avons l'impression qu'il y a un risque social, il nous appartient de le dire haut et fort. Le mécontentement est profond en France. Pendant des années, on a expliqué aux salariés qu'ils devaient faire des efforts pour contribuer au redressement économique. Maintenant que nous sommes devant une amorce de réussite, ils ne comprennent pas pourquoi ils devraient continuer à faire des sacrifices. Si on sait le leur expliquer, eh bien ! la situation sociale se détendra d'autant ! La méthode Rocard ne permet pas d'obtenir un tel résultat.

« Vous proposez de réserver le bénéfice des accords d'entreprise aux seuls membres des syndicats signataires. S'il favorise une protection à deux vitesses, le syndicalisme ne va-t-il pas rebuter davantage encore les salariés ?

« Les organisations syndicales proposent aux salariés des avantages en signant des conventions collectives leur apportant des garanties, ou des accords salariaux leur procurant plus de pouvoir d'achat, ou en cogérant leur protection sociale. Ce sont des services considérables ! Or on peut avoir d'un côté des salariés qui apportent une contrepartie financière et un peu de leur temps, et de l'autre une grosse masse de clients qui consomment gratuitement. Il y a là une injustice profonde.

« C'est un peu comme si on donnait obligation au boulanger de faire son pain en quantité importante en ne le faisant payer qu'à une toute petite partie de sa clientèle ! Nous avons proposé que tout le monde participe parce que tout le monde est concerné. Comme nous sommes des démocrates, nous pensons que ceux qui ne participent pas ne doivent pas bénéficier des services rendus par les syndicats. Ce serait effectivement une France à deux vitesses. Mais s'il y a des individus qui veulent vivre à une vitesse inférieure parce qu'ils refusent de faire l'effort minimum demandé, libre à eux. Notre proposition vise surtout à alimenter un débat qui est essentiel.

#### « Accorder nos violons »

« Allez-vous relancer l'unité d'action avec les autres centrales syndicales réformistes ?

« Je n'aime pas la formule « unité d'action » qui implique qu'on marche ensemble même si on n'est pas tout à fait d'accord. Nous sommes jaloux de notre identité et de la qualité de nos orientations. Mais, à notre époque, un certain nombre de débats doctrinaux n'intéressent plus personne et sont totalement dépassés.

Dans l'intérêt des salariés, il faudrait que nous soyons en capacité d'accorder nos violons pour des

concerts plus ou moins longs. L'idée est que nos forces additionnées nous donnent des résultats que notre fragmentation d'aujourd'hui nous empêche d'obtenir. Dans les semaines qui viennent, je mettrai tout en œuvre pour que les États-majors confédéraux se rapprochent, à l'exclusion naturellement de la CGT avec laquelle je n'ai aucun atome crochu.

« Avez-vous encore les moyens de votre politique et de vos mises en garde. Vous perdez des adhérents. Vous avez reporté vos assises de l'encadrement, initialement prévues pour cet automne. Vous allez suspendre la parution de votre mensuel Encadrement magazine. Cela va mal à la CFE-CGC ?

« Toutes les organisations perdent des adhérents. A l'heure actuelle, moins de 10 % des salariés français sont syndiqués. Mais la CFE-CGC a passé le creux de la vague. Je le dis avec certitude : nous sommes passés d'une pente de déclin à une pente de remontée des effectifs. Comme les autres, nous avons des problèmes financiers. Nous essayons donc d'économiser nos moyens : nos assises de l'encadrement et notre prochain congrès se tiendront simultanément en 1990. J'aimerais avoir plus de ressources, plus de militants, plus de moyens de communication, mais cela vient !

« Le syndicalisme n'est pas mort. Il est en train d'évoluer dans sa profondeur. Il va se développer, mais différemment. Ce sera un nouveau syndicalisme, porteur d'innovations, qui n'aura plus rien à voir avec celui d'il y a cinquante ou même vingt ans. Il nous permettra de franchir le seuil du troisième millénaire en nous dégageant des vieilles lunes qui ont donné au syndicalisme une certaine pesanteur.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

# FESTIVAL RENAULT OCCASIONS DU 14 AU 30 NOVEMBRE

**CRÉDIT 9,5 % SUR 24 MOIS** Crédit au TEG de 9,5 % sur 24 mois avec apport minimum 20 % sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 10 000 F, 1<sup>re</sup> échéance 579,14 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 23 échéances de 459,14 F. Coût total à crédit : 11 139,36 F. Crédit au TEG de 14,9 % sur 36 mois, et 15,9 % sur 48 mois.

**REPRISE ARGUS + 5 000 F ou 5 000 F minimum** de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'un véhicule d'occasion marqué d'un point rouge. Conditions générales Argus diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

**CRÉDIT FESTIVAL** Partez et payez-le dans 3 mois. Crédit sur tous les V.O. de 12 à 36 mois et 48 mois sur les véhicules Garantie OR et OR Privilege de moins de 3 ans. Apport comptant minimum 10 %. Ex : montant emprunté 25 000 F sur 36 mois. 1<sup>re</sup> mensualité de 240 F de perceptions forfaitaires, 33 échéances de 970,41 F. TEG 17,85 %. Coût total : 33 233,94 F.

**CRÉDIT TOTAL** Crédit total 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 30 000 F sur 36 mois. 1<sup>re</sup> mensualité de 1 322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1 082,31 F. TEG 17,85 %. Coût total : 39 203,16 F. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans.

**CHOIX - GARANTIES** Un très grand choix de voitures d'occasion sélectionnées bénéficiant toutes d'une Garantie Renault Occasions : Garantie Contrôle Sécurité 3 mois, pièces, ou Garantie OR 6 ou 12 mois, pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC, S.A. au capital de F. 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

N°11  
NOVEMBRE  
SPECIAL  
89

DIEU

Journal des hommes  
DIEU  
1989  
N°11  
NOVEMBRE  
SPECIAL  
89

VENTE









## AFFAIRES

Le Salon de la moto ouvre ses portes à Paris

### Les deux-roues se rêvent véhicules urbains modèles

Le Salon international de la moto et du cyclomoteur ouvre ses portes le vendredi 24 novembre jusqu'au dimanche 3 décembre à la porte de Versailles, à Paris. C'est la troisième année qu'il a lieu indépendamment du Salon de l'automobile. Après avoir beaucoup baissé dans les années 80, les ventes se redressent. Et les deux-roues à moteur regardent l'avenir avec confiance au moment où, dans les villes, les automobilistes

se sentent de plus en plus la proie des chasseurs de contraventions. Sans attendre la sévérité accrue à Paris, depuis un mois, contre les stationnements abusifs, le marché de la moto avait progressé en France de 4,7 % de juin à septembre. L'une des attractions du Salon sera la nouvelle 750 de Honda : VFR 750 F. (Lire encadré ci-contre.)

Elles ont gagné près de 50 %

dans les neuf premiers mois de

cette année. Honda enregistre

130 % de croissance devant 62 %

pour Yamaha, 55 % pour Vespa,

40 % pour Peugeot et 35 % pour

MBK. Quant aux scooters immat-

riculés de 80 centimètres cubes et

de 125 centimètres cubes, ils pro-

gressent eux aussi, de 50 % et de

27 % sur ce marché très soumis

aux modes, on assiste à un retour

de la Vespa des années 50.

## AFFAIRES

## CONSOMMATION

## Les surprises de la retraite

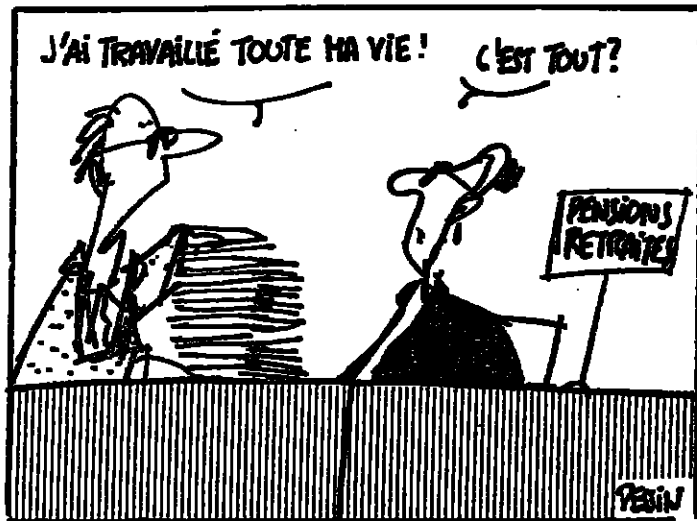
Modes de calcul, modes de revalorisation, taux de cotisation : autant de calculs complexes qui créent des différences dans le montant des pensions et peuvent susciter des déceptions. Malgré les efforts, les écarts ne diminuent que lentement.

« La retraite, ça se prépare. » La campagne lancée sur ce thème il y a deux ans par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, celle qui gère la retraite « de base » des salariés du privé — ne manquait pas de pertinence. On peut trouver la retraite bien méritée ; on peut s'y retrouver bien, comme le montrent des enquêtes auprès de promotions récentes de retraités. Cependant, la pension n'est pas toujours à la hauteur des espérances, beaucoup de salariés le découvrent au dernier moment et vont encore le découvrir les prochaines années.

Première découverte : les mystères du « plafond ». Cela n'a rien à voir avec le bâtiment, mais concerne le mode de calcul de la retraite du régime général, justement. Robert, technicien chez un constructeur automobile, les a découverts il y a quelques mois. Outre la fin de la pointasse, il espérait bien obtenir une pension au niveau maximum, comme ses trente-sept ans et demi de carrière lui en donnaient, estimait-il, le droit.

Après avoir quelque peu peiné lorsqu'il était sorti du centre d'apprentissage avec son CAP, il avait vu son salaire s'accroître régulièrement. Il n'était pas entré dans la hiérarchie mais il était devenu technicien, et depuis 1974, il dépassait le fameux « salaire plafond » de la sécurité sociale. Il avait donc toute raison de compter aussi sur le « plafond » de pension, les dix dernières années de carrière se trouvant largement au niveau.

Tous comptes faits, il s'est retrouvé avec 4 635 F par mois — 635 F de moins qu'espéré. 12 %, ce n'est pas indifférent. Explication : les discordances entre l'évolution des salaires pris en compte pour le montant de la pension et celle du « salaire plafond », établies sur des bases différentes, et qui de surcroît ont varié dans le temps.



Pour calculer la pension, on revalorise les salaires passés comme les retraites : à partir de 1965, selon la progression moyenne des indemnités journalières versées en cas de maladie au cours de l'année écoulée, et depuis 1982 selon la progression moyenne des salaires prévue par la loi de finances, c'est-à-dire, en gros, comme les prix. Le « plafond », lui, augmente aussi en principe comme « la moyenne des salaires », mais selon une base variant d'année en année. En fait une hausse plus forte de ce « plafond » permettant d'accroître les ressources du régime général, on a souvent choisi la combinaison permettant le relèvement le plus important.

## Les « combinaisons gagnantes »

La différence s'est creusée au cours des années 70 et surtout 80. Pour avoir une pension égale au montant du « salaire plafond » au moment de son départ à la retraite, il faut non seulement avoir eu pendant dix ans au moins une rémunération au moins égale au « plafond », mais encore l'avoir à certaines dates : pour Robert, les années 1986 à 1988, mais aussi celles de ses débuts. La meilleure façon d'arriver haut, c'est de partir de haut.

Depuis plusieurs années, la Caisse nationale d'assurance-

vieillesse essaie d'informer les salariés pour leur éviter de mauvaises surprises. Mais l'hémérisme et l'arbitraire des mécanismes en cause donnent souvent au retraité potentiel le sentiment d'avoir été un peu trompé, les « combinaisons gagnantes » étant le fait du hasard, ou du moins de la date de naissance.

La retraite complémentaire, elle aussi, peut ménager des surprises. De moindre ampleur peut-être, puisqu'elle ne représente généralement que 20 % à 25 % du salaire pour ceux qui ne sont pas cadres. Mais tout de même : c'est la surprise qu'on ne peut pas prévoir, l'une dans une coopérative agricole, l'autre dans une étude d'ingénieur. Bien que leur carrière ait été pratiquement parallèle et leur salaire final presque identique, les différences de rendement de la retraite complémentaire de France près, la deuxième a bénéficié d'une retraite complémentaire supérieure d'environ 18 %.

A l'origine, les différences de « rendement » — qui sert de base au calcul des pensions, selon une formule complexe — entre les caisses auxquelles étaient affiliés leurs employeurs. La différence aurait pu être encore plus forte : d'après une étude réalisée à la fin de 1984 par l'ARCCO (Association des régimes de retraites complémentaires, réunissant la majorité de ceux des salariés) l'écart de « rendement » pouvait aller jusqu'à 30 %. Sans doute s'agissait-il de cas extrêmes, de professions particulières. Mais les inégalités peuvent se cumuler.

La revalorisation annuelle des pensions varie aussi selon les caisses en fonction des « salaires de référence », utilisés, et dont l'évolution, complexe, ne correspond pas toujours précisément à celle des rémunérations réelles. Elle peut donc accroître les écarts après le départ en retraite : selon la même étude de l'ARCCO, un salarié ayant pris sa retraite en 1970 pouvait, treize années plus tard, voir le montant de sa pension mul-

tiplié par 3,75 ou par 5,54 selon qu'il avait été employé par une entreprise du secteur de l'économie sociale ou des industries graphiques. Dans ce dernier cas, la pension, à point de départ identique, était supérieure de 47 %.

Toutefois, la source d'inégalité la plus importante en matière de retraite complémentaire demeure le taux de cotisation choisi par l'entreprise, qui va (toujours pour les non-cadres) de 4 % à 8 % du salaire. Selon les calculs du CERC (Centres d'études des revenus et des coûts), cela peut entraîner des différences de plus de 25 %. Mais celles-ci sont normales, puisqu'elles correspondent aux cotisations versées durant la vie active, et le salarié peut s'y attendre, à défaut de pouvoir y remédier directement.

La aussi, on peut obtenir, en s'adressant aux caisses ou aux CICAS (centres d'information et de coordination de l'action sociale), une estimation de sa pension. Mais il est bien difficile au salarié de tenir compte de ces avantages ou de ces inconvénients dans sa vie professionnelle. On choisit, lorsqu'on le peut, son entreprise en fonction du salaire qu'elle donne, des conditions de travail, des possibilités de carrière. Mais le taux de cotisation pour la retraite complémentaire — sans parler de la caisse à laquelle l'entreprise est affiliée — n'est qu'un des avantages annexes qu'elle peut offrir. Et seule l'action des syndicats peut amener à accroître ce taux.

Du moins les partenaires sociaux qui administrent l'ARCCO se sont préoccupés de réduire les sources d'inégalité entre retraités. En 1986, le conseil d'administration a décidé de limiter à deux points (en plus ou en moins par rapport à la moyenne) les différences de rendement — ce qui laisse encore de la marge. Les syndicats et le CNPF ont aussi ramené à 7,5 % en plus ou en moins par rapport à la moyenne les variations du « salaire de référence ». Cette réduction est jugée encore insuffisante par les syndicats qui souhaitent parvenir à un taux unique, comme c'est déjà le cas pour les caisses de retraite des cadres.

Mais l'évolution ne peut être que lente. Sur les deux années passées (de 1977 à 1988), l'écart de revalorisation entre les mêmes caisses (économie sociale et industries graphiques) est resté de 25 %. De même, les partenaires sociaux ont décidé de faciliter le relèvement du taux de cotisation, en réduisant les obligations des entreprises à l'égard des retraités. Mais les petites entreprises ou celles qui se créent optent rarement pour le taux maximum.

Quant à l'assurance-vieillesse, les chances d'obtenir une « combinaison gagnante » demeureront aléatoires tant que des règles communes et claires n'auront pas été établies pour la revalorisation des pensions et du « plafond ».

GUY HERZLICH

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LA RUCHE MERIDIONALE

Le projet UNIVERS SUD élaboré par la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (CFAO) et LA RUCHE MERIDIONALE se concrétisera à la fin de l'année par le regroupement sur LA RUCHE MERIDIONALE de toute l'activité « Grande Distribution du Groupe CFAO ».

Les opérations en cours sont conformes à celles évoquées dans la note d'information diffusée au début de l'année 1989 à l'occasion d'une offre publique d'achat assortie d'une offre publique d'échange proposée par la CFAO aux actionnaires de LA RUCHE MERIDIONALE en réponse à l'offre inamalgable du Groupe RALLYE.

LA RUCHE MERIDIONALE doit absorber à la fin de l'année les sociétés de distribution filiales de la CFAO, soit :

- La Société de Distribution Moderne «SODIM», qui exploite dans le Sud-Est 4 hypermarchés, 60 supermarchés et une dizaine de supérettes ;
- Les Etablissements E. CANTELAUBE et Cie, qui exploitent des supermarchés et un réseau de magasins de proximité dans le Sud-Ouest ;

ainsi que la plupart de ses propres filiales d'exploitation.

Comme prévu, les performances de LA RUCHE MERIDIONALE en 1989 et 1990 seront altérées par la mise en place du projet, avec notamment la rationalisation de la structure juridique, l'harmonisation à l'intérieur de chaque réseau de distribution, la réorganisation de la logistique, des approvisionnements et de l'ensemble des services centraux.

A l'horizon 1992, LA RUCHE MERIDIONALE devrait constituer un groupe régional homogène tel qu'indiqué dans la note d'information du début d'année 1989.

Au plan juridique, sur les onze fusions qui seront proposées en fin d'année aux actionnaires, sous réserve de l'approbation du commissaire à la fusion, trois seulement donneront lieu à une augmentation du capital de LA RUCHE MERIDIONALE qui passera de 30 828 180 F à 63 262 440 F avec la création de 540 571 actions nouvelles. La participation de la CFAO dans le capital de LA RUCHE MERIDIONALE passerait alors de 96,63 % à 99,28 %.

## Conséquence de la sécheresse et des incidents nucléaires

## L'hiver sera coûteux pour EDF

L'hiver va coûter cher à EDF : la sécheresse et les incidents à répétition dans le nucléaire vont l'obliger à brûler du fuel, renchérissant ses coûts de production. La facture sera lourde : EDF affichera une perte de 2,5 milliards cette année. Quant aux risques de panne, ils sont qualifiés de « normaux » par la direction.

Les paysans ne sont pas les seuls à brûler des cierges à saint Médard : EDF, aussi, a les yeux fixés sur la météo, priant le ciel pour qu'il pleuve et... pour que le mercure ne tombe pas trop bas d'ici aux fêtes. En effet, faute de pluie, les barrages sont infiniment moins remplis qu'en temps ordinaire et la production d'électricité d'origine hydraulique sera inférieure d'un quart à la normale.

Là où le bât blesse, c'est que le nucléaire — qui assure normalement les trois quarts de la production électrique française — ne pourra combler cette insuffisance que très partiellement, en raison des incidents à répétition qui affectent les centrales (le Monde du 17 octobre). EDF, qui pensait pouvoir utiliser à 75 % son parc nucléaire en 1989, doit revoir cette estimation à la baisse (de 5 % environ). Sachant que la consommation intérieure aura encore augmenté cette année de 3 % et que les exportations représenteront quelque 11,5 % de la production, l'autoproduction aura donc un besoin de brûler du charbon et surtout du fuel pour produire l'électricité nécessaire.

« Compte tenu des événements, les risques de passage de l'hiver sont normaux », assure néanmoins M. Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF avant d'ajouter que « la situation n'est pas alarmante ». « Jusqu'à Noël, nous avons des marges plus serrées que prévu, sans être totalement nulles », explique-t-il : la puissance, actuellement de 50 000 mégawatts, culmine pendant une vague de froid à 60 000

ou 65 000 mégawatts. « Normalement, nous devons y faire face », souligne le directeur général d'EDF.

En cas de besoin — une chute d'un degré de la température en dessous de la moyenne (moins 7 degrés) équivalant à 1 000 mégawatts — plusieurs sécurités peuvent être utilisées : les contrats prévoyant un « effacement jour de pointe » conclus avec certains clients français donnent une capacité d'intervention de 2 000 mégawatts à laquelle on peut ajouter 5 000 à 6 000 mégawatts, récupérables à l'exportation en vertu du même principe et une possibilité d'achat de courant en Europe, portant sur 1 000 mégawatts environ. « Après Noël, les risques deviennent infimes », selon M. Bergougnoux.

## 2,5 milliards de pertes

La sécheresse et les problèmes techniques du nucléaire pèseront sur les comptes d'EDF pour 2,3 milliards de francs. A ces facteurs, il faut ajouter l'hiver (dernier), particulièrement doux, qui s'est traduit par un manque à gagner sur la consommation de 800 millions de francs, les effets du relèvement des taux d'intérêt sur les frais financiers de l'entreprise (coût 600 millions) et les hausses tardives de tarifs (coût 1,3 milliard de francs) que ne compenseront que partiellement l'accroissement des exportations ou celui de la consommation intérieure et la vente d'un immeuble en face du palais de l'Elysée (rapport 1,1 milliard).

Finalement, l'année devrait se solder par une perte de 2,5 milliards de francs, plus profonde que celle de l'an passé (1,8 milliard de francs). Et la dette de la maison (233 milliards en 1988) ne sera réduite que de 1,5 milliard, soit moins que le rythme prévu dans le contrat de plan (20 milliards de francs en quatre ans) qui court jusqu'en 1992.

FRANÇOISE VAYSSÉ

## Ouverture syndicale aux Pays-Bas

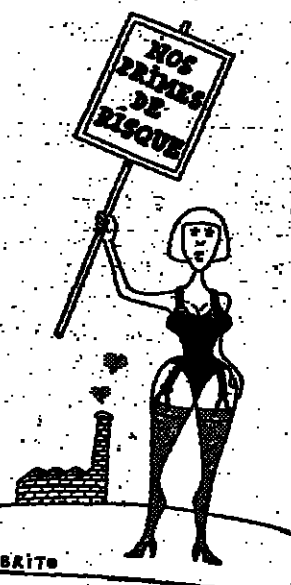
AMSTERDAM

de notre correspondant

Bien que la prostitution pèse pour être le plus vieux métier du monde, elle n'appartient toujours pas au monde du travail au sens traditionnel du terme. C'est à l'issue de ce tabou qu'il faut apprécier la récente décision du Syndicat des services affilié au FNV, la plus importante centrale syndicale des Pays-Bas, d'accepter l'adhésion des péripatéticiennes.

La vote a été acquis à une écrasante majorité (95 %) non sans sourires, peut-être, mais en tout cas sans l'ombre d'un jugement de valeur sur la profession de prostituée. La question de savoir si celles-ci relevaient de l'hôtellerie-restauration (sic) ou de la nébuleuse des services, au même titre que les banques ou les compagnies d'assurances, avait été préalablement tranchée au niveau confédéral (de façon objective) : les prostituées rendent un « service ».

On estime que 80 % des 20 000 personnes employées dans « l'industrie du sexe » sont concernées par cette ouverture syndicale d'un genre nouveau : ce sont celles qui travaillent dans les clubs de rencontres, maisons closes et autres services d'escorte (qui fournissent sur simple appel téléphonique une compagnie galante à domicile ou à l'hôtel) et tous établissements qui doi-



BAÏTE

vent prochainement être légalisés.

Il a donc semblé opportun aux prostituées de se ménager le soutien du FNV pour négocier en temps utile leurs conditions de travail : horaires, congés, rémunération, protection sanitaire. Encore ne s'agit-il que de négociation au cas par cas. Difficile, en effet, de discuter d'une convention collective « de branche » en l'absence d'interlocuteurs représentatifs. Les exploitants des services de chaises n'ont annoncé ni la création d'un syndicat de soutien ni leur volonté de se rapprocher des organisations patronales existantes.

CHRISTIAN CHARTIER

**LA BOURSE**  
**Le 1**  
**AUX STAGES**  
**ÉTUDIANTS\***  
**GAGNEZ**  
**PLUS DE 100 STAGES**  
**DANS LE MONDE ENTIER**

Participez à la Bourse aux Stages  
dans Le Monde du 20 au 29 nov. 1989  
(numéros datés du 21 au 30-11-1989.)  
\* Bac + 3 minimum obtenu courant 1990

## RETROUVEZ

LAQUELLE DES ENTREPRISES PARTICIPANTES  
SE CACHE DERRIÈRE LES ÉNIGMES  
SUIVANTES : (voir logos en page emploi)

**13** Leader de l'industrie cérébro-facturière, il réussit à transformer les idées en cash-flow.

**14** Transactions électroniques, services pétroliers, gestion de l'énergie, testeurs automatiques, instrumentation ; tous ces domaines ont un point commun : la maîtrise de la mesure.

**15** Située au premier rang des sociétés françaises et européennes d'ingénierie par la multiplicité de ses vocations techniques et par son développement international, elle a fêté son trentième anniversaire en 1988.

## POUR VOUS AIDER

SUR EUROPE 1  
UN INDICE SERA DIFFUSÉ  
CHAQUE JOUR  
AU JOURNAL DE 20 HEURES  
PENDANT TOUTE LA DURÉE  
DE LA BOURSE  
RETROUVEZ CES INDICES  
SUR MINITELE 3615 LM

**Le Monde**  
**CAMPUS**  
**EUROPE 1**



# EUROPE-JAPON: UNE NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE

Depuis la Restauration de Meiji, lorsque le Pays du Soleil Levant commença à s'ouvrir au monde occidental, les Européens ont découvert un Japon qui, depuis, n'a pas cessé de les fasciner. Au cours de ces dernières années, ils ont assisté, avec un émerveillement parfois piqué d'une pointe d'appréhension, à la réussite économique spectaculaire de ce pays. Les relations entre l'Europe et le Japon se sont toutefois exclusivement cantonnées jusqu'ici au niveau des échanges commerciaux. Aujourd'hui, pourtant, de plus en plus d'Européens et de Japonais sont à la recherche d'une meilleure compréhension de la culture des uns et des autres. Cette année, le choix significatif du Japon — premier pays non européen à avoir été sélectionné en tant que thème

d'EUROPALIA — semble attester de ce nouvel état d'esprit.

Bruxelles — Dans le cadre prestigieux de cette vitrine européenne, pour laquelle les Japonais disent s'être préparés depuis vingt-cinq siècles, la Seiko Epson Corporation — une des plus importantes sociétés de production d'équipements de traitement de l'information — a récemment 'sponsorisé', avec le concours de l'Institut Japonais des Relations Internationales, un symposium portant sur "Le Japon et l'Europe: Changement des Contextes et Perspectives". Cet événement, en réunissant d'éminentes personnalités japonaises et européennes, offrait une rare occasion d'accéder aux points de vue d'experts sur la relation entre la technologie et la culture au sein de la société japonaise.

## Le miracle économique: La culture en est-elle l'explication?

Question clé: la réussite économique du Japon peut-elle être attribuée à sa culture? Le système de management, intrinsèquement particulier au Japon et fondé sur les "trois instruments sacrés" — à savoir: l'emploi à vie, l'avancement basé sur l'ancienneté, et les syndicats d'entreprise — furent longtemps examinés, de même que l'élément transcendant ces trois principes: l'émphase mise par les Japonais sur la qualité. Les avantages inhérents à ce système, les demandes exprimées par des marchés devenus hautement concurrentiels, ainsi que certains aspects du système, ont motivé un nombre grandissant d'industries occidentales qui, en l'adoptant, en sont devenues des adeptes enthousiastes.

Si l'on considère que les techniques de management japonaises constituent essentiellement un phénomène culturel, il semblerait que ce postulat soit démenti par le fait qu'elles aient acquis droit de cité en Europe. Durant le symposium, on a bien essayé de faire la distinction entre "culture" et "civilisation" mais il est apparu très rapidement qu'une compréhension véritable de la culture implique l'acceptation de comportements différents engendrés par des valeurs culturelles distinctes et que cette acceptation est une des conditions sine qua non à la gestion des conflits avant qu'ils ne se dégradent davantage.

s'attend à ce que les pressions provoquent des mutations au sein de la société japonaise et que, d'homogène qu'elle ait été jusqu'ici, elle se diversifie; que de la conscience collective du groupe, un nouvel individualisme émerge, résolument tourné vers une culture d'entreprise dorénavant plus humaine.

## Concurrence et coopération: une synthèse

Le modèle japonais de l'entreprise — avec sa trame serrée de concurrence et de coopération — pourrait devenir le tissu du nouveau 'corporativisme' que requerront les sociétés post-industrielles. On a fait remarquer que les nuances conflictuelles sous-tendant le terme 'cultures' pourraient fort bien disparaître dès lors que le monde progresse vers une ère universelle de civilisation technique, et que, dans ce processus, la compréhension culturelle mutuelle constitue un élément vital pour le contrôle des frictions éventuelles.

## 'Droits' et 'Devoirs'

D'autres dualismes apparents — telles les conceptions différentes de 'droits' et de 'devoirs' — ont également été considérés. En ce qui les concerne, il est clair qu'ils ne sont pas compris de la même façon en Europe et au Japon. Ainsi, le 'Ritsuryo-seido' — le premier système de loi codifié dans le Japon

élections pour la Chambre Haute de la Diète nationale, en juillet dernier.

## La 'face cachée'

Autre leitmotiv: la "face cachée" du Japon. Les Européens sont souvent déconcertés par ce qu'ils ressentent comme étant des complexités propres au Japon mais ils ne semblent que modérément disposés soit à les décoder soit à y faire résolument face. Ne pourrait-on pas se demander jusqu'à quel point il incombe au monde extérieur de découvrir cette "face cachée" et dans quelles proportions le Japon a la responsabilité de la révéler lui-même?

Il est surprenant que, durant les débats, personne n'ait songé à aborder la question de la langue. Chaque langue possède en effet une logique qui lui est propre et peut-être aurait-il été pertinent de se demander dans quelles limites le japonais — construit sur les idéogrammes — peut, avec l'esprit qui l'anime, sembler rebutant aux Européens. Il est bien évident que l'inverse se vérifie également. Toutefois, le grand nombre de Japonais se sentant contraints de maîtriser des langues européennes dans le but d'accéder à la compréhension de l'esprit occidental est digne d'attention. D'autant plus que l'inverse ne constitue en rien une attitude généralisée, loin s'en faut. Ne serait-il pas légitime de concevoir que si les Occidentaux consacraient autant d'ardeur à maîtriser le japonais, ils se trouveraient inmanquablement dans une meilleure position pour déchiffrer les codes éthologiques intrinsèques à cette culture?

On discerne une certaine ambivalence dans l'attitude japonaise dès lors qu'elle se manifeste comme étant occidentalisée lorsqu'elle s'exprime en dehors du Japon alors qu'elle demeure invariablement 'japonaise' sur le sol national. Est-ce là la caractéristique d'un utilitarisme identique à celle qui, pendant plus d'un siècle, permit au Japon de s'ouvrir à l'Occident et d'adopter avec bonheur la route de l'industrialisation défrichée par l'Occident, tout en préservant son 'japanisme'? En fait, les Japonais ne sont-ils pas les premiers à avoir intégré, au quotidien, l'axiome de Marc-Aurèle selon lequel "ce qui ne profite pas à l'essaim ne profite pas à l'abeille non plus"?

## 'Ménage planétaire': contribution potentielle du Japon

Le Japon a été exhorté à mettre les talents déployés dans la gestion de son économie

intérieure au service du 'ménage planétaire' dont l'urgence se fait de plus en plus pressante. D'une part, il a été suggéré que beaucoup plus d'experts japonais soient mis à la disposition des organismes internationaux impliqués dans la gestion des problèmes mondiaux et, d'autre part, les Européens ont convié le Japon au recyclage de ses revenus substantiels dans des programmes d'assistance au développement et dans ceux portant sur l'environnement. Les intérêts communs, dorénavant incontournables, face au défi que pose la survie planétaire furent également évoqués et, notamment, le concept conjoint d'une 'Initiative Euro-Japonaise pour la Survie Humaine' a été souhaité comme pouvant ajouter une dimension morale opportune et désormais impérative à ce nouveau partenariat.

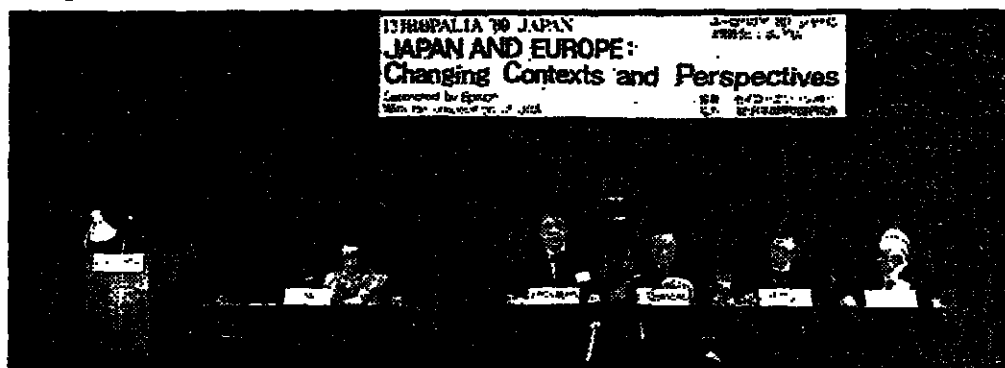
## Former des liens euro-japonais

A l'ère de mutations sans précédent auxquelles sont soumis aujourd'hui chaque domaine de la vie dans le monde, une définition mieux profilée des intérêts communs est nécessaire à l'élaboration de liens solides entre l'Europe et le Japon. L'aube de l'Ere du Pacifique semble militer en faveur d'une meilleure compréhension de ce pays clé, épicentre de cette région du monde.

C'est sans doute dans cette optique que le symposium devait servir d'enceinte privilégiée à M. Willy de Clercq, Président du Comité des Relations Extérieures du Parlement Européen, qui y annonça une 'Année Européenne au Japon' pour 1993 dans le cadre d'une nouvelle 'Initiative Communauté Européenne-Japon' récemment lancée à Bruxelles.

Il semble paradoxal que la nouvelle internationalisation soit accompagnée d'un sens plus aigu des frontières. Dans de telles circonstances, les échanges culturels sont considérés comme étant aussi importants que la coopération économique dans le sens où eux seuls semblent être capables d'apporter au dialogue la profondeur nécessaire. Comme le fit remarquer un congressiste: "Jusqu'ici, ce sont les hommes d'affaires qui ont été les plus visibles sur la 'Route de la Soie'. Il est dès lors grand temps que d'autres prennent leur bâton et commencent à cheminer sur une route dorénavant débarrassée des barricades et des embûches érigées par l'ignorance.

Claude-Armand Marbaix, l'auteur de cet article, est le correspondant de Radio Canada International à Bruxelles.



## Constance et changements: deux aspects de la société japonaise

Le Japon est-il 'constant' ou est-il 'changeant'? Le vent du changement souffle aujourd'hui d'une direction à laquelle personne ne s'attendait. Les Européens sont demeurés interdits par le grondement de la voix des femmes sur la scène politique du Japon. Ils sont tout aussi surpris d'assister à la naissance d'une nouvelle génération qui se détourne des priorités de l'après-guerre acquises à la prospérité économique pour embrasser des aspirations telles l'environnement, la culture et les valeurs spirituelles. C'est de ces deux groupes qu'on

ancien — trouve ses racines dans le concept de 'devoirs', alors qu'inversement, l'Occident mettrait l'accent sur les 'droits'. Cet état de chose peut trouver son illustration dans les difficultés considérables rencontrées par ceux qui, introduisant la culture occidentale au Japon vers 1870, essayèrent de traduire en japonais le mot 'droits', à partir des ouvrages de Montesquieu et de Rousseau.

Toutefois, il fut aussi remarqué qu'alors que, dans le passé, les femmes japonaises s'étaient rendues aux urnes 'par devoir', elles avaient décidé, lors des dernières élections, de faire usage de 'leur droit'. Corollaire obligé de cette volte-face, le parti au pouvoir essayait une défaite inattendue après les

EUROPALIA '89  
日本  
JAPAN IN BELGIUM

Participants au Symposium: M. Robert Chabbal, Directeur, Science, Technologie et Industrie, OCDE; M. Willy de Clercq, Président du Comité des Relations Extérieures, Parlement Européen; M. le Professeur Ronald Dore, Imperial College of Science and Technology; M. Jacques Groothaert, Président du Conseil d'Administration, Société Générale de Banque; Président du Comité EUROPALIA '89 Japon; M. le Professeur Etsuro Hamaguchi, Centre International de Recherches pour les Etudes Japonaises; Mme le Professeur Sumiko Iwano, Université de Keio; M. Guy de Jouquières, correspondant économique international, 'Financial Times'; M. Hidetada Mitsuwa, correspondant éditorialiste, 'Nihon Keizai Shimbun'; M. le Professeur Yoichiro Murakami, Université de Tokyo; M. Heinz Stadlmann, correspondant et éditeur économique, 'Frankfurter Allgemeine Zeitung'; M. Takeshi Umehara, Directeur Général, Centre International de Recherches pour les Etudes Japonaises; M. le Professeur W.Z. Vendie Walle, KUL; Mme Simone Veil, Membre du Parlement Européen.

# EPSON

For further information please contact FR Dept., Seiko Epson Corporation, 3-5, Owa 3-Chome, Suwa-Sti, Nagano-Ken, Japan. Telex 3362-435, Telefax 0266-52-8775, Phone 0266-58-1705.

هكذا من الامم





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 23 NOVEMBRE

[illegible]

## Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV**

VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net
A.A.A.	1103 67	1076 95	France-Germanie	298 39	257 94	Paribas Obligations	124 10	119 04
Adrian	220 28	221 66	France-Inde Chine	111 120	103 10	Paribas Obligations	555 39	532 75
Alcatel	570 59	568 14	France-Israël	463 92	442 46	Paribas Revenu	99 84	89 95
Alcatel-Alsthom	660 80	658 02	France-Océanie	494 4	455 19	Patrimoine Revenu	177 83	174 44
Alcatel-Ind	634 44	630 98	France...	495 10	455 19	Pavelec	688 38	668 38
A.G.F. Assurances (ex-CP)	1221 76	1211 86	France-Pays	123 11	119 52	Pavelec	256 40	256 40
A.G.F. 5000	691 78	694 92	France-Région	1258 48	1260 57	Pavelec Invest	778 10	754 24
A.G.F. EDI	1063 08	1062 55	France-Australie	26 45	26 45	Placement A	1172 08	1148 11
A.G.F. Foncier	126 75	125 71	France-Suisse	29 51	28 79	Placement ex-privé	7850 29	7890 59
A.G.F. Intermat	443 07	432 36	France-Tunisie	39 39	39 39	Placement J	575 43	576 32
A.G.F. Intermat	133 33	129 88	France-Tunisie	112576 16	112576 16	Placement Premier	53572 56	53596 13
A.G.F. ORE	1102 04	1098 58	France-Tunisie	327	233 50	Platibank	115 78	112 69
A.G.F. Siciliana	1024 41	1024 41	France-Tunisie	337 24	314 96	Prélèvement Excessif	112 06	108 94
Agilium	701 04	683 94	France-Tunisie	31 59	30 81	Prêt Association	23069 47	23369 47
Albi	207 67	200 16	France-Tunisie	4382 27	4371 34	Quercy	122 11	122 32
AL.T.O.	178 12	178 12	France-Tunisie	572 19	563 73	Reunion	162 83	160 13
Alphabank	8461 43	8168 48	France-Tunisie	10000	10738 92	Reunion Réunion	6300 87	5525 11
Alphabank court terme	82 15	80 90	France-Tunisie	1765 08	1711 10	Reunion VERT	139 08	112 25
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	88893 63	88706 96	St-Henri St-Almest	289 73	305 10
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik Assurances	159 57	158 45	St-Henri St-Almest P.L.	237 64	226 45
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	10265 19	10262 41	St-Henri St-Almest	627 97	599 49
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1263 78	1189 07	St-Henri St-Almest	52 03	52 57
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	558 41	542 16	St-Henri St-Almest	15948 50	15901 69
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	201 19	195 42	St-Henri St-Almest	82 57	80 25
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	340 28	335 73	St-Henri St-Almest	780 59	760 59
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	242 11	231 81	St-Henri St-Almest	690 33	659 73
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	285 80	275 24	St-Henri St-Almest	11135 07	11135 07
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	297 07	283 80	St-Henri St-Almest	702 55	682 17
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	367 40	353 02	St-Henri St-Almest	1480 92	1478 70
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	273 02	260 64	St-Henri St-Almest	71 78	70 76
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	445 26	426 16	St-Henri St-Almest	429 71	418 41
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	139 23	132 89	St-Henri St-Almest	645 72	616 84
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	184 01	185 23	St-Henri St-Almest	457 32	445 08
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	387	378	St-Henri St-Almest	213 41	211 50
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	558 16	550 59	St-Henri St-Almest	460 75	448 42
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1000 88	1000 88	St-Henri St-Almest	1277 07	1238 97
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	5330 94	5330 94	St-Henri St-Almest	335 42	323 49
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1160 94	1160 94	St-Henri St-Almest	166 04	160 63
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	2354 78	2346 07	St-Henri St-Almest	97 09	54 17
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	774 40	766 73	St-Henri St-Almest	1215 97	1215 97
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	2147 50	2126 24	St-Henri St-Almest	1165 27	1128 59
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	638 21	623 53	St-Henri St-Almest	1178 13	1144 79
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	795 28	713 86	St-Henri St-Almest	698 23	610 28
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	136 13	130 77	St-Henri St-Almest	58 26	52 79
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	10121 94	10120 72	St-Henri St-Almest	87 28	85 57
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	438 19	418 32	St-Henri St-Almest	1255 30	1255 30
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	5600 32	5600 32	St-Henri St-Almest	11536 10	11536 10
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	63023 97	63023 97	St-Henri St-Almest	100508 01	100508 01
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	78002 75	78002 75	St-Henri St-Almest	5198 31	5198 31
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	10785 89	10785 89	St-Henri St-Almest	470 81	453 49
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	154 13	147 14	St-Henri St-Almest	149 41	140 72
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	117 30	117 30
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest	142 12	142 12
Alphabank court terme	1573 50	1535 05	Genclik	1400 94	1400 94	St-Henri St-Almest		

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	pt/c	23/11	Achat	Vente
Europe (51 %)	6 157	6 188	8 680	8 980
ECU	9 940	9 940		
France (100 %)	3 040	3 040	3 200	3 520 600
Allemagne (100 %)	18 282	18 288	16 770	16 700
Pays-Bas (100 %)	302 340	302 040	282 500	311 500
Italie (100 %)	87 810	87 880	84 500	84 500
Royaume (100 %)	48 980	48 980	47 000	46 000
Grèce (100 %)	8 698	8 693	9 300	10 100
Grèce (100 %)	3 769	3 759	2 400	4 200
Irlande (1 000 lire)	4 628	4 628	4 400	4 900
Portugal (100 %)	382 330	375 370	375 370	
Spain (100 %)	96 000	95 200	83	100
Autriche (100 %)	48 428	48 370	48 800	48 950
Autriche (100 %)	5 351	5 318	5 000	5 750
Portugal (100 %)	5 276	5 252	5 000	5 300
Chèque (100 %)	5 276	5 252	5 000	5 300
Japan (100 %)	2 287	2 285	2 180	2 480

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par c.	COURS 23/11
Or fin 985 au barreau	89800	81600
Or fin 985 (20 g)	90500	81400
Pièce suisse (20 g)	495	480
Pièce française (10 g)	385	388
Pièce italienne (20 g)	517	520
Pièce latine (20 g)	458	470
Somma	528	521
Pièce de 20 francs	2580	2375
Pièce de 10 dollars	1582 50	1900
Pièce de 50 francs	850	908
Pièce de 50 pesetas	3225	3090
Pièce de 10 liras	482	486
Or indienne	.....	.....
Or turc	.....	.....
Or hongrois	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

C. Oxid. Fenchone ..	780	10	....
Coperox .....	360		360
Gachet .....	139		139

Guy Deguenet	680	
Hedbo-Nicolas-Zin	150	
Hongweine	297	
Melvin Inoué-Silber	240	
Nicolaï	910	
Papilio, Percher	360 10	360 10
Romero H.V.	177 00	177 50
Sz-Gabriel-Erdoglan	2148	
Suzanne-Mama	340	341 20
S.E.P.R.	1800	1590
S.P.R.L.	571	
Sol Lacoste de Mondo	442	516 d
Ullrich	190	
Lilian Orscheson	144	102 30
Wimster	1470	

c : coupon détaché - o : offert

Epargne J .....	55489 06	55488 06
Epargne Long-Terme ..	191 27	186 16

Expenses Accounts	3771 23	1309 53	
Expenses Permitted	17725 58	16350 29	
Expenses Other	189 03	182 78	
Expenses Chq.	1604 44	1086 16	
Expenses Cash	1394 30	1343 90	
Expenses Value	644 81	482 18	
Expenses	1178 03	1166 37	
Expenses	7103 65	1071 41	
Expenses	1169 50	1121 45	
Expenses	7126 18	8803 02	
Expenses (dfr. par 10)	11307 42	11307 42	
Expenses	283 98	274 94	
Expenses	9509 00	5076 03	

\* : droit détaché    d : d'annexes

Auto-Reverse .....	1020 29	1010 19
Auto-Forward .....	11268 87	11268 87

Intelsat-Holmes	946 45	823 80
Intertop-Gun	8995 22	6571 78
Intertop-Sad	1228 82	1237 35
Intertop-Sad	13178 08	129 67
Intertop-Sad	122 10	120 88
Intertop-Sad	9248 52	9108 87
Intertop-Sad	1045 54	1030 08
Intertop-Sad	151 92	148 67
Intertop-Sad	1082 17	1081 38
Intertop-Sad	10522 67	10522 67
Intertop-Sad	1318 54	1275 18
Intertop-Sad	6523 34	6287 58
Intertop-Sad	16453 08	16420 25

Malora	588 50	575 12
Malorg	1678 74	1677 06

.....	42462 41	42441 19
.....	23129 50	23106 46

---

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

**45-55-91-82, poste 4330**

---

marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-56-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

